Quatre-vingt-cinquième année. — N° 258. Le Numéro: 15 francs. Samedi 31 Octobre 1953.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.450 | 1.800 | 950 | 800 | 600 | 400 | 250 | 5.000 | 2.800 | 1.600 |
| Etranger . . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 12.500 | 6.550 | 3.500 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

**Présidence du conseil.**

*Décrets* du 27 octobre 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 9822).

*Décret* n° 53-1057 du 29 octobre 1953 instituant, pour le personnel français du service de l'enseignement français en Indochine, un régime de congé scolaire annuel (p. 9823).

*Arrêté* du 29 octobre 1953 relatif à l'application à l'école nationale d'administration du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 modifié portant fixation du système général de rétribution des agents de l'Etat ou des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examens ou de concours (p. 9823).

**Ministère de la justice.**

*Arrêté* plaçant un auditeur au conseil d'Etat en position hors cadres (p. 9824).

**Ministère des affaires étrangères.**

*Décrets* du 23 octobre 1953 portant promotions, nominations, admissions à la retraite et conférant l'honorariat (contrôle civil au Maroc) (p. 9824).

*Arrêtés* portant nominations, attributions de fonctions, réintégration et mise en position de mission (administration centrale et services extérieurs) (p. 9825).

*Exequatur* accordé à un consul (p. 9826).

**Ministère de l'intérieur.**

*Décret* du 30 octobre 1953 admettant un conseiller de préfecture de la Seine à faire valoir ses droits à la retraite et lui conférant l'honorariat (p. 9826).

**Ministère de la défense nationale et des forces armées.**

*Décrets* du 22 octobre 1953 portant promotions et nominations (armée de mer, réserve) (p. 9826).

*Décret* du 23 octobre 1953 portant attribution de la croix de chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume (p. 9828).

*Décrets* du 23 octobre 1953 portant concession de la médaille militaire (p. 9828).

*Décret* n° 53-1058 du 30 octobre 1953 portant dérogation temporaire aux dispositions relatives à l'avancement, à l'ancienneté, au grade de commandant dans les armes et services de l'armée de terre et dans la gendarmerie nationale (p. 9830).

*Décret* du 30 octobre 1953 portant attribution de commandements (p. 9831).

*Tableau* de départ colonial du 1er novembre 1953 (p. 9831).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Décret* n° 53-1059 du 29 octobre 1953 portant modification des attributions de l'office des biens et intérêts privés et mettant en accord avec cette modification les différents décrets qu'elle affecte (p. 9838).

*Arrêté* du 29 octobre 1953 approuvant une modification au règlement intérieur du Crédit national (p. 9838).

*Arrêté* portant nomination du commissaire général adjoint à la productivité (p. 9839).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Décret* du 30 octobre 1953 portant nomination d'un professeur (enseignement supérieur) (p. 9839).

*Arrêté* du 23 octobre 1953 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de bibliothécaires (bibliothèques) (p. 9839).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Décret* du 30 octobre 1953 portant déclassement de lignes de chemin de fer d'intérêt local dans le département des Ardennes (p. 9839).

*Décret* du 30 octobre 1953 autorisant le département du Morbihan à contracter un emprunt en vue de l'exécution des travaux d'amélioration du port de Port-Maria-de-Quiberon (p. 9839).

**Ministère de l'agriculture.**

*Décret* du 28 octobre 1953 fixant la composition du comité consultatif pour la gestion du fonds d'assainissement du marché de la viande (p. 9840).

*Arrêtés* du 15 octobre 1953 portant ouverture de crédits (p. 9840).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Décret* n° 53-1060 du 23 octobre 1953 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du personnel du cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer et à la limite d'âge des fonctionnaires de ce cadre (p. 9840).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Décret* n° 53-1061 du 22 octobre 1953 portant modification de l'article 22 de la loi du 21 décembre 1941 sur les hôpitaux et hospices publics (p. 9842).

**Ministère des postes, télégraphes et téléphones.**

*Arrêtés* portant nominations, titularisations, réintégration, mutation, admissions à la retraite et détachements (administration centrale et services extérieurs) (p. 9843).

**INFORMATIONS PARLEMENTAIRES**

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Réunions de commissions du vendredi 30 octobre 1953. — Convocations de sous-commission et de la conférence des présidents (p. 9843).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Convocations de commissions (p. 9844).

**INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE**

Ordre du jour. — Convocations de commissions (p. 9845).

**INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE**

Convocations de commissions (p. 9845).

**AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS**

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance de l'Uruguay (p. 9846).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance de l'Uruguay (p. 9846).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance de l'Uruguay (p. 9846).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance de l'Uruguay (p. 9846).

*Avis* de vacance de postes de médecins inspecteurs de la santé (p. 9846).

**Annonces** (p. 9847).

**DEBATS PARLEMENTAIRES**

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 78 A N.

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du vendredi 30 octobre 1953. — Questions écrites (p. 4693).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

**Décrets du 27 octobre 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décrets en date du 27 octobre 1953, rendus sur la proposition du président du conseil des ministres et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et après avis du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur portant que les dispositions des présents décrets sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, ont été promues ou nommées dans l'ordre de la Légion d'honneur, pour prendre rang du jour de la signature des présents décrets, les personnes désignées ci-après:

*Au grade de commandeur.*

M. Louis Lamaud, journaliste. Officier du 29 janvier 1939.

*Au grade d'officier.*

(Titres exceptionnels.)

MM.

Yvon Delbord, ingénieur en chef du centre national d'études des télécommunications. Chevalier du 27 novembre 1946.

Pierre Houriez, directeur de *Nord-Matin*. Chevalier du 20 mai 1947.

Maurice Noël, journaliste, Chevalier du 20 décembre 1946.

*Au grade de chevalier.*

MM.

Robert Arens, directeur des services financiers et comptables des Nouvelles Messageries de la presse parisienne; 36 ans 9 mois de services militaires et civils.

Robert Audema, journaliste; 32 ans de services militaires et civils.

Joseph Cassan, dépositaire central de la presse parisienne et régionale à Toulon; 41 ans 3 mois de services civils.

Raoul Hillmeyer, directeur commercial du journal *L'Alsace*; 36 ans 6 mois de services militaires et civils.

Jean Legrand (dit Nohain), producteur à la radiodiffusion-télévision française; 35 ans de services militaires et civils.

Georges Nicolas, journaliste; 29 ans 9 mois de services militaires et civils.

Pierre Norgeu, journaliste; 26 ans de services militaires et civils.

Jean Rivier, journaliste; 37 ans 8 mois de services militaires et civils.

Jean Guichot-Perere, journaliste; 25 ans 9 mois de services militaires et civils.

Par décret en date du 27 octobre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information, et après avis du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur en date du 5 octobre 1953 portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, a été nommée dans l'ordre de la Légion d'honneur, pour prendre rang du jour de la signature du présent décret, la personne désignée ci-après:

*Au grade de chevalier.*

M. Georges Salvignol, journaliste; 53 ans 8 mois de services militaires et civils.

Par décret en date du 27 octobre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information, et après avis du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur portant que les dispositions du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, ont été nommées dans l'ordre de la Légion d'honneur, pour prendre rang du jour de la signature du présent décret, les personnes désignées ci-après:

*Au grade de chevalier.*

MM.

Joseph Pasqualini, journaliste; 33 ans 6 mois de services militaires et civils.

Auguste Tardieu, typographe linotypiste; 57 ans de services militaires et civils.

**Décret n° 53-1057 du 29 octobre 1953 instituant, pour le personnel français du service de l'enseignement français en Indochine, un régime de congé scolaire annuel.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé des relations avec les Etats associés, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux, ensemble tous les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 50-1093 du 11 septembre 1950 fixant les attributions du ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et portant organisation du ministère;

Vu le décret n° 53-597 du 2 juillet 1953 relatif à l'exercice des attributions précédemment dévolues au ministre chargé des relations avec les Etats associés;

Vu le décret n° 53-618 du 10 juillet 1953 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé des relations avec les Etats associés;

Vu le décret n° 53-667 du 1er août 1953 portant modification du décret n° 53-597 du 2 juillet 1953 relatif à l'exercice des attributions précédemment dévolues au ministre chargé des relations avec les Etats associés;

Vu les décrets des 28 juin et 2 juillet 1953 portant nomination des membres du Gouvernement;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est institué, pour les fonctionnaires français du service de l'enseignement français en Indochine, un régime de congé scolaire annuel défini ci-après.

Art. 2. — Le congé scolaire annuel est un congé accordé à l'occasion des grandes vacances scolaires, aux fonctionnaires du service de l'enseignement français en Indochine, pour en jouir en France ou dans leur pays d'origine.

Peuvent seuls prétendre à ce congé, les fonctionnaires visés ci-dessus qui bénéficient normalement, du fait de leurs fonctions, des grandes vacances scolaires annuelles.

Art. 3. — Le congé scolaire annuel est attribué par arrêté du commissaire général de France en Indochine, soit d'office, soit dans les cas énumérés à l'article 7 ci-dessous sur demande des intéressés.

Cette attribution est subordonnée à l'accomplissement d'une année scolaire entière en Indochine.

Art. 4. — Le congé scolaire annuel donne droit à la solde et aux accessoires de solde prévus par les règlements en vigueur pour la position du congé administratif.

Art. 5. — Les bénéficiaires du congé annuel ont droit à la gratuité du passage par avion ou par bateau, pour eux et leur famille, dans les mêmes conditions que les titulaires du congé administratif normal. Ils sont autorisés à emprunter la voie aérienne, quel que soit le groupe auquel ils appartiennent.

Le remboursement des frais de transport de bagages est accordé dans les limites de poids ci-après, y compris celui pour lequel la franchise est accordée par les compagnies de transports terrestres, maritimes ou aériennes:

1° Voyages effectués par voie maritime ou terrestre:

| | |
|---|---|
| Pour l'agent | 200 kg. |
| Pour la femme | 150 — |
| Pour chaque enfant | 150 — |

2° Voyages effectués par voie aérienne:

| | |
|---|---|
| Pour l'agent | 40 kg. |
| Pour la femme | 40 kg. |
| Pour chaque enfant | 40 kg. |

Lorsque la franchise accordée par la compagnie de transports est supérieure aux poids indiqués ci-dessus, l'agent et sa famille bénéficient du régime le plus avantageux.

Le transport autorisé dans les limites de poids susindiquées s'applique aux bagages proprement dits (vêtements, linge, objets d'usage personnel, etc.) à l'exclusion, en particulier, des objets mobiliers.

Lorsque les intéressés voyagent par la voie aérienne, le remboursement du transport d'un complément de bagages par voie terrestre ou maritime n'est pas autorisé.

Art. 6. — Les personnels définis à l'article 2 ci-dessus, qui renonceront au congé annuel ou qui, par suite des circonstances, n'en auront pas bénéficié en temps utile, ne pourront prétendre à un nouveau congé qu'après accomplissement d'une seconde année scolaire en Indochine. La durée dudit congé ne pourra en être augmentée pour autant.

Art. 7. — Par dérogation aux règles posées par le présent décret, pourront opter entre le régime du congé scolaire annuel et celui du congé administratif normal:

1° Les fonctionnaires dont le conjoint, fonctionnaire lui-même ou militaire, n'est pas soumis au régime du congé annuel;

2° Le fonctionnaire, père d'au moins trois enfants, dont la famille est présente en Indochine.

Dans le cas où l'option porterait sur le congé administratif, l'entrée en jouissance de ce dernier ne pourrait intervenir qu'après accomplissement de l'année scolaire en cours au moment de l'ouverture du droit à ce congé.

Art. 8. — A titre transitoire, pourront également opter entre le régime du congé scolaire annuel et celui du congé administratif normal, les fonctionnaires qui, à l'expiration de l'année scolaire en cours au moment de la publication du présent décret, compteront un séjour minimum de dix-huit mois outre-mer.

Art. 9. — Les personnels soumis au régime du congé scolaire annuel défini ci-dessus sont administrés, pendant la durée de leur congé, de la même façon et dans les mêmes conditions que les personnels soumis au régime du congé administratif normal.

Art. 10. — Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé des relations avec les Etats associés, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 octobre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés,*
MARC JACQUET.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
PIERRE JULY.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

**Application à l'école nationale d'administration du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 modifié, portant fixation du système général de rétribution des agents de l'Etat ou des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examens ou de concours.**

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 45-2288 du 9 octobre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du titre II de l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945, relatif à l'école nationale d'administration, modifié par les décrets n° 47-970 du 2 juin 1947, n° 48-511 du 22 mars 1948 et n° 48-1141 du 19 juillet 1948; n° 48-1897 du 15 décembre 1948, n° 50-55 du 13 janvier 1950, n° 52-1126 du 8 octobre 1952, et n° 53-557 du 9 juin 1953;

Vu le décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 portant fixation du système général de rétribution des agents de l'Etat ou des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examens ou de concours;

Vu le décret n° 52-8 du 3 janvier 1952 modifiant le décret du 10 décembre 1948 susvisé;

Vu l'arrêté du 12 avril 1949 relatif à l'application à l'école nationale d'administration du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 susvisé,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le présent arrêté est abrogé et remplace l'arrêté du 12 avril 1949 susvisé.

Art. 2. — Pour l'application des dispositions du titre Ier du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 modifié, les professeurs et maîtres de conférences de l'école nationale d'administration sont classés dans le groupe I.

Art. 3. — La majoration prévue à l'article 3 modifié du décret susvisé pourra être accordée à certains professeurs de l'école nationale d'administration qui professent un cours répondant aux conditions suivantes:

Avoir fait l'objet d'une rédaction personnelle et complète, ou d'une correction complète et détaillée lorsque le cours est pris en sténotypie;

N'avoir jamais été professé ou, à défaut, et exceptionnellement, avoir fait l'objet d'un remaniement très important sur le fond.

Dans le cas de remaniement, la majoration résultant des dispositions ci-dessus ne pourra être admise que pour un nombre total d'heures de cours limité à soixante-quinze heures pour une même année scolaire et sur décision spéciale du directeur prise sur avis du conseil d'administration de l'école.

Art. 4. — En raison de l'effort spécial d'adaptation qu'exige l'enseignement des langues vivantes à l'école nationale d'administration, certains des professeurs chargés de cette discipline et appartenant ou non au ministère de l'éducation nationale, pourront bénéficier de la majoration de 25 p. 100 prévue à l'article 4, 1er alinéa, du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 modifié.

En tout état de cause, un professeur de langues vivantes, au minimum, devra être rémunéré sur la base des taux d'heures supplémentaires non majorés.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article 6 du dernier alinéa du décret susvisé et à titre exceptionnel, le plafond de quarante fois le montant de l'indemnité de base pourra être porté à soixante fois pour quatre maîtres de conférences au maximum.

Art. 6. — La correction des mémoires de stage, assurée par un jury spécial dans les conditions fixées par l'article 25 du décret n° 46-2289 du 9 octobre 1945 modifié, ouvrira droit à une indemnité unitaire par mémoire fixée dans la limite des maxima suivants:

50 p. 100 du montant d'une vacation d'oral pour les cinquante premiers mémoires;

37.5 p. 100 du montant d'une vacation d'oral pour les mémoires compris entre le cinquante et unième et le soixante-dixième;

25 p. 100 du montant d'une vacation d'oral pour chaque mémoire à partir du soixante et onzième.

Art. 7. — Pour l'application des dispositions de l'article 14 du décret susvisé du 10 décembre 1948, les examinateurs des épreuves d'exercices physiques ne pourront, en tout état de cause, recevoir qu'un quart de vacation par séance effective de quatre heures d'examen. Pour les séances d'examen d'une durée inférieure à quatre heures, le taux de l'indemnité subit une réduction proportionnelle.

Art. 8. — Pour l'application des dispositions du titre III du décret du 10 décembre 1948 modifié, les épreuves écrites du jury du concours d'entrée à l'école nationale d'administration et de l'examen de classement de sortie de cet établissement sont classées dans les groupes et réparties entre des taux conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 octobre 1953.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MAURICE VALLERY-RADOT.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du budget,*
ROGER GOETZE.

TABLEAU ANNEXE

(Application du titre III.)

| CATÉGORIES de jurys de concours ou d'examens | CLASSEMENT dans les groupes | TAUX N° 1 | TAUX N° 2 |
|---|---|---|---|
| 1° Concours d'entrée à l'école nationale d'administration. | I | Epreuve sur un sujet se rapportant à l'évolution générale des idées et des faits politiques, économiques ou sociaux depuis le milieu du XVIIIe siècle. | Epreuve portant sur des matières obligatoires correspondant à la section pour laquelle le candidat a décidé de concourir.<br>Epreuve portant sur les institutions politiques ou sur le droit administratif.<br>Epreuve portant sur les politiques économiques.<br>Version en langue étrangère. |
| | II | Epreuve de résumés. | |
| 2° Examen de classement de sortie de l'école nationale d'administration. | I | Composition générale. Rédaction d'un document administratif. | Epreuve portant sur huit sujets (chaque groupe de quatre sujets constituant une composition). |

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Conseil d'Etat.

Par arrêté du 29 octobre 1953, M. Jacques Duhamel, auditeur au conseil d'Etat, est placé dans la position hors cadre à compter du 1er novembre 1953 et mis à la disposition du ministre des finances et des affaires économiques pour exercer les fonctions de commissaire général adjoint à la productivité.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Décrets du 23 octobre 1953 portant promotions dans le corps du contrôle civil au Maroc.

Par décret en date du 23 octobre 1953, sont promus:

*Contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur 2e échelon.*

(A compter du 1er juillet 1953.)

M. Pujol (Georges), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon.

(A compter du 1er août 1953.)

M. Delorme (Henry), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon.

(A compter du 1er octobre 1953.)

M. Hardy (André), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon.

M. Trouve (André), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon.

(A compter du 1er décembre 1953).

M. Herse (Henri), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon.

*Contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur 1er échelon.*

(A compter du 1er juillet 1953.)

M. Sire (Jacques), contrôleur civil de classe exceptionnelle.

M. Garet (Georges), contrôleur civil de classe exceptionnelle.

M. Perrin (Maurice-Marie), contrôleur civil de classe exceptionnelle.

(A compter du 1er décembre 1953.)

M. Plasse (Jean), contrôleur civil de 1re classe, 2e échelon.

*Contrôleur civil de 1re classe, 2e échelon.*

(A compter du 1er septembre 1953.)

M. Nicolas (André), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

M. Plasse (Jean), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

*Contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.*

(A compter du 1er septembre 1953.)

M. Revol (Pierre), contrôleur civil de 2e classe.

M. Bazin (Henri), contrôleur civil de 2e classe.

*Contrôleur civil de 3e classe.*

(A compter du 1er juillet 1953.)

M. Treca (Albert), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

M. Martin de la Bastide (Henri), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

M. Lombard (Henri), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

(A compter du 1er octobre 1953.)

M. Piquard (André), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

M. Quessada (Jean), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

(A compter du 1er décembre 1953.)

M. Guena (Yves), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

M. Brun (Olivier), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

M. Alline (Augustin), contrôleur civil ajoint de 1re classe, 2e échelon.

*Contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.*

(A compter du 1er juillet 1953.)

M. Bonnefous (Marc), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er octobre 1953.)

M. Morizot (Pierre), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er décembre 1953.)

M. Cronel (Jean), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

*Contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon*

(A compter du 1er juillet 1953.)

M. Castel (Maurice), contrôleur civil adjoint de 2e classe.

(A compter du 1er novembre 1953.)

M. Reverdy (Paul), contrôleur civil adjoint de 2e classe

(A compter du 1er décembre 1953.)

M. Bazin (Paul), contrôleur civil adjoint de 2e classe.

M. Thabault (Albert), contrôleur civil adjoint de 2e classe.

*Contrôleur civil adjoint de 2e classe.*

(A compter du 1er juillet 1953.)

M. Blachier (Fernand), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

M. Brisset (Pierre), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

Par décret en date du 23 octobre 1953, sont nommés hors échelle et recevront à titre personnel un traitement calculé sur la base de l'indice 700:

(A compter du 1er janvier 1953.)

M. Dubuisson (Marcel), contrôleur civil, chef de commandement territorial supérieur, 2e échelon.

M. Billon (Désiré), contrôleur civil, chef de commandement territorial supérieur, 2e échelon.

M. Delorme (Gabriel), contrôleur civil, chef de commandement territorial supérieur, 2e échelon.

(A compter du 1er avril 1953.)

M. Coricon (Jacques), contrôleur civil, chef de commandement territorial supérieur, 2e échelon.

(A compter du 1er juillet 1953.)

M. Matte (Marcel), contrôleur civil, chef de commandement territorial supérieur, 2e échelon.

(A compter du 1er novembre 1953.)

M. Husson (Jean), contrôleur civil, chef de commandement territorial supérieur, 2e échelon.

**Décrets du 23 octobre 1953 portant admission à la retraite du contrôle civil.**

Par décret en date du 23 octobre 1953, M. Richard (Alfred), adjoint de contrôle de 1re classe au bureau du territoire du Tadla à Béni-Mellal est nommé contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, à compter du 1er décembre 1953.

Par décret en date du 23 octobre 1953, M. Chevalier le More (Guy), adjoint de contrôle de 1re classe au bureau du cercle de Berkane, est nommé contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, à compter du 1er septembre 1953.

**Décrets du 23 octobre 1953 portant admission à la retraite de contrôleurs civils et conférant l'honorariat.**

Par décret en date du 23 octobre 1953, M. Motais de Narbonne (Henri), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon, au secrétariat général de la région d'Oujda, atteint par la limite d'âge de son grade le 29 décembre 1951, maintenu en activité pendant deux ans, sera rayé des cadres du corps du contrôle civil le 1er janvier 1954 et admis, à cette date, à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret en date du 23 octobre 1953, le titre de contrôleur civil honoraire est conféré à M. Motais de Narbonne (Henri), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon, admis à faire valoir ses droits à la retraite le 1er janvier 1954.

Par décret en date du 23 octobre 1953, M. Dubuisson (Marcel), contrôleur civil, chef de commandement territorial supérieur, 2e échelon, en congé de longue durée, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er avril 1953 et rayé des cadres du corps du contrôle civil à la même date.

Par décret en date du 23 octobre 1953, le titre de contrôleur civil honoraire est conféré à M. Dubuisson (Marcel), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur (2e échelon), admis à faire valoir ses droits à la retraite le 1er avril 1953.

Par décret en date du 23 octobre 1953, M. Costa (Adrien), contrôleur civil chef de région (2e échelon), inspecteur général des services politiques à Rabat, atteint par la limite d'âge de son grade le 2 septembre 1950, maintenu en activité pendant trois ans, sera rayé des cadres du corps du contrôle civil le 1er octobre 1953 et admis, à cette date, à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret en date du 23 octobre 1953, le titre de contrôleur civil chef de région honoraire est conféré à M. Costa (Adrien), contrôleur civil chef de région (2e échelon), admis à faire valoir ses droits à la retraite le 1er octobre 1953.

Par décret en date du 23 octobre 1953, M. Delorme (Gabriel), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur (2e échelon), hors échelle indice 700, chef du territoire de Meknès, atteint par la limite d'âge de son grade le 8 octobre 1951, maintenu en activité pendant deux ans, sera rayé des cadres du corps du contrôle civil le 1er novembre 1953 et admis, à cette date, à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret en date du 23 octobre 1953, le titre de contrôleur civil honoraire est conféré à M. Delorme (Gabriel), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur (2e échelon), admis à faire valoir ses droits à la retraite le 1er novembre 1953.

Par décret en date du 23 octobre 1953, le titre de contrôleur civil honoraire est conféré à M. Bois (Jacques), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur (1er échelon), admis à faire valoir ses droits à la retraite le 1er mars 1953.

Par décret en date du 23 octobre 1953, le titre de contrôleur civil honoraire est conféré à M. Gromand (Roger), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur (1er échelon), hors cadres, dont la démission du corps du contrôle civil a été acceptée le 1er mai 1952.

Par décret en date du 23 octobre 1953, le titre de contrôleur civil honoraire est conféré à M. Lamidey (Marcel), contrôleur civil de 1re classe (2e échelon), admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite le 1er décembre 1952.

**Administration centrale et services extérieurs.**

Par arrêtés du 1er septembre 1953:

M. Ziller (René), secrétaire des affaires étrangères de 2e classe, 2e échelon, a été chargé des fonctions de secrétaire d'ambassade de 2e classe à la légation de France à Helsinki.

M. d'Aumale (Christian), secrétaire des affaires étrangères de 1re classe, 2e échelon, a été chargé des fonctions de conseiller d'Extrême-Orient de 2e classe à l'ambassade de France au Japon.

Par arrêté du 4 septembre 1953, M. Salade (Pierre), conseiller d'Extrême-Orient de 1re classe, 1re échelon, a été chargé des fonctions de conseiller d'Extrême-Orient de 1re classe à l'ambassade de France à Karachi.

Par arrêté du 7 septembre 1953, M. Belloir (Jean), chancelier de 2e classe, 1er échelon, a été chargé des fonctions de consul adjoint à l'ambassade de France à Karachi.

Par arrêté du 9 septembre 1953, M. Santini (Joseph), chancelier de 2e classe, 3e échelon, a été nommé en mission à l'administration centrale.

Par arrêté du 10 septembre 1953, M. Boule (Raymond), chancelier de 3e classe, 1er échelon, a été chargé des fonctions de vice-consul chef de chancellerie à l'ambassade de France à Monrovia.

Par arrêtés du 11 septembre 1953:

M. Bressier (Raymond), secrétaire des affaires étrangères de 3e classe, 3e échelon, a été chargé, à compter du 12 octobre 1953, des fonctions de secrétaire d'ambassade de 2e classe à l'ambassade de France à Vienne.

M. Medioni (Gilbert), conseiller des affaires étrangères de 1re classe, 2e échelon, a été nommé en mission à l'administration centrale, à compter du 1er juillet 1953.

M. de Noblet d'Anglure (Jean), ministre plénipotentiaire de 1re classe, a été réintégré dans les cadres du département et nommé en mission à l'administration centrale, à compter du 1er août 1953.

Par arrêté du 14 septembre 1953, Mlle Léhé (Marguerite), chancelier de 1re classe, a été nommée en mission à l'administration centrale.

Par arrêté du 15 septembre 1953, M. Fralon (Jean-Baptiste), administrateur adjoint de la France d'outre-mer, a été remis, à compter du 18 juillet 1953, à la disposition de son administration d'origine.

Par arrêté du 18 septembre 1953, M. Hallberger (Georges), chancelier de 1re classe, a été nommé en mission à l'administration centrale.

Par arrêtés du 23 septembre 1953:

M. Jamme (Pierre), secrétaire des affaires étrangères de 1re classe, 1er échelon, a été nommé en fonctions à l'administration centrale.

M. Bradier (Henri), chancelier de 2e classe, 1er échelon, a été chargé des fonctions de vice-consul chef de chancellerie au consulat de France à Rotterdam.

Par arrêté du 28 septembre 1953, M. Lorand (Amédée), chancelier de 3e classe, 3e échelon, a été chargé des fonctions de vice-consul chef de chancellerie au consulat général de France à New-York.

**Exequatur.**

L'exequatur est accordé à M. Jean-Georges Rueff en qualité de consul du Brésil à Strasbourg

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 30 octobre 1953 admettant un conseiller de préfecture de la Seine a faire valoir ses droits à la retraite et lui conférant l'honorariat.**

Par décret en date du 30 octobre 1953:

M. Peberay (René), conseiller de préfecture de la Seine, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Peberay (René) est nommé président de section honoraire au conseil de préfecture de la Seine.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

**Décret du 22 octobre 1953 portant promotions dans la réserve du corps du commissariat de la marine.**

Par décret en date du 22 octobre 1953, sont promus dans la réserve du corps du commissariat de la marine:

(Pour compter du 1er octobre 1953.)

*Au grade de commissaire de 1re classe de réserve.*

Les commissaires de 2e classe de réserve:

MM. Gervais (André-Marie), port d'immatriculation Toulon.
Joubert (Marie-Georges-Henri), port d'immatriculation Lorient.
Hommey (Daniel), port d'immatriculation Cherbourg.
Acroute (Edouard-Pierre), port d'immatriculation Cherbourg.
Dubail (René-Georges-Albert), port d'immatriculation Toulon.

(Pour compter du 1er novembre 1953.)

*Au grade de commissaire de 2e classe de réserve.*

Les commissaires de 2e classe de réserve:

MM. Krebs (Emile-Charles), port d'immatriculation Toulon.
Chanard (Jean-Joseph-Marie-Augustin), port d'immatriculation Toulon.
Rouy (Jacques-Charles), port d'immatriculation Toulon.

**Décrets du 22 octobre 1953 portant nominations dans le corps des officiers de marine.**

Par décret en date du 22 octobre 1953, sont nommés dans le corps des officiers de marine du cadre actif:

*Au grade d'enseigne de vaisseau de 2e classe.*

(Pour compter du 1er octobre 1953.)

Les élèves de l'école polytechnique dont les noms suivent:

MM. Dupuis (Philippe-Raymond), du port de Toulon.
Sulzer (Henri-Guy), du port de Toulon.
Thabard (Francis-Pierre), du port de Toulon.
Dillard (Gilles-Pierre-Camille), du port de Toulon.
Godino (Roger-Jean-Georges), du port de Toulon.
Girard (Yves-Etienne-René), du port de Toulon.
Garraux (Pierre-Albert-François), du port de Toulon.
Teste du Bailler (André), du port de Toulon.
Mouchez (Philippe-Marie-Charles-Félix), du port de Toulon.
Pérès (Emile-Roger), du port de Toulon.
Clamens (Henri-Paul-Marie-René), du port de Toulon.
Leflaive (Rémi-Jean-Marie), du port de Toulon.
Lozier (François-Louis-Adolphe), du port de Toulon.

Par décret en date du 22 octobre 1953:

Sont nommés dans le corps des officiers de marine de réserve:

*Au grade d'enseigne de vaisseau de 2e classe de réserve.*

(Pour compter du 1er juillet 1953.)

M. l'aspirant de marine de réserve, branche « chef de quart », du port de Toulon, Auriacombe (Pierre-Robert).

(Pour compter du 1er octobre 1953.)

Les aspirants de marine de réserve, du port de Toulon, dont les noms suivent:

Branche « Chef de quart ».

MM.
Le Masson (André-Yvon-Hyacinthe).
Cordier (Pierre-André-René Robert).
Jaffray (Roger-Alexandre-Auguste).
Martin (Jean-Claude-Lucien).
Delauney (Gérard-Louis-Nestor).
Maksud (Bernard-Marie-Jacques).
Serenne (Bertrand-Pierre-Marie).
Philippin (Georges).
Rossollin (Henri-Marcel-François-Marie).
Michel (Jean-François-Noël-Marie-Joseph).
Méléard (André).
Latil (Gilbert-Pierre-Charles-Paul).
Leboue (Jacques-Fleury-Henri).
Rouget (Georges-Louis).
Avinens (Maurice-Etienne-Marie).
Brochand (Pierre-Yves-Maurice).
Saint-Cast (Jacques-Lucien).
Lagente (Pierre-Marie-Jean-Louis).
Lecœur (Hubert-Marie-Robert).
Trézéguet (Bernard-Louis).
Le Gall (Roger-Pierre-Robert).
Humbert (Claude-François).
Bouriel (Gérard-Louis-Jean).
Boucher (Pierre-Marie-Joseph).
Cayet (Michel-Auguste).
Lapierre (Raymond-Gérard-Gabriel-Osmanich).
Lacapelle (Michel).
Meyer (Charles-Hubert-Léon).
Louvet (Jean-Louis-Joseph).
Verdier (Jean).
Dexmier (Jean-Paul-Mathias-Edouard).
Depierre (Jean-Marcel).
Cardinal (André-René-Henri).
Juge (Jean-Pierre-Henri).
Dubois (Guy-Marie-Joseph).
Wils (Alfred-Louis-Félix).
Mescam (Maurice).
Boatli (Maurice-Joseph-Ange).
Magnin (Jean-Louis).
Robert (Hervé-Marcel-René-Marie).
Chamoux (Jean-Claude).
Le Brun (Hubert-Pierre-Marie).
Bernadeau (Jean).
Bouveret (Claude-Louis-Ange).
Mallet (Jean-Philippe-Marie-Georges).
Petitpas (Edmond-Pierre).
Gillot (Pierre-Marie-Louis).
Vautier (Jean-Auguste-Lucien).
Coupin (Bernard-Yves).
Lebhar (Yvon-Hubert).
Gonthiez (Philippe-Esaïe).
Duthuit (Jean-Claude-Auguste-Henri).
Dupard (Guy-Désiré).
Jullien (René-Clément-Marius).
Mérer (Jean-Pierre-François).
Le Monnier de Gouville (Jean-Bernard-Marie-Joseph).
Marion (Jean-Charles-Emmanuel).
Jacquart (Alain-Arsène).
Vigne (Jean-Marie-Roger-Ernest).
Sauvageot (Pierre-Germain-Léon).

Brault (Claude-Joseph-Serge).
Martin (Jacques-Louis-Georges).
Le Garo (Maurice-Pierre-Etienne).
Bele (Jacques-Gérard-Cornil).
Magnon-Verdier (Henri).
Didailler (Louis-Hervé-Guillaume-Marie).
Le Marec (Yvon).
Lapierre (Antoine-Marie-Christian).
Bryère (Claude-Jacques).
Chaussumier (Michel).
Le Masson (Jérôme-Marie).
Mahieu (Jacques-Jules-Marius).
Gourvès (Jean-Paul-René).
Saint-Guily (Michel-Maurice-Pierre).
Leprêtre (Bernard-Joseph).
Lasne (Claude-Jacques).
Tariel (Paul-Philippe-Ferdinand).
Lecourt (Michel).
Hollard (Hubert-Louis-Emile).
Oger (Armand-Edouard-Louis).
Lebon (René-Jean).
Barrey (Claude-Louis).
Giard (Jean-Pierre).
Ziegler (Roger-Alexandre).
Chaunu (Jean-Paul-René).
Gérard (Paul-Louis-Jean).
Le Corre (Jean-Elie-Louis).
Monteux (Jean-Pierre).
Lacour (Jean-Léon-Georges).
Bourbeillon (André-Alexandre-Henri).
Comby (Bernard-Maurice-Marie).
Couespel du Mesnil (Jean).

Branche « Navigateurs aériens ».

MM.
Claret (André-Abdon-Albert).
Salas (Pierre-Louis).
Zang (Alain-Philippe-Paul).
Schmitt (Roger-Louis).
Le Dréo (Joseph).

Branche « Pilotes d'aéronautique ».

MM.
Baudin (Jean-André-Paul).
Casset (Jean-Louis-Alfred).
Coutaudier (Jacques-Louis-Henri).
Douay (Philippe-Jacques).
Jourdain (Guy-Jules-Gabriel-Gérard).
Kieffer (Jean-Paul-Michel).
Le Gac (Yves-Jean-René).
Stolz (Guy-Henri-Marie-François).
Thévenin (Jean-Arnaud-Adrien-Marie).

Branche « D. C. A. à terre ».

MM.
Le Pelletier du Clary (Raymond-Joseph-Félix).
Gohier (Jacques-Gilbert-Victor).
Merceron (Claude-Marc).
Beuret (Pierre-Louis-Jean-Gabriel).
Farsy (Robert-José-Auguste).
Salva (Paul).
Gros (André).
Farge (Jean-Henri-Marie-Benoît).
Fleury (Michel-Pierre).
Migeot (Philippe-Louis).
Piusquellec (Jacques-Pierre-Paul).
Patau (Marc-Stéphane).
Duriaud (Michel-Jean).
Crégut (André-Laurent-Roger).
Buffarou (Jean-François).

Branche « D. C. A. à terre » spécialisation « Radar ».

MM.
Denis (Alain-Paul).
Cazes (Michel-Jean-Robert).
Rozes (Jean-Philibert).
Guépin (Claude-Léon-Henri).
Levêque (Léon-Louis-Charles).
Magnenot (Georges-Gustave).

Branche « Radio détection du service général ».

MM.
Goulée (Pierre).
Stoufflet (Robert-Marie-Joseph).
Galleron (Guy-Charles-Victor).
Dubuit (Jean-Marie-Vianney).

Branche « Radio-radar d'aéronautique ».

MM.
Le Moal (Robert).
Divoux (Michel-André).
Gruska (Ralph-Fernand).
Fourure (Pierre-Albert-Georges).
Parenty (Henri-Marin).
Oget (Jacques-René-Robert).
Lefebvre (Michel-Louis-Charles-Joseph).
Gorget (Henry-Michel-André-Marie).
Lonprez (Michel-Antoine-Désiré-Jean).
Dartigalongue (Guy-Jean-André).
Fourure (Jean-Marie-André).
Jaquemin (André-Paul).
Villemaud (Jean-Léonard-Etienne).

Branche « Recherches scientifiques ».

MM.
Toitot (Michel-Marie-Stéphane).
Romiguière (Claude-Emile-Georges).
Davoine (François-Jules-Joseph).
Sallard (Henri-Maurice-Claude-Marie).
Poggi (Gérard-Philippe).
Ottmann (François-Camille).

Sont nommés dans le corps des ingénieurs mécaniciens de réserve:

*Au grade d'ingénieur mécanicien de 3e classe de réserve.*

(Pour compter du 1er octobre 1953.)

Les aspirants mécaniciens de réserve du port de Toulon dont les noms suivent:

Branche « Ingénieurs mécaniciens du service général ».

MM.
Breting (Olivier).
Blanc (Gilbert-René-Laurent).
Abgrall (Roger).
Couvrand (Régis-Jean-André-Louis).
Brevet (Jacques-Louis).
Trebern (Nonna-André-Marie).
Thauront (Pierre-Marie-Gervais).
Combarel (Guy-Marie-Joseph).
Gesquière (Gérard-Claude-André).
Faure (Raymond).
Poupin (Jean-Albert).
Jousserand (André-Léon-Valérien).
Raignault (Michel-Georges).
Frénéhard (Jean-Louis-Denis).
Le Garff (André-Joseph-Marie).
Hollander (Jean-Georges).
Normand (Maurice-Ernest-Louis).
Lion (Jean-Lucien).
Bech (Jean-André).
Delcombel (Pierre-Christian).
Emonet (Georges-Laurent).
Lucan (André-Georges).
Lucas (Jean-Roger-Louis).
Roussillat (Jean-Michel).
Metge (Yves-Max).
Pariot (Eugène-Georges-Antoine).
Casalini (Georges-Richard-Guillaume).
Duval (Bernard-Francis).
Peltier (Yves-Marie-Guy).
Couderc (Jacques-Fernand).
Drieu La Rochelle (Michel-Raphaël-Georges).
Epinard (Robert-Jean-Baptiste).
Le Léannec (Pierre-Louis).
Ficheux (René-Louis).
Dupuis (Jean-Paul-Augustin-Marie).
Olivier (Léopold-Joseph).
Le Scanff (Eugène-Auguste-Jean).
Philippe (Jacques-Louis).
Alexis (Roger-Eugène).
Rivière (Roland-Robert).
Acolas (Jacques-Pierre-Henri).
Lefebvre (Michel-Albert-Jean).
Quinton (Jacques).
Rond (Pierre-Michel).
Gest (Roland-Pierre-Charles).
Degrave (Robert-Jean-Marcel).
Denais (René).
Descombes (Pierre).
Moreau (Emmanuel-Joseph-Marie).
Perriard (Jean-Jacques).
Gojon (Gilbert-Georges-Lucien).
Castera (Jean-André).
Cadon (Jacques-Maurice).
Diehl (François-Henri-John).
Mogier (Pierre-Jacques).
Rouges (Louis-Georges).
Fergon (Henri-Marie-René).
Le Chevalier (Auguste-Marie).
Andro (Jean-François-Louis).
Rousseau (Michel-Marie-André).
Lefebvre (Michel-Xavier-Adrien).
Thual (Alain-Louis-Marie).
Allétru (Jean-Edmond-Louis).

Branche « Ingénieurs mécaniciens d'aéronautique ».

MM.
Yvray (Michel-Henri-René).
Cornlot (Jacques-Jean).
Becat (Michel-Antoine).
Schouteeten (Robert-André-Gustave).
Frigola (Rémi).
Noharet (Louis-Alphonse-Henri).
Nys (Michel-Louis-Gustave).
Delanoé (Daniel-Isaïe-Damien).
Simard (Bernard-Michel-Gabriel).
Pilipowicz (Georges-André).
Sivan (Paul-Antoine-Marius-François).
Faupin (Roger-Félix).
Simon (Pierre-Michel).
Bouthelou (Gérard).
Noulin (Jean-André-Joseph).
Boudignon (Jean-Louis-Alphonse).
Estoup (Bernard-Pierre).
Barbier (Jean-Léon-Henri).
Julien (Christian-Albert).
Lefebvre (Claude-Camille-Hector).
Noble (Jean-François-Emile).
Sanséau (Louis-Yves-Pierre).
Blondeau (Michel-Ernest-Marcel).
Bronnec (Jean-Armand-Louis).
Collette (Daniel-Eugène-Victor).
Meyer (Gérard-Charles-Joseph).
Duchateau (Jean-Louis-Paul).
De Moncuit de Boisouillé (Bernard-Marie-Joseph).
Corvaisier (Paul-Jean-Marie).
Dognin (Gabriel).
Gouiran (Claude-Philippe).
Bidault (Roger-Frédéric).
Crochemore (André-Léon-Jules-Marie).
Poirel (Alain-François).
Wacquez (Pierre-Jean-Marie-André).
Blick (Louis-Pierre-Edouard-Adolf).
Camus (Christian-Joseph-Louis).
Grondel (Charles-Albert-Louis-Marie-Joseph).
Robin (Claude).
Félabon (André-Marie-Charles-Ghislain).
Crenn (Pierre).
Parent (Jean-François-René).
Vinot (Roland-Maurice-André).
Margerit (Bernard-Paul-Amédée).
Gros (Gérard-Prosper-Yves).

Par décret en date du 22 octobre 1953, sont nommés dans le corps des officiers de réserve interprètes et du chiffre de l'armée de mer:

*Au grade d'officier de réserve interprète et du chiffre de 3e classe.*

(Pour compter du 1er octobre 1953.)

Les aspirants de réserve interprètes et du chiffre du port de Toulon dont les noms suivent:

MM.
Parquet (Daniel-France-Simon).
Poussard (Michel-Jacques).
Bourgeois (Jacques-Georges-Charles).
Bellier (Pierre-Georges-Michel-André).
Drumetz (Michel-Jean-Camille).
Berçot (Paul-Emile-Julien-Robert-Amédée).
Piccon (Gérard).
Fauroux (Roger-Jean-Louis).
Scherrer (Robert).
Gaugain (Jacques-André).
Reutemann (Jaque-Edouard-Jean).
Parésy (François-Eugène-Marie).
Blanzat (Marc-François).
Berthe (Jacques-Jean).
Gagnère (Claude).
Johansson-Rosen (Eric-Christos-Victor).
Juras (Georges-Jules-Adam).
Ducasse (André-Pierre).
Dietemann (Jacques-Joseph-Charles-Gérard).
Viviers (René-Pierre-Alexandre).
Gobin (Pierre-Bernard).
Grizey (Pierre-Jean).
Tirand (Paul-Jules-Joseph).
Rabut (Claude-Alphonse-Guy).
Hitzel (Jean-Gilbert).
Gisselbrecht (Gilbert-André-Michel).
Chanfreau (Pierre-Philippe).
Garnache (Michel).
Chahtahtinsky (Jean).

**Décret du 23 octobre 1953 portant attribution de la croix de chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume.**

Par décret en date du 23 octobre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur du 1er octobre 1953 portant que les nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, la croix de chevalier de la Légion d'honneur est attribuée à titre posthume aux officiers désignés ci-après:

Heldt (Georges-Henri), lieutenant.
Verlaine (Jacob), lieutenant.
Jeanot (François-Eugène), adjudant-chef.
Revy (Pierre-Auguste), adjudant-chef.

Ces nominations ne comportent pas l'attribution de la Croix de guerre, les intéressés ayant fait l'objet d'une citation individuelle.

**Décrets du 23 octobre 1953 portant concession de la médaille militaire.**

Par décret en date du 23 octobre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), le conseil de l'ordre entendu, sont décorés de la médaille militaire, à titre posthume, les militaires dont les noms suivent:

Adloff (Léon-André), 1re classe, 165e régiment d'infanterie de forteresse, classe 1927, mle 916, recrutement de Saverne.
Adnet (Jean-Joseph), caporal, 151e régiment d'infanterie, classe 1941, mle L. E. 1508, recrutement de Valenciennes.
Ahmed ben Ali, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 3596/40, recrutement de Rabat.
Ahmed ben Bouchta, caporal, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 1279/39, recrutement du Maroc.
Ahmed ben Bou Tahar ben Hadj Ahmed, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 1675/39, recrutement du Maroc.
Ahmed ben Brahim, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 1256/39, recrutement de Rabat, Maroc.
Ahmed ben Filali, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1943, mle A. 2422/43, recrutement du Maroc.
Ahmed ben Lahoussine, 1re classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1933, mle A. 107/33, recrutement du Maroc.
Ahmed ben Layachi ben Mohamed, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1943, mle A. 4819/43, recrutement du Maroc.
Ahmed ben Lemsadek, caporal, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 1526/40, recrutement du Maroc.
Ahmed ben Mekki, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains (bataillon algérien), classe 1941, mle A. 4/41, recrutement du Maroc.
Ahmed ben M'Faddal, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 5418/40, recrutement du Maroc.
Ahmed ben M'Hamed, 1re classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 6523/39, recrutement du Maroc.
Ali ben Abdeslam ben Assin, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1952, mle A. 533/42, recrutement du Maroc.
Ali ben Abdesselam, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 806/40, recrutement du Maroc.
Ali ben Abelouahed, 1re classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1935, mle A. 395/35, recrutement du Maroc.
Ali ben Ali, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 288/40, recrutement du Maroc.
Ali ben Amar, caporal, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 2542/40, recrutement du Maroc.
Ali ben Khammar, 1re classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 3378/40, recrutement du Maroc.
Allal ben Taibi, 1re classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 6627/39, recrutement du Maroc.
Amar ben Seghir, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 2915/39, recrutement de Rabat (Maroc).
Amar ou Ali, sergent, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1936, mle A. 254/36, recrutement du Maroc.
Ameur ben Mohamed, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1938, mle A. 362/38, recrutement du Maroc.
Ayadi Messaoud, caporal, 3e régiment de tirailleurs algériens, classe 1938, mle 9128-RM-S, recrutement de Constantine.
Bahria Ahmed, 2e classe, 3e régiment de tirailleurs algériens, classe 1941-s, mle 15318, recrutement de Constantine.
Barthez (Roger-Louis-Marius), chasseur, 65e bataillon de chasseurs alpins, mle 2920, classe 1934, recrutement de Montpellier.
Belkacem ou Ali, 2e classe, 81e goum chérifien, classe 1939, mle 408, recrutement du Maroc.
Belliardo (Pierre), caporal, 22e régiment d'infanterie coloniale, mle 2009, classe 1929, recrutement de Nice.
Benabdelmalek Djelloul, 1re classe, 32e régiment du génie, classe 1929 M, mle RM 343, recrutement d'Alger.
Benaouata Rabah, 2e classe, 3e régiment de tirailleurs algériens, classe 1941-s, mle 15318, recrutement de Constantine.
Ben Hamou (Maurice-Clément), 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1945, mle R. 779, recrutement du Maroc.
Bouvier (Georges-Fernand), caporal, 102e régiment d'infanterie, classe 1941, mle 53-14436, recrutement de Rennes.
Boy (Louis), 2e classe, 152e régiment d'infanterie, classe 1945, mle 37353, recrutement de Lyon.
Brazier (Henri-Armand-Marie), caporal, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle 2465, recrutement de Tours.
Broeks (Robert), 2e classe, 21e régiment d'infanterie coloniale, classe 1943, mle 8558, recrutement d'Arras.
Buffet (Marcel-Léon-Auguste), 1re classe, 117e régiment d'infanterie, classe 1938, mle 462, recrutement de la Roche-sur-Yon.
Carre (Guy), 2e classe, 35e régiment d'infanterie, recrutement de la 1re région, classe 1943, mle 28177.
Cayard (Maurice-Victor-Alfred), soldat, 133e régiment d'infanterie de forteresse, classe 1928, mle 6546, recrutement de la Seine (3e bureau).
Cleiss (Georges), 2e classe, 37e régiment d'infanterie, classe 1935, mle 1411, recrutement de Saverne.
Clergironnet (Marcel-Albert), 2e classe, 109e régiment d'infanterie, classe 1933, mle 831, recrutement de Strasbourg.
Cofin (Georges-Joseph), 2e classe, 153e régiment d'infanterie de forteresse, classe 1929, mle 1255, recrutement de Nancy.
Colomer (Antoine), soldat de 1re classe, 96e régiment d'infanterie alpine, classe 1934, mle 1419, recrutement de Perpignan.
Delahaye (Georges-Maurice), caporal, 133e régiment d'infanterie de forteresse, classe 1933, mle 2161, recrutement de la Seine (3e bureau).
Duquenne (Fernand-Henri), maréchal des logis, 3e compagnie du parc d'artillerie auto de Dunkerque, classe 1924, mle 7250, recrutement de Lille.
El Mati ben Amar, 1re classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 2130/39, recrutement du Maroc.
El Mati ben Mohammed, 1re classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 5419/39, recrutement du Maroc.
El Mati ben Saïd, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle B. 1285/39, recrutement du Maroc.
Faustin (Maurice-Eugène-Raymond), soldat, 203e régiment d'artillerie lourde, classe 1938, mle 2590, recrutement de Saint-Omer.
Fontaine (Lucien-René-Adrien), sergent, 205e régiment d'infanterie, classe 1930, mle 1174, recrutement de Caen.
Fontaine (Maurice-Marius), 2e classe, 51e régiment d'infanterie, classe 1937, mle 2311, recrutement de Rouen.
Fynnaert (Pierre-Charles-Ernest), 1re classe, 1er régiment d'infanterie, classe 1934, mle 2403, recrutement de Béthune.
Gauthier (Jean), 2e classe, bataillon de marche no 5, classe 1946, mle 1246, recrutement de Dijon.
Gauthier (Marceau), soldat, 42e régiment d'artillerie divisionnaire, classe 1937, mle 384, recrutement de Béthune.
Gerardin (Henri-Ernest), caporal-chef, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1942, mle R. 78, recrutement du Maroc.
Gesell (René-Charles), aspirant, 160e régiment d'artillerie, classe 1938, mle 867, recrutement de Mulhouse.
Gobet (Lucien-Camille), soldat, 95e régiment d'infanterie, mle 2639, classe 1940, recrutement de Versailles.
Grandroques (Maurice), soldat, 345e compagnie de quartier général du train, classe 1925, mle 2931, recrutement de la Seine (2e bureau).
Grotzinger (Paul), brigadier-chef, 5e régiment de cuirassiers, classe 1939, mle 416, recrutement de Strasbourg.
Hammadache Messaoud, tirailleur, 13e régiment de tirailleurs algériens, classe 1936, mle L. M. 200, recrutement d'Alger.
Jamain (Roger-Abel), sergent, 225e régiment d'infanterie, classe 1938, mle 95, recrutement d'Angoulême.
Kauffenstein (Dagobert), sergent, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1934, mle 542, recrutement de Strasbourg.
Krettou Mohamed ben Larbi, 2e classe, 14e régiment de tirailleurs algériens, classe 1937, mle R. M. 1984, recrutement d'Alger.
Kustner (Gustave), 2e classe, 28e régiment d'infanterie de forteresse, classe 1931, mle 1583, recrutement de Colmar.
Lauthier (Pierre-François), sergent, 166e régiment d'infanterie de forteresse, classe 1932, mle 6988, recrutement de la Seine (2e bureau).
Lavaud (André-Léon-Auguste-Robert), aspirant, 12e régiment d'artillerie coloniale, classe 1941, mle 49855, recrutement de Paris (1re région).
Leclercq (Gilbert-Florent-Armand-Joseph), sergent, 127e régiment d'infanterie, classe 1931, mle 675, recrutement de Béthune.
Leroy (Pierre-Eugène-Théodore), adjudant, 11e régiment d'infanterie, classe 1930, mle 1509, recrutement de Mulhouse.
Lux (Georges-Aimé-Alexandre), brigadier, 4e bataillon de douaniers, classe 1928, mle 1166, recrutement d'Avesnes.

**Malard** (Raymond-Henri-Gabriel), caporal, 13e demi-brigade de légion étrangère, classe 1936, mle 3111, recrutement de la Seine (1er bureau).

**Massucco** (Georges-Henri-Téobaldo), 2e classe, 11e bataillon de chasseurs alpins, classe 1931, mle 728, recrutement de Gap.

**M'Bark** ben Ahmed, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 4940/39, recrutement du Maroc.

**M'Hamed** ben Ahmed, caporal, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 422/40, recrutement du Maroc.

**M'Hamed** ben Boubekeur, 1re classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 28/39, recrutement de Rabat (Maroc).

**Miloud** ben Djelloul ben Mohammed, 1re classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1943, mle B. 475943, recrutement du Maroc.

**Miloud** ben Mahjoub, caporal, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1943, mle A. 19/43, recrutement du Maroc.

**Miloudi** ben Mohammed, 1re classe, 6e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 3148/40, recrutement du Maroc.

**Mohamed** ben Abdallah, 2e classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 2292/39 EX. T. 5224, recrutement de Rabat (Maroc).

**Mohamed** ben Abdallah ben Souia, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 965/39, recrutement du Maroc.

**Mohamed** ben Abdelkader, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1930, mle A. 197/30, recrutement du Maroc.

**Mohamed** ben Ahmed, 2e classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle T. 10100, recrutement de Rabat, Maroc.

**Mohamed** ben Ali ben Mohamed, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1943, mle A. 8788/43, recrutement du Maroc.

**Mohamed** ben Allal, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle B. 98/39, recrutement du Maroc.

**Mohamed** ben Moha ou Said, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1942, mle A. 1935/42, recrutement du Maroc.

**Mohamed** ben Mohand ben Mohamadi, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1943, mle B. 738/43, recrutement du Maroc.

**Mohammed** ben Abdesselam, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 6423/39, recrutement du Maroc.

**Mohammed** ben Ahmed ben Amar, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 636/40, recrutement du Maroc.

**Mohammed** ben Allal, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 501/40, recrutement du Maroc.

**Mohammed** ben Amar, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 6083/39, recrutement du Maroc.

**Moreau** (Jean-Jacques), soldat, 119e régiment d'infanterie, classe 1931, mle 1219, recrutement d'Evreux.

**Mouaizia** Abdelkader, 2e classe, 22e bataillon de marche nord-africain, classe 1939, mle L. M. 787, recrutement d'Alger.

**Negri** (Rodolphe-Louis-Victor), brigadier-chef, 61e régiment d'artillerie divisionnaire, classe 1937, mle 2409, recrutement de la Seine (4e bureau).

**Nieloud** (Joseph), 1re classe, 22e régiment d'artillerie coloniale, classe 1924, mle 786, recrutement de Chambéry.

**Oudjiane** Ali ben Kaci, 2e classe, 18e régiment de tirailleurs algériens, classe 1928 A, mle R. M. 45, recrutement d'Alger.

**Perrais** (Louis-René), soldat, 65e régiment d'infanterie, classe 1933, mle 1972, recrutement de Nantes.

**Pinardi** (Lucien), 2e classe, 43e régiment d'infanterie, classe 1936, mle 362, recrutement d'Amiens.

**Pincon** (Jean-Louis-Armand), adjudant, 169e régiment d'infanterie de forteresse, classe 1931, mle 420, recrutement d'Ancenis.

**Rahal** ben Abdelkader, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 6192/39, recrutement du Maroc.

**Rahal** ben Bark, 1re classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle B. 305/39, recrutement du Maroc.

**Rahal** ben Hadj, 1re classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 6098/39, recrutement du Maroc.

**Raouti** ben Ahmed, 1re classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 6388/39, recrutement du Maroc.

**Rizzo** (Guido), caporal-chef, 1er régiment de zouaves, classe 1935, mle R. 814, recrutement du Maroc.

**Saïd** ben El Moktar ben Ali, 2e classe, 31e escadron mixte du train, 15e compagnie muletière, classe 1943, mle A. 744/43, recrutement du Maroc.

**Saïd** ben Lhassen, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 3426/39, recrutement du Maroc.

**Saïd** ben Mohamed, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 9502/39, recrutement du Maroc.

**Saïd** ben Mohammed, 2e classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 1141/40, recrutement du Maroc.

**De Sainte-Maresville** (Alfred-Henri-Albert), 2e classe, 149e régiment d'infanterie, classe 1929, mle 1637, recrutement de Saint-Omer.

**Salah** ben Bouchaib, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 5402/39, recrutement du Maroc.

**Salah** ben El Maâti ben Hammouane, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1943, mle B. 1678/43, recrutement du Maroc.

**Salah** ben Lahcen, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1935, mle A. 281/35, recrutement du Maroc.

**Salah** ben Mohamed, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1942, mle A. 1065/42, recrutement de Rabat (Maroc).

**S.N.P. Ahmed Ould Hadj**, 1re classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle 16, recrutement d'Oran.

**Taglia** (Joseph-Antoine), soldat de 2e classe, 173e demi-brigade d'infanterie alpine, classe 1931, mle L. M. 618, recrutement d'Ajaccio.

**Tahar** ben Abbad, sergent, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1938, mle S. 3134, recrutement de Rabat (Maroc).

**Tahar** ben Ali ben Raho, 2e classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1943, mle B. 8012/43, recrutement du Maroc.

**Tahar** ben Cheikh ben Driss, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 6873/40, recrutement du Maroc.

**Tahar** ben Jilali, 2e classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 1017/40, recrutement du Maroc.

**Tahar** ben M'Hameben Boudeilara, 2e classe, régiment de reconnaissance, détachement d'appui, classe 1943, mle A. 386/43, recrutement du Maroc.

**Taïbi** ben Ahmed, 1re classe, 5e régiment de tirailleurs marocains, classe 1935, mle A. 744/35, recrutement du Maroc.

**Talpach** (Nicolas), caporal, 152e régiment d'infanterie, classe 1929, mle 1507, recrutement de Mulhouse.

**Tayeb** ben Jillali, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1940, mle A. 339/40, recrutement de Rabat (Maroc).

**Thami** ben Hammou, 2e classe, 8e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 1912/39, recrutement du Maroc.

**Thami** ben Tahar, 2e classe, 4e régiment de tirailleurs marocains, classe 1939, mle A. 5420/39, recrutement du Maroc.

**Thuillier** (René), soldat, 158e régiment d'infanterie, classe 1935, mle 3659, recrutement de la Seine (2e bureau).

**Younes** Abdelkader, 2e classe, 2e régiment de tirailleurs algériens, classe 1942, mle 3834, recrutement d'Oran.

**Zenner** (Emile-Joseph), soldat de 2e classe, 151e régiment d'infanterie, classe 1931, mle 1598, recrutement de Sélestat.

---

Par décret en date du 22 octobre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), le conseil de l'ordre entendu, sont décorés de la médaille militaire les déportés et internés de la Résistance dont les noms suivent:

A TITRE POSTHUME

**Aigroz** (Georges).
**Alix** (Raymond), 2e classe.
**Arfeuille** (Abel), adjudant.
**Aubert** (Jacques), sergent.
**Bacrot** (Fernand), adjudant-chef.
**Barbier** (Gilbert), 2e classe.
**Barbieri** (Gino-Louis), adjudant.
**Barrau** (Norbert), 2e classe.
**Batut** (Albert), adjudant.
**Baud** (Joseph).
**Baudier** (Marceau-Gabriel), sergent.
**Beaudeux** (Roland), sergent.
**Beaussart** (Auguste), sergent.
**Begaix** (Edmond-Marcel), sergent.
**Bernard** (Honorat), sergent-chef.
**Berger** (Félix-Edouard), caporal
**Blaise** (Maurice), 2e classe.
**Blanpain** (Maurice-Gaston), sergent.
**Boiret** (Marcel), sergent.
**Bon** (Jean-Louis), 2e classe.
**Bonnefon** (Lucien), adjudant.
**Borre** (Emile).
**Boslige** (Robert), 2e classe.
**Bossu** (Henri-Joseph), 2e classe.
**Bouiller** (Pierre), sergent-chef.
**Boulet** (Marcel), sergent.
**Bouley** (Alphonse), sergent.
**Bouquain** (Théodore-Maxime).
**Bourelly** (Henri), sergent.
**Bourgeois** (Paul), sergent.
**Boutet** (Alexandre), 2e classe.
**Bouvier** (Jean), 1re classe.
**Breton** (François), 2e classe.
**Brillaud** (Paul), sergent.
**Broutechoux** (Roger-Louis), sergent.
**Bulhier** (Roland), sergent.
**Capelli** (Raymond).
**Carlier** (André), 1re classe.
**Carron** (Jean-Baptiste), 2e classe.
**Challande** (Marcel), sergent.
**Chamignon** (André), sergent.
**Changeux** (Maxime-Marie), sergent.
**Charton** (Henri-Marcel), 2e classe.
**Chassain** (René), 2e classe.
**Chateau** (Joseph).
**Chatellard** (Léopold), 2e classe.
**Chollet**, née Gay (Yvonne), sergent-chef.
**Copier** (Gilbert), caporal.
**Cornu** (Joseph), 2e classe.
**Corny** (Francisque), sergent.
**Cretin** (Paul), 2e classe.
**Croizer** (Rému), 1re classe.
**Cuny** (Jules), 2e classe.
**Dauvergne** (Jean-Louis), 2e classe.
**Deflassieux** (Jean-Marius), adjudant.
**Defuides** (Georges), sergent.
**Delfosse** (Renaud), sergent-chef.
**Demoortel** (Adolphe), caporal.
**Deniau** (Pierre-René), sergent.
**Denis** (Roger-Louis), sergent.
**Departout** (Louis), sergent.
**Derruau** (Emile), sergent.
**Dilhat** (Venant-Marcel), 2e classe.
**Dominikiewicz** (Appolonus-Stanislas), sergent.
**Doolaeche** (Gustave), sergent.
**Doucet** (Jean), caporal.
**Duguy** (Marcel).
**Dupont** (Jean), 2e classe.
**Dupont** (Roger), 2e classe.
**Faivre** (Roger-Georges), sergent.
**Falempin** (Eugène), 2e classe.
**Favre** (Pierre), sergent
**Floch** (André), 1re classe.

Fontenau, née Piornoy (Louise), 2e classe.
Forges (Marcel), sergent.
Forget (Albert-Alexandre), sergent.
François (Gisèle), sergent
François (Robert), aspirant.
Fresne (Jean), 1re classe.
Frossard (Marc), sergent.
Galo (Ambroise), adjudant.
Gauthier (Pierre-Vincent), sergent.
Geoffroy (Jean), 2e classe.
Gerard (Emile), 2e classe.
Gobet (André), 2e classe.
Gœury (André), 2e classe.
Gœury (René).
Goracy (François), sergent.
Gottheimer (Elias).
Griveaux (Denise), 2e classe.
Groppetti (Henri), 1re classe.
Guichard (Philibert-Marius), adjudant.
Guinard (Joseph), 2e classe.
Guyot (Emile), 2e classe.
Hallouet (Charles), 2e classe.
Helluy (Georges-Lucien), 2e classe.
Hotte (Amédée).
Jacquot (Victor-Charles), brigadier-chef.
Jamain (Jean), sergent.
Jeffrotin (Raoul), 1re classe.
Joseph (Antoine), 2e classe.
Josse (Bernard), 1re classe.
Jouvains (Charles-Antoine), adjudant.
Juillot (André), 1re classe.
Julien (Marcel), 2e classe.
Juvet (Charles-Eugène), 2e classe.
Kerlan (Etienne).
Lacheray (Jean-Baptiste), sergent.
Lagarde (Philippe-Louis), sergent.
Lacrosse (Maurice), 2e classe.
Lancinot (Jean-Marie), 1re classe.
Lantheaume (Henri), 2e classe.
Laroche (Joseh), 2e classe.
Lebordais (Raymond), 2e classe.
Le Flecher (Louis-Marie), 2e classe.
Legrand (François).
Lehoux (Armand-Eugène), adjudant.
Lennoz-Gratin (Fernand), adjudant.
Le Ny (Jean-Marie), 2e classe.
Lequeux (Roger), sergent.
Lescure (Claude), sergent.
Leveque (Albert-Jean-Marie).
Logez (Germain), sergent.
Locoge (Georges), sergent.
Lucas (Constant), gendarme.
Maillet (André-Maurice), sergent-chef.
Malacain (Pierre), 1re classe.
Manceau (Aimé), 2e classe.
Mandrin (Georges-Auguste).
Marechal (Jean-Pierre), adjudant.
Martin (Jean).
Martin (Marcel), 2e classe.
Martinelli (Piétro), sergent.
Mas (Jean-Marie), 2e classe.
Mathieu (Emile), 1re classe.
Maury (Georges), caporal.
Mennesson (Augustin-Henri), sergent.
Meon (Gilbert), sergent.
Mercier (François), sergent.
Mevel (Yannick), 2e classe.
Millet (Georges), adjudant.
Minighetti (René), 2e classe.
Mlakar (Antoine).
Mollette (Simon).
Moltini (Camille).
Mondon (Bernard-Marius), 2e classe.
Moreau (Pierre), adjudant.
Moutier (René-Marcel), adjudant.
Navrot (Henri), caporal.
Nede (Raymond), 2e classe.
Neuzeret (Emile).
Niox, née Chevallier (Louise), 2e classe.
Norant (Mathieu), 1re classe.
Notte (Henri), sergent.
Ollier (Marie-Cyrille-Paulisippe), adjudant.
Oriez (Jules), sergent.
Parce (Pierre), 1re classe.
Parisse (André), 2e classe.
Parmentier (Raymond).
Pasquet (Roger), 2e classe.
Patoux (Etienne), sergent.
Pechoux (Charles), adjudant-chef.
Penichon (Jean), 2e classe.
Perrimond (Maurice-Camille), sergent.
Perron (Roger), 2e classe.
Perrotton (Francis), 1re classe.
Petit (Lucien), 2e classe.
Philippe (Paul-Léon), sergent-chef.
Philippon (Alfred), sergent.
Pichat (Aimé), sergent-chef.
Pochon (Georges), 2e classe.
Pommier (Marcel-Auguste), 2e classe.
Pouchoy (Lucien), adjudant
Pougheon (André), 2e classe.
Prigent (Maurice), sergent.
Puissant (Mathurin), sergent.
Quenouille (Marcel)
Quintart (Carlos), 2e classe.
Quitaud (Gaston), 2e classe.
Ratillon, née Linard (Marguerite), sergent.
Raux (Charles-Ulysse), adjudant.
Raux (Clément), adjudant-chef.
Renaux (Maurice-Célestin).
Renier (Guy), 2e classe.
Retaux (René), sergent.
Rivet (Georges), adjudant.
Rivet (René-Paul), adjudant.
Riviere (Raymond-Charles).
Roches (Alfred), adjudant-chef.
Roudot (Marcel), sergent.
Rousset (Paul).
Salaun (Victor-Paul), adjudant.
Salin (Victor-Henri), sergent.
Schweitzer (Jean-Nicolas), 2e classe.
Senelas (Jean-Baptiste), sergent.
Senepin (Gabriel), 2e classe.
Sens (Louis-Georges), sergent.
Seret (Charles), 2e classe.
Simonin (Jean), sergent.
Solvet (André-Victor), sergent.
Souchon (Marcel), sergent.
Soudais (Edmond), adjudant.
Spadacini (Faust-François), sergent.
Sury (Georges), 2e classe.
Taillez (Gilbert), 1re classe.
Talbot (Paul-Louis), 2e classe.
Tangre (Georges), sergent.
Tellier (Marcel).
Tellier (René), 2e classe.
Thomann (Robert), sergent.
Thomas (Marie-Michel), sergent-chef.
Thomas (Pierre), caporal.
Tissier (Paul).
Tocheport (René-Auguste), sergent.
Tournier (Charles), 1re classe.
Turco (Bruno), sergent.
Turpin (Albert).
Vachat (Edouard-Joseph), 2e classe.
Vachoux (Fernand).
Valentin (Maurice-Henri).
Vallée (André), 2e classe.
Vallette (Albert), 2e classe.
Vandeputte (Gérard), adjudant.
Vannieuwenhuyse (Georges-Oscar).
Vautey (Louis).
Vernot, née Giraud (Marthe), sergent.
Vilpreux (Roger), 2e classe.
Voyat (Marcel), sergent-chef.
Yan (Pierre), quartier-maître-chef.

Ces concessions comportent:

1° L'attribution de la Croix de guerre avec palme, à titre posthume; elles annulent les citations accordées pour les mêmes faits.

2° L'attribution de la médaille de la Résistance à titre posthume (application des prescriptions de l'article 9 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948).

Arnaud (Eugène).
Bonvallet (Jean), 2e classe.
Bouton (Marcel-Louis), 2e classe.
Calbris (Roger), 1re classe.
Cuaz (Raymond), 2e classe.
Ducret (Georges), sergent.
Gimet (René-Jean), sergent.
Joly (Emile), sergent.
Jullien (Pierre), sergent.
Ledent (Marcel), 2e classe.
Le Moal (Anne), adjudant.
Lombard (Jacques), sergent.
Mailland (René), 2e classe.
Mazaud (Alfred), adjudant.
Micaux (Robert), sergent.
Mothe (Georges).
Mothe (Marcel).
Reix (Léon), adjudant.
Rostaing (Georges-Rémy), sergent-chef.
Sabine (Jacques), sergent.
Sammattei (Joseph), sergent.
Terrier (Jean-Paul), 2e classe.
Tripet (Fernand), adjudant.
Veinberg (Roger-Louis), sergent.

Ces concessions comportent l'attribution de la Croix de guerre avec palme, à titre posthume; elles annulent les citations accordées pour les mêmes faits.

Elles ne comportent pas l'attribution de la médaille de la Résistance à titre posthume, les intéressés étant déjà titulaires de cette décoration.

**Décret du 23 octobre 1953 portant concession de la médaille militaire à titre posthume.**

Par décret en date du 23 octobre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air), vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur du 1er octobre 1953 portant que les concessions du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, la médaille militaire est concédée, à titre posthume, aux militaires désignés ci-après:

François (Marcel-Louis-Victor), sergent-chef.
Roger (Henri-Eugène), sergent-chef.
Gervaise (Roger), sergent.
Subileau (Georges-Léon-François), sergent.

Ces concessions ne comportent pas l'attribution de la Croix de guerre, les intéressés ayant fait l'objet d'une citation individuelle.

**Décret n° 53-1058 du 30 octobre 1953 portant dérogation temporaire aux dispositions relatives à l'avancement, à l'ancienneté, au grade de commandant dans les armes et services de l'armée de terre et dans la gendarmerie nationale.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), du secrétaire d'Etat aux forces armées (air) et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier, et notamment son article 6;

Vu la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, et notamment son article 5;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — A dater du 1er janvier 1954 et jusqu'à une date qui sera fixée par décret, par dérogation aux dispositions légales en vigueur, toutes les promotions au grade de chef de bataillon (ou aux grades correspondants) auront lieu dans les armes et services de l'armée de terre et dans la gendarmerie nationale, exclusivement au choix, sauf en ce qui concerne les médecins, pharmaciens et vétérinaires militaires.

Art. 2. — Un décret en conseil d'Etat fixera les modalités d'application de la disposition ci-dessus.

Les dispositions prévues pour l'armée de l'air par l'article 29 de la loi n° 52-727 du 30 juin 1952 seront prorogées au delà du 1er janvier 1955 jusqu'à une date qui sera fixée par décret.

Art. 3. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), le secrétaire d'Etat aux forces armées (air) et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
R. PLEVEN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre),*
PIERRE DE CHEVIGNÉ.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées (air),*
LOUIS CHRISTIAENS.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

**Décret du 30 octobre 1953 portant attribution de commandements.**

Par décret en date du 30 octobre 1953, les officiers désignés ci-après sont nommés aux commandements suivants:

A. — BATIMENTS DE SURFACE

1° *Capitaines de vaisseau.*

MM. de Lesquen du Plessis-Casso (J.-J.-M.), du navire atelier *Jules Verne*.
Duflo (J.-H.), des flottilles fluviales du Sud de l'Indochine.
Douguet (M.-H.-J.), de la marine au Nord Viet-Nam.

2° *Capitaines de frégate.*

MM. Bonnet (G.-E.-F.), de la 1re division d'escorteurs et *Arabe*.
Labory (P.-A.), de l'escorteur rapide *Albatros*.
Le Cloirec (A.-A.), de l'escorteur *La Découverte*.
Chalmin (P.-M.), de l'escorteur *Croix-de-Lorraine*.
Berthelot (J.-M.-J.), du dragueur océanique *Ailette*.
Alnet (P.-A.-G.), de l'escorteur *La Surprise*.
Hiribarren (C.-M.-M.), de l'escorteur *L'Aventure*.
Guillon (J.-G.), de l'aviso escorteur *Robert-Giraud*.
de Pechpeyrou de Comminges de Guitaut (C.-A.-M.-A.), de l'aviso escorteur *Paul-Goffeny*.
Bouillaut (P.-A.-R.), de l'aviso escorteur *Dumont-d'Urville*.
Richard (L.-P.-E.), des forces maritimes du fleuve Rouge.

3° *Capitaines de corvette.*

MM. Neuville (J.-P.-M.), de l'aviso escorteur *Commandant-Duboc*.
Bouvet de La Maisonneuve (R.-M.-J.-H.), de l'aviso escorteur *Commandant-Domine*.
Breton (P.-C.-H.), de l'aviso escorteur *Commandant-de-Pimodan*.
d'Antin Tournier de Vaillac (M.-P.-L.-G.), de l'aviso escorteur *Commandant-Aymot-d'Inville*.
Devie (P.-M.-F.), de l'aviso escorteur *Chevreuil*.
George (H.-J.-M.), de l'aviso escorteur *Gazelle*.
Delteil (L.-M.-A.), du bâtiment de débarquement *Vire*.
Lesty (J.-J.-H.), du pétrolier *La Charente*.
Demoulin (P.-E.-J.), du pétrolier *Le Mekong*.
Claverie (C.-J.-M.-J.), de l'escorteur *Sakalave*.
Rapin (J.-L.-C.), des forces fluviales de Cantho.
Le Bourgeois (P.-A.-M.), des forces fluviales de Vinh-Long.
Julien Binard (L.-J.), de la division navale d'assaut n° 3.
Bourdais (Y.-F.), de la division navale d'assaut n° 12.
Walter (P.-A.), du bâtiment de débarquement *Chelif*.

4° *Lieutenants de vaisseau.*

MM. Hue (R.-L.), du patrouilleur *Lotus*.
Laporte (L.-R.-J.), de l'escorteur côtier *Pique*.
Ribuot (R.-L.-L.), de l'escorteur côtier *Luang-Prabang*.
Bommelaer (A.-M.-L.), de l'escorteur côtier *Hué*.
Rogeon (G.), de l'escorteur côtier *L'Intrépide*.
Cadic (Y.-J.-F.), de l'escorteur côtier *L'Impétueux*.
Petit (J.-B.-J.), du chaland de débarquement *Javeline*.
Guillaume (P.-J.-M.), du chaland de débarquement *Arbalète*.
Deshayes (M.-P.-A.-A.), du chaland de débarquement *Arquebuse*.
Langlet (F.), du chaland de débarquement *Hallebarde*.
Cauvin (G.-A.), du chaland de débarquement *Rapière*.
Le Guen (J.-J.), d'un dragueur en Indochine.
MM. Menard (J.-J.-M.-M.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Grall (V.-J.-L.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Duroy de Bruignac (O.-M.-J.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Portalier (H.-G.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Vaury (J.-J.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Visbecq (G.-A.-A.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Lair (P.-F.-A.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Prunet (R.-E.-E.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Neyrod (J.-R.-L.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Wolff (A.-J.-A.), d'un dragueur en armement aux U. S. A.
Feroldi (M.-L.-A.), d'un dragueur en armement en France.
Le Mouroux (G.-F), d'un dragueur en armement en France.
Perrin (A.-J.-H.), d'un dragueur en armement en France.
Gouva (R.-C.), du commando *Jaubert*.
Riffaud (J.-C.), du commando *Hubert*.

B. — SOUS-MARINS

1° *Capitaine de frégate.*

M. Hamon (A.-J.-M.), de la 2e escadrille de sous-marins, de la base des sous-marins de Lorient et du *Télémaque*.

2° *Lieutenant de vaisseau.*

M. Cholesky (A.-L.), du sous-marin *La Créole*.

C. — AÉRONAUTIQUE NAVALE

1° *Capitaine de vaisseau.*

M. Hebrard (P.-L.), de l'aéronautique navale de la 3e région.

2° *Capitaines de frégate.*

MM. Yoyotte Husson (M.-A.-Y.-A.), de l'aéronautique navale en Indochine.
Husson (J.-E.), de l'aéronautique navale en Afrique centrale et de la base aéronavale de Dakar-Bel-Air.
Bozec (R.-P.-M.), de l'aéronautique navale de Lann-Bihoué.

3° *Capitaine de corvette.*

M. Huet (P.-H.-P.), de la base aéronavale de Khouribga.

4° *Capitaines de corvette ou lieutenants de vaisseau.*

MM. Leclercq-Aubreton (M.), de la flottille 28/F.
Andrieux (J.-D.), de la flottille 3/F.

5° *Lieutenants de vaisseau.*

MM. Tarze (A.-F.-L.), de la flottille 12/F.
Lemoustre (E.-G.), de l'escadrille 58/S.
Ravet (M.-V.-C.), de l'escadrille 55/S.

Est annulé le décret du 18 juillet 1953 en ce qui concerne M. le capitaine de corvette Sommet (J.-A.-M.).

***Tableau de départ colonial du 1er novembre 1953***

Dès parution du présent tableau, les chefs de corps et de services devront obligatoirement faire visiter tous les militaires y figurant et régulariser la situation des sous-officiers et hommes de troupe dans les conditions prévues à l'article 20 de l'I. M. n° 18.151 TG/BTL du 28 juin 1951 (*B. O.*, E. M., vol. 323.1). Il est rappelé qu'ils doivent se lier par contrat pour trois années au moins, à compter du mois prochain, et qu'ils sont désignés en fonction du temps de service qu'il leur reste à accomplir.

Ils adresseront d'urgence, à la direction des troupes coloniales, et au plus tard le 10 novembre 1953, les certificats d'aptitude réglementaire « état modèle C » recto et verso. Il en sera de même pour les certificats de visite et de contre-visite des militaires dont l'inaptitude a été constatée.

Dans le cas où ces pièces ne pourraient parvenir au département avant la date précitée, il y aura lieu de faire connaître, par télégramme, le résultat des visites.

Toute erreur qui aurait pu être relevée fera l'objet d'un compte rendu à transmettre dans les moindres délais.

OFFICIERS

**A. — Infanterie coloniale.**

*Chefs de bataillon.*

MM.
Ducos de La Hitte (Marie), 5 août 1913, 1re région militaire (transmissions). — 11 juin 1951.
Scion (Jean), 27 novembre 1910, 1re région militaire. — 14 juillet 1952.

Arnauld de La Menardière (René), 21 juin 1908, commandement supérieur des troupes du Maroc. — 23 juillet 1952.
Seguin (Fernand), 8 septembre 1910, commandement en chef des forces françaises en Allemagne (blindé). — 24 octobre 1952.

*Capitaines.*

MM.
Ichon (Alain), 17 octobre 1922, 5e région militaire. — 11 décembre 1947.
Bergues (Jean), 30 septembre 1914, 1re région militaire. — 1er juin 1950.
Salles (Gilbert), 11 février 1920, commandement supérieur des troupes du Maroc. — 30 janvier 1950.
Buhler (Robert), 28 juin 1916, 6e région militaire. — 4 mai 1952.
Midoux (Marcel), 11 octobre 1919, commandement supérieur des troupes du Maroc. — 12 juin 1952.
Granger (Yves), 14 mars 1919, 9e région militaire. — 14 juin 1952.
Charpentier (René), 8 mai 1919, 1re région militaire. — 9 août 1952.
Papadacci (Toussaint), 1er avril 1915, 1re région militaire. — 9 août 1952.
Bordet (Pierre), 30 juin 1916, commandement en chef des forces françaises en Allemagne. — 13 août 1952.
Coureau (Marcel), 29 octobre 1916, commandement supérieur des troupes du Maroc. — 25 août 1952.
Bouteiller (Robert), 14 juillet 1918, commandement en chef des forces françaises en Allemagne (blindé). — 10 septembre 1952.
Frarfot (Pierre), 16 novembre 1914, 1re région militaire (transmissions). — 20 septembre 1952.
Veleat (Claude), 2 novembre 1925, 9e région militaire. — 14 novembre 1952.
Roux (Antoine), 30 décembre 1911, 9e région militaire, 27 novembre 1952.
Mahe (Francis), 12 mai 1912, 10e région militaire. — 3 décembre 1952.
Stefanesco (Georges), 24 avril 1916, 9e région militaire. — 7 décembre 1952.
Bourcelot (Abel), 24 janvier 1917, commandement en chef des forces françaises en Allemagne. — 10 décembre 1952.
Caraux (Edmond), 24 août 1920, commandement supérieur des troupes du Maroc. — 16 décembre 1952.
Chapalain (Auguste), 1er mars 1917, 9e région militaire. — 19 décembre 1952.

*Lieutenants et sous-lieutenants.*

MM.
Courbes (Pierre), 23 août 1917, 5e région militaire. — 11 juin 1951.
Ange (Eugène), 28 août 1918, commandement en chef des forces françaises en Allemagne. — 27 mars 1952.
Josse (Auguste), 3 août 1915, 1re région militaire. — 10 mai 1952.
Masson (André), 2 septembre 1925, 1re région militaire, transmissions. — 25 octobre 1952.
Desbarats (Yves), 24 octobre 1925, 4e région militaire, transmissions. — 1er janvier 1952.
Roche (Manuel), 7 avril 1919, 5e région militaire. — 2 janvier 1953.
Schild (Fernand), 7 août 1924, 9e région militaire. — 3 février 1953.
Ribot (Louis), 28 octobre 1911, 3e région militaire. — 11 février 1953.
Asnard (Roland), 6 avril 1928, 1re région militaire. — 18 février 1953.
Brulon (Marc), 19 juillet 1913, 1re région militaire. — 20 février 1953.
Rebillaud (Henri), 26 août 1920, 1re région militaire. — 25 février 1953.
Delatouche (Jean), 9 juillet 1915, 9e région militaire. — 26 février 1953.

PARACHUTISTES

*Lieutenant et sous-lieutenants.*

MM.
Leroy (Pierre), 4 mars 1929, 5e région militaire. — N'a jamais servi.
Poinsignon (Pierre), 11 février 1926, 3e région militaire. — 31 août 1951.
Pousse (André), 15 février 1924, 5e région militaire. — 8 mai 1952.

**B. — Artillerie coloniale.**

*Capitaines.*

MM.
Lebreton (Maxime), 23 août 1913, commandement supérieur des troupes de Tunisie. — 20 octobre 1943.
De Cazenove (Maurice), 7 avril 1920, 1re région militaire. — 8 mai 1948.
Morillot (François), 20 septembre 1922, commandement supérieur des troupes du Maroc. — 18 mai 1951.
Azais (Hubert), 17 mars 1917, 5e région militaire. — 22 juillet 1951.
Camboulives (David), 21 janvier 1919, 5e région militaire. — 4 juin 1952.
Hayes (Louis), 7 septembre 1914, commandement en chef des forces françaises en Allemagne. — 23 juillet 1952.

*Lieutenants et sous-lieutenants.*

MM.
Charbon (Hubert), 12 mai 1920, 3e région militaire. — N'a jamais servi.
Vagne (Jacques), 1er septembre 1923, commandement en chef des forces françaises en Allemagne. — N'a jamais servi.
Jesne (Aloys), 5 mars 1918, 9e région militaire, au titre S. M. B. C. comptable. — 6 avril 1952.
Jouven (Georges), 25 décembre 1921, commandement en chef des forces françaises en Allemagne. — 7 octobre 1952.
Coutaud (Louis), 1er juin 1919, 1re région militaire. — 25 octobre 1952.

**C. — Service des matériels et bâtiments coloniaux.**

a) COMPTABLES

*Lieutenant et sous-lieutenant.*

MM.
Vincent (Marcel), 25 décembre 1915, 1re région militaire. — 6 septembre 1949.
Martelli (Michel), 25 mars 1911, 9e région militaire. — 17 juin 1952.

b) AUTOS-CHARS

*Commandant.*

M. Gauvrit (Alexandre), 13 décembre 1907, 9e région militaire. — 10 août 1951.

c) CONDUCTEUR DE TRAVAUX

*Commandant.*

M. Hollard (Marc), 21 juin 1907, 9e région militaire. — 5 mai 1952.

d) MATÉRIEL ARTILLERIE

*Lieutenant.*

M. Macri (Gérard), 10 décembre 1922, 1re région militaire. — 15 septembre 1949.

e) TRANSMISSIONS

*Capitaine.*

M. Lorrain (Louis), 29 octobre 1910, 1re région militaire (lieutenant au tableau d'avancement). — 31 août 1952.

**D. — Intendance coloniale.**

OFFICIERS D'ADMINISTRATION

*Capitaines.*

MM.
Mazard (Marcel), 12 juillet 1914, 1re région militaire. — 18 mai 1951.
Vautier (André), 4 mars 1913, 1re région militaire. — 4 juillet 1951.
Preux (Robert), 11 novembre 1912, 1re région militaire. — 21 juin 1952.

**E. — Chancellerie coloniale.**

*Capitaine.*

M. Gaume (Louis), 5 mars 1911. — Commandement en chef des forces françaises en Allemagne. — 29 septembre 1952.

**F. — Service de santé colonial.**

a) MÉDECINS

*Colonels.*

MM.
Varrin (Louis), 1er janvier 1903, 9e région militaire. — 5 juillet 1950.
Augère (Robert), 20 février 1904, 5e région militaire (lieutenant-colonel au tableau d'avancement). — 23 juillet 1952.
Morard (Georges), 2 décembre 1905, 4e région militaire. — 6 août 1952.
Lartigau (Jean), 25 août 1908, 5e région militaire. — 20 août 1952.

*Lieutenants-colonels.*

MM.
Cauvin (Lucien), 8 octobre 1906, 9e région militaire. — 17 décembre 1952.
Seguy (Henri), 1er août 1906, 4e région militaire. — 19 janvier 1953.

*Commandants.*

MM.
Rannou (Christophe), 17 janvier 1911, 9e région militaire. — 9 janvier 1953.
Caubet (Pierre), 11 avril 1910, 9e région militaire. — 9 janvier 1953.
Lumaret (Roland), 19 mai 1909, 1re région militaire. — 15 janvier 1953.

Gamet (André), 26 août 1916, 9e région militaire (capitaine au tableau d'avancement). — 21 janvier 1953.
Casile (Antoine), 6 juillet 1910, 9e région militaire. — 28 janvier 1953.
Heckenroth (Marcel), 9 septembre 1912, 9e région militaire. — 31 janvier 1953.

*Capitaines.*

MM.

Bapst (Pierre), 10 janvier 1920, 1re région militaire. — 14 avril 1951.
Demarchi (Jean), 6 novembre 1918, 1re région militaire. — 22 avril 1952.
Brygoo (Edouard), 22 avril 1920, 1re région militaire. — 20 septembre 1952.
Peyre (Roger), 9 février 1920, 9e région militaire. — 2 janvier 1953.
Nègre (Roland), 4 novembre 1918, 9e région militaire. — 6 janvier 1953.
Mathieu (Maurice), 17 janvier 1920, 9e région militaire. — 7 janvier 1953.
Perrot (Lucien), 22 novembre 1914, 9e région militaire. — 9 janvier 1953.
D'Haussy (Roger), 15 septembre 1918, 9e région militaire. — 9 janvier 1953.
Clergeaud (Marcel), 20 janvier 1923, 5e région militaire. — 9 janvier 1953.
Grappin (Guy), 9 septembre 1917, 9e région militaire. — 14 janvier 1953.
Mear (Yves), 7 août 1918, 9e région militaire. — 15 janvier 1953.
Rousset (Pierre), 28 octobre 1918, 9e région militaire. — 15 janvier 1953.
Labusquiere (René), 26 décembre 1919, 4e région militaire. — 26 janvier 1953.
Vincent (Georges), 23 novembre 1917, 9e région militaire. — 31 janvier 1953.

*b)* Pharmaciens

*Capitaines.*

MM.

Weil (Roger), 3 décembre 1911, 9e région militaire. — 2 janvier 1953.
Biergeon (Max), 4 juillet 1918, 1re région militaire. — 15 janvier 1953.

*c)* Officier d'administration

*Lieutenant.*

M. Arramon (Ernest), 11 mars 1918, 9e région militaire. — 22 février 1953.

SOUS-OFFICIERS ET HOMMES DE TROUPE

**A. — Infanterie coloniale.**

*Adjudants-chefs.*

Rivière (Maurice-Charles), 4 juillet 1918, 4e région militaire, B. S. d'arme. — 19 mai 1951.
Hurt (Jean-Marie), 29 août 1921, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 27 juin 1951.
Bonifacci (Pierre-Jean), 9 septembre 1920, 9e région militaire, B. S. d'arme. — 3 août 1951.
Sie (Emile), 7 juin 1916, T. O. A., B. C. S. — 3 novembre 1951.
Mazure (Georges), 18 juillet 1916, 5e région militaire, B. E. de comptabilité. — 13 avril 1952.
Dorbeau (Georges), 30 octobre 1918, 1re région militaire, B. E. de comptabilité. — 11 octobre 1952.
Loubigniac (Désiré-Gustave), 23 juillet 1916, 1re région militaire, B. S. d'arme. — 9 janvier 1953.
Dereile (Paulin), 18 avril 1924, 9e région militaire, B. S. d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Adjudants.*

Viola (Jacques-Marie), 15 janvier 1918, 9e région militaire, B. E. d'arme. — 28 juin 1950.
Hurpy (Pierre), 18 avril 1918, 1re région militaire, B. C. S. — 8 août 1950.
Saturni (Georges-Albert), 14 juillet 1919, T. O. A., B. S. d'arme. — 30 décembre 1950.
Baiocchi (Jules), 26 août 1911, 10e région militaire, B. E. de comptabilité. — 5 novembre 1951.
Le Meur (Yves), 25 décembre 1923, 1re région militaire, B. E. d'arme. — 2 août 1952.
Gigot (Marcel), 16 février 1921, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 20 septembre 1952.
Traon (Léon), 11 août 1920, 3e région militaire, B. E. d'arme. — 22 septembre 1952.
Blonde (Abel-Léon), 12 septembre 1916, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Michoulier (Jean), 19 février 1920, 1re région militaire, B. E. d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Sergents-majors et sergents-chefs.*

Doumbia Mamadou, 1er juillet 1920, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.
Chevailler (Henri), 8 septembre 1920, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 11 juillet 1951.
Brugniaux (Roger), 7 septembre 1921, 1re région militaire, B. E. de comptabilité. — 8 décembre 1951.
Tartavez (Pierre), 11 août 1922, 4e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 janvier 1952.
Alizer (Marius-Marcel), 2 mars 1923, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 6 avril 1952.
Pioli (Jean-Barthélémy), 25 octobre 1921, 5e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 22 avril 1952.
Verdalle (Christian), 25 octobre 1926, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 28 avril 1952.
Lefort (Louis), 12 avril 1925, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. 19 juin 1952.
Bois (Yves), 19 novembre 1923, Maroc, C. A. T. 2 d'arme. — 23 juin 1952.
Tourenne (André), 30 janvier 1921, 1re région militaire, B. S. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Pennaneac'h (Yves), 15 janvier 1926, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Saint-Criq (Robert), 29 juillet 1928, 5e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Feuille (Maurice), 13 mai 1926, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Naslin (Jean), 1er mars 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Santelli (André), 9 mars 1924, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Armato (Aldo-Paul), 10 juin 1926, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Guilbaud (Marcel), 14 novembre 1925, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Pham Van Tam, 2 juin 1915, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Sergents.*

Beziau (Florent), 6 octobre 1921, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 2 avril 1950.
Lequeue (Serge), 29 décembre 1930, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 12 mai 1950.
Pencrec'h (René), 18 août 1924, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme — 19 mai 1951.
Babel (Christian), 24 mars 1930, Maroc, C. A. T. 2 trans. — 25 mai 1951.
Girardon (Henri), 25 novembre 1928, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 11 juillet 1951.
Astolfi (Michel), 12 octobre 1927, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 17 septembre 1951.
Jandras (René), 27 octobre 1925, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 16 octobre 1951.
Vialettes (Raymond), 16 janvier 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 19 octobre 1951.
Chapalain (Jean), 16 février 1924, 4e région militaire (non certifié). — 30 octobre 1951.
Cahen (Claude), 26 décembre 1926, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 25 février 1952.
Ange (Etienne), 18 avril 1923, 10e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 29 février 1952.
Delisle (Roger), 15 juin 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 29 février 1952.
Lasseigne (Jacques), 14 juin 1927, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 29 février 1952.
L'Hermitte (Jean), 24 février 1925, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 29 février 1952.
Lusteau (Georges), 11 septembre 1927, 1re région militaire, C. A. T. 2 trans. — 29 février 1952.
Faivre (Charles), 10 décembre 1920, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 1er mars 1952.
Jamain (Robert), 12 octobre 1926, 1re région militaire, B. E. d'arme. — 1er mars 1952.
Boileau (Jean), 24 janvier 1924, Maroc, C. A. T. 2 d'arme. — 3 mars 1952.
Blancard (Léonus), 17 juillet 1929, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 6 mars 1952.
Avazeri (Jacques), 25 juin 1926, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Barbeau (Roger), 4 mars 1929, 9e région militaire, C. A. T. 1 d'arme — 8 mars 1952.
Belin (Roger), 9 janvier 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme — 8 mars 1952.

Cadic (Robert), 18 juin 1925, 1re région militaire, non certifié. — 8 mars 1952.
Cosson (Paul), 14 mai 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 trans. — 8 mars 1952.
Delamare (André), 17 janvier 1930, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Dispagne (Louis), 3 avril 1926, 1re région militaire, non certifié. — 8 mars 1952.
Egalgi (Prosper), 25 juin 1919, Tunisie. — C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Galabert (Jean), 23 octobre 1919, 5e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Gelinek (François), 20 août 1927, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Graville (Guy), 9 janvier 1925, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Laferrière (Auguste), 26 juillet 1924, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — 8 mars 1952.
Le Derf (Emile), 14 janvier 1927, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Leroux (Armand), 22 mai 1923, 10e région militaire, non certifié. — 8 mars 1952.
Lure (Gabriel), 12 juin 1924, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Mauleon (Gérard), 11 décembre 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Paumard (Gaston), 15 octobre 1925, 1re région militaire, B. E. d'arme. — 8 mars 1952.
Perfetti (Bernard), 7 mai 1920, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Pierre (Henri), 25 novembre 1926, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952
Richelot (Gesner), 18 avril 1928, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Soleillant (Jean-Paul), 27 février 1922, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 8 mars 1952.
Vicat (Paul), 1er décembre 1918, 10e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — 8 mars 1952.
Bascher (Michel), 8 décembre 1930, T. O. A., 251 trans. — 14 mars 1952.
Bosch (Joseph), 15 février 1929, 9e région militaire, C. A. T. 2 de dépanneur auto. — 16 mars 1952.
Cortobassi (François), 13 décembre 1927, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 16 mars 1952.
Garnichey (Jules), 12 juillet 1924, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 18 mars 1952.
Compois (Pierre), 13 juin 1923, 1re région militaire, B. E. d'arme. — 22 mars 1952.
Fouche (Roger), 18 juin 1926, 10e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 24 mars 1952.
Genoud (Gaston), 22 juillet 1918, T. O. A., non certifié. — 24 mars 1952.
Georges (Rémy), 1er octobre 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 24 mars 1952.
Gravelin (Charles), 24 juin 1924, 10e région militaire, B. E. d'arme. — 24 mars 1952.
Large (Antoine), 17 décembre 1926, 3e région militaire, C. A. T. 1 d'arme. — 24 mars 1952.
Lesaux (Yves), 26 février 1920, 10e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 24 mars 1952.
Stanabady (Léon), 8 janvier 1926, 10e région militaire, 151 trans. — 24 mars 1952.
Gazabre (Raymond), 9 février 1920, T. O. A., C. A. T. 2 d'infirmier. — 26 mars 1952.
Corion (Robert), 10 juin 1924, 4e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 4 mars 1952.
Estève (Roger), 30 octobre 1917, 9e région militaire, non certifié. — 7 avril 1952.
Lefèvre (Jean), 20 mars 1924, 10e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 7 avril 1952.
Le Goff (François), 5 mars 1927, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 7 avril 1952.
Petitjean (Roger), 7 février 1930, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 7 avril 1952.
Oudart (Raymond), 15 janvier 1922, 1re région militaire, C. A. T. 2 trans. — 12 avril 1952.
Cueff (Jean-Marie), 5 mai 1918, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 13 avril 1952.
Elie-Joseph (Raphaël), 24 octobre 1926, Tunisie, C. A. T. 2 d'arme. — 28 avril 1952.
Chiaroni (Jean), 8 mars 1916, 9e région militaire, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Cossey (Pierre), 30 septembre 1924, 9e région militaire, C. A. T. 1 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Macon (Gaston), 25 janvier 1923, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Bonneau (Pierre), 13 octobre 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Dolou (Jean), 14 janvier 1930, 3e région militaire, C. A. T. 2 engins blindés. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Le Bot (Raymond), 4 avril 1921, 9e région militaire, B. E. d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Thiongane (Amar), 29 novembre 1926, 1re région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Violas (Roger), 12 octobre 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Fougerousse (Yves), 18 juin 1931, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Lecouteux (Albert), 1er mai 1931, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Naturel (Bernard), 29 novembre 1924, 5e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Ricœur (Paul), 14 mars 1924, 1re région militaire, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Ripaille (Jean), 6 mai 1923, 9e région militaire, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Randrianangaly (Georges), 31 décembre 1927, 5e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Raoul (Marcel), 26 novembre 1929, 10e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Sans (André), 20 février 1929, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Hatton (Pierre), 14 juillet 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Bertil (Serge), 21 septembre 1929, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Liebelin (Pierre), 18 septembre 1929, 5e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Clivet (Jean), 19 février 1926, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Le Vacher (Gilbert), 14 décembre 1927, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Cohen (Jacques), 7 août 1921, 1re région militaire, C. A. T. 1 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Facquez (Florian), 18 novembre 1924, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Grappon (Louis), 5 juin 1925, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Adele (Marc), 25 avril 1921, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Hennart (Raymond), 11 juin 1925, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Levillain (Roland), 21 mai 1921, 9e région militaire, B. E. de géographe. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Angele (Désiré), 4 novembre 1927, 9e région militaire, B. E. d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Aussourd (Maurice), 19 août 1930, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Coster (François), 1er février 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*a*) Clairons

*Sergents-chefs.*

Ducos (Maurice-Noël), 1er février 1922, 5e région militaire, C. A. T. 2 de clairon. — 21 décembre 1951.
Rajaonarivelo (Thomas), 13 mai 1916, T. O. A., B. E. de tambour-major. — 25 août 1952.
Rougier (Maurice), 20 juin 1920, 9e région militaire, B. E. de clairon. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*b*) Trompette

*Maréchal des logis.*

Nuez (Marcel), 29 août 1919, 9e région militaire, C. A. T. 2 de trompette. — N'a jamais servi.

*c*) Spécialistes blindés coloniaux

*Adjudant-chef.*

Fargette (Constant), 7 mai 1921, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 31 mars 1951.

*Adjudant.*

Fiandino (Albert), 17 septembre 1920, T. O. A., B. E. d'arme. — 21 août 1952.

*Sergents-chefs.*

**Roth (René)**, 29 décembre 1921, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 26 septembre 1951.

**Moulin (André-Pierre)**, 4 octobre 1928, T. O. A., brevet de chef de peloton. — 7 octobre 1952.

**Damadaa (Pierre)**, 4 juillet 1921, 1re région militaire, B. E. de l'arme blindée. — 7 novembre 1952.

**Bausson (Alfred)**, 8 octobre 1921, T. O. A., B. E. de l'arme blindée. — 15 janvier 1953

**Van den Bosch (Auguste)**, 2 mars 1920, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 12 février 1953.

*Sergents.*

**Charles (Michel)**, 10 novembre 1932, T. O. A., C. A. T. 2 de l'arme blindée. — N'a jamais servi.

**Fauchard (Max-Pierre)**, 1er avril 1934, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.

**Gregoire (Daniel-Gaston)**, 27 juillet 1929, T. O. A., C. A. T. 2 de dépanneur. — N'a jamais servi.

**Boquet (Roland)**, 1er août 1929, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 19 février 1951.

**Minault (Robert)**, 31 mai 1928, T. O. A., C. A. T. 2 de l'arme blindée. — 18 mars 1951.

**Pidou (Pierre)**, 3 septembre 1926, 1re région militaire, C. A. T. 2 de l'arme blindée. — 25 juin 1951

**Surget (Bernard)**, 5 juillet 1928, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 3 juillet 1951.

**Felquin (Roland)**, 3 février 1928, T. O. A., B. E. de l'arme blindée. — 13 juillet 1951.

**Laudrin (Théophile)**, 17 août 1920, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 25 juillet 1951.

**Thomas (Paul)**, 20 septembre 1929, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 16 août 1951.

**Traverso (Piétro)**, 15 avril 1927, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 27 septembre 1951

**Grandjean (Gérard)**, 10 août 1926, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 14 novembre 1951.

**Duzer (Guy)**, 5 juillet 1926, T. O A., C. A. T. 2 de comptabilité. — 17 janvier 1952.

**Lelièvre (Godefroy)**, 30 septembre 1923, T. O. A., C. A. T. 2 de l'arme blindée. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

**Volcke (Marcel)**, 20 juillet 1930, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine,

*d)* Télégraphistes coloniaux

*Adjudants-chefs.*

**Roeslin (Frédéric)**, 25 mai 1914, 5e région militaire, B. C. S. d'exploitation radio. — 16 novembre 1951.

**Stark (Robert-Jean)**, 5 décembre 1919, 9e région militaire, 251 trans. — 15 juin 1952.

*Adjudants.*

**Mesguen (Francis)**, 2 mars 1922, 4e région militaire, 293 trans. — 18 janvier 1952.

**Straehli (Marcel)**, 5 janvier 1922, 1re région militaire, B. C. S. technique radio. — 4 août 1952.

**Rapp (Auguste)**, 8 mai 1919, 4e région militaire, 461 trans. — 16 septembre 1952.

*Sergents-chefs.*

**Richard (Louis-Marie)**, 7 octobre 1927, 4e région militaire, B. C. S. exploitation radio. — 12 mai 1951.

**Rognet (Jean)**, 24 novembre 1926, 1re région militaire, 301 trans. — 25 mai 1951.

**Betrom (Pierre)**, 3 février 1928, 1re région militaire, 361 trans. — 19 août 1951.

**Bertrand (Michel)**, 5 septembre 1922, 9e région militaire, 293 trans. — 28 avril 1952.

**Tilloux (André)**, 6 mai 1928, 5e région militaire, 295 trans. — 6 mai 1952.

**Sow (Amadou)**, 20 mai 1920, 5e région militaire, 231 trans. — 2 août 1952.

**Escoubas (Victor)**, 22 mai 1925, 5e région militaire, 251 trans. — 25 octobre 1952

**Garreau (Jean-Marie)**, 1er juin 1922, 4e région militaire, B. E. technique fil. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

**Rolet (Michel)**, 8 octobre 1926, 1re région militaire, 351 trans. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Sergents.*

**Placide (Romain-Edouard)**, 28 février 1930, 4e région militaire, B. E. technique fil. — N'a jamais servi.

**Raremby (Samuel)**, 6 avril 1924, 9e région militaire, 351 trans. — 10 novembre 1951.

**Sassut (Marcel)**, 10 juin 1927, 5e région militaire, 251 trans. — 15 janvier 1952.

**Krebs (Lucien)**, 12 décembre 1929, 1re région militaire, B. C. S. de comptabilité. — 1er mars 1952.

**Joseph (Robert)**, 16 août 1926, 1re région militaire, B. E. exploitation radio. — 27 avril 1952.

**Guillou (Henri)**, 27 juin 1924, 1re région militaire, 251 trans. — 28 avril 1952.

**Dubourg (Gaston-Alcide)**, 15 février 1922, 9e région militaire, 251 trans. — 29 mai 1952.

**Michaux (Jean)**, 26 février 1929, 1re région militaire, 293 trans. — 23 juillet 1952.

**Carroi (Paul-Jean)**, 9 juin 1930, 1re région militaire, 221 trans. — 27 juillet 1952.

**Hoefferlin (Fernand)**, 29 décembre 1929, 5e région militaire, 221 trans. — 31 août 1952.

**Rivière (Michel)**, 7 juin 1921, 5e région militaire, 251 trans. — 10 octobre 1952.

**Annonay (Germain)**, 15 juin 1925, 9e région militaire, 251 trans. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine,

B. — **Artillerie coloniale.**

*Adjudant-chef.*

**Hamon (Louis)**, 3 juin 1919, 3e région militaire, B. S. d'arme. — 6 octobre 1950.

*Adjudant.*

**Richard (Charles-Eugène)**, 1er mai 1917, 1re région militaire, B. E. d'arme. — 31 octobre 1949.

*Maréchaux des logis-majors et maréchaux des logis chefs.*

**Padovani (François)**, 27 mai 1924, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 29 août 1949.

**Aime (Roger-Arthur)**, 19 décembre 1920, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 2 août 1950.

**Bavalo (Augustin)**, 12 février 1921, T. O. A., B. E. de comptabilité. — 31 octobre 1951.

**Rambaud (Edouard)**, 3 novembre 1926, Maroc, brevet de pilote d'aviation légère d'observation d'artillerie. — 16 août 1952.

**Tardy (Henri-Germain)**, 24 mai 1924, 5e région militaire, B. E. d'arme, — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

**Libert (Roger)**, 17 février 1916, Maroc, B. S. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Maréchaux des logis.*

**Adam (François-Marie)**, 7 février 1927, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.

**Baussant (Jean-Henri)**, 30 octobre 1932, Maroc, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.

**Becard (Jean-Noël)**, 12 décembre 1933, Maroc, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.

**David (André-Olivier)**, 28 mai 1932, Maroc, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.

**Durieux (Jean)**, 28 mai 1930, 5e région militaire, B. E. de comptabilité. — N'a jamais servi.

**Lemesle (Marcel)**, 5 janvier 1922, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme, C. A. T. 2 de comptabilité. — N'a jamais servi.

**Sicre (Henri-Jean)**, 20 juin 1923, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.

**Vandomme (Christian-Maurice)**, 13 août 1933, Maroc, C. A. T. 2 d'arme. — N'a jamais servi.

**Bouchon (Yves-Maxime)**, 20 mars 1926, 5e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 21 septembre 1951.

**Auzou (Charles-Jean)**, 19 janvier 1928, T. O. A., B. E. auto. — 31 octobre 1951.

**Plas (Jacques-Pierre)**, 10 octobre 1930, T. O. A., C. A. T. 2 de comptabilité. — 8 mars 1952.

**Merlin (Jean-Claude)**, 19 novembre 1925, 3e région militaire, C. A. T. 2 auto. — 21 mai 1952.

**Prudon (Jack)**, 8 mai 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 14 juin 1952.

**Delpeut (Raymond-Auguste)**, 26 avril 1930, T. O. A., C. A. T. 2 de comptabilité. — 19 juin 1952.

**Pironnet (Michel)**, 15 mars 1930, 3e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 19 juin 1952.

**Friedrich (Léon)**, 7 janvier 1924, 6e région militaire, C. A. T. 2 d'arme, — 21 juin 1952.

Cambior (Candide), 24 octobre 1925, T. O. A., C. A. T. 2 d'arme. — 26 juin 1952.
Coquero (Georges), 31 juillet 1925, 3e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 26 juin 1952.
Gence (Louis), 25 mai 1924, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 26 juin 1952.
Grosjean (Marc-André), 5 mars 1926, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 26 juin 1952.
Fenies (Robert-Etienne), 11 janvier 1926, 5e région militaire, B. E. de détection électro-magnétique. — 5 juillet 1952.
Gerbelli (André), 8 avril 1919, 1re région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — 5 juillet 1952.
Haurot (Paul-Georges), 22 avril 1929, Maroc, C. A. T. 2 de mécanicien d'artillerie. — 5 juillet 1952.
Bonami (Jean-Raymond), 12 mai 1929, 1re région militaire, B. E. d'arme. — 14 juillet 1952.
Croselli (Félix), 17 février 1922, Tunisie, C. A. T. 2 de comptabilité. — 17 juillet 1952.
Breffeilh (Jean-Victor), 7 novembre 1924, 6e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Arrigoni (Pierre-René), 18 mai 1924, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Prudent (Robert), 10 juillet 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

**C. — Service des matériels et bâtiments coloniaux.**

COMPTABLES

*Adjudant-chef.*

Grall (Joseph-Marie), 19 septembre 1914, 9e région militaire, B. S. de comptabilité. — 17 janvier 1952.

*Maréchaux des logis-majors et maréchaux des logis chefs.*

Faye (Alicune), 27 novembre 1917, 9e région militaire, B. S. de comptabilité. — 13 octobre 1951.
Trenac (Pierre-Henri), 12 février 1921, 9e région militaire, B. S. de comptabilité. — 18 novembre 1951.
Trioulier (Gabriel), 27 septembre 1922, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — 21 février 1952.

*Maréchaux des logis.*

Dupland (Emile-Charles), 27 mars 1923, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — N'a jamais servi.
Sage (Robert-André), 13 juin 1921, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — N'a jamais servi.
Garnier (Gilbert), 17 janvier 1925, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — N'a jamais servi.
Alexis (Gaetan-Justin), 27 août 1924, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — 3 septembre 1951.
André (Jean-Pierre), 13 mai 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — 19 décembre 1951.

AUTOS-CHARS

*Adjudants-chefs.*

Testard (Louis-René), 15 janvier 1916, 7e région militaire, B. S. auto. — 23 juin 1951.
Acquaviva (Jules), 14 octobre 1912, 9e région militaire, B. S. auto. — 20 décembre 1951.

*Adjudants.*

Mauregard (Georges), 2 juillet 1914, T. O. A., B. S. auto. — 6 juin 1951.

*Maréchaux des logis chefs.*

Thoirey (Paul), 16 décembre 1928, 1re région militaire, C. A. T. 2 auto. — 24 octobre 1950.
Ruggeri (Joseph-Marc), 19 mars 1919, 5e région militaire, C. A. T. 2 auto. — 21 décembre 1951.

*Maréchaux des logis.*

Wagram (Marie-Georges), 1er janvier 1920, 9e région militaire, C. A. T. 2 auto. — 11 août 1950.
Lostau (Aurélien-Alfred), 20 octobre 1924, 5e région militaire, C. A. T. 2 auto. — 20 décembre 1951.
Wolstroff (Albert-Louis), 7 novembre 1929, 9e région militaire, C. A. T. 2 auto. — 10 janvier 1952.
Moreau (André-Lucien), 30 août 1930, 1re région militaire, C. A. T. 2 auto. — 18 janvier 1952.
Jimenez (Yves), 15 décembre 1928, Tunisie, C. A. T. 2 auto. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Harstrich (Guy-Charles), 27 août 1929, 5e région militaire, C. A. T. 2 auto. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

ARMEMENT ET OPTIQUE

*Adjudants-chefs.*

Lafitte (Jules-Pierre), 2 octobre 1912, 1re région militaire, B. S. du matériel optique. — 15 juin 1951.
Gilbert (Henri-Pierre), 1er août 1911, 1re région militaire, B. S. d'armurier. — 17 janvier 1952.

*Maréchal des logis-major et maréchal des logis chef.*

Siaugues (Georges), 18 mai 1924, 8e région militaire, B. S. d'armurier. — 3 novembre 1950.
Coste (Serge), 24 octobre 1918, 9e région militaire, B. E. d'artificier. — 15 octobre 1951.

*Maréchaux des logis.*

Py (René-Maurice), 30 janvier 1932, 1re région militaire, B. S. d'armurier. — N'a jamais servi.
Bergot (Jean), 4 septembre 1926, 5e région militaire, B. E. du matériel parachute. — 29 février 1952.
Grux (Claude), 14 juin 1929, 4e région militaire, B. S. d'artificier. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Cadiou (Jean-Marie), 3 mars 1924, 1re région militaire, B. E. d'artificier. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

ATELIERS GÉNÉRAUX

*Adjudant-chef.*

Renaud (Gérard), 1er mars 1908, 10e région militaire, B. E. de maréchal ferrant. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Maréchal des logis chef.*

Ducatez (Henri-Roger), 26 février 1923, 1re région militaire, B. E. de mécanique générale. — 13 octobre 1951.

*Maréchaux des logis.*

Guasco (Jacques), 26 mars 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 de tourneur rectifieur. — N'a jamais servi.
Mortessagne (Paul), 28 décembre 1932, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'ajusteur serrurier. — N'a jamais servi.
Martin (Raymond), 20 mai 1925, 1re région militaire, B. E. de mécanique générale. — 20 octobre 1951.
Grimaud (Claude), 5 novembre 1929, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'ajusteur serrurier. — 9 novembre 1951.
Faverger (Gilbert), 13 mars 1930, 9e région militaire, B. E. de mécanique générale. — 20 décembre 1951.
Duveau (Roger-André), 24 décembre 1928, 1re région militaire, B. E. de charron. — 5 avril 1952.
Allanic (Georges-Marcel), 17 juin 1928, 2e région militaire, C. A. T. 2 de chaudronnier tôlier soudeur. — 31 août 1952.
Meslay (Roger), 7 décembre 1930, 5e région militaire, C. A. T. 2 de tourneur rectifieur. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

TRANSMISSIONS

*Adjudant-chef.*

Salmon (Jean), 31 janvier 1913, 9e région militaire, B. S. des transmissions. — 1er février 1952.

*Maréchaux des logis.*

Larane (Joseph-Augustin), 5 février 1928, 9e région militaire, B. E. des transmissions. — 3 juillet 1951
Kehres (Pierre), 4 juillet 1928, 4e région militaire, B. E. des transmissions. — 31 août 1952.

CONSTRUCTIONS

*Adjudant-chef.*

Baltus (Louis-Fernand), 29 janvier 1911, 1re région militaire, B. E. de surveillant de travaux. — 27 juillet 1950.

*Adjudants.*

Poisson (Pierre), 4 juillet 1915, 9e région militaire, B. E. de surveillant de travaux. — 15 septembre 1951.
Constans (Adrien-Pierre), 25 octobre 1913, 1re région militaire, B. E. de surveillant de travaux. — 18 janvier 1952.

*Maréchaux des logis chefs*

Genais (Ernest), 12 novembre 1918, 8e région militaire, B. E. de surveillant de travaux. — 13 octobre 1951
Corroyer (Roland-Claude), 6 mai 1929, 9e région militaire, C. A. T. 2 de maçon. — 7 novembre 1951.

*Maréchaux des logis.*

Auvitu (Jean), 10 janvier 1924, 9e région militaire, C. A. T. 2 de maçon. — N'a jamais servi.
Poupon (Jean), 24 décembre 1927, 9e région militaire, C. A. T. 2 de dessinateur. — N'a jamais servi.
Vincent (Lucien), 10 août 1920, 9e région militaire, C. A. T. 2 de dessinateur. — N'a jamais servi.
Verite (René-Pierre), 14 juin 1929, 9e région militaire, B. E. de surveillant de travaux. — 6 mars 1952.

**D. — Agents des corps de troupe coloniaux.**

*Adjudant.*

Pauly (Raymond), 20 octobre 1919, 1re région militaire, B. S. de comptabilité. — 25 juillet 1951.

*Sergents-majors et sergents-chefs.*

Payet (André), 10 janvier 1926, 9e région militaire, C. A. T. 2 de comptabilité. — 24 mars 1952.
Valentini (Pascal), 4 janvier 1913, 1re région militaire, B. E. de comptabilité. — 14 avril 1952.
Leloup (Marcel), 19 septembre 1922, Maroc, C. A. T. 2 de comptabilité. — 26 mai 1952.
Brunaud (Pierre-René), 23 février 1927, Tunisie, C. A. T. 2 de comptabilité. — 25 août 1952.
Hoareau (Charles), 19 septembre 1923, 1re région militaire, B. E. de comptabilité. — 31 août 1952.
Luttwiller (Yves), 28 mars 1924, 1re région militaire, B. E. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Merluche (Maurice), 16 décembre 1920, 9e région militaire, B. E. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

**E. — Chancellerie coloniale.**

*Adjudants-chefs.*

Viala (Robert), 19 juillet 1914, 1re région militaire, B. S. de chancellerie. — 18 avril 1951.
Fondere (Marcel), 13 novembre 1912, Maroc, B. E. de chancellerie. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Sergent-chef.*

Bonnet (Pierre), 29 janvier 1928, 5e région militaire, B. E. de chancellerie. — 25 mai 1951.

*Sergents.*

Albertini (Jean-Baptiste), 9 octobre 1927, 1re région militaire, C. A. T. 2 de chancellerie. — 19 décembre 1951.
Tock (René-Henri), 22 décembre 1931, 5e région militaire, C. A. T. 2 de chancellerie. — 8 février 1952.
Fossard (André-Jean), 31 juillet 1929, 1re région militaire, C. A. T. 2 de chancellerie. — 22 février 1952.

**F. — Intendance coloniale.**

*Adjudant-chef.*

Mathevet (Charles), 24 octobre 1912, 9e région militaire, B. E. bureaux. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Adjudant.*

Rossay (Francis), 31 mai 1914, 1re région militaire, B. S. exploitation. — 6 décembre 1951.

*Sergents-majors et sergents-chefs.*

N'Diaye Daouda, 13 mai 1923, 9e région militaire, B. E. bureaux. — 8 mars 1952.
Brilant (Pierre), 4 avril 1916, 9e région militaire, B. E. exploitation. — 6 septembre 1952.
Blancher (Jacques), 29 juin 1924, 9e région militaire, B. E. bureaux. — 8 novembre 1952.
Faraut (Georges), 25 octobre 1923, 9e région militaire, B. E. bureaux. — 17 novembre 1952
Grimaldi (Jacques), 23 juillet 1923, 9e région militaire, B. E. exploitation. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

*Sergents*

D'Allens (Maurice), 29 août 1923, 9e région militaire, C. A. T. 2 bureaux. — 27 juillet 1952.
Octave (Etienne), 5 octobre 1920, 4e région militaire, B. E. exploitation. — 2 août 1952.
Garrigues (Jean-Jacques), 5 avril 1925, 9e région militaire, C. A. T. 2 bureaux. — 13 août 1952.
Roux (Gilbert), 3 septembre 1922, 1re région militaire, C. A. T. 2 bureaux. — 10 septembre 1952.
Da Costa (Félix), 14 janvier 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 bureaux. — 29 septembre 1952.
Enjalbal (Henri), 15 novembre 1922, 9e région militaire, C. A. T. 2 exploitation. — 28 novembre 1952.

CORDONNIERS

*Sergents-majors.*

Devarieux (Roger), 4 décembre 1901, 9e région militaire, brevet de maître ouvrier cordonnier. — 7 juin 1950.
Simoni (Blaise), 19 juillet 1912, Maroc, brevet de maître ouvrier cordonnier. — 7 juin 1950.

*Sergent.*

Racois (Robert), 3 décembre 1919, 4e région militaire, brevet de maître ouvrier cordonnier. — 13 juillet 1950.

**G. — Service de santé colonial.**

*Adjudant.*

Schapira (Maurice), 30 juillet 1913, 1re région militaire, B. S. de secrétaire comptable. — 4 mai 1950.

*Sergent-major.*

Gilquin (Marcel), 1er février 1924, 3e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — 18 novembre 1952.

*Sergents.*

Barbero (René), 2 juin 1931, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — N'a jamais servi.
Bertrand (Camille-Gustave), 20 décembre 1927, 5e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — 17 juin 1952.
Rollandin (Albert), 29 octobre 1929, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — 12 juillet 1952.
Filippi (Joseph), 15 mai 1930, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — 11 novembre 1952.
Pasquier (Robert-Marcel), 28 août 1928, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — 11 novembre 1952.
Dijoux (Joseph), 7 juillet 1927, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — 17 novembre 1952
Sene (Jean-Marie), 24 juin 1927, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — 26 novembre 1952.
Perrin (Robert), 15 juin 1930, 9e région militaire, C. A. T. 2 d'infirmier. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

**Décret n° 53-1059 du 29 octobre 1953 portant modification des attributions de l'office des biens et intérêts privés et mettant en accord avec cette modification les différents décrets qu'elle affecte.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 48-978 du 16 juin 1948 portant aménagements fiscaux, et notamment ses articles 44 à 50;

Vu la loi n° 49-573 du 23 avril 1949 portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre;

Vu l'article 48 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950;

Vu l'article 21 de la loi n° 50-631 du 2 juin 1950 relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'année 1950;

Vu les lois n° 52-1402 du 30 décembre 1952 et n° 53-75 du 6 février 1953 et spécialement leurs dispositions concernant l'office des biens et intérêts privés;

Vu les décrets n° 48-1727 du 15 novembre 1948 et n° 50-1117 du 1er septembre 1950 relatifs aux attributions de l'office des biens et intérêts privés;

Vu le décret n° 50-633 du 20 mai 1950 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi n° 49-573 du 23 avril 1949;

Vu l'arrêté du ministre des finances du 23 avril 1952 portant, en ce qui concerne la réparation des mesures de spoliation, transfert d'attributions de la direction des finances extérieures à la direction de la comptabilité publique,

Décrète:

Art. 1er. — Est abrogé, à dater du 1er juillet 1953, le décret n° 48-1727 du 15 novembre 1948 habilitant l'office des biens et intérêts privés à accomplir toutes les mesures d'exécution dont il pourra être chargé en vue d'assurer l'application des articles 44 à 50 de la loi du 16 juin 1948.

A compter de ladite date du 1er juillet 1953, les attributions qui avaient été dévolues à l'office des biens et intérêts privés par application de ce décret seront exercées par le service du ministère des finances et des affaires économiques ayant à connaître de la réparation des préjudices résultant de l'application des mesures de spoliation.

Art. 2. — Est abrogé, à la date du 1er juillet 1953, le décret n° 50-1117 du 1er septembre 1950 habilitant l'office des biens et intérêts privés à accomplir toutes les opérations dont il pourra être chargé en vue d'assurer l'exécution de l'article 2 de la loi n° 49-573 du 23 avril 1949 ainsi que du décret n° 50-633 du 20 mai 1950.

A compter de ladite date du 1er juillet 1953, les attributions qui avaient été dévolues à l'office des biens et intérêts privés par application de ce décret seront exercées par le service du ministère des finances et des affaires économiques ayant dans ses attributions les questions relatives à la réparation des mesures de spoliation.

Art. 3. — L'article 18 et l'alinéa 1er de l'article 19 du décret n° 50-633 du 20 mai 1950, relatifs tant à la composition de la commission administrative chargée de la fixation des sommes remboursables par l'Etat en raison des prélèvements exercés par l'ennemi dans les territoires qui avaient été annexés de fait qu'à la désignation des secrétaire, secrétaire adjoint et rapporteurs de cette commission, sont, à la date du 1er juillet 1953, modifiés ainsi qu'il suit;

« *Art.* 18. — Les indemnités de remboursement sont fixées par une commission administrative de quatorze membres ayant la composition suivante:

« Un président et un vice-président choisis parmi les magistrats en activité ou honoraires de l'ordre administratif ou judiciaire et désignés par arrêté conjoint du ministre des finances et des affaires économiques et du garde des sceaux, ministre de la justice;

« Le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice ou son représentant;

« Le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances et des affaires économiques ou son représentant;

« Le directeur du budget au ministère des finances et des affaires économiques ou son représentant;

« Le directeur du Trésor au ministère des finances et des affaires économiques ou son représentant;

« Le directeur des dommages de guerre au ministère de la reconstruction et du logement ou son représentant;

« Le directeur de l'office des biens et intérêts privés ou son représentant à qui succédera le directeur des affaires économiques au ministère des affaires étrangères ou son représentant, après transfert de certaines attributions exercées antérieurement par ledit office des biens et intérêts privés;

« Le chef du service des domaines ou son représentant;

« Trois membres choisis par le ministre des finances et des affaires économiques sur une liste de dix noms présentée par les associations de spoliés les plus représentatives dans les territoires visés à l'article 6 ci-dessus, le ministre choisit sur la même liste trois membres suppléants;

« Deux membres choisis par le ministre des finances et des affaires économiques sur une liste de six noms présentée par les chambres de commerce existant dans les territoires visés à l'article 6 ci-dessus, le ministre choisit sur la même liste deux membres suppléants.

« La commission peut entendre les représentants de toutes les administrations intéressées.

« La commission siège à Paris, elle est convoquée par son président ou éventuellement par son vice-président.

« Son secrétariat est assuré par le service du ministère des finances et des affaires économiques ayant dans ses attributions les questions relatives à la réparation des mesures de spoliation ».

« *Art.* 19. — L'instruction des demandes est confiée à des rapporteurs désignés par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques parmi les agents du service des domaines. Cependant les membres non fonctionnaires de la commission et les rapporteurs en service au 1er janvier 1953 seront maintenus dans leurs fonctions.

« Ces membres et rapporteurs pourront néanmoins, à tout moment, être remplacés dans les conditions prévues à l'article 18 et à l'alinéa précédent du présent article ».

(Le reste sans changement.)

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 octobre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
PAUL RIBEYRE.

*Le ministre des affaires étrangères,*
GEORGES BIDAULT.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

**Approbation d'une modification au règlement intérieur du Crédit national.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 10 octobre 1919;

Vu le décret du 20 novembre 1919 approuvant les statuts du Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre et l'article 61 desdits statuts;

Vu l'arrêté du 27 février 1920 approuvant le règlement intérieur du Crédit national et les textes qui l'ont modifié;

Vu la proposition du conseil d'administration du Crédit national,

Arrête:

Art. 1er. — Est approuvée la modification apportée à l'article 37 du règlement intérieur du Crédit national telle qu'elle figure dans le texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 octobre 1953.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

**Nomination du commissaire général adjoint à la productivité.**

Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 23 novembre 1944 réorganisant le comité économique et fixant les attributions du ministre de l'économie nationale et l'organisation de ses services, ensemble les textes qui l'ont complétée ou modifiée;

Vu le décret du 23 mai 1953 portant création d'un commissariat général à la productivité,

Arrêtent:

Art. 1er. — M. Duhamel (Jacques), auditeur de 1re classe au conseil d'Etat, est chargé des fonctions de commissaire général adjoint à la productivité.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1er novembre 1953.

Fait à Paris, le 29 octobre 1953.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
BERNARD LAFAY.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Décret du 30 octobre 1953 portant nomination d'un professeur (enseignement supérieur).**

Par décret en date du 30 octobre 1953:

La chaire de langue et littérature hispaniques de la faculté des lettres de l'université de Paris (dernier titulaire: M. Delpy, décédé) est transformée en chaire de langues et civilisations des anciens Sémites.

M. Dupont-Sommer, maître de conférences à la faculté des lettres de l'université de Paris, est nommé, à compter du 1er octobre 1953, professeur dans la chaire de langues et civilisations des anciens Sémites de cette même faculté et titularisé dans le grade correspondant.

**Ouverture d'un concours pour le recrutement de bibliothécaires (bibliothèques).**

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 52-554 du 16 mai 1952 portant règlement d'administration publique relatif aux statuts particuliers des bibliothécaires relevant du ministère de l'éducation nationale, des inspecteurs généraux des bibliothèques et du secrétaire général de la Bibliothèque nationale;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1952 relatif à l'organisation du concours annuel prévu à l'article 11 dudit décret;

Vu l'arrêté du 21 septembre 1953 autorisant l'ouverture d'un concours pour le recrutement de bibliothécaires;

Vu l'arrêté du 16 juin 1953 fixant, pour l'année 1953, le programme limitatif de l'épreuve orale du concours pour le recrutement de bibliothécaires,

Arrête:

Art. 1er. — Un concours pour le recrutement de cinq bibliothécaires dans les services et établissements relevant de la direction des bibliothèques de France s'ouvrira le 1er décembre 1953.

Art. 2. — Les épreuves écrites auront lieu le 1er décembre 1953 à Paris, Alger et dans des centres qui seront ultérieurement désignés en fonction des candidatures reçues.

Art. 3. — Les dossiers de candidature devront être constitués conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 juillet 1952 susvisé, et adressés avant le 24 novembre 1953 à la direction des bibliothèques de France (bureau du personnel), 55, rue Saint-Dominique, Paris (7e).

Art. 4. — L'administrateur général de la Bibliothèque nationale, directeur des bibliothèques de France, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 octobre 1953.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MARCEL BOUISSET.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Décret du 30 octobre 1953 portant déclassement de lignes de chemin de fer d'intérêt local dans le département des Ardennes.**

Par décret en date du 30 octobre 1953, sont déclassées dans le département des Ardennes les lignes de chemin de fer d'intérêt local suivantes:

Le Tremblois à la frontière belge;
Nouzonville à la frontière belge;
Monthermé à la frontière belge;
Renneville à Wassigny, Signy-l'Abbaye, Mézières et Mohon.

**Décret du 30 octobre 1953 autorisant le département du Morbihan à contracter un emprunt en vue de l'exécution des travaux d'amélioration du port de Port-Maria-de-Quiberon.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi du 23 février 1941 concernant la perception des péages dans les ports maritimes de commerce et le décret du 26 avril 1941 portant application de cette loi;

Vu le projet des travaux d'amélioration du port de Port-Maria-de-Quiberon, présenté le 13 mai 1952 par les ingénieurs du service maritime du Morbihan et approuvé par décision du 27 mars 1953 du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, projet évalué à 395 millions de francs;

Vu l'arrêté interministériel du 19 juin 1953 qui a institué au profit du département du Morbihan, sur le littoral de la commune de Quiberon, des péages sur les voyageurs, sur les marchandises et sur la valeur du poisson débarqué et affecté le produit de ces péages aux travaux susvisés;

Vu la délibération du 15 mai 1953 du conseil général du Morbihan par laquelle le département:

A demandé l'autorisation de contracter, par tranches successives, sous la garantie des péages précités, un emprunt d'un montant global de 395 millions de francs, en vue du financement de la dépense, entièrement à sa charge, afférente auxdits travaux;

S'est engagé, en cas d'insuffisance du produit des péages, à inscrire à son budget la somme nécessaire pour assurer le service de cet emprunt et pour faire face à la dépense,

Décrète:

Art. 1er. — Le département du Morbihan est autorisé à contracter, par tranches successives, un emprunt d'un montant global de 395 millions de francs en vue de l'exécution des travaux d'amélioration du port de Port-Maria-de-Quiberon, conformément au projet approuvé par décision du 27 mars 1953 du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être conclu et réalisé, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Si l'emprunt est réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, le taux réel de l'intérêt — compte tenu du prix d'émission — ne pourra en aucun cas être supérieur à celui qui résulte du taux nominal d'intérêt pratiqué par la caisse des dépôts et consignations au moment de la réalisation du contrat et d'une anticipation de trois mois des versements contractuels appliqués à un emprunt remboursable par semestrialités.

Si l'emprunt est réalisé par voie de souscription publique, les conditions de l'émission devront être soumises au ministre des finances.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen du produit des péages perçus au profit du département du Morbihan, au port de Port-Maria-de-Quiberon et sur tout le littoral de la commune, sur les voyageurs, sur les marchandises et sur la valeur du poisson débarqué, en vertu de l'arrêté interministériel du 19 juin 1953.

Art. 2. — Il est pris acte de la délibération du 15 mai 1953 du conseil général du Morbihan par laquelle le département s'est engagé, en cas d'insuffisance du produit des péages, à prélever sur les ressources normales de son budget les sommes nécessaires pour assurer le service de l'emprunt et pour faire face à la dépense.

Art. 3. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
JACQUES CHASTELLAIN.

*Le ministre de l'intérieur,*
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
BERNARD LAFAY.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

**Décret du 28 octobre 1953 fixant la composition du comité consultatif pour la gestion du fonds d'assainissement du marché de la viande.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 1er du décret n° 53-980 du 30 septembre 1953 relatif à l'assainissement du marché de la viande;

Vu le décret n° 53-933 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et au fonctionnement des organismes d'intervention économique de caractère privé;

Vu l'arrêté interministériel du 23 septembre 1953 portant création d'une commission d'études du marché de la viande,

Décrète:

Art. 1er. — Le comité chargé, en application de l'article 1er du décret n° 53-980 du 30 septembre 1953, d'assister le ministre de l'agriculture pour la gestion du Fonds d'assainissement du marché de la viande, comprend:

Deux fonctionnaires désignés par le ministre de l'agriculture;

Deux fonctionnaires désignés par le secrétaire d'Etat aux affaires économiques;

Un fonctionnaire désigné par le ministre des finances;

Quatre professionnels désignés par le ministre de l'agriculture parmi les membres professionnels de la commission d'études du marché de la viande.

Art. 2. — La présidence du comité est assurée par le ministre de l'agriculture ou son représentant.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

**Fait à Paris, le 28 octobre 1953.**

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'agriculture,*
ROGER HOUDET.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
BERNARD LAFAY.

### Ouverture de crédits.

Par arrêté interministériel en date du 15 octobre 1953, un crédit de 4.810.914 F provenant de fonds de concours a été ouvert aux chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1953:

| | |
|---|---|
| Chap. 43-22. — Direction de la production agricole. — Frais de fonctionnement des divers services: | |
| Art. 2. — Frais de surveillance et de contrôle des opérations de grainage des vers à soie | 563.959 F. |
| Chap. 34-71. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Remboursement de frais | 3.135.372 |
| Chap. 34-72. — Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Matériel: | |
| Art. 4. — Stations d'essais de machines | 859.819 |
| Chap. 34-82. — Direction générale des eaux et forêts. — Matériel: | |
| Art. 11. — Frais d'adjudications et aménagements. | 251.764 |
| Total | 4.810.914 F. |

Par arrêté interministériel en date du 15 octobre 1953, un crédit de 14.908.710 F provenant de fonds de concours a été ouvert aux chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1953:

| | |
|---|---|
| Chap. 34-38. — Etablissements d'enseignement agricole. — Matériel | 900.000 F. |
| Chap. 34-82. — Direction générale des eaux et forêts. — Matériel | 776.000 |
| Chap. 35-37. — Etablissements d'enseignement agricole. — Travaux d'entretien | 500.000 |
| Chap. 44-21. — Vulgarisation | 12.732.710 |
| Total | 14.908.710 F. |

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Décret n° 53-1060 du 23 octobre 1953 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du personnel du cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer et à la limite d'âge des fonctionnaires de ce cadre.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés, et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires de l'Etat et, notamment, son article 2 aux termes duquel « Les règlements d'administration publique détermineront, sous réserve des prérogatives appartenant aux assemblées représentatives locales, les conditions d'application des principes posés par le présent statut aux fonctionnaires des cadres organisés par décret exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer »;

Vu la loi n° 50-770 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-509 du 5 mai 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 6 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 relatif à la répartition des cadres des fonctionnaires civils relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-510 du 5 mai 1951 relatif à l'application du règlement d'administration publique n° 51-509 du 5 mai 1951;

Vu le décret n° 51-1483 du 5 décembre 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans certains corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Il est créé un cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer qui comprend les personnels énumérés à l'article 2 ci-dessous.

Les fonctionnaires de ce cadre sont soumis au régime des personnels des cadres généraux énumérés au tableau I du décret modifié n° 51-510 du 5 mai 1951.

Les fonctionnaires des cadres métropolitains, détachés dans un des corps ou emplois prévus au présent statut, sont classés pendant la durée de leur détachement au point de vue grade et traitement conformément aux dispositions de l'article 8 du présent règlement.

Art. 2. — Le cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer comprend les corps et emplois suivants:

Recteurs d'académie.
Inspecteurs généraux de l'instruction publique.
Inspecteurs d'académie (agrégés, non agrégés).
Intendants, sous-intendants, économes.
Secrétaires principaux de l'administration académique.

Enseignement supérieur.

Professeurs titulaires de facultés.
Maîtres de conférences.
Agrégés chargés d'enseignement.
Assistants (assistants agrégés, assistants non agrégés).
Chefs de travaux.

Enseignement du second degré.

Proviseurs, directrices de lycées, censeurs (agrégés, non agrégés).
Principaux et directrices de collèges et établissements assimilés.
Professeurs (agrégés, bi-admissibles à l'agrégation, licenciés et certifiés, chargés d'enseignement).
Surveillants généraux.
Adjoints d'enseignement.

Enseignement technique.

Inspecteurs généraux de l'enseignement technique.
Inspecteurs principaux de l'enseignement technique (agrégés et non agrégés).
Inspecteurs de l'enseignement technique.
Directeurs, sous-directeurs, professeurs et professeurs techniques des écoles normales nationales d'apprentissage et écoles nationales d'ingénieurs des arts et métiers et établissements assimilés.
Directeurs des écoles nationales professionnelles, collèges techniques et établissements assimilés.
Professeurs (agrégés, bi-admissibles à l'agrégation).
Surveillants généraux (pourvus du professorat, non pourvus du professorat).
Professeurs et professeurs techniques des écoles nationales professionnelles, collèges techniques et établissements assimilés.
Chefs de travaux pratiques et professeurs techniques adjoints des écoles normales nationales d'apprentissage, des écoles nationales d'ingénieurs des arts et métiers et établissements assimilés.
Chargés d'enseignement, professeurs techniques adjoints et professeurs adjoints des écoles nationales professionnelles, collèges techniques et établissements assimilés.
Adjoints d'enseignement.
Directeurs et professeurs d'enseignement général de centres d'apprentissage.

Education physique, jeunesse et sports.

Inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports.
Inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports (agrégés et non agrégés).
Inspecteurs de la jeunesse et des sports.
Professeurs d'éducation physique.

Enseignement du premier degré.

Inspecteurs généraux des écoles primaires élémentaires.
Inspecteurs de l'enseignement primaire.
Directeurs et professeurs des écoles normales primaires (agrégés ou non agrégés).
Directeurs d'écoles primaires avec cours complémentaires ou établissements assimilés.
Maîtres de cours complémentaires et maîtres assimilés.

Personnel des bibliothèques universitaires.

Bibliothécaires.

Des arrêtés concertés du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de l'éducation nationale et du ministre chargé de la fonction publique définiront les divers personnels et établissements assimilés visés au présent article.

Art. 3. — Dans la mesure où, en vertu des dispositions du présent règlement, les corps du cadre général comprennent toutes les catégories de fonctionnaires existant dans les cadres métropolitains correspondants, les grades, classes et échelons des fonctionnaires de ces corps sont ceux existant dans ces cadres. Lorsqu'il existe, à la fois, un cadre de Seine et Seine-et-Oise ou de Paris et un cadre des départements ou de province, ces grades, classes et échelons sont ceux existant dans ce dernier cadre.

Les fonctionnaires du cadre général peuvent, dans les conditions et sous les réserves fixées par la loi du 5 avril 1937 sur l'incorporation dans les cadres métropolitains de certains membres de l'enseignement, demander à être intégrés dans les cadres métropolitains correspondants et continuer à exercer leurs fonctions outre-mer en qualité de détachés.

Le détachement dans le cadre général d'un fonctionnaire métropolitain peut être renouvelé plusieurs fois.

Les fonctionnaires détachés dans le cadre général ne peuvent demander leur intégration dans ce cadre que s'ils ont encore cinq ans de service à accomplir avant la limite d'âge prévue pour leur emploi dans le cadre général.

Art. 4. — Sous réserve de décisions contraires, exceptionnelles et particulières du ministre de la France d'outre-mer, motivées par l'organisation et les conditions spéciales de l'enseignement outre-mer, les fonctions assumées par les membres des différents corps du présent cadre sont de façon générale celles exercées par les fonctionnaires des cadres et grades correspondants dans la métropole.

Sans préjudice des inspections effectuées par les fonctionnaires du cadre général dans des conditions analogues à celles pratiquées en France, des inspecteurs généraux du ministère de l'éducation nationale, des inspecteurs généraux des bibliothèques relevant du ministère de l'éducation nationale, sont placés en situation de mission auprès du ministre de la France d'outre-mer, pour procéder, les premiers à l'inspection spécialisée du personnel enseignant visé au présent décret autre que celui de l'enseignement supérieur, les seconds à l'inspection des bibliothèques universitaires.

Art. 5. — Les recteurs d'académie sont nommés par décret en conseil des ministres.

Les inspecteurs généraux, les professeurs de facultés et les inspecteurs d'académie sont nommés par décret sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la France d'outre-mer.

Les maîtres de conférences, les chefs de travaux et les assistants sont nommés par arrêté concerté de ces ministres.

Tous les autres fonctionnaires sont nommés par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

Les fonctionnaires dont l'affectation n'est pas la conséquence nécessaire de leur nomination et ceux qui ne sont pas affectés directement à des fonctions déterminées par le ministre de la France d'outre-mer, conformément aux dispositions réglementaires régissant ces fonctions, sont affectés par les chefs de groupe de territoire ou les chefs de territoires autonomes à la disposition desquels ils sont mis.

Art. 6. — Les fonctionnaires du cadre général se recrutent parmi les fonctionnaires des cadres métropolitains correspondants et parmi les personnes remplissant les conditions fixées pour accéder à ces cadres. Les adaptations desdites conditions, commandées par le bon fonctionnement des services de l'enseignement outre-mer, feront l'objet de mesures concertées.

Lorsque la nomination ou l'avancement dans un corps dépend de l'inscription sur une liste d'aptitude, celle-ci est arrêtée par le ministre de la France d'outre-mer après avis de la commission administrative paritaire compétente, le ministre de l'éducation nationale consulté.

Les fonctionnaires des cadres métropolitains peuvent être inscrits sur les listes d'aptitude du cadre général.

L'inscription des fonctionnaires du cadre général demandant à être inscrits sur les listes d'aptitude à des fonctions ou à des grades métropolitains est arrêtée par le ministre de l'éducation nationale, après consultation du ministre de la France d'outre-mer.

Les listes d'aptitude aux diverses fonctions de l'enseignement supérieur continuent toutefois à être arrêtées par le ministre de l'éducation nationale, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur dans la métropole après avis, si la liste est particulière à des emplois de la France d'outre-mer, du ministre de la France d'outre-mer.

Art. 7. — Seuls peuvent être admis dans le cadre général les candidats satisfaisant aux conditions générales imposées pour l'accès aux emplois publics outre-mer.

Sous réserve de dérogations décidées par arrêtés concertés du ministre de la France d'outre-mer et du ministre de l'éducation nationale, les candidats qui ne sont pas déjà fonctionnaires ou ne postulent pas des fonctions dans l'enseignement supérieur doivent être âgés de moins de trente ans. Les professeurs de l'enseignement supérieur et les maîtres de conférences peuvent être recrutés jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans et les autres membres dudit enseignement peuvent l'être jusqu'à l'âge de quarante ans.

L'âge limite de trente ans est reculé d'une durée égale à celle des services militaires et des services civils admissibles pour une pension dans les conditions fixées pour le régime de retraite applicables au personnel du cadre général, sans que ce recul puisse avoir pour effet de permettre à un candidat non fonctionnaire ayant dépassé trente-cinq ans au cours de l'année en cours d'être admis dans ce cadre.

Art. 8. — Les fonctionnaires qui obtiennent leur admission dans le cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer y sont détachés ou intégrés.

Ceux qui appartiennent à un cadre métropolitain de l'enseignement correspondant au corps du cadre général où ils

demandent à être admis seront nommés dans ce corps aux grade et classe ou échelon correspondant à leurs grade, classe ou échelon dans le cadre métropolitain; les autres le seront soit conformément aux dispositions législatives et réglementaires particulières applicables dans la métropole aux changements de corps des fonctionnaires nommés dans les corps de la catégorie d'enseignement dont s'agit, soit, en l'absence de telles dispositions, conformément aux règles générales applicables aux changements de corps des fonctionnaires.

Art. 9. — Les membres du cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer ne sont nommés à titre définitif dans un des corps de ce cadre qu'après un stage. La durée du stage est d'un an, sauf en ce qui concerne les stagiaires chargés de fonctions administratives, pour lesquels elle est de deux ans.

Le point de départ du stage est le jour de la prise de service pour les personnels recrutés sur place et le jour de l'arrivée dans le groupe de territoires ou le territoire autonome pour les autres personnels.

A l'expiration du stage, les stagiaires sont soit nommés à titre définitif, soit licenciés ou remis à la disposition de leur administration d'origine, soit soumis à une nouvelle et dernière période de stage.

Sauf décision motivée contraire, les stagiaires ont droit au passage de retour dans les conditions prévues par la réglementation régissant cette matière.

Art. 10. — Les conditions d'avancement des fonctionnaires régis par le présent statut sont celles prévues pour les fonctionnaires des cadres correspondants du ministère de l'éducation nationale.

Toutefois, pour tenir compte de la durée plus brève de la carrière et des sujétions particulières du service outre-mer, le temps passé au service outre-mer est, pour l'avancement, majoré de 25 p. 100.

Un arrêté concerté du ministre de la France d'outre-mer, du ministre du budget et du ministre chargé de la fonction publique précisera le temps qui devra entrer en compte pour l'application des présentes dispositions comme temps de service outre-mer.

Les majorations d'ancienneté résultant de l'application du présent article qui n'auront pu être utilisées pour un avancement d'échelon déterminé seront reportées en vue de l'avancement aux échelons supérieurs.

Art. 11. — Sous réserve des dispositions réglementaires ultérieures fixant des limites d'âge différentes, la limite d'âge des recteurs, des inspecteurs généraux et des professeurs de l'enseignement supérieur est celle des gouverneurs de la France d'outre-mer; la limite d'âge des autres membres de l'enseignement supérieur, des inspecteurs d'académie et des inspecteurs principaux est celle des administrateurs en chef; la limite d'âge des autres fonctionnaires du cadre général est celle fixée pour les administrateurs de la France d'outre-mer.

Art. 12. — Les fonctionnaires des cadres métropolitains de l'enseignement et les personnes remplissant les conditions nécessaires pour accéder à ces cadres qui, au 1er janvier 1953, sont fonctionnaires ou agents en service dans l'enseignement outre-mer et en particulier ceux qui appartiennent aux cadres locaux régis par arrêtés des chefs du territoire ou aux cadres uniques de l'Indochine créés par arrêté du 4 novembre 1950 du haut commissaire de France en Indochine, seront de plein droit admis dans les corps du cadre général correspondant à ces cadres.

Ils seront intégrés dans ces corps ou, s'ils y étaient détachés, maintenus dans la position de détachement; ils conserveront leurs indices antérieurs; au cas de non-concordance des indices, l'intégration aura lieu à la classe ou à l'échelon immédiatement supérieur, les intéressés perdant alors l'ancienneté acquise dans la classe ou l'échelon de leur ancien cadre.

Art. 13. — Les fonctionnaires et agents, en service dans l'enseignement outre-mer, qui ne remplissent pas les conditions prévues au premier alinéa de l'article 6 ci-dessus, mais ont exercé des fonctions correspondant à celles des fonctionnaires du cadre général, pourront, à titre transitoire et jusqu'au 1er juillet 1954, demander à être admis dans le cadre général, après avis d'une commission paritaire constituée par arrêté du ministre de la France d'outre-mer et aux réunions de laquelle un représentant du ministre de l'éducation nationale pourra assister avec voix consultative.

Les fonctionnaires intégrés dans le cadre général en vertu des dispositions du présent article ne pourront être ultérieurement intégrés dans un des cadres métropolitains de l'enseignement que s'ils remplissent les conditions requises pour exercer leurs fonctions en France.

Art. 14. — Le décret n° 46-100 du 19 janvier 1946 relatif à l'enseignement aux colonies est abrogé.

Art. 15. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer et prendra effet du 1er janvier 1953.

Fait à Paris, le 23 octobre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
LOUIS JACQUINOT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le ministre de l'éducation nationale,*
ANDRÉ MARIE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés,*
MARC JACQUET.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
PIERRE JULY.

*Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,*
FRANÇOIS SCHLEITER.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Décret n° 53-1061 du 22 octobre 1953 portant modification de l'article 22 de la loi du 21 décembre 1941 sur les hôpitaux et hospices publics.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier;

Vu la loi du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices publics;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 22 de la loi du 21 décembre 1941 sont remplacées par les dispositions suivantes:

« Par décision du préfet et dans des conditions fixées par arrêté conjoint du ministre de la santé publique et de la population, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'intérieur, les hôpitaux et hospices publics peuvent être autorisés à traiter de gré à gré pour des fournitures de produits alimentaires, de produits pharmaceutiques ou d'objets de consommation courante, quel qu'en soit le montant. La décision du préfet, prise annuellement, après avis du trésorier-payeur général, pour chaque établissement, dispense de l'approbation des marchés se rapportant à l'achat de fournitures visées dans cette décision et pendant la période considérée ».

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 octobre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
PAUL COSTE-FLORET.

*Le ministre de l'intérieur,*
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

## MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

### Administration centrale et services extérieurs.

Par arrêté du 23 octobre 1953, a été nommé adjoint administratif stagiaire, M. Huot, postulant.

Par arrêtés du 22 octobre 1953:

A été réintégré, à compter du 1er janvier 1954, à Paris-Télécommunications, M. Renard, ingénieur de 2e classe des télécommunications précédemment détaché au titre de l'article 99 de la loi du 19 octobre 1946 auprès de l'office des postes, télégraphes et téléphones du Maroc.

Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite, les receveurs de 2e classe désignés ci-après:

A compter du 25 décembre 1953, M. Sorriaux, du Quesnoy.
A compter du 12 décembre 1953, M. Piegat, de Gonesse.

Par arrêtés du 23 octobre 1953:

Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite:

A compter du 1er février 1954, M. Hoffert, receveur hors classe à Colmar.

A compter du 1er novembre 1953, M. Meynard, chef de centre de classe exceptionnelle à Châlons-sur-Marne-Chèques postaux.

A compter du 15 décembre 1953, M. Robert, chef de centre de classe exceptionnelle à Paris-Auteuil.

A compter du 16 mai 1954, M. Jollet, chef de centre hors classe à Marseille-Câbles sous-marins.

A compter du 11 janvier 1954, M. Devaux, inspecteur principal à Nevers.

Ont été nommés receveurs de classe exceptionnelle et titularisés dans le grade correspondant:

A Thionville, M. Houselstein, receveur hors classe.

A Caen, M. Le Cordenner, inspecteur principal à Arras.

A été muté à Paris-29, M. Dulauroy, receveur de 2e classe au Bourget.

Par arrêté du 27 octobre 1953, a été nommé inspecteur général de 4e classe et titularisé dans le grade correspondant, M. Dumas, directeur adjoint à l'administration centrale.

Par arrêté du 27 octobre 1953, M. Lallemant (Mary), inspecteur adjoint des postes, télégraphes et téléphones à Lisieux (Calvados), est détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er juillet 1953, auprès du ministre des relations avec les Etats associés pour assurer les fonctions de receveur principal des postes, télégraphes et téléphones au Laos.

Par arrêté du 27 octobre 1953, les fonctionnaires désignés ci-après sont détachés, sur leur demande, à partir du 16 juillet 1953, auprès du secrétariat d'Etat à la guerre pour le service de la poste militaire.

Ces détachements sont prononcés au titre des articles 99 (§ 3) et 102 du statut général des fonctionnaires:

a) *En qualité de chef de section de 2e classe (capitaine).*

M. Violot (Paul), inspecteur à Chagny.

b) *En qualité de secrétaire de 1re classe (adjudant-chef).*

M. Fouche (Roland), agent d'exploitation à Blois-Gare.

c) *En qualité de secrétaires de 2e classe (adjudant).*

MM.
Silbercissen (Eugène), contrôleur ligne de l'Est à Strasbourg.
Marinolli (André), agent principal d'exploitation à Paris-Chèques.
Benichou (Jacques), agent d'exploitation à Oran.
Coquenet (André), agent d'exploitation à Fréjus.
Le Garignon (Maurice), agent d'exploitation à Valence-Gare.
Pateille (Robert), agent d'exploitation à Poitiers-Gare.
Salmon (Marcel) ,agent d'exploitation à Nantes-Chèques.

Ces détachements sont prononcés pour une durée maximum de cinq ans.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1953

### Ordre du jour du mardi 3 novembre 1953.

**A neuf heures trente.** — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de commissions.

2. — Vérification des pouvoirs (sous réserve qu'il n'y ait pas débat), département d'Oran (2e collège). — (M. Maga, rapporteur.)

3. — Examen d'une demande de pouvoir d'enquête présentée par la commission de la marine marchande et des pêches.

4. — Discussion des conclusions du rapport (n° 7025) de la commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6150) concernant M. Defferre. — (M. de Léotard, rapporteur.)

5. — Suite de la discussion des projets de loi relatifs au développement des crédits affectés aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954:

Légion d'honneur et ordre de la Libération. (Nos 6771, 6965. — M. Frédéric-Dupont, rapporteur.)

France d'outre-mer (Dépenses civiles). (Nos 6759, 6935. — M. Burlot, rapporteur.)

Industrie et commerce (Nos 6760, 6831. — M. Jules-Julien, rapporteur.)

**A seize heures.** — 2e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

**A vingt et une heures.** — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

### Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

*Séance du vendredi 30 octobre 1953.*

*Présents.* — MM. Barrot, Béné (Maurice), Cayeux (Jean), Charret (Jean), Chassaing, Mme François, MM. Fredet (Maurice), Guislain, Lacaze (Henri), Mmes Lempereur, de Lipkowski, M. Mora, Mmes Poinso-Chapuis, Rabaté, M. Rousselot.

*Excusés.* — MM. Barbier, Coirre, Montalat, Savale.

*Suppléant.* — M. Bruyneel (de M. Robert Laurens).

### Commission des finances.

*1re séance du vendredi 30 octobre 1953.*

*Présents.* — MM. Benard (François), Briot, David (Marcel) (Landes), Denais (Joseph), Dorey, Gabelle, Gardey (Abel), Gosnat, Jean-Moreau, Jules-Julien, Lanet (Joseph-Pierre) (Seine), Meunier (Pierre) (Côte-d'Or), Palewski (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Raffarin, de Tinguy, Tourtaud.

*Suppléant.* — M. Charpentier (de M. Simonnet).

*Assistait, en outre, à la séance.* — M. Vigier.

*2e séance du vendredi 30 octobre 1953.*

*Présents.* — MM. Benard (François), Briot, Cristofol, Dagain, Darou, David (Marcel) (Landes), Denais (Joseph), Dorey, Faggianelli, Gabelle, Gardey (Abel), Gosnat, Lanet (Joseph-Pierre) (Seine), Lebon, Massot, Meunier (Pierre) (Côte-d'Or), Palewski (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Raffarin, de Tinguy, Tourtaud, Vallon (Louis).

*Suppléant.* — M. Guérard (de M. Courant).

*Assistaient, en outre, à la séance.* — MM. Vigier, Boscary-Monsservin.

### Commission de la production industrielle.

*Séance du vendredi 30 octobre 1953.*

*Présents.* — MM. Bichet (Robert), Coutant (Robert), Goudoux, Mancey (André) (Pas-de-Calais), Montel (Eugène) (Haute-Garonne), Sibué, Sion.

### Convocation de sous-commission.

La sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte se réunira le mardi 3 novembre 1953, à seize heures (local du 5e bureau):

Suite de l'étude de la situation de la Société nationale des chemins de fer français:

Audition de M. Jacques Chastellain, ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et de M. Henri Ulver, secrétaire d'Etat au budget.

Rapport de M. Benard sur les chapitres de dépenses du budget des travaux publics, des transports et du tourisme intéressant la Société nationale des chemins de fer français.

### Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 34 du règlement (vice-présidents de l'Assemblée, présidents des commissions et présidents des groupes de 14 membres au moins) est convoquée par M. le président pour le mardi 3 novembre 1953, à quatorze heures trente, dans les salons de la présidence.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1953

### Ordre du jour du jeudi 5 novembre 1953.

**A quatorze heures trente.** — RÉUNION DANS LES BUREAUX

Nomination d'une commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 432, année 1953).

**A quinze heures trente.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses des ministres aux questions orales suivantes:

I. — M. Durand-Réville signale à M le secrétaire d'Etat aux affaires économiques la situation difficile que connaissent en Indochine le exportateurss français qui, ne jouissant plus, depuis que les Etats associés bénéficient d'un régime d'autonomie, d'aucune garantie au cas où leurs fournitures demeureraient impayées, hésitent à passer des contrats avec les administrations publiques ou avec leurs clients ressortissants des Etats associés, et sont ainsi progressivement supplantés sur le marché indochinois par leurs concurrents étrangers qui, eux, bénéficient de la garantie de leurs gouvernements; il lui demande de lui indiquer les dispositions qu'il compte prendre pour mettre fin à cette situation, qui paraît de nature à compromettre les positions économiques de la France en Extrême-Orient, et de bien vouloir notamment faire étudier par ses services la possibilité d'étendre aux opérations d'exportation sur les Etats associés d'Indochine le système de l'assurance-crédit applicable aux exportations à destination de l'étranger et qui a été réorganisé par la loi du 2 décembre 1945 (art. 17), le décret du 1er juin 1946 créant la « Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur », la loi du 5 juillet 1949 instituant la « Commission des garanties et du crédit du commerce extérieur » et le décret du 4 août 1949 précisant la compétence et la composition de cette commission. (N° 396.)

II. — M. Michelet demande à M. le ministre de la défense nationale et des forces armées s'il est exact que des conversations aient été engagées avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'avec celui d'Australie en vue de remédier au manque de transports aériens du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient alors qu'une société française d'ateliers d'aviation possède actuellement, stockés dans ses hangars, des appareils disponibles parfaitement susceptibles d'être utilisés efficacement et à bien moindres frais. (N° 398.) (*Question transmise à M. le secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats associés.*)

III. — M. Armengaud demande à M. le secrétaire-d'Etat au budget pourquoi les textes d'application de l'article 43 de la loi de finances, en ce qui concerne les substances métalliques, n'ont pas encore été publiés à l'heure actuelle, alors que le décret d'application concernant les hydrocarbures a paru à la date du 14 mars 1953, dans le délai que le législateur avait fixé, d'ailleurs aussi bien pour les hydrocarbures que pour les autres substances, et si des instructions ont été données au service responsable pour que les projets (décrets et arrêté) préparés par M. le ministre de l'industrie et de l'énergie soient pris en considération et publiés d'urgence (N° 404.)

IV. — M. Armengaud demande à M. le président du conseil si le Gouvernement est enfin décidé à respecter les engagements pris devant le Parlement à l'occasion de la ratification du traité relatif à la Communauté du charbon et de l'acier et à tenir compte, aussi bien de la motion votée par le Conseil de la République le 16 décembre 1952 que du rapport d'information n° 201 (Conseil de la République, année 1953) de la commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application du traité de Communauté européenne du charbon et de l'acier, ou si, au contraire, il se désintéresse toujours des charges exceptionnelles imposées à la production française du fait de sa structure fiscale, des lois sociales, des mécanismes financiers, du coût des transports intérieurs, ainsi que de la canalisation de la Moselle dont il n'a pas saisi la Haute Autorité. (N° 406.) (*Question transmise à M. le ministre de l'industrie et du commerce.*)

V. — M. Armengaud demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles mesures il compte prendre pour accélérer la discussion du projet de loi (n° 5192/A. N., 2e législature) relatif aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis, l'absence de textes législatifs à ce jour conduisant à des difficultés commerciales et juridiques qu'il serait opportun d'éviter. (N° 408.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article 105 L. du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre annexé au décret n° 51-469 du 24 avril 1951. (Nos 273 et 473, année 1953. — M. Auberger, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieurs et leurs ayants cause. (Nos 417 et 472, année 1953. — M. Glauque, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de résolution de M. Ernest Pezet tendant à inviter le Gouvernement à réglementer dans les documents publics l'emploi des initiales et graphismes abrégés pour les appellations françaises et étrangères. (Nos 71 et 363, année 1953. — M. Vauthier, rapporteur.)

5. — Discussion de la proposition de résolution de M. Bernard Chochoy tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la situation familiale des jeunes recrues pour leur affectation au moment de l'incorporation du contingent. (Nos 409 et 460, année 1953. — M. Marcel Boulangé, rapporteur.)

6. — Discussion de la proposition de résolution de M. Pellenc et des membres de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte tendant à compléter l'article 20 du règlement du Conseil de la République. (Nos 305 et 469, année 1953. — M. Michel Debré, rapporteur.)

7. — Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions tendant à modifier l'article 54 du règlement du Conseil de la République. (N° 470, année 1953. — M. Michel Debré, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de résolution de M. Pellenc et des membres de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte tendant à la désignation d'une commission d'enquête. (Nos 404 et 468, année 1953. — M. Pellenc, rapporteur.)

### Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales se réunira le mercredi 4 novembre 1953, à dix heures (local n° 274):

I. — Examen des rapports de M. Fousson sur les projets de loi:

*a*) (N° 349, année 1953) tendant à ratifier le décret du 3 avril 1951 approuvant quatre délibérations prises les 17 octobre 1950 et 3 novembre 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française et la commission permanente de cette Assemblée, modifiant la quotité des droits de douane sur certains articles;

*b*) (N° 350, année 1953) ratifiant le décret du 3 avril 1951 approuvant deux délibérations prises les 24 octobre et 3 novembre 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française et la commission permanente de cette Assemblée visant à étendre le bénéfice de l'admission temporaire aux cartons destinés à la fabrication des emballages et aux tabacs bruts destinés à la transformation en tabacs fabriqués en vue de la réexportation;

*c*) (N° 351, année 1953) tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant une délibération prise le 21 décembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie modifiant l'assiette et le taux des droits de douane.

II. — Suite de l'examen du rapport de M. Rochereau sur le projet de loi (n° 381, année 1953) portant fixation du tarif des droits de douane d'importation.

III. — Questions diverses.

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le mercredi 4 novembre 1953, à neuf heures quarante-cinq (local n° 213):

Examen des rapports:

De M. Walker sur le projet de loi (n° 414, année 1953) relatif aux sociétés coopératives agricoles;

De M. Abel-Durand sur le projet de loi (n° 416, année 1953) autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948;

De M. Menu sur la proposition de loi (n° 426, année 1953) modifiant les dispositions du livre 1er du code du travail relatives au reçu pour solde de tout compte;

De M. Méric sur la proposition de résolution (n° 408, année 1953) de M. Marcel Boulangé tendant à inviter le Gouvernement à réduire de moitié les taux d'abattement appliqués aux différentes zones de salaires.

# INFORMATIONS

RELATIVES

# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

ANNÉE 1953

## Ordre du jour du mardi 3 novembre 1953.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Examen d'une demande de délai supplémentaire présentée par la commission des affaires financières relative à la demande d'avis (n° 167, année 1952) sur la proposition de loi de MM. Mamadou Dia, Saller et Louis Ignacio-Pinto, sénateurs, relative à la création en Afrique occidentale française d'une banque africaine des coopératives.

2. — Examen d'une demande de délai supplémentaire présentée par la commission des affaires financières relative à la demande d'avis (n° 59, année 1953) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicable aux municipalités de Saint-Louis, Dakar et Rufisque l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes et les textes modificatifs.

3. — Discussion de la proposition présentée par M. Jacobson, président de la commission du plan, de l'équipement et des communications, au nom de cette commission, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi-programme portant attribution au plan de modernisation et d'équipement des territoires d'outre-mer, sur le budget métropolitain, au titre des subventions et des prêts, et pour la période quadriennale commençant le 1er juillet 1953, d'un crédit global d'autorisations de programme de 400 milliards. (N° 288 et 319, année 1953. — M. Jacobson, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition présentée par M. Jacobson, président de la commission du plan, de l'équipement et des communications, au nom de cette commission, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi-programme portant attribution au plan de modernisation et d'équipement de l'Algérie, sur le budget métropolitain, au titre du fonds de modernisation et d'équipement, et pour la période quadriennale commençant le 1er juillet 1953, d'un crédit global d'autorisations de programme de 140 milliards. (N°s 289 et 323, année 1953. — M. Fleury, rapporteur.)

## Convocations de commissions.

La commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer se réunira le mardi 3 novembre 1953, à dix heures trente (local n° 33), 21, rue La Boétie, à Paris:

I. — Nouvel examen de la proposition (n° 156, année 1953), tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'enseignement de l'école de médecine de Pondichéry.

II. — Rapport de M. La Gravière sur la proposition (n° 68, année 1953) invitant le Gouvernement à envisager la création d'une fête de l'Union française.

III. — Questions diverses.

La commission des affaires financières se réunira le mardi 2 novembre 1953, à dix heures (local n° 31), 21, rue La Boétie, à Paris:

I. — Suite de l'examen du projet de rapport de M. Cazelles sur la demande d'avis (n° 331, année 1953) concernant le projet de loi n° 6759 relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, à l'exclusion des chapitres 3141, 3142, 3151 et 3441.

II. — Questions diverses.

La commission de la législation se réunira le mercredi 4 novembre 1953, à dix heures (local n° 33), 21, rue La Boétie, à Paris:

I. — Nomination d'un rapporteur pour:

a) La demande d'avis (n° 328, année 1953) sur le projet de décret portant réorganisation du conseil du contentieux administratif de la Nouvelle-Calédonie et dépendances;

b) La demande d'avis (n° 329, année 1953) sur le projet de décret portant réorganisation du conseil du contentieux administratif des Etablissements français d'Océanie.

II. — Examen d'un projet de proposition de résolution tendant à la création d'une intercommission chargée d'étudier et de proposer les mesures susceptibles d'arrêter l'évolution néfaste de l'alcoolisme dans les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les territoires associés de la République française.

III. — Echange de vues sur la demande d'avis (n° 331, année 1953) sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, à l'exclusion des chapitres 3141, 3142, 3151 et 3441.

IV. — Questions diverses.

# INFORMATIONS

RELATIVES

# AU CONSEIL ECONOMIQUE

ANNÉE 1953

## Convocations de commissions.

*Mardi 3 novembre 1953.*

Dix heures.

COMMISSION DES FINANCES, DU CRÉDIT ET DE LA FISCALITÉ

Ordre du jour.

Etude relative au crédit à la consommation:

Discussion générale préliminaire à l'établissement du rapport.

Dix heures.

COMMISSION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU REVENU NATIONAL

Ordre du jour.

Etude du revenu agricole:

Examen du projet de rapport et de l'avant-projet d'avis présentés par M. Louis Leroy, rapporteur.

Dix heures et quinze heures.

GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ÉTUDE DES MÉTHODES D'ANALYSE ET DE MESURE DU TRAVAIL PRATIQUÉES EN FRANCE

(COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES)

Ordre du jour.

Dix heures. — Visite du laboratoire de M. Soula à l'institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle, 41, rue Gay-Lussac, Paris (5e).

Quinze heures. — Détermination d'un plan de travail et premier échange de vues.

*Mercredi 4 novembre 1953.*

Neuf heures quinze et quatorze heures trente.

GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ÉTUDE DES PROBLÈMES POSÉS PAR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

(COMMISSION DES TRANSPORTS, DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES ET DU TOURISME)

Ordre du jour.

Elaboration du pré-rapport du groupe de travail (réglementation en vue de la sécurité routière).

Suite de la discussion.

Neuf heures quarante-cinq.

COMMISSION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

Ordre du jour.

Etude de la distribution:

1° Huile de table: audition d'un représentant du ministre de la France d'outre-mer et du président de la fédération nationale des syndicats du commerce de l'Ouest africain (collecte et importation de graines);

2° Margarine: audition des représentants de la chambre syndicale de la margarine.

Dix heures.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Ordre du jour.

Logement des personnes de faibles revenus.

Les habitations à loyers modérés.

Audition de M. Langlet, directeur de l'union nationale des fédérations d'organismes d'habitations à loyers modérés.

Seize heures trente.

GROUPE DE TRAVAIL CONSTITUÉ POUR L'ÉTUDE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

(COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN)

Ordre du jour.

Examen des répercussions des nouveaux barèmes du prix de l'acier sur les différentes industries utilisatrices:

Seize heures trente. — Audition de M. le secrétaire général du syndicat de la construction électrique.

Dix-sept heures. — Audition de M. Ferri, secrétaire général de la chambre syndicale de la sidérurgie.

*Jeudi 5 novembre 1953.*

Neuf heures trente.

COMMISSION COMMUNE CHARGÉE DE L'ÉTUDE DES CONDITIONS D'UTILISATION DE NOS RESSOURCES EN PÉTROLE BRUT

Ordre du jour.

Audition de M. Blancard, directeur des carburants au ministère de l'industrie et du commerce.

Dix heures.

COMMISSION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU REVENU NATIONAL

Ordre du jour.

Conjoncture économique:

Audition de M. Bosse, secrétaire général du conseil national du crédit sur la situation du crédit, de l'épargne et du marché financier.

Eventuellement, exposé de M. Charvet, membre de la commission sur la situation de la sidérurgie.

Quatorze heures trente.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Ordre du jour.

Etude de l'organisation des marchés agricoles.

Exposé de M. Forget, président de la commission.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Ministère de la santé publique et de la population.

### Avis de vacance de postes de médecins inspecteurs de la santé.

Des postes de médecins inspecteurs de la santé sont déclarés vacants dans les départements suivants:

Calvados, Charente-Maritime, Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Moselle, Pas-de-Calais, Réunion.

Peuvent seuls présenter leur candidature à ces postes les médecins du corps de l'inspection de la santé.

Les intéressés sont priés de se faire connaître dans un délai de trois semaines à compter du jour de la publication du présent avis, au ministère de la santé publique et de la population, 2e bureau de la direction de l'administration générale, du personnel et du budget, 7, rue de Tilsitt, Paris (17e).

## Ministère des finances et des affaires économiques, ministère de l'industrie et du commerce, ministère de l'agriculture et ministère de la santé publique et de la population.

### Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de l'Uruguay.

(Plan d'achats 1953-1954.)

Les importateurs sont informés de l'ouverture et de la mise en répartition, au titre du plan d'achats établi en exécution des dispositions du protocole additionnel du 30 septembre 1953 à l'accord de payement franco-uruguayen du 22 mars 1950, de crédits utilisables dans le cadre de cet avenant et destinés au financement des importations des produits repris ci-dessous.

Les modalités de répartition de ces crédits valables pour une année sont fixées ainsi qu'il suit:

I. — *Produits à importer par les groupements.*

Les groupements désignés ci-dessous sont seuls habilités à déposer, dès l'insertion du présent avis au *Journal officiel*, les demandes de licences d'importation des produits suivants:

Numéro de poste.

53-2 Cuirs et peaux bruts. — Groupement d'importation et de répartition des cuirs et peaux bruts.

53-6 Graines de lin (pour mémoire). — Groupement national d'achat des produits oléagineux.

II. — *Produits à importer sous licences individuelles examinées au fur et à mesure de leur présentation.*

Par dérogation aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 13 juillet 1949, les demandes de licences d'importation des produits énumérés ci-dessous seront valablement reçues par l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), dès le cinquième jour suivant la date d'insertion du présent avis au *Journal officiel* et seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

Numéro de poste.

53-1 Extrait de viande.

53-3 Laine. — Les demandes de licences devront être revêtues préalablement à leur dépôt du visa du Groupement d'importation et de répartition de la laine, 110, boulevard Haussmann, à Paris.

53-4 Peaux lainées. — Les demandes de licences, préalablement revêtues du visa du Groupement d'importation et de répartition des peaux lainées exotiques, devront être déposées, exclusivement, à la délégation de l'office des changes à Mazamet (Tarn).

53-5 Glycérine brute.

53-7 Divers. — Le crédit affecté à ce poste est destiné au financement des importations de produits originaires et en provenance de l'Uruguay, non repris nommément au présent avis. Les demandes de licences susceptibles d'être imputées sur ce crédit ne seront satisfaites qu'à la condition d'avoir fait l'objet d'un avis favorable, non seulement de la part du ministère technique, mais encore du service des accords commerciaux du ministère des finances et des affaires économiques.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
JEAN REYMOND

# COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Dernière cotée en Bourse | Pays | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 30 octobre 1953 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 349 98 | États-Unis | 1 $ U.S.A. | 350 | (1) | .... | 349 98 | .... |
| 357 .. | Canada | 1 $ Can | .... | .... | .... | 357 10 | .... |
| 163 70 | Côte Fse Somalis | 100 F Djib | 164 0727 | .... | .... | .... | .... |
| 8370 .. | Allemagne occid | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8396 .. | 8375 .. | 8373 .. |
| 699 10 | Belgique | 100 F b. | 700 .. | 691 75 | 705 25 | 699 50 | 699 23 |
| 5055 .. | Danemark | 100 c. d | 5067 22 | 5029 25 | 5105 25 | 5056 .. | 5054 .. |
| 979 50 | Gde-Bretagne | 1 liv. st | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 980 .. | 979 80 |
| 9211 50 | Pays-Bas | 100 fl. | 9210 82 | 9141 60 | 9279 80 | 9216 .. | 9215 50 |
| 6788 .. | Suède | 100 c. s. | 6765 625 | 6715 .. | 6816 50 | 6791 .. | .... |
| 8036 .. | Suisse | 100 F s. | 8003 99 | 7941 .. | 8064 .. | 8041 .. | 8039 .. |
| 1004 50 | Égypte | 1 liv. ég. | 1003 04 | 997 .. | 1013 .. | 1004 75 | .... |
| 56 45 | Italie | 100 lires | 56 022 | 55 60 | 56 45 | 56 45 | .... |
| 4040 .. | Mexique | 100 pes. | 4057 97 | 4025 .. | 4090 . | 4050 .. | 4040 .. |
| 4910 .. | Norvège | 100 c. n | 4900 .. | 4860 . | 4940 .. | 4920 .. | 4910 .. |
| 1212 .. | Portugal | 100 esc. | 1217 39 | 1208 25 | 1226 50 | 1213 .. | 1212 50 |
| 4897 50 | Tchécoslovaquie | 100 kcs. | 4861 11 | 4824 50 | 4897 50 | 4897 50 | .... |
| 117 60 | Yougoslavie | 100 din. | 116 666 | 115 70 | 117 60 | 117 60 | .... |
| | Autriche | 100 sch. | 1316 15 | 1335 .. | (2) | 1338 .. | (2) |

| | | |
|---|---|---|
| Zone C. F. A. | 100 F C. F. A. | 200 |
| Zone C. F. P. | 100 F C. F. P. | 550 |
| États associés du Cambodge, du Laos, Viet-Nam | 100 piastres | 1000 |
| Comptoirs français dans l'Inde | 100 roupies I. F. | 7350 |

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 431 de l'office des changes.

(2) Cours de reprise et de cession des chèques aux voyageurs.

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS**

Compte chèque postal 1.011.00, Paris,

**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

**L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.**

## TIRAGES FINANCIERS

### COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 900.000.000 DE FRANCS

52, RUE D'ANJOU, PARIS

**Liste des obligations 4 1/2 0/0 1930 sorties au tirage du 24 septembre 1953, remboursables à 1.000 F à partir du 15 novembre 1953, et obligations sorties à des tirages antérieurs et non remboursées.**

71 à 80 (53), 188 à 190 (52), 261 à 270 (53) 311 à 320 (53), 401 à 410 (53), 461 à 464 (51), 574 et 575 (52), 626 et 627 (52), 630 (52), 701 à 710 (53), 731 à 740 (53), 971 à 980 (53), 1.321 à 330 (53), 1.421 à 425 (52), 1.791 à 800 (53), 1.821 (52), 1.871 (51), 1.876 (51), 2.131 à 140 (53), 2.161 à 170 (53), 2.341 à 350 (53), 2.502 à 510 (52), 2.631 (50), 2.711 à 720 (53), 2.822 et 823 (51), 3.051 à 059 (52), 3.081 à 090 (53), 3.111 à 116 (51), 3.211 à 220 (52), 3.692 (51), 3.941 à 945 (52), 3.948 à 950 (52), 4.041 (52), 4.050 (52), 4.279 et 280 (52), 4.331 à 340 (53), 4.351 à 360 (53), 4.471 à 480 (53), 4.621 à 630 (52), 4.648 (49), 4.661 à 670 (53), 4.671 à 680 (53), 4.821 à 830 (53), 4.882 et 883 (51), 4.892 (50), 4.981 à 990 (53), 5.444 (52), 5.447 à 450 (52), 5.601 et 602 (52), 5.604 à 607 (52), 5.632 (52), 5.637 (52), 5.731 à 740 (53), 5.825 (50), 5.841 à 850 (53), 5.872 (52), 6.171 à 180 (53), 6.221 à 230 (53), 6.231 à 240 (53), 6.261 à 270 (52), 6.363 et 364 (52), 6.491 à 500 (52), 6.541 à 550 (53), 6.911 à 920 (53), 7.002 (51), 7.005 et 7.006 (51), 7.081 à 090 (53), 7.231 à 233 (50), 7.241 (52), 7.371 à 380 (53), 7.681 et 682 (52), 7.731 et 732 (52), 7.881 à 890 (53), 7.939 et 940 (51), 8.120 (51), 8.123 à 125 (52), 8.128 à 130 (52), 8.141 et 142 (50), 8.263 à 267 (51), 8.269 et 270 (51), 8.311 à 314 (52), 8.320 (52), 8.421 à 430 (53), 8.461 à 470 (53), 8.471 à 480 (53), 8.701 et 702 (52), 8.741 à 750 (53), 8.767 à 770 (52), 8.931 à 940 (53), 9.045 à 050 (52), 9.142 à 146 (51), 9.181 à 190 (53), 9.721 à 730 (53), 9.784 et 785 (45), 9.821 et 822 (52), 9.911 à 920 (53), 9.942 et 943 (52), 9.948 à 950 (52), 9.987 à 989 (51), 10.241 à 250 (53), 10.275 277 (50), 10.321 à 326 (52), 11.189 et 190 (52), 11.341 à 350 (53), 11.561 à 570 (53), 11.681 à 684 (48), 11.841 et 842 (52), 11.845 à 850 (52), 11.971 à 976 (52), 12.012 à 020 (52), 12.125 (50), 12.242 et 243 (52), 12.247 à 249 (52), 12.481 à 490 (53), 12.576 et 577 (48), 12.791 à 800 (53), 12.931 à 940 (52), 13.041 à 050 (53), 13.165 à 170 (52), 13.191 à 198 (52), 13.298 à 300 (52), 13.361 à 370 (53), 13.463 (52), 13.470 (52), 13.471 à 477 (52), 13.799 (50), 13.814 à 820 (51), 14.021 à 030 (53), 14.221 à 223 (52), 14.225 (52), 14.264 (48), 14.391 à 400 (53), 14.741 à 750 (53), 14.836 à 838 (50), 15.086 (50), 15.231 à 240 (53), 15.391 à 400 (53), 15.491 à 500 (53), 15.555 (50), 15.701 à 710 (51), 15.711 à 720 (53), 15.851 à 860 (53), 15.951 à 960 (53), 16.141 à 143 (52), 16.146 à 150 (52), 16.188 (48), 16.265 à 270 (51), 16.451 à 460 (53), 16.645 à 649 (52), 17.086 (52), 17.296 à 300 (52), 17.341 à 350 (53), 17.361 à 370 (53), 17.415 et 416 (51), 17.451 à 460 (53), 17.711 à 720 (53), 18.031 à 040 (53), 18.191 à 200 (53), 18.341 à 350 (53), 18.431 à 440 (53), 18.471 à 477 (52), 18.489 (50), 18.971 à 980 (53), 19.401 à 403 (51), 19.409 et 410 (51), 19.451 et 452 (52), 19.460 (52), 19.531 à 19.540 (53), 19.631 à 640 (53), 19.657 (50), 19.761 à 770 (51), 19.791 à 800 (53), 19.831 à 840 (53), 19.915 (51).

20.101 à 110 (53), 20.366 à 369 (51), 20.489 (52), 20.653 à 659 (52), 20.701 à 710 (52), 20.871 à 880 (53), 21.001 à 010 (53), 21.073 à 077 (51), 21.241 à 246 (52), 21.249 (52), 21.371 à 380 (53), 21.471 et 472 (48), 21.601 et 605 (52), 21.609 et 610 (52), 21.671 à 674 (51), 21.751 (51), 21.951 à 956 (52), 22.091 à 095 (52), 22.109 (52), 22.311 à 316 (50), 22.420 (51), 22.459 (46), 22.961 à 970 (53), 23.141 à 150 (53), 23.201 à 210 (53), 23.211 à 213 (14), 23.244 et 245 (52), 23.554 et 555 (50), 23.697 à 700 (52), 23.971 à 980 (53), 24.041 (50), 24.044 (50), 24.061 (50), 24.241 à 270 (53), 24.366 et 367 (52), 24.389 (52), 24.408 (50), 25.432 à 437 (52), 25.440 (52), 25.531 à 540 (53), 25.758 (51), 25.971 à 980 (53), 26.081 à 090 (52), 26.131 à 135 (52), 26.138 à 140 (52), 26.201 à 210 (53), 26.249 et 250 (51), 26.394 et 395 (51), 26.521 (47), 26.891 à 900 (53), 26.932 et 933 (45), 27.021 à 030 (53), 27.099 et 100 (51), 27.111 (52), 27.181 à 190 (53), 27.251 à 260 (53), 27.316 à 350 (49), 27.441 à 450 (53), 27.551 à 556 (52), 27.631 (50), 27.811 à 820 (53), 27.831 à 840 (53), 27.928 à 930 (52), 27.951 à 960 (53), 28.311 et 342 (52), 28.346 à 349 (52), 28.671 à 680 (53), 28.911 à 915 (46), 29.641 à 645 (52), 29.647 (52), 29.650 (52), 29.721 (51), 29.923 à 925 (52), 30.011 à 020 (53), 30.161 à 167 (52), 30.170 (52), 30.449 et 450 (50), 30.575 à 580 (52), 30.616 à 620 (52), 30.694 à 699 (50), 30.841 à 850 (53), 31.001 à 010 (53), 31.051 à 054 (49), 31.059 (49), 31.213 à 217 (50), 31.772 (52), 31.822 (51), 31.831 à 840 (53), 32.001 et 002 (51), 32.101 à 110 (53), 32.171 à 174 (52), 32.176 à 178 (52), 32.411 et 412 (52), 32.420 (52), 32.621 (52), 32.627 à 630 (52), 32.701 (51), 33.071 à 080 (53), 33.111 à 120 (53), 33.241 à 250 (53), 33.271 à 280 (53), 33.431 à 433 (52), 33.511 à 520 (53), 33.998 à 34.000 (48), 34.185 et 186 (49), 34.221 (52), 34.228 à 230 (52), 34.391 à 400 (53), 34.471 à 480 (53), 34.531 à 540 (53), 34.546 (50), 34.871 à 880 (53), 35.051 à 060 (53), 35.283 et 284 (51), 35.290 (51), 35.341 à 350 (53), 35.986 à 990 (52), 36.073 à 075 (51), 36.216 à 220 (52), 36.231 à 240 (53), 36.281 à 290 (53), 36.551 à 560 (53), 36.861 à 870 (53), 36.921 et 922 (49), 36.942 à 945 (52), 37.093 (50), 37.190 (52), 37.732 (51), 37.865 à 867 (50), 37.991 à 38.000 (53), 38.471 (51), 38.479 et 480 (51), 38.481 à 483 (50), 38.561 à 563 (52), 38.569 et 570 (52), 38.639 à 640 (50), 38.661 à 663 (52), 38.666 à 668 (52), 38.703 (52), 38.706 (52), 38.709 et 710 (52), 38.822 (50), 38.891 à 38.900 (53), 38.911 (52), 38.913 et 914 (52), 38.991 à 39.000 (53), 39.001 à 005 (52), 39.007 (52), 39.115 (51), 39.231 à 240 (53), 39.411 à 420 (53), 39.468 et 469 (50), 39.498 (51), 39.500 (51), 39.501 à 503 (52), 39.505 à 510 (52), 39.596 et 597 (51), 39.611 à 620 (53), 39.653 et 654 (52), 39.658 à 660 (52), 39.771 à 774 (51), 39.801 et 802 (51), 39.807 (51), 39.847 à 850 (52), 39.962 (52), 39.964 à 970 (52), 40.033 (49), 40.131 à 139 (52), 40.150 (51), 40.371 et 372 (52), 40.374 à 380 (52), 40.382 à 385 (50), 40.571 à 576 (52), 40.578 à 580 (52), 40.606 à 610 (52), 40.630 (52), 40.641 à 650 (53), 40.653 (52), 40.681 à 690 (53), 40.731 à 740 (53), 40.811 à 820 (53), 40.892 (49), 41.111 à 120 (53), 41.261 à 270 (53), 41.277 (47), 41.343 et 344 (52), 41.347 à 350 (52), 41.481 et 482 (52), 41.485 (52), 41.507 et 508 (51), 41.651 (51), 41.888 et 889 (51), 41.951 à 960 (51), 42.031 à 040 (52), 42.331 (49), 42.334 (49), 42.361 à 370 (53), 42.498 (52), 42.501 à 510 (53), 42.581 (52), 42.586 (52), 42.612 (51), 42.615 (51), 42.671 à 680 (53), 42.821 à 825 (52), 42.827 (52), 42.830 (52), 43.031 à 035 (52), 43.038 à 040 (52), 43.111 à 120 (53), 43.513 à 515 (52), 43.517 à 520 (52), 43.568 à 570 (51), 43.602 à 606 (52), 43.608 à 609 (52), 43.721 à 730 (53), 43.872 à 874 (50), 43.881 à 890 (53), 44.261 (47), 44.271 à 280 (52), 44.321 à 330 (53), 44.381 à 390 (53), 44.479 (48), 44.511 et 512 (52), 44.661 à 663 (52), 44.667 (52), 44.781 à 790 (53), 45.251 à 260 (53), 45.617 à 650 (52), 45.661 à 670 (53), 45.971 à 980 (53), 45.991 à 994 (52), 46.021 à 030 (53), 46.212 et 213 (50), 46.233 à 235 (52), 46.455 (51), 46.471 et 472 (52), 46.475 à 479 (52), 46.545 à 547 (52), 46.654 (51), 46.751 à 760 (52), 46.951 à 960 (53), 47.021 à 030 (53), 47.041 à 050 (53), 47.061 à 070 (53), 47.121 à 130 (53), 47.231 à 240 (53), 47.303 et 304 (52), 47.306 à 309 (52), 47.319 et 320 (52), 47.661 à 670 (53), 47.681 à 690 (53), 47.751 à 755 (52), 47.758 à 760 (52), 47.784 (52), 47.790 (52), 48.001 à 010 (53), 48.191 à 200 (53), 48.221 à 230 (53), 48.441 à 450 (53), 48.551 à 560 (53), 48.721 à 730 (53), 48.781 à 790 (53), 49.111 à 120 (53), 49.661 à 670 (53).

Le remboursement de ces obligations aura lieu au siège de la compagnie, 52, rue d'Anjou, à Paris, et à Lyon, chez MM. Saint-Olive et Cie, banquiers, 13, rue de la République.

### BANQUE D'ETAT DU MAROC

**Emprunt marocain 4 0/0 1930-1931 regroupé.**

*Premier tirage d'amortissement.*

Le 5 octobre 1953, il a été procédé au siège de l'administration centrale de la Banque d'Etat du Maroc à Rabat au premier tirage d'amortissement de cet emprunt.

Les obligations dont les numéros suivent seront remboursées, au pair, le 1er novembre 1953:

OBLIGATIONS DE 10.000 F

833.895 à 834.137

OBLIGATIONS DE 1.000 F

903.749 à 904.183 — 904.189 à 904.404 — 904.406 à 904.447 — 904.454 à 904.689 — 904.698 à 904.701 — 904.705 à 904.841 — 904.851 à 904.861 — 904.864 à 905.060 — 909.001 à 909.036 — 909.042 à 909.154 — 909.160 à 909.232 — 909.245 à 909.665 — 909.667 à 909.839 — 909.844 à 909.855 — 909.857 à 909.890.

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS (8e)

OBLIGATIONS DE 1.000 F 4 1/2 0/0 1930
DE LA
**société Houillères de Ronchamp.**

*Amortissement* 1953.

**1° 229 obligations rachetées et amorties;**

**2° Liste numérique: *a*) des 601 obligations sorties au tirage du 18 septembre 1953, formant le complément de l'amortissement, remboursables à partir du 8 novembre 1953, avec le coupon du 8 mai 1954 attaché, à 1.000 F; *b*) des obligations amorties aux tirages antérieurs à 1953 et restant à présenter au remboursement.**

NOTA. — Les nombres placés dans la colonne en regard des numéros des titres indiquent l'année d'échéance du remboursement.

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 21 | 53 | 1.792 | 53 | 2.747 | 51 |
| 54 | 53 | 1.867 | 53 | 2.754 | 52 |
| 114 | 52 | 1.869 | 53 | 2.756 | 53 |
| 118 | 51 | 1.873 | 52 | 2.798 | 53 |
| 135 | 53 | 1.929 | 46 opp. | 2.804 | 53 |
| 144 | 53 | 1.942 | 53 | 2.808 | 53 |
| 164 | 53 | 1.945 | 53 | 2.834 | 50 |
| 165 | 52 | 1.981 | 51 | 2.836 | 52 |
| 216 | 53 | 1.993 | 51 | 2.842 | 53 |
| 285 | 53 | 2.011 | 52 | 2.871 | 51 |
| 297 | 52 | 2.041 | 52 | 2.875 | 53 |
| 301 | 52 | 2.044 | 53 | 2.889 | 53 |
| 499 | 52 | 2.045 | 53 | 2.925 | 50 |
| 500 | 52 | 2.046 | 53 | 3.027 | 52 |
| 508 | 53 | 2.071 | 51 | 3.070 | 53 |
| 535 | 53 | 2.084 | 52 | 3.080 | 49 |
| 536 | 53 | 2.095 | 52 | 3.085 | 49 |
| 642 | 51 | 2.096 | 53 | 3.115 | 52 |
| 729 | 53 | 2.116 | 53 | 3.185 | 53 |
| 736 | 53 | 2.125 | 50 | 3.189 | 51 |
| 753 | 53 | 2.163 | 53 | 3.194 | 52 |
| 775 | 52 | 2.177 | 53 | 3.214 | 53 |
| 818 | 53 | 2.178 | 53 | 3.240 | 52 |
| 843 | 53 | 2.180 | 51 | 3.243 | 52 |
| 844 | 53 | 2.185 | 53 | 3.245 | 52 |
| 848 | 53 | 2.194 | 53 | 3.279 | 52 |
| 880 | 53 | 2.196 | 52 | 3.319 | 53 |
| 895 | 53 | 2.197 | 50 | 3.320 | 53 |
| 902 | 52 | 2.203 | 49 | 3.323 | 51 |
| 909 | 53 | 2.222 | 52 | 3.328 | 53 |
| 940 | 51 | 2.238 | 53 | 3.351 | 53 |
| 970 | 46 | 2.240 | 52 | 3.352 | 51 |
| 973 | 53 | 2.268 | 50 | 3.363 | 52 |
| 977 | 53 | 2.308 | 53 | 3.383 | 53 |
| 980 | 53 | 2.312 | 53 | 3.384 | 53 |
| 981 | 52 | 2.322 | 53 | 3.385 | 53 |
| 982 | 53 | 2.324 | 52 | 3.462 | 53 |
| 986 | 52 | 2.339 | 52 | 3.468 | 52 |
| 1.015 | 53 | 2.341 | 53 | 3.478 | 53 |
| 1.118 | 52 | 2.342 | 51 | 3.494 | 53 |
| 1.164 | 53 | 2.381 | 52 | 3.561 | 53 |
| 1.165 | 52 | 2.387 | 51 | 3.663 | 48 |
| 1.182 | 52 | 2.393 | 49 | 3.731 | 51 |
| 1.193 | 52 | 2.396 | 52 | 3.737 | 49 |
| 1.277 | 53 | 2.398 | 52 | 3.791 | 52 |
| 1.292 | 53 | 2.405 | 49 | 3.820 | 53 |
| 1.316 | 53 | 2.441 | 53 | 3.823 | 52 |
| 1.317 | 53 | 2.455 | 53 | 3.847 | 52 |
| 1.382 | 43 | 2.459 | 52 | 3.872 | 53 |
| 1.401 | 53 | 2.465 | 52 | 3.873 | 53 |
| 1.406 | 52 | 2.467 | 51 | 3.876 | 51 |
| 1.413 | 53 | 2.474 | 53 | 3.881 | 53 |
| 1.431 | 53 | 2.490 | 53 | 3.902 | 52 |
| 1.436 | 53 | 2.493 | 53 | 3.918 | 53 |
| 1.444 | 53 | 2.501 | 50 | 3.962 | 53 |
| 1.448 | 53 | 2.517 | 50 | 3.996 | 53 |
| 1.462 | 53 | 2.518 | 52 | 4.000 | 51 |
| 1.463 | 53 | 2.570 | 52 | 4.011 | 52 |
| 1.470 | 53 | 2.580 | 52 | 4.016 | 50 |
| 1.476 | 53 | 2.620 | 50 | 4.083 | 53 |
| 1.496 | 52 | 2.625 | 49 | 4.084 | 53 |
| 1.557 | 53 | 2.626 | 52 | 4.103 | 53 |
| 1.590 | 53 | 2.643 | 53 | 4.118 | 51 |
| 1.597 | 53 | 2.669 | 52 | 4.125 | 53 |
| 1.598 | 52 | 2.683 | 53 | 4.126 | 52 |
| 1.676 | 47 | 2.690 | 53 | 4.140 | 52 |
| 1.739 | 53 | 2.691 | 53 | 4.177 | 42 opp. |
| 1.781 | 52 | 2.746 | 50 | 4.188 | 51 |
| 4.210 | 52 | 6.090 | 50 | 8.818 | 48 |
| 4.219 | 53 | 6.092 | 53 | 8.822 | 49 |
| 4.244 | 52 | 6.097 | 53 | 8.826 | 50 |
| 4.303 | 53 | 6.098 | 51 | 8.838 | 53 |
| 4.320 | 52 | 6.135 | 52 | 8.865 | 50 |
| 4.349 | 52 | 6.136 | 52 | 8.879 | 53 |
| 4.391 | 53 | 6.183 | 53 | 8.926 | 53 |
| 4.393 | 53 | 6.217 | 53 | 8.974 | 52 |
| 4.411 | 53 | 6.237 | 53 | 8.984 | 53 |
| 4.487 | 53 | 6.238 | 53 | 8.986 | 53 |
| 4.488 | 52 | 6.256 | 44 opp. | 9.062 | 52 |
| 4.539 | 53 | 6.358 | 52 | 9.076 | 53 |
| 4.540 | 53 | 6.386 | 53 | 9.078 | 53 |
| 4.574 | 53 | 6.458 | 53 | 9.111 | 52 |
| 4.591 | 48 | 6.476 | 53 | 9.126 | 52 |
| 4.631 | 51 | 6.501 | 51 | 9.228 | 51 |
| 4.636 | 53 | 6.522 | 53 | 9.242 | 53 |
| 4.639 | 52 | 6.611 | 52 | 9.246 | 53 |
| 4.645 | 53 | 6.612 | 53 | 9.247 | 51 |
| 4.649 | 53 | 6.632 | 53 | 9.315 | 53 |
| 4.659 | 52 | 6.774 | 53 | 9.338 | 53 |
| 4.668 | 52 | 6.801 | 52 | 9.345 | 53 |
| 4.671 | 51 | 6.852 | 53 | 9.375 | 52 |
| 4.681 | 52 | 6.890 | 53 | 9.397 | 53 |
| 4.685 | 53 | 6.893 | 52 | 9.409 | 53 |
| 4.695 | 53 | 6.941 | 53 | 9.421 | 53 |
| 4.747 | 53 | 6.942 | 53 | 9.430 | 51 |
| 4.758 | 51 | 6.965 | 53 | 9.546 | 52 |
| 4.768 | 53 | 7.014 | 53 | 9.565 | 51 |
| 4.773 | 51 | 7.043 | 53 | 9.566 | 53 |
| 4.786 | 53 | 7.044 | 49 | 9.605 | 53 |
| 4.791 | 53 | 7.093 | 52 | 9.622 | 51 |
| 4.793 | 53 | 7.127 | 53 | 9.624 | 53 |
| 4.802 | 52 | 7.159 | 53 | 9.632 | 52 |
| 4.807 | 52 | 7.219 | 53 | 9.634 | 50 |
| 4.808 | 53 | 7.220 | 53 | 9.638 | 53 |
| 4.824 | 52 | 7.230 | 53 | 9.639 | 53 |
| 4.836 | 53 | 7.259 | 52 | 9.642 | 51 |
| 4.837 | 53 | 7.283 | 52 | 9.657 | 53 |
| 4.840 | 53 | 7.310 | 51 | 9.660 | 53 |
| 4.848 | 52 | 7.311 | 51 | 9.737 | 52 |
| 4.849 | 52 | 7.314 | 52 | 9.773 | 53 |
| 4.858 | 50 | 7.327 | 52 | 9.774 | 53 |
| 4.887 | 53 | 7.409 | 51 | 9.786 | 53 |
| 4.902 | 50 | 7.432 | 52 | 9.788 | 53 |
| 5.006 | 47 | 7.434 | 50 | 9.813 | 53 |
| 5.017 | 53 | 7.449 | 53 | 9.822 | 53 |
| 5.026 | 52 | 7.459 | 52 | 9.829 | 52 |
| 5.028 | 52 | 7.462 | 53 | 9.846 | 52 |
| 5.030 | 53 | 7.480 | 53 | 9.933 | 52 |
| 5.051 | 52 | 7.491 | 53 | 9.957 | 53 |
| 5.065 | 51 | 7.493 | 53 | 10.102 | 51 |
| 5.091 | 53 | 7.538 | 52 | 10.107 | 51 |
| 5.092 | 53 | 7.561 | 52 | 10.109 | 52 |
| 5.103 | 52 | 7.590 | 47 | 10.160 | 53 |
| 5.175 | 51 | 7.636 | 53 | 10.164 | 53 |
| 5.178 | 53 | 7.865 | 53 | 10.188 | 52 |
| 5.185 | 52 | 7.867 | 52 | 10.207 | 53 |
| 5.237 | 52 | 7.868 | 52 | 10.209 | 52 |
| 5.238 | 53 | 7.891 | 51 | 10.219 | 52 |
| 5.239 | 52 | 7.903 | 53 | 10.226 | 53 |
| 5.242 | 53 | 7.928 | 51 | 10.232 | 53 |
| 5.257 | 53 | 7.953 | 53 | 10.248 | 53 |
| 5.270 | 53 | 7.955 | 53 | 10.256 | 52 |
| 5.283 | 49 | 7.963 | 53 | 10.257 | 52 |
| 5.285 | 49 | 7.964 | 50 | 10.263 | 53 |
| 5.286 | 53 | 7.965 | 46 | 10.285 | 50 |
| 5.292 | 53 | 7.968 | 53 | 10.291 | 53 |
| 5.293 | 50 | 7.990 | 53 | 10.295 | 53 |
| 5.295 | 52 | 8.040 | 52 | 10.299 | 52 |
| 5.304 | 53 | 8.053 | 49 | 10.316 | 53 |
| 5.345 | 52 | 8.054 | 49 | 10.336 | 52 |
| 5.384 | 53 | 8.073 | 51 | 10.349 | 53 |
| 5.443 | 53 | 8.103 | 53 | 10.350 | 53 |
| 5.461 | 51 | 8.116 | 53 | 10.390 | 51 |
| 5.477 | 49 | 8.128 | 51 | 10.397 | 42 |
| 5.486 | 53 | 8.140 | 52 | 10.452 | 52 |
| 5.511 | 53 | 8.155 | 53 | 10.459 | 53 |
| 5.518 | 53 | 8.159 | 52 | 10.471 | 53 |
| 5.526 | 53 | 8.192 | 53 | 10.498 | 53 |
| 5.557 | 52 | 8.245 | 51 | 10.510 | 53 |
| 5.594 | 53 | 8.246 | 53 | 10.541 | 53 |
| 5.610 | 48 | 8.385 | 53 | 10.564 | 53 |
| 5.721 | 53 | 8.488 | 53 | 10.564 | 53 |
| 5.735 | 53 | 8.496 | 53 | 10.571 | 53 |
| 5.750 | 51 | 8.499 | 53 | 10.596 | 52 |
| 5.816 | 53 | 8.551 | 47 | 10.643 | 53 |
| 5.818 | 49 | 8.577 | 53 | 10.663 | 51 |
| 5.823 | 46 | 8.582 | 53 | 10.707 | 52 |
| 5.920 | 53 | 8.735 | 53 | 10.718 | 51 |
| 5.921 | 53 | 8.750 | 53 | 10.725 | 49 |
| 5.968 | 46 | 8.770 | 53 | 10.772 | 50 |
| 6.076 | 53 | 8.773 | 47 | | |

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10.775 | 53 | 12.824 | 53 | 15.752 | 52 | 17.199 | 53 | 19.110 | 52 | 21.061 | 51 |
| 10.829 | 53 | 12.830 | 52 | 15.762 | 53 | 17.200 | 53 | 19.111 | 51 | 21.068 | 53 |
| 10.865 | 53 | 12.833 | 52 | 15.765 | 53 | 17.208 | 52 | 19.117 | 52 | 21.084 | 53 |
| 10.867 | 53 | 12.834 | 53 | 15.794 | 53 | 17.209 | 52 | 19.148 | 53 | 21.095 | 53 |
| 10.868 | 51 | 12.839 | 47 | 15.803 | 53 | 17.211 | 52 | 19.150 | 52 | 21.098 | 53 |
| 10.884 | 53 | 12.845 | 53 | 15.816 | 52 | 17.214 | 51 | 19.152 | 53 | 21.102 | 53 |
| 10.899 | 53 | 12.848 | 53 | 15.820 | 53 | 17.215 | 52 | 19.154 | 53 | 21.117 | 53 |
| 10.906 | 51 | 12.851 | 52 | 15.824 | 51 | 17.218 | 52 | 19.156 | 53 | 21.124 | 49 |
| 10.913 | 52 | 12.862 | 52 | 15.834 | 52 | 17.284 | 53 | 19.158 | 52 | 21.125 | 49 |
| 10.979 | 52 | 12.879 | 53 | 15.850 | 52 | 17.294 | 52 | 19.160 | 52 | 21.141 | 51 |
| 11.016 | 53 | 12.880 | 53 | 15.858 | 53 | 17.305 | 53 | 19.169 | 52 | 21.145 | 53 |
| 11.073 | 53 | 12.890 | 52 | 15.971 | 51 | 17.321 | 52 | 19.205 | 53 | 21.239 | 51 |
| 11.086 | 51 | 12.904 | 53 | 15.973 | 52 | 17.340 | 49 | 19.211 | 51 | 21.244 | 51 |
| 11.113 | 53 | 12.929 | 52 | 15.987 | 53 | 17.399 | 53 | 19.212 | 52 | 21.245 | 52 |
| 11.117 | 53 | 12.930 | 53 | 15.996 | 53 | 17.405 | 53 | 19.286 | 49 | 21.259 | 47 |
| 11.157 | 53 | 12.946 | 52 | 15.997 | 53 | 17.425 | 53 | 19.302 | 52 | 21.279 | 53 |
| 11.164 | 53 | 12.972 | 52 | 16.000 | 53 | 17.431 | 53 | 19.335 | 52 | 21.286 | 52 |
| 11.185 | 51 | 12.978 | 53 | 16.006 | 42 | 17.483 | 53 | 19.350 | 53 | 21.288 | 53 |
| 11.190 | 52 | 12.988 | 51 | 16.010 | 53 | 17.506 | 53 | 19.358 | 52 | 21.289 | 53 |
| 11.196 | 53 | 12.999 | 52 | 16.030 | 52 | 17.546 | 53 | 19.366 | 52 | 21.292 | 53 |
| 11.217 | 50 | 13.022 | 53 | 16.064 | 53 | 17.556 | 52 | 19.369 | 53 | 21.326 | 53 |
| 11.219 | 49 | 13.096 | 51 | 16.073 | 53 | 17.655 | 52 | 19.377 | 52 | 21.371 | 51 |
| 11.220 | 51 | 13.127 | 53 | 16.074 | 53 | 17.675 | 52 | 19.378 | 52 | 21.382 | 52 |
| 11.231 | 53 | 13.146 | 53 | 16.078 | 52 | 17.676 | 53 | 19.415 | 52 | 21.391 | 53 |
| 11.260 | 53 | 13.152 | 50 | 16.083 | 52 | 17.718 | 53 | 19.416 | 53 | 21.408 | 52 |
| 11.268 | 53 | 13.154 | 50 | 16.091 | 53 | 17.720 | 52 | 19.488 | 53 | 21.410 | 53 |
| 11.271 | 53 | 13.184 | 53 | 16.113 | 52 | 17.729 | 52 | 19.510 | 52 | 21.414 | 53 |
| 11.276 | 53 | 13.221 | 50 | 16.116 | 51 | 17.766 | 48 | 19.529 | 51 | 21.426 | 52 |
| 11.277 | 53 | 13.222 | 53 | 16.203 | 52 | 17.786 | 53 | 19.531 | 53 | 21.435 | 53 |
| 11.549 | 53 | 13.232 | 50 | 16.360 | 52 | 17.822 | 50 | 19.575 | 53 | 21.456 | 53 |
| 11.679 | 53 | 13.459 | 52 | 16.364 | 52 | 17.837 | 53 | 19.580 | 53 | 21.483 | 52 |
| 11.685 | 53 | 13.462 | 51 | 16.366 | 52 | 17.865 | 53 | 19.617 | 53 | 21.486 | 53 |
| 11.695 | 53 | 13.591 | 53 | 16.407 | 53 | 17.881 | 50 | 19.618 | 53 | 21.507 | 52 |
| 11.701 | 53 | 13.592 | 53 | 16.435 | 53 | 17.940 | 53 | 19.627 | 51 | 21.508 | 52 |
| 11.714 | 52 | 13.617 | 52 | 16.448 | 52 | 17.984 | 53 | 19.699 | 51 | 21.519 | 51 |
| 11.783 | 53 | 13.630 | 49 | 16.483 | 53 | 18.005 | 53 | 19.715 | 52 | 21.529 | 52 |
| 11.875 | 51 | 13.645 | 52 | 16.495 | 53 | 18.016 | 53 | 19.716 | 52 | 21.534 | 53 |
| 11.889 | 51 | 13.654 | 53 | 16.499 | 53 | 18.021 | 53 | 19.728 | 53 | 21.537 | 53 |
| 11.900 | 53 | 13.683 | 53 | 16.508 | 44 | 18.069 | 52 | 19.732 | 52 | 21.540 | 53 |
| 11.909 | 53 | 13.727 | 53 | 16.535 | 53 | 18.083 | 52 | 19.733 | 53 | 21.569 | 53 |
| 11.913 | 53 | 13.728 | 53 | 16.538 | 53 | 18.084 | 52 | 19.739 | 52 | 21.633 | 49 |
| 11.955 | 53 | 13.757 | 51 | 16.544 | 52 | 18.093 | 51 | 19.742 | 51 | 21.634 | 49 |
| 11.960 | 52 | 13.783 | 53 | 16.552 | 53 | 18.100 | 50 | 19.752 | 53 | 21.737 | 49 |
| 11.962 | 52 | 13.786 | 52 | 16.567 | 50 | 18.105 | 53 | 19.756 | 53 | 21.790 | 49 |
| 12.108 | 52 | 13.791 | 52 | 16.570 | 53 | 18.108 | 53 | 19.820 | 52 | 21.800 | 49 |
| 12.156 | 52 | 13.792 | 53 | 16.573 | 52 | 18.187 | 53 | 19.885 | 53 | 21.804 | 53 |
| 12.164 | 52 | 13.806 | 53 | 16.575 | 47 | 18.228 | 51 | 19.917 | 53 | 21.810 | 53 |
| 12.173 | 53 | 13.838 | 53 | 16.580 | 53 | 18.237 | 53 | 20.103 | 53 | 21.812 | 53 |
| 12.208 | 49 | 13.839 | 52 | 16.595 | 53 | 18.255 | 53 | 20.118 | 53 | 21.825 | 53 |
| 12.217 | 53 | 13.866 | 52 | 16.608 | 53 | 18.293 | 51 | 20.140 | 51 | 21.828 | 53 |
| 12.262 | 53 | 13.878 | 52 | 16.619 | 53 | 18.294 | 51 | 20.145 | 52 | 21.858 | 53 |
| 12.277 | 53 | 13.911 | 53 | 16.620 | 53 | 18.340 | 53 | 20.157 | 52 | 21.866 | 51 |
| 12.278 | 51 | 15.021 | 53 | 16.622 | 52 | 18.343 | 53 | 20.242 | 53 | 21.868 | 53 |
| 12.280 | 50 | 15.024 | 53 | 16.661 | 52 | 18.344 | 52 | 20.253 | 53 | 21.870 | 53 |
| 12.287 | 53 | 15.027 | 53 | 16.663 | 53 | 18.347 | 52 | 20.370 | 52 | 21.895 | 52 |
| 12.305 | 53 | 15.030 | 53 | 16.670 | 51 | 18.357 | 51 | 20.379 | 49 | 21.915 | 51 |
| 12.310 | 53 | 15.034 | 53 | 16.671 | 51 | 18.361 | 47 | 20.397 | 53 | 21.930 | 49 |
| 12.328 | 53 | 15.041 | 53 | 16.726 | 53 | 18.389 | 53 | 20.484 | 52 | 21.945 | 53 |
| 12.334 | 53 | 15.241 | 51 | 16.766 | 52 | 18.405 | 53 | 20.493 | 48 | 21.995 | 51 |
| 12.346 | 53 | 15.248 | 52 | 16.769 | 53 | 18.426 | 50 | 20.494 | 53 | 22.029 | 53 |
| 12.347 | 52 | 15.268 | 53 | 16.775 | 53 | 18.428 | 52 | 20.517 | 43 | 22.048 | 51 |
| 12.349 | 53 | 15.292 | 53 | 16.798 | 53 | 18.459 | 53 | 20.521 | 53 | 22.068 | 53 |
| 12.355 | 53 | 15.320 | 53 | 16.802 | 53 | 18.464 | 53 | 20.538 | 52 | 22.080 | 53 |
| 12.360 | 53 | 15.321 | 53 | 16.830 | 51 | 18.506 | 53 | 20.553 | 53 | 22.086 | 52 |
| 12.364 | 53 | 15.334 | 52 | 16.833 | 53 | 18.510 | 52 | 20.560 | 53 | 22.088 | 53 |
| 12.374 | 53 | 15.336 | 52 | 16.841 | 52 | 18.513 | 45 | 20.647 | 51 | 22.094 | 52 |
| 12.380 | 52 | 15.345 | 53 | 16.843 | 53 | 18.558 | 52 | 20.660 | 52 | 22.114 | 53 |
| 12.384 | 53 | 15.363 | 51 | 16.853 | 52 | 18.569 | 51 | 20.716 | 53 | 22.129 | 51 |
| 12.385 | 53 | 15.446 | 44 | 16.856 | 53 | 18.580 | 53 | 20.741 | 53 | 22.135 | 52 |
| 12.391 | 52 | 15.451 | 53 | 16.857 | 53 | 18.629 | 52 | 20.769 | 51 | 22.155 | 53 |
| 12.392 | 53 | 15.459 | 53 | 16.861 | 52 | 18.643 | 52 | 20.784 | 53 | 22.215 | 53 |
| 12.409 | 52 | 15.480 | 51 | 16.864 | 52 | 18.647 | 53 | 20.785 | 43 | 22.226 | 53 |
| 12.428 | 53 | 15.498 | 53 | 16.883 | 53 | 18.650 | 52 | 20.788 | 49 | 22.242 | 52 |
| 12.433 | 53 | 15.507 | 51 | 16.885 | 53 | 18.669 | 53 | 20.794 | 53 | 22.246 | 53 |
| 12.434 | 53 | 15.510 | 53 | 16.886 | 52 | 18.670 | 52 | 20.827 | 52 | 22.263 | 53 |
| 12.445 | 53 | 15.522 | 53 | 16.887 | 52 | 18.742 | 53 | 20.831 | 53 | 22.313 | 53 |
| 12.447 | 52 | 15.541 | 52 | 16.890 | 52 | 18.868 | 53 | 20.833 | 52 | 22.332 | 52 |
| 12.498 | 51 | 15.559 | 53 | 16.910 | 51 | 18.897 | 53 | 20.846 | 53 | 22.333 | 53 |
| 12.515 | 53 | 15.565 | 53 | 16.926 | 52 | 18.924 | 47 | 20.861 | 53 | 22.345 | 53 |
| 12.551 | 53 | 15.569 | 52 | 16.957 | 53 | 18.933 | 50 | 20.865 | 53 | 22.352 | 53 |
| 12.556 | 53 | 15.610 | 53 | 16.967 | 53 | 18.988 | 51 | 20.877 | 51 | 22.354 | 51 |
| 12.559 | 53 | 15.616 | 51 | 17.014 | 53 | 18.989 | 53 | 20.878 | 52 | 22.373 | 53 |
| 12.570 | 53 | 15.649 | 53 | 17.036 | 53 | 19.010 | 53 | 20.910 | 50 | 22.390 | 52 |
| 12.630 | 53 | 15.651 | 52 | 17.042 | 53 | 19.011 | 53 | 20.913 | 53 | 22.409 | 53 |
| 12.637 | 53 | 15.654 | 52 | 17.049 | 53 | 19.016 | 53 | 20.938 | 52 | 22.417 | 50 |
| 12.643 | 53 | 15.683 | 52 | 17.059 | 53 | 19.017 | 53 | 20.967 | 52 | 22.423 | 52 |
| 12.655 | 53 | 15.691 | 52 | 17.075 | 52 | 19.067 | 53 | 20.969 | 53 | 22.424 | 53 |
| 12.681 | 53 | 15.698 | 52 | 17.089 | 50 | 19.092 | 50 | 20.972 | 49 | 22.426 | 51 |
| 12.693 | 53 | 15.710 | 53 | 17.090 | 50 | 19.093 | 46 | 20.989 | 53 | 22.434 | 53 |
| 12.695 | 53 | 15.714 | 52 | 17.100 | 51 | 19.098 | 53 | 20.991 | 53 | 22.460 | 53 |
| 12.723 | 53 | 15.719 | 52 | 17.114 | 53 | 19.103 | 53 | 21.002 | 49 | 22.461 | 54 |
| 12.765 | 53 | 15.750 | 52 | 17.182 | 53 | 19.104 | 51 | 21.014 | 53 | 22.462 | 51 |
| 12.778 | 51 | 15.751 | 53 | 17.183 | 53 | 19.106 | 53 | 21.017 | 51 | | |

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 22.467 | 51 | 23.048 | 53 | 23.575 | 52 |
| 22.489 | 53 | 23.049 | 53 | 23.578 | 53 |
| 22.536 | 53 | 23.064 | 53 | 23.588 | 52 |
| 22.548 | 51 | 23.071 | 53 | 23.599 | 51 |
| 22.551 | 53 | 23.076 | 52 | 23.616 | 53 |
| 22.597 | 51 | 23.106 | 53 | 23.633 | 52 |
| 22.600 | 52 | 23.118 | 52 | 23.634 | 53 |
| 22.601 | 52 | 23.151 | 52 | 23.636 | 51 |
| 22.608 | 53 | 23.177 | 52 | 23.639 | 53 |
| 22.614 | 53 | 23.186 | 52 | 23.675 | 53 |
| 22.676 | 51 | 23.190 | 52 | 23.701 | 52 |
| 22.679 | 51 | 23.191 | 53 | 23.711 | 53 |
| 22.689 | 51 | 23.192 | 53 | 23.740 | 53 |
| 22.705 | 53 | 23.196 | 53 | 23.743 | 53 |
| 22.712 | 53 | 23.223 | 49 | 23.814 | 53 |
| 22.774 | 42 | 23.261 | 53 | 23.909 | 53 |
| 22.818 | 53 | 23.262 | 53 | 23.920 | 53 |
| 22.844 | 53 | 23.265 | 51 | 23.937 | 53 |
| 22.847 | 52 | 23.284 | 53 | 23.939 | 52 |
| 22.852 | 53 | 23.312 | 52 | 23.941 | 51 |
| 22.874 | 53 | 23.355 | 52 | 23.977 | 53 |
| 22.882 | 53 | 23.395 | 48 | 24.249 | 52 |
| 22.883 | 53 | 23.414 | 53 | 24.351 | 52 |
| 22.921 | 51 | 23.420 | 53 | 24.406 | 52 |
| 22.925 | 52 | 23.433 | 53 | 24.438 | 51 |
| 22.934 | 53 | 23.445 | 52 | 24.940 | 42 |
| 22.938 | 53 | 23.523 | 53 | 24.941 | 43 |
| 22.955 | 50 | 23.531 | 53 | 24.942 | 52 |
| 22.957 | 51 | 23.550 | 52 | 24.944 | 43 |
| 22.997 | 53 | 23.558 | 52 | 24.945 | 49 |
| 22.999 | 53 | 23.563 | 53 | 24.946 | 52 |
| | | | | 24.947 | 44 |

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

### ELECTRICITE DE FRANCE

PARTS DE PRODUCTION (émissions 1952 et 1953).

**Répartition en 10 séries de chacune 269.164 titres des 1.105.000 parts de production émises en 1952 et des 1.586.640 parts de production émises en 1953 par Electricité de France, au total 2.691.640 parts de production rachetables par tirage au sort, à raison d'une série au moins chaque année, à partir du 15 juillet 1958, date du premier rachat.**

| NUMÉROS de séries. | NUMÉROS ET NOMBRE DE PARTS comprises dans chaque série. | |
|---|---|---|
| 1 | 1 à 110.500..... 110.500<br>1.105.001 à 1.263.664..... 158.664 | 269.164 parts. |
| 2 | 110.501 à 221.000..... 110.500<br>1.263.665 à 1.422.328..... 158.664 | 269.164 — |
| 3 | 221.001 à 331.500..... 110.500<br>1.422.329 à 1.580.992..... 158.664 | 269.164 — |
| 4 | 331.501 à 442.000..... 110.500<br>1.580.993 à 1.739.656..... 158.664 | 269.164 — |
| 5 | 442.001 à 552.500..... 110.500<br>1.739.657 à 1.898.320..... 158.664 | 269.164 — |
| 6 | 552.501 à 663.000..... 110.500<br>1.898.321 à 2.056.984..... 158.664 | 269.164 — |
| 7 | 663.001 à 773.500..... 110.500<br>2.056.985 à 2.215.648..... 158.664 | 269.164 — |
| 8 | 773.501 à 884.000..... 110.500<br>2.215.649 à 2.374.312..... 158.664 | 269.164 — |
| 9 | 884.001 à 994.500..... 110.500<br>2.374.313 à 2.532.976..... 158.664 | 269.164 — |
| 10 | 994.501 à 1.105.000..... 110.500<br>2.532.977 à 2.691.640..... 158.664 | 269.164 — |
| | Total ..... | 2.691.640 parts. |

(*La présente insertion annule celle publiée au* Journal officiel *du 3 janvier 1953, page 173, concernant l'émission 1952.*)

## ETABLISSEMENTS ANTOINE CHIRIS

**Compagnie des produits aromatiques, chimiques et médicinaux.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 108 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 122, BOULEVARD MALESHERBES, A PARIS

Registre du commerce: Seine n° 39048; Grasse n° 670.

**Obligations 4 1/4 0/0 1942 de 5.000 F nominal.**

*Echéance du 15 novembre 1953.*

**Troisième tirage effectué le 8 octobre 1953 pour amortissement de 153 obligations.**

La liste ci-dessous comprend: *a*) en caractères gras, les séries sorties au troisième tirage; *b*) les séries sorties aux tirages antérieurs et non encore totalement remboursées; *c*) les numéros frappés d'opposition à la date du troisième tirage.

| NUMÉROS extrêmes des séries sorties au tirage. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS extrêmes des séries sorties au tirage. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS extrêmes des séries sorties au tirage. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| **1 à 5** | **1953** | 1.356 à 1.360 | 1952 | 2.526 et 2.527 | opp. |
| **46 à 50** | » | 1.371 à 1.375 | 1951 | **2.726 à 2.730** | **1953** |
| **111 à 115** | » | 1.381 à 1.385 | » | **2.766 à 2.770** | » |
| **191 à 195** | » | 1.396 à 1.400 | 1952 | **2.811 à 2.815** | » |
| **236 à 240** | » | **1.511 à 1.515** | **1953** | **2.815 à 2.820** | » |
| **326 à 330** | » | **1.576 à 1.580** | » | 2.901 à 2.905 | 1952 |
| **666 à 670** | » | **1.651 à 1.655** | » | **2.911 à 2.915** | **1953** |
| **726 à 730** | » | 1.656 à 1.660 | 1951 | 2.916 à 2.920 | 1952 |
| 751 à 755 | 1952 | **1.661 à 1.665** | **1953** | **2.931 à 2.935** | **1953** |
| **771 à 775** | **1953** | **1.686 à 1.690** | » | **3.061 à 3.065** | » |
| 781 à 785 | 1952 | **1.721 à 1.725** | » | 3.106 à 3.110 | 1952 |
| **806 à 810** | **1953** | **1.756 à 1.760** | » | **3.181 à 3.185** | **1953** |
| **891 à 895** | » | **1.761 à 1.765** | » | 3.186 à 3.190 | 1952 |
| **916 à 920** | » | 1.841 à 1.845 | 1952 | 3.316 à 3.320 | » |
| 926 à 930 | 1951 | **1.866 à 1.870** | **1953** | 3.436 | » |
| 946 à 950 | 1952 | **1.951 à 1.955** | » | 3.501 à 3.505 | » |
| 951 à 955 | » | **1.996 à 2.000** | » | **3.696 à 3.700** | **1953** |
| 956 à 960 | 1951 | 2.002 à 2.006 | opp. | **3.741 à 3.745** | » |
| 1.001 à 1.005 | 1952 | **2.076 à 2.080** | **1953** | **3.806 à 3.810** | » |
| **1.006 à 1.010** | **1953** | 2.096 à 2.100 | 1952 | **3.816 à 3.819** | » |
| **1.016 à 1.020** | » | 2.151 à 2.155 | » | 3.836 à 3.840 | 1952 |
| **1.041 à 1.045** | » | **2.186 à 2.190** | **1953** | 3.846 à 3.850 | » |
| **1.071 à 1.075** | » | 2.286 à 2.290 | 1952 | 3.866 à 3.870 | » |
| 1.096 à 1.100 | 1952 | **2.416 à 2.420** | **1953** | 4.026 à 4.030 | 1951 |
| 1.201 à 1.205 | » | **2.471 à 2.475** | » | 4.066 à 4.070 | 1952 |
| 1.216 à 1.220 | » | 2.524 et 2.525 | opp. | **4.086 à 4.090** | **1953** |
| **1.226 à 1.230** | **1953** | **2.526 à 2.530** | **1953** | **4.341 à 4.345** | » |
| **1.311 à 1.315** | » | | | | |

**Numéro du coupon devant être attaché au titre.**

Remboursement 1951 (1er tirage), coupon n° 19, 15 mai 1952.
Remboursement 1952 (2e tirage), coupon n° 21, 15 mai 1953.
Remboursement 1953 (3e tirage), coupon n° 22, 15 mai 1954.

Les obligations désignées par le sort sont remboursables à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2e),

et dans tous les sièges, succursales ou agences:

De la Société nouvelle de la Compagnie algérienne de crédit et de banque, 50, rue d'Anjou, Paris (8e);
De la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e);
Du Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris (9e);
Du Crédit algérien, 5, rue Louis-Le-Grand, Paris (2e);
De la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud, 12, rue Halévy, Paris (9e).

## FELIX POTIN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 372.600.000 F

SIÈGE SOCIAL: 103, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL, PARIS (2e)

Registre du commerce: Seine n° 103677.

*Obligations 4 1/4 0/0 1947 de 5.000 F.*

**Septième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse les 219 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er janvier 1954.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1948 à 1953 ont été couverts par rachats en Bourse.

## ETABLISSEMENTS SELLIER - LEBLANC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 197.010.000 F

SIÈGE SOCIAL: 43, BOULEVARD MARÉCHAL-JOFFRE, A BOURG-LA-REINE (SEINE)

Registre du commerce: Seine n° 60211.

*Obligations 6 3/4 0/0 1949 de 10.000 F.*

**Quatrième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé, par rachats en Bourse, la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 50 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er novembre 1953.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1950 à 1952 ont été couverts par rachats en Bourse.

## SOCIETE des HUILERIES de VALENCIENNES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 120.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL:

ECLUSE FOLIEN, CHEMIN DE HALAGE, A VALENCIENNES (NORD)

Registre du commerce: Valenciennes n° 28297.

*Obligations 4 0/0 1945 de 5.000 F.*

**Huitième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé, par rachats en Bourse, la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 47 obligations dont l'amortissement est prévu au 15 novembre 1953.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années 1946 à 1952 ont été couverts par rachats en Bourse.

## COMPAGNIE FRANÇAISE THOMSON-HOUSTON

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.316.825.000 F

SIÈGE SOCIAL: 173, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS

R. C.: Seine n° 60343.

*Obligations 3 3/4 0/0 janvier 1945 de 5.000 F.*

**Neuvième amortissement au 5 janvier 1954.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la compagnie a procédé au rachat en Bourse des obligations à amortir du 5 janvier 1954.

En conséquence, le tirage au sort qui était prévu pour le 20 novembre 1953 n'aura pas lieu.

Tous les amortissements antérieurs ont été effectués par rachats en Bourse.

## Entreprises Métropolitaines et Coloniales

**(Anciens établissements Léon DUBOIS.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 750.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 14, BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

Registre du commerce: Seine n° 227626 B.

*Obligations 4 1/4 0/0 1946 de 5.000 F.*

**Huitième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 219 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er janvier 1954.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres amortis au tirage de l'année 1947 ont été présentés au remboursement.

Les amortissements des années 1948 à 1953 ont été couverts par rachats en Bourse.

## SOCIETE LA MURE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 152.250.000 F

SIÈGE SOCIAL: 75, RUE SAINT-LAZARE, PARIS

SIÈGE ADMINISTRATIF: 47, AVENUE ALSACE-LORRAINE, GRENOBLE

R. C.: Paris 226429 B; Grenoble 12844.

*Obligations 4 0/0 de 5.000 F émises en 1943.*

**Dixième amortissement du 1er décembre 1953.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la société a procédé aux rachats en Bourse des 70 obligations devant être amorties le 1er décembre 1953.

**Numéro de l'obligation restant à rembourser à fin septembre 1953, tirage du 16 octobre 1944 (premier amortissement).**

632.

Cette obligation est remboursable au pair dans tous les sièges et succursales de la Banque La Prudence et du Comptoir national d'escompte de Paris.

*(Le tableau d'amortissement a été publié au « Journal officiel de l'Etat français » du 1er février 1944.)*

# DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Schreiber (Philippe-Servan), avocat à la cour, demeurant à Paris, 1, rue Le Goff, né le 17 mars 1922 à Paris (16e), agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses filles mineures, Catherine-Simone-Servan, née le 31 janvier 1948 à Paris (16e) et Sylvie-Servan, née le 6 mars 1949 à Paris (16e), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de faire précéder son nom patronymique de celui de Servan.

M. Jules Cognasse, né le 24 octobre 1897 à Arles (Bouches-du-Rhône), époux de Mme Thérèse Fauve, demeurant ensemble à Marseille, 5, rue Breteuil, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Vialette.

M. Robert Cognasse, né le 19 août 1927 à Arles (Bouches-du-Rhône), époux de Mme Aimée Berger, demeurant ensemble à Marseille, 5, rue Breteuil, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Vialette ainsi que pour son enfant, Martine Cognasse, née le 5 avril 1950 à Marseille (Bouches-du-Rhône).

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

1er octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Olympique lançonnais.** But: pratique du football. Siège social: bar-restaurant du Carrefour, Lançon.

3 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Médéa. **Foyer rural de Letourneux.** But: instruire et distraire. Siège social: mairie, Letourneux (Alger).

12 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Confolens. **Groupement de productivité de Chabanais.** But: rechercher, diffuser et, éventuellement, mettre en œuvre les procédés techniques de nature à accroître la productivité des exploitations agricoles et forestières de ses membres par les prêts ou avantages qu'elle pourrait être appelée à rétrocéder à ses adhérents ou associations à constituer. Siège social: mairie, Chabanais.

14 octobre 1953. Déclaration à la préfecture du Gers. **Association gasconne « L'Aide familiale ».** But: mise à la disposition des mères de famille dans l'impossibilité de vaquer aux soins du ménage d'aides familiales qualifiées. Siège social: maison de la famille, 2, place Puits-de-Mothe, Auch.

15 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Segré. **Club sportif Le Tremblay.** But: éducation physique et sportive; pratique du ping-pong. Siège social: école publique, le Tremblay.

16 octobre 1953. Déclaration à la préfecture d'Angers. **Office de logement de Maine-et-Loire.** But: favoriser la construction d'immeubles à usage d'habitation. Siège social: 24, rue Chevreul, Angers.

16 octobre 1953. Déclaration à la préfecture d'Indre-et-Loire. **Judo-Club tourangeau.** But: pratique du judo. Siège social: salle Judo-Club tourangeau, 45, rue Bernard-Palissy, Tours.

16 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **France-droguerie, groupement national de droguerie en gros.** But: défense des intérêts professionnels des membres vis-à-vis des fournisseurs; protection de leurs intérêts généraux, commerciaux et économiques et création de liens amicaux entre eux. Siège social: 158, rue Saint-Martin, Paris.

16 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Comité de défense des copropriétaires du n° 3 de la rue du Général-Langlois (C. O. D. E. P. R. O.)** But: défense des intérêts afférents aux droits de ses membres en tant que copropriétaires de l'immeuble sis 3, rue du Général-Langlois, à Paris (16e). Siège social: 3, rue du Général-Langlois, Paris.

16 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Association sportive Thomson-Houston-Radio-réception.** But: omnisports. Siège social: 10, rue de Nanteuil, Paris.

17 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de Poitiers. **Ciné-Club de Marigny-Brizay.** But: promouvoir, soutenir, favoriser toutes les initiatives susceptibles de diffuser la culture cinématographique. Siège social: salle des fêtes, Marigny-Brizay.

19 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Muret. **Société amicale des sapeurs-pompiers de la ville de Cintegabelle.** But: subvenir aux frais de fêtes et concours en vue du perfectionnement de l'instruction des sapeurs-pompiers. Siège social: mairie, Cintegabelle.

19 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Société des fêtes de Saint-Symphorien.** But: créer, organiser des fêtes dans la commune; favoriser le commerce local; aider les sociétés locales. Siège social: mairie, Saint-Symphorien.

19 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Harmonie Sainte-Cécile.** But: enseignement gratuit, individuel et collectif de la musique. Siège social: hôtel Lagoueyte, champ de foire, Saint-Médard-en-Jalles.

19 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de Carcassonne. **Association familiale rurale Plaigne.** But: défense des intérêts des familles. Siège social: mairie, Plaigne.

19 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de Carcassonne. **Association familiale rurale.** But: défense des intérêts des familles. Siège social: local de l'association, Cuxac-Cabardes.

19 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Limoux. **Boule lucoise.** But: jeu de boules. Siège social: café Fanjeaux, Luc-sur-Aude.

19 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de Tarbes. **Les Hirondelles de l'école Lamartine.** But: éducation physique et gymnastique. Siège social: école Lamartine, rue de la Providence, Tarbes.

20 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de la Réunion. **Association Saint-Gilles.** But: créer et entretenir toute œuvre sociale dans la paroisse de Saint-Gilles-les-Hauts. Siège social: salle des œuvres paroissiales, Saint-Gilles-les-Hauts.

20 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de la Haute-Savoie. **Association des mères des morts pour la France de Haute-Savoie.** But: défense des droits matériels et moraux des mères des morts pour la France; leur venir en aide. Siège social: chez Mlle Lugaz, 28, rue Carnot, Annecy.

20 octobre 1953. Déclaration à la préfecture du Morbihan. **Association d'enseignement libre, d'éducation populaire et de sport l'Espoir de Saint-Perreux.** But: promouvoir, soutenir les œuvres d'enseignement libre, d'éducation populaire et de sport. Siège social: école libre de Saint-Perreux.

20 octobre 1953. Déclaration à la préfecture des Vosges. **Société communale des chasseurs d'Oncourt.** But: répression du braconnage; conservation et protection du gibier; constitution d'une réserve de chasse et destruction des animaux nuisibles. Siège social: rue Jeanne-d'Arc, Thaon-les-Vosges.

21 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Béziers. **La Fanny colombieraine.** But: développer le sport bouliste. Siège social: café des Arts, Colombiers.

21 octobre 1953. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association sociale et culturelle de la jeunesse rurale.** But: développement culturel et social de la jeunesse rurale de l'Algérois. Siège social: 5, rue Horace-Vernet, Alger.

21 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de Besançon. **Association de chasse La Faune de Cussey.** But: organisation, réglementation de la chasse, repeuplement du gibier. Siège social: mairie de Cussey-sur-l'Ognon.

22 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Batterie-Sirène bordelaise.** But: apprendre aux jeunes gens à jouer du tambour et du clairon et assurer la préparation militaire. Siège social: 67, rue Joseph-Bonnet, Bordeaux.

22 octobre 1953. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. **Groupe amical de la boule vernie.** But: pratique du jeu de boules. Siège social: bar-tabac Chez Aimé, 80, avenue Camille-Pelletan, Marseille.

22 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. **Association pour l'éducation et la réadaptation des enfants arriérés et retardés.** But: aider les enfants handicapés intellectuellement à se développer et à progresser suivant leurs possibilités. Siège social: 1, rue de la Charité, à Chazelles-sur-Lyon.

22 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de la Haute-Loire. **Bon séjour.** But: éducation et repos d'enfants et adultes. Siège social: patronage Saint-Thomas, à Vals, près le Puy.

23 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de la Haute-Savoie. **Club des patineurs annéciens.** But: pratique du patin, hockey sur glace, patinage artistique. Siège social: café de Paris, rue de la Poste, Annecy.

23 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Brive. **Les Louise-de-Marillac.** But: assistance aux vieillards. Siège social: rue Charles-de-Lasteyrie, Brive.

23 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. **Amicale de tourisme et de pêche du faubourg de Paris.** But: développement du tourisme et, au point de vue pêche, lutte contre le braconnage, la pollution des eaux et encourager le réempoissonnement. Siège social: bar L'Escargot, 2, avenue de Louyat, Limoges.

26 octobre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Béziers. **Club sportif personnel Fouga.** But: développer tous les sports. Siège social: établissements Fouga, plaine Saint-Pierre, Béziers.

27 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Comité d'union et d'action des mal logés de Montreuil-sous-Bois (Seine).** But: construction de logements. Siège social: 82, rue Victor-Hugo, à Montreuil-sous-Bois.

## MODIFICATIONS

28 septembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. Le **Bureau d'information et d'organisation** transfère son siège social du 3, rue Blaise-Desgoffe, Paris, au 314, rue Saint-Honoré, Paris.

2 octobre 1953. Déclaration à la préfecture de Saône-et-Loire. Le **Comité de gestion de l'établissement domanial de Vernenoux** transfère son siège social de Savigny-sur-Grosne au domicile de M. Cerres-Leynes.

19 octobre 1953. Déclaration à la préfecture des Pyrénées-Orientales. Le Centre d'information des groupements professionnels change son titre qui devient **Centre d'études économiques (information et documentation des groupements professionnels).** Siège social: 1, rue du Docteur-Rives, à Perpignan.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

# RAPPORT

SUR

# L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DE SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1951 au 31 décembre 1952)

PRÉSENTÉ

## A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. PAUL BACON, ministre du travail et de la sécurité sociale.

*Paris, le 24 juillet 1953.*

Monsieur le Président,

Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter sur l'application de la législation de sécurité sociale comporte, dans une première partie, un commentaire sur l'évolution de la législation de sécurité sociale et de la jurisprudence en 1952, dans une seconde partie, le bilan financier de l'année 1952 établi à partir des résultats statistiques mensuels ou trimestriels, et dans une troisième partie, les résultats rectifiés et complétés de l'année 1951, notamment l'indication, par région, des opérations relatives à cet exercice. Il comprend, en outre, une quatrième partie relative à l'application de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées.

Les recettes et les dépenses totales du régime général des professions non agricoles telles qu'elles ressortent de la seconde partie s'établissent comme suit pour l'année 1952 (en millions de francs).

| | ASSURANCES SOCIALES | ACCIDENTS DU TRAVAIL | PRESTATIONS FAMILIALES | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Salariés. | Employeurs et travailleurs indépendants. |
| Recettes | 384.111 | 54.185 | 371.599 | 21.421 |
| Dépenses | 415.841 | 53.008 | 330.834 | 21.880 |
| Excédent | » | 1.177 | 40.765 | » |
| Déficit | 31.730 | » | » | 459 |

En ce qui concerne les assurances sociales, les tableaux ci-après permettent de comparer les résultats des deux derniers exercices.

### 1. — COUT DES ASSURANCES SOCIALES PAR RAPPORT AUX SALAIRES SOUMIS A COTISATION

| | 1951 (Résultats rectifiés.) | 1952 (Résultats provisoires.) |
|---|---|---|
| *Recettes* (1). | | |
| Cotisations du régime général (en millions de francs) | 287.578 | 365.645 |
| Cotisations des régimes divers (en millions de francs) | 4.230 | 5.877 |
| Total des cotisations | 291.808 | 371.522 |
| Salaires soumis à cotisations (en millions de francs) | 1.868.000 | 2.383.000 |

| | EN MILLIONS DE FRANCS | POURCENTAGE aux salaires. | EN MILLIONS DE FRANCS | POURCENTAGE aux salaires. |
|---|---|---|---|---|
| *Dépenses* (1). | | | | |
| Maladie | 114.953 | 6,16 | 142.257 | 5,97 |
| Longue maladie | 27.621 | 1,48 | 37.541 | 1,58 |
| Maternité | 12.019 | 0,64 | 14.206 | 0,60 |
| Invalidité | 11.703 | 0,63 | 13.626 | 0,57 |
| Décès | 2.499 | 0,13 | 3.221 | 0,14 |
| Vieillesse (2) | 133.779 | 7,16 | 155.979 | 6,54 |
| Action sanitaire et sociale et contrôle médical. | 5.202 | 0,28 | 6.715 | 0,28 |
| Gestion administrative | 18.889 | 1,01 | 21.500 | 0,90 |
| Dépenses diverses | 3.425 | 0,18 | 2.497 | 0,10 |
| Total | 330.090 | 17,67 | 397.542 | 16,68 |

(1) Non compris les opérations relatives aux régimes des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

(2) Y compris les remboursements à l'assurance vieillesse agricole et la charge supportée au titre de l'allocation temporaire.

### 2. — COUT DE L'ASSURANCE MALADIE

| | 1951 | | 1952 | |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs. | Pourcentage aux salaires. | En millions de francs. | Pourcentage aux salaires. |
| Frais médicaux | 15.570 | 0,83 | 17.778 | 0,75 |
| Frais chirurgicaux | 7.126 | 0,38 | 8.598 | 0,36 |
| Frais pharmaceutiques | 26.049 | 1,40 | 33.598 | 1,41 |
| Soins dentaires | 8.661 | 0,47 | 10.560 | 0,45 |
| Hospitalisation | 34.378 | 1,84 | 43.942 | 1,84 |
| Indemnités journalières | 22.925 | 1,23 | 27.492 | 1,15 |
| Divers | 244 | 0,01 | 259 | 0,01 |
| Total | 114.953 | 6,16 | 142.257 | 5,97 |

### 3. — REPARTITION PAR CATEGORIES DE BENEFICIAIRES DES PRESTATIONS EN NATURE DE L'ASSURANCE MALADIE

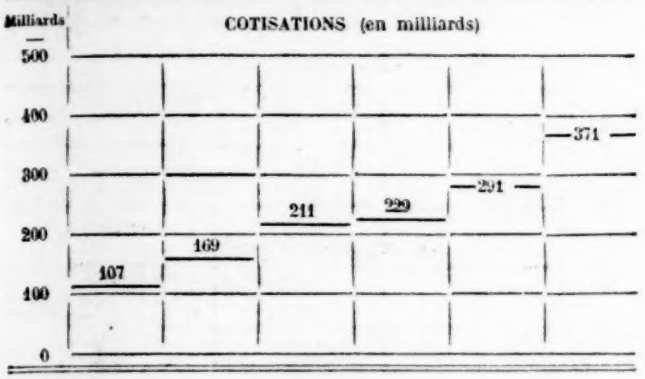
| | 1951 | | 1952 | |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs. | Pourcentage aux salaires. | En millions de francs. | Pourcentage aux salaires. |
| *Bénéficiaires.* | | | | |
| Assurés | 47.711 | 2,55 | 57.241 | 2,40 |
| Conjoints | 14.336 | 0,77 | 17.464 | 0,73 |
| Enfants | 19.759 | 1,06 | 24.632 | 1,04 |
| Autres membres de la famille | 59 | » | 61 | » |
| Invalides et leurs ayants droit | 7.004 | 0,38 | 10.603 | 0,45 |
| Pensionnés et leurs ayants droit | 3.159 | 0,17 | 4.762 | 0,20 |
| Total | 92.028 | 4,93 | 114.766 | 4,82 |

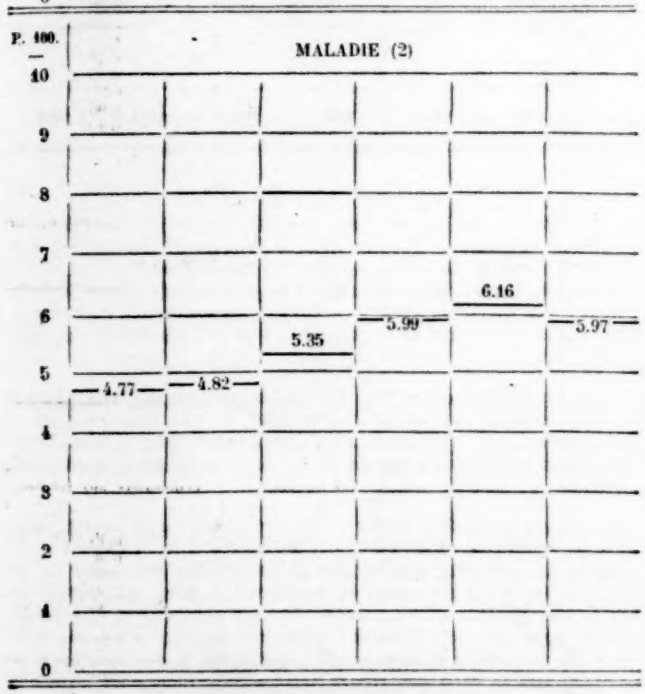
Les graphiques suivants traduisent la variation de 1947 à 1952 des encaissements de cotisations, d'une part, et du coût des assurances sociales par rapport aux salaires soumis à cotisation, d'autre part:

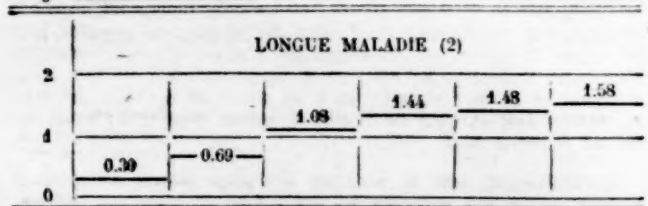
**4. — VARIATION DE 1947 A 1952**

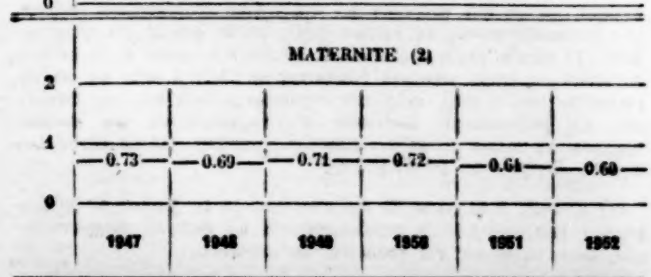
*a*) Des encaissements de cotisations;

*b*) Du coût des assurances sociales par rapport aux salaires soumis à cotisation (1).

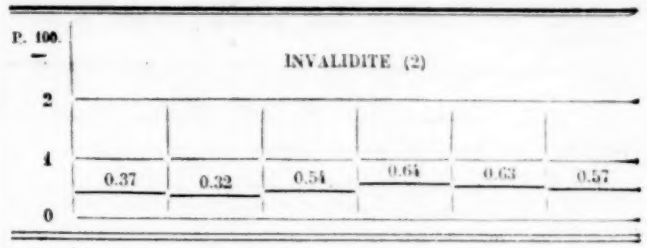


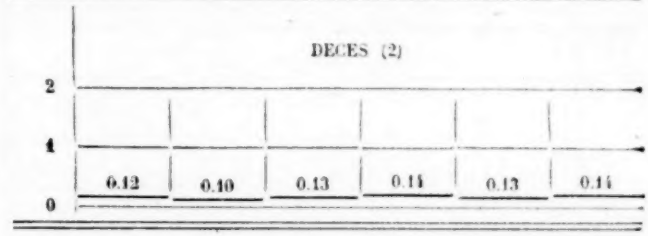



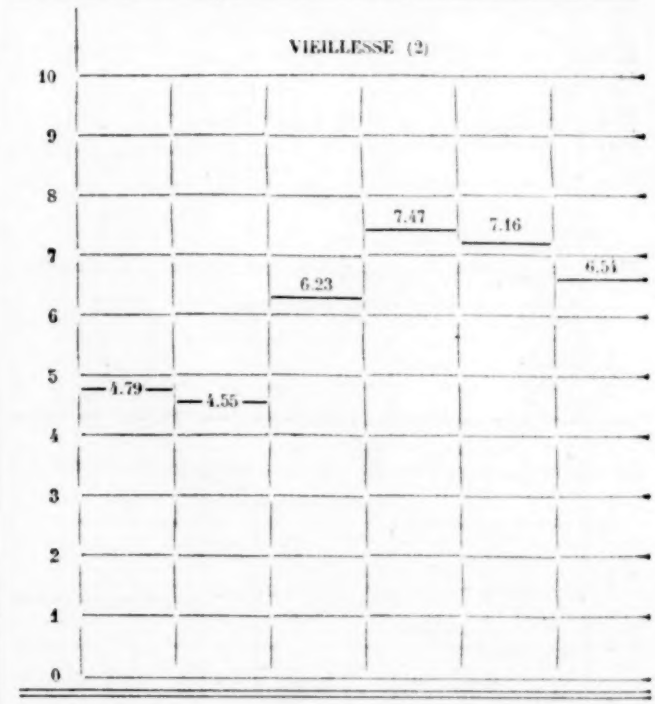



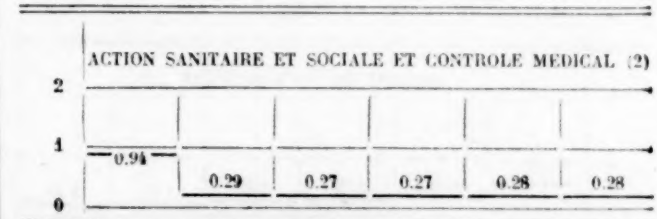



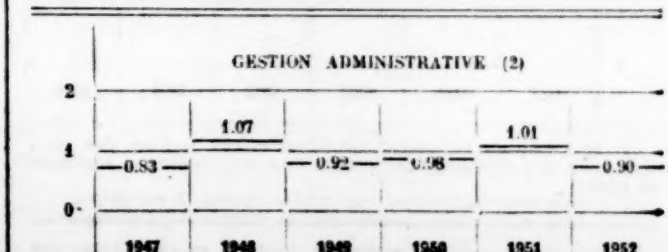

(1) Non compris les opérations relatives aux régimes des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides, veuves et orphelins de guerre;



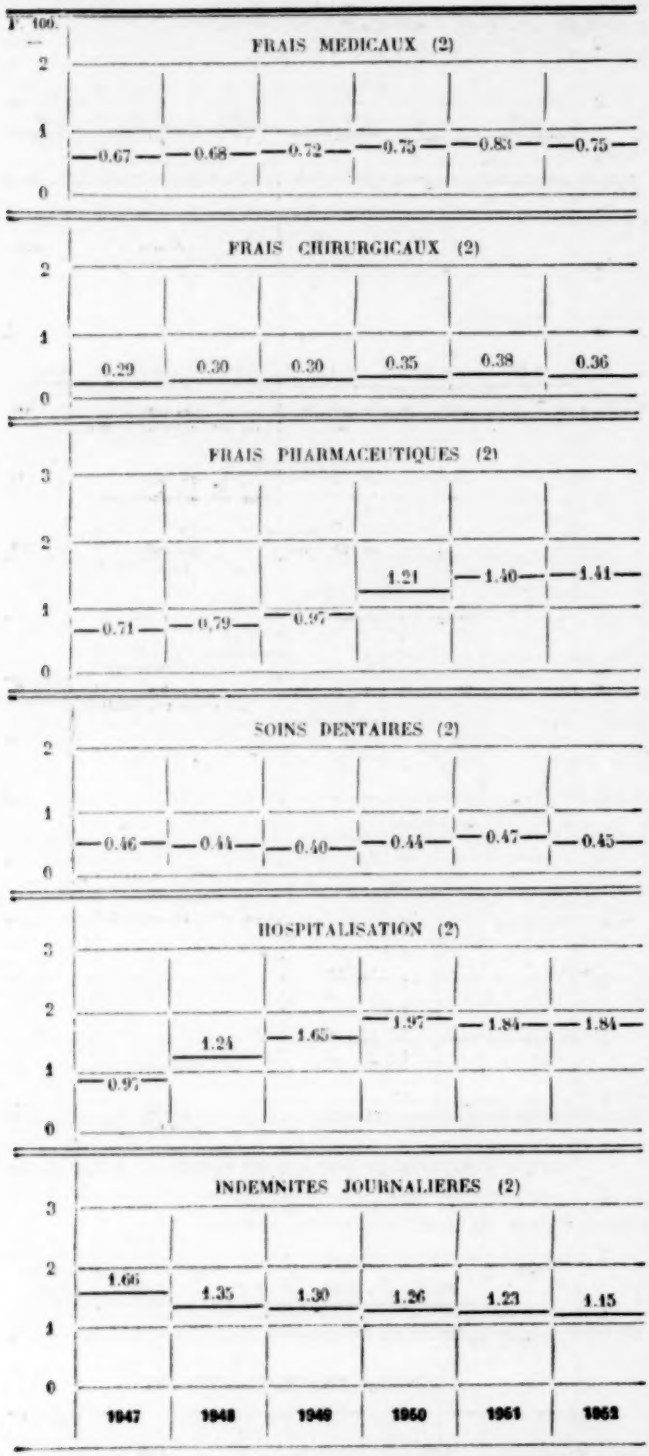




(2) Pourcentage par rapport aux salaires soumis à cotisation.

**5. — VARIATION DE 1947 A 1952 DES DEPENSES DE L'ASSURANCE MALADIE PAR RAPPORT AUX SALAIRES SOUMIS A COTISATION (1)**

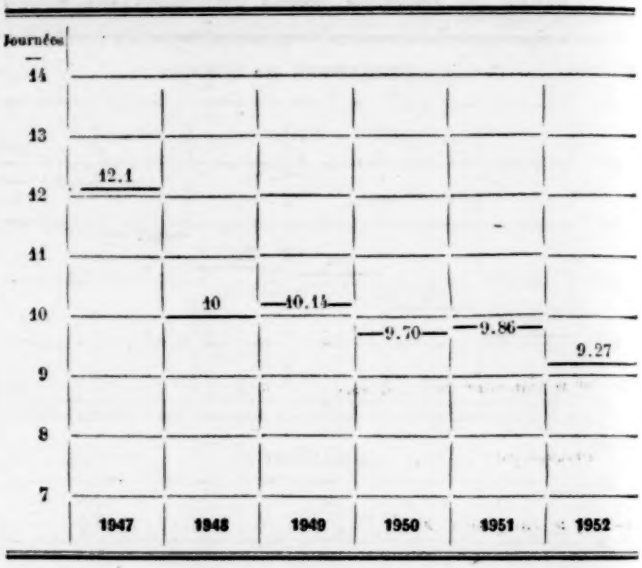



(1) Non compris les opérations relatives aux régimes des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

(2) Pourcentage par rapport aux salaires soumis à cotisation.

Le coût des indemnités journalières exprimé en pourcentage des salaires soumis à cotisation marque une baisse constante depuis 1947. Le graphique ci-après, relatif au nombre de journées d'arrêt de travail indemnisées par an et par assuré au titre de l'assurance maladie confirme cette tendance.

**6. — NOMBRE DE JOURNEES D'ARRET DE TRAVAIL INDEMNISEES PAR AN ET PAR ASSURE AU TITRE « MALADIE »**




On peut constater, en rapprochant les résultats de 1952 de ceux de 1951, que la situation des assurances sociales s'est très nettement améliorée au cours de l'année 1952, le coût global par rapport aux salaires soumis à cotisation se trouvant ramené de 17,67 p. 100 à 16,68 p. 100. Compte tenu des cotisations des régimes divers, le taux moyen de la cotisation s'établit à 15,60 p. 100 environ. L'insuffisance des recettes représente donc, en 1952, 1 p. 100 des salaires soumis à cotisation.

La réduction du déficit est due principalement à l'amélioration du recouvrement des cotisations. En effet, si l'on compare l'indice des encaissements et l'indice des salaires versés dans l'industrie et le commerce, on constate qu'à la fin de 1952, le premier se situe au-dessus du second.

On obtient un indice relativement satisfaisant de la masse salariale du commerce et de l'industrie en retenant les indices établis à partir de l'enquête trimestrielle de la division statistique de la direction de la main-d'œuvre et traduisant la durée du travail, le niveau des effectifs et les taux de salaires horaires. Si l'on prend comme base les trois premiers trimestres de 1947 au cours desquels les cotisations encaissées ont correspondu à des salaires relativement stables et si l'on admet que les cotisations d'un trimestre peuvent être rapprochées de l'indice des salaires au premier jour du même trimestre, on remarque que l'indice des encaissements s'est situé au-dessous de celui de la masse salariale en 1948, qu'il a rejoint ce dernier en 1949, qu'il lui a été de nouveau inférieur en 1950 et 1951 et qu'il l'a rejoint et même dépassé au cours du second semestre 1952.

Ces différences dans la variation des deux indices s'expliquent surtout, en ce qui concerne les cotisations d'assurances sociales, par les modifications du salaire limite et la qualité du recouvrement. Le salaire limite, qui était de 150.000 F au cours de la période de référence (trois premiers trimestres de 1947) a subi six relèvements de 1947 à 1952, mais ces relèvements sont toujours demeurés, en pourcentage, inférieurs à l'augmentation des salaires horaires. Le retard du salaire limite a, toutefois, été en partie rattrapé à compter du 1er avril 1952.

Par ailleurs, il convient de rappeler que, du 1er janvier au 30 septembre 1948, les heures supplémentaires au delà de la quarante-cinquième heure ont été exonérées de cotisation.

Ainsi, le relèvement du salaire limite et l'amélioration constante de la qualité du recouvrement constituent les principales raisons de la réduction du déficit des assurances sociales en 1952.

## 7. — VARIATION COMPAREE DE L'INDICE DES SALAIRES VERSES DANS LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (1) ET DE L'INDICE DES ENCAISSEMENTS DE COTISATIONS D'ASSURANCES SOCIALES

| PERIODES | INDICES BASE 100 = MOYENNE DES 1er, 2e ET 3e TRIMESTRES 1947 | | | | | COTISATIONS d'assurances sociales (4) (en millions de francs). | VARIATION DU SALAIRE LIMITE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indice de la durée du travail (2) (3). (a) | Indice des effectifs (2). (b) | Indice des taux de salaires horaires (2). (c) | Indice de la masse salariale (2). (a × b × c) | Indice des cotisations d'assurances sociales. | | En francs. | Indice. |
| 1er, 2e 3e trimestre 1947 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 24.961 (5) | 150.000 (au 1er octobre 1946). | 100 |
| 4e trimestre 1947 | 101,3 | 101,0 | 120,7 | 123,5 | 128,8 | 32.144 | 204.000 (au 1er octobre 1947). | 136 |
| 1er, 2e, 3e trimestre 1948 | 100,9 | 103,3 | 165,0 | 171,9 | 169,4 | 40.030 (5) | 228.000 (au 1er mars 1948). | 152 |
| 4e trimestre 1948 | 101,1 | 105,2 | 183,4 | 195,1 | 187,7 | 46.822 | | |
| Année 1949 | 99,1 | 106,8 | 196,4 | 207,8 | 207,4 | 51.760 (5) | 264.000 (au 1er mars 1949). | 176 |
| 1er, 2e, 3e trimestre 1950 | 100,0 | 107,5 | 207,0 | 222,5 | 216,9 | 54.149 (5) | | |
| 4e trimestre 1950 | 101,5 | 109,3 | 226,6 | 251,3 | 250,1 | 62.431 | | |
| 1er trimestre 1951 | 100,4 | 109,4 | 238,7 | 262,1 | 250,6 | 62.553 | 324.000 (au 1er janvier 1951). | 216 |
| 2e trimestre 1951 | 100,1 | 110,8 | 252,2 | 282,5 | 271,3 | 67.720 | | |
| 3e trimestre 1951 | 101,5 | 112,3 | 274,4 | 312,3 | 288,7 | 72.058 | | |
| 4e trimestre 1951 | 101,5 | 113,6 | 308,8 | 356 | 339,9 | 84.844 | 408.000 (au 1er octobre 1951). | 272 |
| 1er trimestre 1952 | 101,1 | 113,0 | 316,9 | 361,9 | 355,2 | 88.660 | | |
| 2e trimestre 1952 | 100,2 | 113,3 | 320,3 | 363,5 | 355,3 | 88.867 | 456.000 (au 1er avril 1952). | 304 |
| 3e trimestre 1952 | 100,0 | 113,7 | 323,0 | 367,3 | 367,9 | 91.849 | | |
| 4e trimestre 1952 | 100,4 | 113,7 | 324,3 | 370,4 | 386,4 | 96.447 | | |

(1) Industries de transformation et activités commerciales et libérales.

(2) Au premier jour de chaque trimestre.

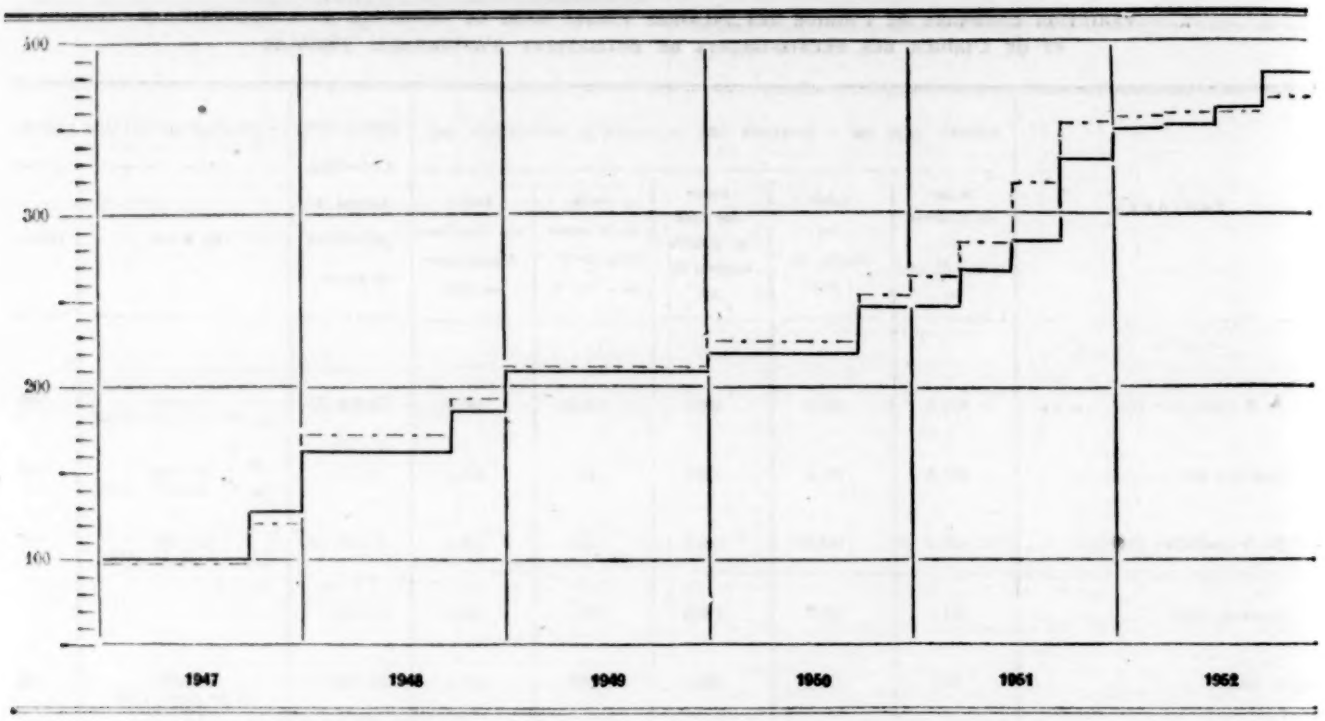
(3) Pour le calcul de cet indice, la durée du travail a été augmentée de 25 p. 100 au-dessus de la quarantième heure pour tenir compte de la rémunération des heures supplémentaires.

(4) Cotisations du régime général proprement dit (16 p. 100 des salaires assujettis).

(5) Moyenne trimestrielle.

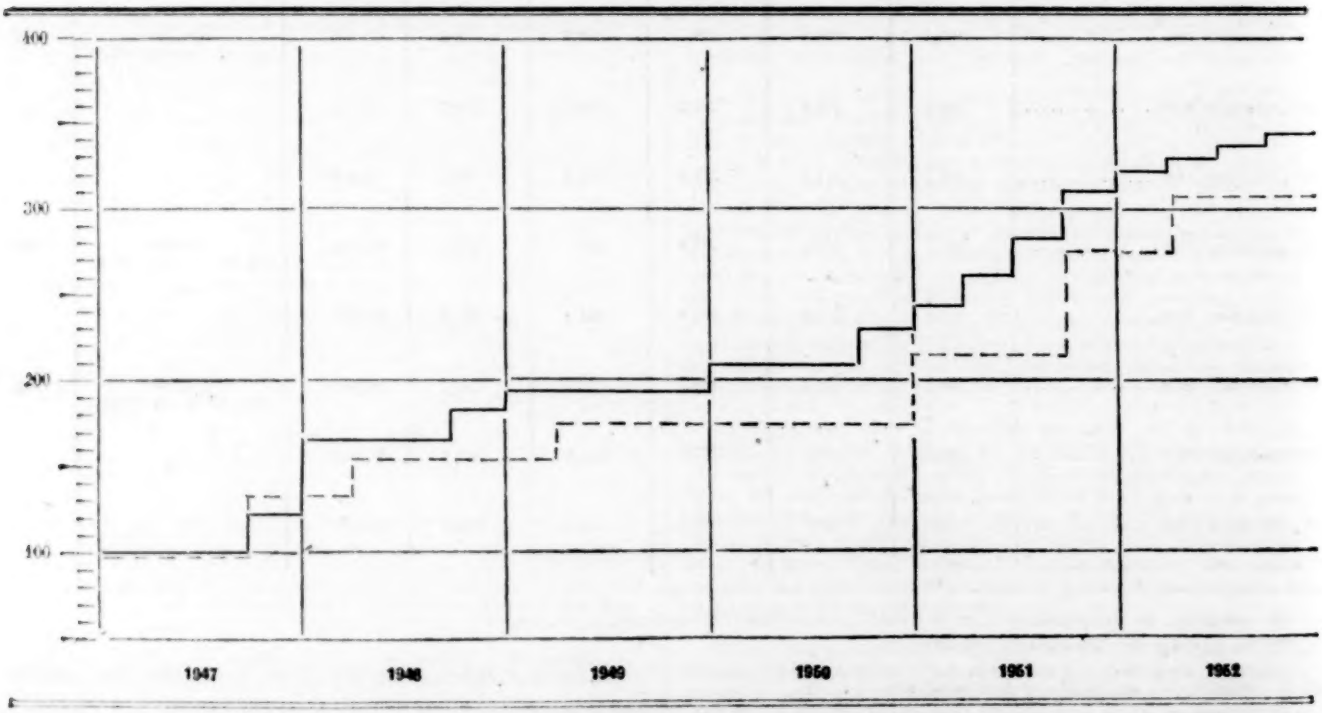
La comparaison des deux graphiques ci-après, établis à partir de certaines des données du tableau 7, montre nettement que lorsque l'indice du salaire horaire est supérieur à celui du salaire limite, l'indice des cotisations est inférieur à celui de la masse des salaires.

8. — VARIATION COMPAREE DE L'INDICE DES SALAIRES VERSES DANS LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE ET DE L'INDICE DES ENCAISSEMENTS DE COTISATIONS D'ASSURANCES SOCIALES




——— Indice des cotisations d'assurances sociales.
- - - - Indice de la masse salariale.

9. — VARIATION COMPAREE DE L'INDICE DU SALAIRE HORAIRE ET DE L'INDICE DU SALAIRE LIMITE




——— Indice salaire horaire.
- - - - Indice salaire limite.

Les recettes et les dépenses de l'assurance « accidents du travail » des deux années 1951 et 1952 sont strictement équilibrées malgré la diminution continue du taux moyen de la cotisation, le versement de ristournes aux employeurs au titre des années 1947, 1948, 1949 et l'augmentation, à compter du 1er janvier 1953, des rentes et majorations de rentes.

Le relèvement de 16 à 16,75 p. 100 à compter du 1er octobre 1951 du taux de la cotisation d'allocations familiales et, également, l'amélioration du recouvrement, expliquent l'excédent réalisé en 1952 par la section des salariés malgré la poussée démographique et la prise en charge, au cours du deuxième semestre, du régime déficitaire des prestations familiales des mineurs.

Cet excédent des allocations familiales a permis de maintenir la trésorerie de l'ensemble du régime.

Telles sont les caractéristiques essentielles de l'évolution, au cours de l'année 1952, de la situation financière du régime général des professions non agricoles. Les premiers résultats de 1953 font craindre que cette situation n'évolue, au cours de cette année, dans un sens moins favorable en raison, notamment, du ralentissement de l'activité économique constaté depuis plusieurs mois et de l'importance de l'épidémie de grippe des mois de janvier et février.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

PAUL BACON.

---

## PREMIÈRE PARTIE

# L'EVOLUTION DE LA LEGISLATION DE SECURITE SOCIALE ET DE LA JURISPRUDENCE EN 1952

### A. — LEGISLATION

L'évolution de la législation de sécurité sociale, au cours de l'année 1952, est jalonnée par trois lois essentielles:

La loi de finances du 14 avril 1952;

La loi du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire;

La loi du 25 juillet 1952 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail.

Les mesures de réorganisation et d'allégement de la sécurité sociale prises dans le cadre de la loi de finances s'inscrivent dans une perspective déjà esquissée par la loi du 1er septembre 1951, qui avait édicté des mesures tendant à faciliter la rentrée des cotisations arriérées et à doter les caisses d'une procédure de recouvrement plus rapide.

La mise en place prévue, par la loi du 10 juillet 1952, d'une organisation autonome d'allocation de vieillesse des non-salariés des professions agricoles complète l'ensemble des organisations instituées dans le cadre de la loi du 17 janvier 1948.

Enfin, la majoration des indemnités dues au titre des assurances accidents du travail et invalidité représente, pour certaines catégories de bénéficiaires du régime de sécurité sociale, un accroissement sensible du montant des prestations.

La loi du 14 avril 1952 (loi de finances pour l'exercice 1952) énonce un certain nombre de mesures de réorganisation et d'allégement de la sécurité sociale dont les modalités d'application ont été définies par des textes subséquents.

Les mesures de réorganisation portent d'abord sur une amélioration du recouvrement des cotisations. L'article 14 de la loi prévoit qu'un arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale et des ministres des finances et des affaires économiques peut obliger les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales à organiser un service commun chargé du recouvrement des cotisations. Le décret du 12 septembre et l'arrêté du 18 novembre 1952 ont fixé respectivement les règles de constitution et les modèles de statuts des unions de recouvrement. Cinq unions ont été constituées, sur l'initiative des caisses, depuis avril 1952, ce qui porte à neuf le nombre des unions fonctionnant actuellement.

Le principe d'une plus juste évaluation de l'assiette des cotisations avait été posé par l'article 18, qui prévoyait une régularisation annuelle compte tenu du plafond annuel de cotisation. Cette disposition, qui ne fut pas appliquée pour l'année 1952, a été reprise dans la loi de finances du 7 février 1953 sous la forme d'un régularisation trimestrielle. Par ailleurs, la rémunération du conjoint participant à l'entreprise ou à l'activité d'un travailleur non salarié peut désormais être saisie avec plus d'exactitude puisque son assujettissement au régime général des salariés est maintenant subordonné à la participation effective à l'activité à titre professionnel et constant et à l'octroi d'une rémunération au moins égale au montant du salaire minimum national interprofessionnel garanti.

Les mesures d'allégement tendent, en premier lieu, à accroître le contrôle des caisses sur l'utilisation des médicaments remboursés au moyen de l'introduction d'une vignette dans leur conditionnement. Le décret du 7 août 1952 a fixé les caractéristiques auxquelles doit répondre cette vignette qui doit être jointe à toute demande de remboursement de frais pharmaceutiques présentée par un assuré social.

D'autre part, « l'allégement de la sécurité sociale » est partiellement réalisé par le transfert à la caisse centrale de secours mutuels agricoles, à compter du 1er juillet 1952, de la charge supportée par le régime général au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés servie aux assurés sociaux agricoles. Restent encore à la charge du régime général les titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ayant exercé une activité agricole, sans avoir cependant cotisé au titre des assurances sociales.

La loi de finances prévoyait, enfin, la création d'un fonds national d'allocation de vieillesse agricole et d'un fonds spécial d'allocation de vieillesse devant être versée aux bénéficiaires de l'allocation temporaire, qui ne relèveront d'aucun régime de non-salariés.

La mise en place des régimes que ces fonds sont appelés à financer a été réalisée par la loi du 10 juillet 1952, qui a fixé le montant de l'allocation de vieillesse agricole et de l'allocation spéciale à la moitié du taux minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le financement de l'organisation autonome des professions agricoles est assuré par une double cotisation professionnelle, l'une à la charge de chaque membre majeur non salarié dépendant du régime, l'autre assise sur le revenu cadastral et par le produit d'une taxe de statistique et de contrôle douanier de 0,4 p. 100 sur les importations et les exportations.

Les dépenses entraînées par l'attribution de l'allocation spéciale sont à la charge du fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations; ce fonds est alimenté, d'une part, par une taxe spéciale à la charge des personnes qui ne se trouvent pas dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle, sont assujetties à la surtaxe progressive et ne cotisent à aucun régime d'assurance vieillesse et d'autre part, par une contribution de tous les organismes chargés d'allouer des retraites.

Les cotisations et les prestations dues au titre de l'allocation de vieillesse agricole ont été fixées par le décret du 18 octobre 1952; d'autre part, le décret du 26 septembre 1952 a précisé les conditions d'application de la loi du 10 juillet 1952 relatives à l'allocation spéciale.

Le troisième texte essentiel adopté par le Parlement au cours de l'année 1952 est la loi du 25 juillet, qui a prévu à la fois un rajustement des rentes d'accidents du travail et une amélioration de la réparation accordée à certains ayants droit.

Le rajustement des rentes afférentes aux accidents survenus avant le 1er juin 1952 a été réalisé, à compter de cette dernière date, par le relèvement de 180.000 à 252.000 F du salaire de base annuel minimum intervenant dans leur calcul.

D'autre part, pour les accidents survenus après le 31 mai 1952, ce salaire annuel ne peut être inférieur à 252.000 F; par ailleurs, le montant maximum de rémunération ne subissant pas de réduction pour l'évaluation du salaire de base est porté de 350.000 à 500.000 F, et le maximum de la tranche de salaire réductible s'élève désormais à 2.011.000 F au lieu de 1.460.000 F.

Enfin, le montant minimum de la majoration de rente due aux victimes d'accidents du travail obligées d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie s'élève désormais à 200.000 F.

Le montant de la rente accordée au conjoint survivant est porté de 25 p. 100 du salaire de base à 30 p. 100 et le montant maximum de l'ensemble des rentes servies aux ayants droit de 75 à 85 p. 100 de ce salaire. Par ailleurs, l'article 13 de cette loi prévoit que le conjoint survivant, qui n'est pas lui-même bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité de son propre chef bénéficie d'une rente égale à 50 p. 100 du salaire annuel lorsqu'il atteint l'âge de soixante ans ou avant cet âge, aussi longtemps qu'il est atteint d'une incapacité de travail d'au moins 50 p. 100.

A côté de ces trois textes essentiels, il convient de rappeler divers textes qui ont marqué, sur des points particuliers, l'évolution de la législation en 1952.

Tout d'abord le régime de sécurité sociale a été étendu, par la loi du 19 juillet 1952, aux aveugles de la Résistance bénéficiaires de la loi du 8 juillet 1948.

Les aveugles et grands infirmes ont été exonérés, par la loi du 19 avril 1952, de la cotisation patronale due par eux au titre de la tierce personne qu'ils emploient pour les assister dans l'exercice des actes ordinaires de la vie.

D'autre part, des modifications de détail relatives aux modalités d'octroi de certaines prestations ont été apportées au décret du 29 décembre 1945 par le décret du 22 décembre 1952.

Ce décret donne aux caisses la possibilité de refuser les prestations en cas de maladie ou de maternité si les pièces nécessaires aux différents contrôles ne leur sont pas remises.

Il augmente d'autre part le nombre des cas dans lesquels, bien qu'il n'ait pas travaillé pendant la période de référence, l'assuré a droit néanmoins aux indemnités journalières de l'assurance maladie et, notamment, en cas de chômage partiel, de service militaire ou d'appel sous les drapeaux.

Enfin, le décret du 30 juin 1952 a prévu l'intégration du régime des prestations familiales des ouvriers mineurs dans le système de compensation des charges familiales du régime de l'industrie et du commerce.

## B. — JURISPRUDENCE

Pendant l'année 1952, la jurisprudence a suivi sensiblement les mêmes tendances qu'au cours des dernières années. Elle fait montre de prudence dans l'interprétation de la législation de sécurité sociale, particulièrement pour les dispositions qui marquent une extension par rapport à l'ancienne loi des assurances sociales.

Le champ d'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 a donné lieu à divers arrêts importants de la cour de cassation, spécialement en ce qui concerne la question toujours très controversée de l'assujettissement des gérants de sociétés à responsabilité limitée (1).

Ces arrêts confirment la position toujours adoptée par la haute juridiction qui écarte toute règle générale pré-établie, en particulier la discrimination basée sur le nombre de parts, pour examiner dans chaque cas si la situation réelle de l'intéressé dans la société gérée le place vis-à-vis d'elle dans un état de subordination ou de dépendance économique. Sa qualité de gérant minoritaire, égalitaire ou majoritaire n'est qu'un des éléments d'appréciation. Il convient de rechercher, en outre, notamment si l'intéressé reçoit une rémunération, quel est le montant et la nature de celle-ci, quels sont les pouvoirs du gérant et le contrôle auquel il est soumis.

### Les cotisations.

Le privilège garantissant les cotisations ne s'étend pas aux majorations de retard.

Les travaux préparatoires de la loi du 1er septembre 1951, relative à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, s'appuyant sur un arrêt de la cour de cassation du 26 juillet 1951 (2) suivant lequel les majorations de retard ont la même nature juridique que les cotisations avaient permis à l'administration (3) de déclarer que le privilège institué par l'article 36, 5e alinéa, de l'ordonnance du 4 octobre 1945, pour garantir le payement des cotisations s'étendait aux majorations de retard. Cette position avait dû être revisée (4) à la suite d'un arrêt de la cour de cassation intervenu le 30 novembre 1951 (5).

Un nouvel arrêt en date du 24 mai 1952 (6) s'est prononcé dans le même sens en reprenant les attendus déjà énoncés en 1951 et aux termes desquels: « les privilèges ne pouvant être établis que par la loi et les dispositions qui les établissent doivent être interprétés restrictivement, il s'ensuit que la loi n'avant institué aucun privilège pour les majorations, celles-ci n'ont pas le caractère privilégié ».

### Le rachat des cotisations des « cadres ».

Concernant les questions de cotisations, la cour de cassation a eu à se prononcer dans un cas où les termes de la loi n'auraient dû, semble-t-il, laisser aucun doute. Aussi son interprétation, en s'appuyant sur ses termes, n'a-t-elle fait que confirmer la thèse administrative. Il s'agit du rachat des cotisations des « cadres » et plus spécialement en faveur des conjoints survivants des personnes décédées antérieurement à la loi du 23 août 1948. Cette loi a modifié l'ordonnance du 19 octobre 1945 pour permettre aux travailleurs qui se trouvaient exclus de l'ancien régime des assurances sociales du fait que leur rémunération dépassait le chiffre limite d'assujettissement, d'être intégralement rétablis dans les droits qu'ils auraient eus si ce régime leur avait été applicable comme l'est actuellement le nouveau régime de la sécurité sociale.

Toutefois, la loi du 23 août 1948 ne contenant aucune disposition rétroactive et le décret d'application du 7 mars 1949 précisant que le rachat des cotisations prévu pouvait être effectué par les conjoints survivants des « personnes décédées postérieurement au 23 août 1948 », il a été jugé (7) que le conjoint survivant d'un agent des cadres décédé le 3 août 1948, c'est-à-dire 20 jours avant la promulgation de la loi visée, ne pouvait bénéficier de celle-ci.

---

(1) 1° Cassation soc., 17 juillet 1952. — Direction régionale de la sécurité sociale de Limoges contre société Dalle frères;
2° Cass. soc., 23 juillet 1952. — Société Lorraine-Films contre caisse primaire centr. de sécurité sociale de la Gironde;
3° Cass. soc., 28 juillet 1952. — Caisse d'all. familiales d'Aubenas contre établissements Riou. — *Bulletin jurisprudence* octobre-novembre 1952 n° 25. — Ministère du travail et de la sécurité sociale.
(2) *Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation*, juillet 1951, n° 608.
(3) Voir circulaire n° 155 S. S. du 28 septembre 1951.
(4) Voir circulaire n° 176 S. S. du 22 novembre 1951.
(5) Cass. civ. — Caisse primaire de S. S. de Metz contre Société Lorraine-Travaux. *Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation*, novembre 1951, n° 787.
(6) Cass. civ. — Caisse d'allocations familiales d'Angers contre Dubois. Bulletin jurisprudence. — Ministère du travail et de la sécurité sociale, octobre-novembre 1952, n° 25.
(7) Cass soc. — 17 juillet 1952. Veuve Blondeau contre caisse régionale d'assurance vieillesse. Bulletin de jurisprudence. — Ministère du travail et de la sécurité sociale, octobre-novembre 1952, n° 25.

### La tutelle administrative.

Des décisions importantes ont été rendues en cette matière, d'une part, par la cour de cassation, d'autre part, par le conseil d'Etat, au sujet des dispositions de l'article 25, paragraphe 4, de l'ordonnance du 4 octobre 1945. Ce texte stipule que les décisions des conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale, qui paraissent contraires à la loi ou de nature à compromettre l'équilibre financier de la caisse, sont communiquées au directeur régional, qui peut demander que leur exécution soit suspendue jusqu'à décision ministérielle.

L'annulation, qui peut être prononcée par le ministre en exécution de ces dispositions, est-elle une décision susceptible de recours devant le contentieux de la sécurité sociale institué par la loi du 24 octobre 1946 ?

La cour de cassation confirmant la thèse administrative a tranché cette question par la négative en déclarant (1) que les dispositions légales octroyant au ministre ce pouvoir d'annulation constituent « la manifestation d'une tutelle administrative exercée à l'égard des organismes de sécurité sociale; que cette tutelle et ses applications, par voie d'arrêté, se manifestent par des décisions administratives non susceptibles de recours devant les autorités de l'ordre judiciaire ».

Il s'ensuit que c'est la juridiction administrative qui est compétente en l'occurrence.

En fait, le conseil d'Etat a eu à connaître de la légalité d'une annulation prononcée par le ministre du travail et de la sécurité sociale en application de son pouvoir de tutelle.

Le point litigieux concernait le délai imparti au ministre pour prononcer l'annulation.

En vertu de l'article 25 susvisé, celle-ci doit intervenir dans le délai d'un mois suivant la demande du directeur régional à la caisse de sécurité sociale en cause de suspendre sa décision.

Le conseil a donné de ce texte une interprétation stricte en déclarant que, même dans le cas d'enquête effectuée par la direction régionale, le délai d'un mois court dès la demande de suspension adressée à la caisse de sécurité sociale (2).

### Contentieux.

Si le conseil d'Etat s'est reconnu compétent pour statuer sur des décisions prises par application de la tutelle administrative, il n'en va pas de même concernant les contestations relatives à l'attribution de prestations alors même que les décisions contestées sont prises par des autorités administratives, dès lors que ces décisions sont inhérentes à la gestion d'un régime spécial.

Dans un avis émis le 18 octobre 1949, le conseil d'Etat avait déjà déclaré que les commissions contentieuses instituées par la loi du 24 octobre 1946 étaient compétentes pour connaître des contestations concernant les prestations familiales des agents de l'Etat et des collectivités locales.

Il a décidé dans le même sens, par un arrêt (3) du 12 décembre 1952, que le capital décès, dont la loi du 12 avril 1949 portant application aux militaires du régime de sécurité sociale prévoit l'attribution aux ayants droit des militaires à solde mensuelle, est une prestation du régime spécial de sécurité sociale indépendante des avantages statutaires, alors même que le payement du capital est à la charge de l'Etat et qu'il est assuré par l'administration militaire.

Il en résulte que le contentieux de la sécurité sociale est compétent pour statuer sur les recours dirigés contre les décisions attribuant ou refusant le bénéfice de ce capital.

(1) Cass. soc. — 25 juillet 1952. Direction régionale de la sécurité sociale de Lyon contre demoiselle Leyre. Bulletin de jurisprudence, octobre-novembre 1952, n° 25, p. 15. Ministère du travail et de la sécurité sociale.

(2) Conseil d'Etat (sect. cont.). — 2 juillet 1952. Bulletin de jurisprudence. — Ministère du travail et de la sécurité sociale, octobre-novembre 1952, n° 25.

(3) Conseil d'Etat (sect. soc.). — 12 décembre 1952. Bulletin du ministère du travail et de la sécurité sociale, décembre 1952.

### L'assurance maladie.

Le conseil d'Etat a eu à trancher dans ce domaine une question délicate concernant le payement des soins médicaux donnés par un médecin à un client personnel dans un hôpital n'ayant pas de clinique ouverte autorisée (1).

Il a fait une application stricte des dispositions réglementaires aux termes desquelles « les prix de journée et les honoraires médicaux et chirurgicaux sont payés obligatoirement à la caisse de l'établissement ».

Il a, en effet, jugé que dans le cas où un hôpital n'a pas été autorisé à ouvrir une clinique ouverte, le médecin n'a pas le droit de réclamer directement des honoraires à un client personnel qu'il a soigné, même s'il l'a fait dans des conditions reconnues identiques à celles d'une clinique ouverte.

Il n'est pas possible, malgré cette circonstance, de considérer que l'hôpital a fonctionné, comme une clinique ouverte et le malade ne doit payer les honoraires qu'à la caisse de l'établissement.

### Remboursement du capital décès par application du recours des caisses de sécurité sociale contre le tiers responsable.

Ce recours est prévu, d'une part, par l'article 95 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 en cas d'accident de droit commun, d'autre part, par l'article 68 de la loi du 30 octobre 1946 en cas d'accident du travail.

Donne-t-il le droit à la caisse de réclamer au tiers responsable outre le remboursement de frais tels que les indemnités journalières, les soins médicaux et pharmaceutiques, les arrérages de rente, le remboursement du capital décès versé aux ayants droit de la victime d'un assuré décédé en vertu de l'article 73 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ?

Cette question était controversée depuis fort longtemps et déjà sous l'empire de l'ancienne législation tant par la doctrine que par la jurisprudence.

Elle a donné lieu en 1952 à deux arrêts importants de la cour de cassation qui, en présence d'un accident de droit commun et d'un accident du travail, a donné une solution opposée.

Le cas des accidents de droit commun a été tranché par une décision de la cour de cassation qui, réunie le 16 juillet en assemblée plénière (2), a admis le droit de la caisse au remboursement du capital décès.

Cet arrêt intervient après un arrêt de la chambre criminelle (3) qui s'était prononcée en sens contraire le 7 juin 1951, en déclarant que « le versement du capital décès incombe à la caisse par l'effet d'un statut légal particulier et ne peut être considéré comme la conséquence directe de l'infraction ».

L'assemblée plénière civile a estimé au contraire que c'est bien l'accident qui fait naître l'obligation pour la caisse de verser l'allocation du capital décès et que le versement de ce capital constitue bien une dépense pour la caisse comme toutes les prestations dues par celles-ci et sans qu'il puisse être établi de distinction entre ces diverses prestations toutes étant financées de la même manière.

On a fait remarquer que les arrêts de l'assemblée plénière civile ne s'imposent pas à la chambre criminelle et n'ont pas la portée des arrêts rendus toutes chambres réunies. L'arrêt du 16 juillet 1952 fixe tout au moins la jurisprudence des chambres civiles.

Dans le cas d'accident du travail, la cour de cassation (chambre civile, section sociale) a, au contraire, décidé, par un arrêt (4) du 8 mai 1952, que la caisse primaire de sécurité sociale n'a pas droit au remboursement du capital décès.

(1) Conseil d'Etat (sect. soc.), 24 octobre 1952. — Caisse primaire de sécurité sociale de Grenoble. Bulletin de jurisprudence. — Ministère du travail et de la sécurité sociale, octobre-novembre 1952, n° 25.

(2) Cour de cassation (assemblée plénière civile), 16 juillet 1952. Veuve Lemaire contre caisse régionale d'assurance vieillesse de la sécurité sociale de Paris, *Gazette du Palais*, 18-19 septembre 1952.

(3) Cour de cassation (chambre criminelle, 7 juin 1951). — Caisse primaire de sécurité sociale de Nancy contre Pernot. — D. 1951, 493.

(4) Cour de cassation (chambre civile), 8 mai 1952. — Caisse primaire de sécurité sociale contre dame Lehalle. — *Gazette du Palais*, 22 juillet 1952.

Les raisons de cette divergence s'expliquent par les termes de la loi.

En effet, l'article 95 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui prévoit la subrogation de la caisse de sécurité sociale aux ayants droit de la victime dans leur action contre le tiers responsable, exclut expressément le cas des accidents du travail.

D'autre part, l'article 68 de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail ne prévoit de recours contre le tiers responsable que pour le remboursement des indemnités dues en vertu de « la présente loi ».

C'est donc aux termes mêmes de la loi qu'il faut imputer l'anomalie qui résulte de l'opposition entre les solutions apportées par la cour de cassation à un problème dont le fonds est le même dans les deux cas.

**L'assurance accidents du travail** a donné lieu comme par le passé à une jurisprudence abondante, en particulier dans l'interprétation de la notion d'accident du trajet.

Avant la loi du 30 octobre 1946, les accidents du trajet n'étaient pas assimilés aux accidents du travail. Cependant la jurisprudence de la cour de cassation avait apporté de nombreux tempéraments à cette exclusion.

En effet, dans toutes les circonstances où l'on pouvait considérer que la victime était restée pendant le trajet sous la dépendance de son employeur, elle considérait l'accident comme étant un accident du travail.

Il en était ainsi, par exemple, dans le cas d'un travailleur envoyé en mission ou empruntant un moyen de transport organisé par l'employeur. La cour de cassation avait donc déjà ouvert la voie à l'extension réalisée en 1946. Elle est intervenue depuis pour délimiter cette extension.

La loi pose d'ailleurs elle-même des limites puisqu'elle n'admet comme accident du travail l'accident du trajet que « dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel ou indépendant de leur emploi ».

La cour de cassation a donné de ces dispositions une interprétation assez stricte, adoptant d'une manière générale une attitude plus restrictive que celle des commissions contentieuses de la sécurité sociale qui parfois prêtaient à la notion d'accident du trajet une trop large extension.

En même temps, elle assure la continuité de sa jurisprudence en conservant pour reconnaître l'accident du trajet le caractère d'accident du travail le même critère que celui qu'elle avait déjà adopté sous l'empire de l'ancienne législation.

Ainsi, l'innovation de la loi de 1946 n'est pas l'adoption d'un principe nouveau, mais seulement une extension plus grande accordée à la notion du lien de dépendance que l'on considère comme rattachant encore la victime à son employeur sur le trajet de sa résidence au lieu du travail et inversement.

Tant que ce lien subsiste l'accident doit être réputé accident du travail.

Ainsi, une interruption purement occasionnelle, ayant sa cause même dans l'accomplissement du trajet normal, ne doit pas être considérée comme dictée par l'intérêt personnel, dès lors qu'il était établi « qu'à aucun moment la victime n'avait entendu reprendre sa complète liberté en se dégageant du lien de dépendance qui, à partir de sa résidence, l'unissait à l'employeur » (1).

Par contre, la victime, qui était dans la rue pour un motif indépendant des nécessités de son emploi, et il en est ainsi, en particulier, lorsque la durée normale du trajet est dépassée (2), est considérée comme ayant repris son indépendance.

L'accident ne constitue un accident du trajet « qu'autant que le parcours effectué se trouve en rapport direct et immédiat avec le travail ».

Il n'est donc pas surprenant que la cour de cassation ait écarté du bénéfice de la loi un accident lorsque le trajet a été interrompu pour se rendre dans un café (3) ou encore pour faire des achats (4).

Encore fait-elle ici des distinctions: si l'arrêt au café dure peu et est motivé par la longueur du trajet, la fatigue d'une montée à bicyclette, la cour de cassation estime alors « qu'il n'y a eu là qu'un incident de trajet qu'expliquent suffisamment la longueur et la difficulté du chemin déjà accompli et restant à accomplir » (5).

Elle a également reconnu le caractère d'accident du travail à l'accident survenu à un salarié empruntant son trajet de retour normal, bien qu'il se soit arrêté pour faire des achats, parce que l'arrêt n'ayant duré que quelques minutes « il n'y avait pas lieu de faire état du caractère minime de ce retard sur la durée totale d'un trajet qui absorbait deux heures » (6).

---

(1) Cassation, chambre civile, section sociale, 18 octobre 1951, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 17.

(2) Cassation, chambre civile, section sociale, 22 février 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 26.

(3) Cassation, chambre civile, section sociale, 24 janvier 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 20.

(4) Cassation, chambre civile, section sociale, 24 janvier 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 21.

(5) Cassation, chambre civile, section sociale, 5 décembre 1952, caisse régionale de sécurité sociale de Montpellier contre Brunel, *Gazette du Palais*, 1953, 1240.

(6) Cassation, chambre civile, section sociale, 20 juin 1952, caisse primaire centrale de sécurité sociale contre Harsant. *Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation*, juin 1952, n° 541.

DEUXIÈME PARTIE

# BILAN FINANCIER DE L'ANNEE 1952

## (Régime général des professions non agricoles.)

Pour dresser un bilan de la sécurité sociale, il est nécessaire d'examiner successivement les résultats financiers des trois législations: assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales. En effet, le champ d'application de ces législations ne coïncide pas exactement, et chacune d'elles comporte un financement différent.

Par ailleurs, les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale sont très souvent communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, dans certains cas même aux trois législations. Par suite, elles doivent faire l'objet d'un chapitre distinct.

Enfin, il convient d'indiquer le patrimoine des organismes de sécurité sociale en fin d'exercice et de compléter les résultats relatifs à l'ensemble des caisses par des renseignements statistiques régionaux.

Le présent compte rendu peut donc se diviser en six chapitres intitulés:

I. — Assurances sociales.
II. — Accidents du travail.
III. — Prestations familiales.
IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical.
V. — Patrimoine des organismes.
VI. — Principaux résultats par région de sécurité sociale.

## I. — ASSURANCES SOCIALES

Le régime général des assurances sociales couvre les risques maladie, longue maladie, invalidité, vieillesse et décès, ainsi que les charges de la maternité. Il s'étend à tous les travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles.

Une fraction importante des travailleurs salariés relève de régimes spéciaux comportant une autonomie financière et des règles de fonctionnement propres. C'est le cas du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, des ouvriers mineurs, des inscrits maritimes, des agents des chemins de fer secondaires, des clercs de notaire, du personnel de la Banque de France, du Crédit foncier, de la Banque d'Algérie, des théâtres nationaux.

Les agents d'Electricité et de Gaz de France, les fonctionnaires titulaires et les ouvriers de l'Etat, sont affiliés au régime général seulement pour les prestations en nature des assurances maladie, longue maladie et maternité. Ils bénéficient, par ailleurs, de régimes spéciaux pour la vieillesse et des diverses prestations en espèces.

Le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie, longue maladie, maternité a été étendu également:

1° Aux étudiants, par la loi du 23 septembre 1948, à compter du 1er janvier 1949;

2° Aux militaires de carrière, en activité ou retraités, par la loi du 12 avril 1949, à compter du 1er juin 1949;

3° Aux grands invalides de guerre, veuves de guerre, veuves des grands invalides de guerre et orphelins de guerre, par la loi du 29 juillet 1950, à compter du 1er novembre 1950.

Le service des prestations du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par les caisses du régime général, mais ces prestations donnent lieu à une comptabilité distincte. Le recouvrement des cotisations et le service des prestations du régime des militaires ont été confiés à une caisse militaire de sécurité sociale jouissant de l'autonomie financière.

Le nombre des assurés cotisant aux caisses du régime général pour le service des prestations ci-dessus indiquées peut être évalué comme suit pour l'année 1952:

| | |
|---|---|
| Régime général proprement dit | 8.300.000 |
| Régimes divers y rattachés (agents d'Electricité et de Gaz de France, agents des collectivités locales, autres assurés partiels, assurés volontaires) | 300.000 |
| **Total** | 8.700.000 |
| **Régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat** | 760.000 |
| **Régime des étudiants** | 90.000 |
| Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre (estimation provisoire) | 120.000 |
| Total général | 9.670.000 |

Il est précisé que ces nombres ne comprennent pas les assurés retraités, cotisant ou non, bénéficiaires des prestations de l'assurance maladie.

Les résultats relevés dans ce compte rendu ne concernent que le régime général des professions non agricoles, les salariés qui lui sont rattachés pour une partie des risques, les assurés volontaires, les fonctionnaires civils, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre

Les raisons de cette divergence s'expliquent par les termes de la loi.

En effet, l'article 95 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui prévoit la subrogation de la caisse de sécurité sociale aux ayants droit de la victime dans leur action contre le tiers responsable, exclut expressément le cas des accidents du travail.

D'autre part, l'article 68 de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail ne prévoit de recours contre le tiers responsable que pour le remboursement des indemnités dues en vertu de « la présente loi ».

C'est donc aux termes mêmes de la loi qu'il faut imputer l'anomalie qui résulte de l'opposition entre les solutions apportées par la cour de cassation à un problème dont le fonds est le même dans les deux cas.

**L'assurance accidents du travail** a donné lieu comme par le passé à une jurisprudence abondante, en particulier dans l'interprétation de la notion d'accident du trajet.

Avant la loi du 30 octobre 1946, les accidents du trajet n'étaient pas assimilés aux accidents du travail. Cependant la jurisprudence de la cour de cassation avait apporté de nombreux tempéraments à cette exclusion.

En effet, dans toutes les circonstances où l'on pouvait considérer que la victime était restée pendant le trajet sous la dépendance de son employeur, elle considérait l'accident comme étant un accident du travail.

Il en était ainsi, par exemple, dans le cas d'un travailleur envoyé en mission ou empruntant un moyen de transport organisé par l'employeur. La cour de cassation avait donc déjà ouvert la voie à l'extension réalisée en 1946. Elle est intervenue depuis pour délimiter cette extension.

La loi pose d'ailleurs elle-même des limites puisqu'elle n'admet comme accident du travail l'accident du trajet que « dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel ou indépendant de leur emploi ».

La cour de cassation a donné de ces dispositions une interprétation assez stricte, adoptant d'une manière générale une attitude plus restrictive que celle des commissions contentieuses de la sécurité sociale qui parfois prêtaient à la notion d'accident du trajet une trop large extension.

En même temps, elle assure la continuité de sa jurisprudence en conservant pour reconnaître l'accident du trajet le caractère d'accident du travail le même critère que celui qu'elle avait déjà adopté sous l'empire de l'ancienne législation.

Ainsi, l'innovation de la loi de 1946 n'est pas l'adoption d'un principe nouveau, mais seulement une extension plus grande accordée à la notion du lien de dépendance que l'on considère comme rattachant encore la victime à son employeur sur le trajet de sa résidence au lieu du travail et inversement.

Tant que ce lien subsiste l'accident doit être réputé accident du travail.

Ainsi, une interruption purement occasionnelle, ayant sa cause même dans l'accomplissement du trajet normal, ne doit pas être considérée comme dictée par l'intérêt personnel, dès lors qu'il était établi « qu'à aucun moment la victime n'avait entendu reprendre sa complète liberté en se dégageant du lien de dépendance qui, à partir de sa résidence, l'unissait à l'employeur » (1).

Par contre, la victime, qui était dans la rue pour un motif indépendant des nécessités de son emploi, et il en est ainsi, en particulier, lorsque la durée normale du trajet est dépassée (2), est considérée comme ayant repris son indépendance.

L'accident ne constitue un accident du trajet « qu'autant que le parcours effectué se trouve en rapport direct et immédiat avec le travail ».

Il n'est donc pas surprenant que la cour de cassation ait écarté du bénéfice de la loi un accident lorsque le trajet a été interrompu pour se rendre dans un café (3) ou encore pour faire des achats (4).

Encore fait-elle ici des distinctions: si l'arrêt au café dure peu et est motivé par la longueur du trajet, la fatigue d'une montée à bicyclette, la cour de cassation estime alors « qu'il n'y a eu là qu'un incident de trajet qu'expliquent suffisamment la longueur et la difficulté du chemin déjà accompli et restant à accomplir » (5).

Elle a également reconnu le caractère d'accident du travail à l'accident survenu à un salarié empruntant son trajet de retour normal, bien qu'il se soit arrêté pour faire des achats, parce que l'arrêt n'ayant duré que quelques minutes « il n'y avait pas lieu de faire état du caractère minime de ce retard sur la durée totale d'un trajet qui absorbait deux heures » (6).

---

(1) Cassation, chambre civile, section sociale, 18 octobre 1951, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 17.

(2) Cassation, chambre civile, section sociale, 22 février 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 26.

(3) Cassation, chambre civile, section sociale, 24 janvier 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 20.

(4) Cassation, chambre civile, section sociale, 24 janvier 1952, *Bulletin de jurisprudence du ministère du travail et de la sécurité sociale*, août-septembre 1952, n° 24, p. 21.

(5) Cassation, chambre civile, section sociale, 5 décembre 1952, caisse régionale de sécurité sociale de Montpellier contre Brunel, *Gazette du Palais*, 1953, 1240.

(6) Cassation, chambre civile, section sociale, 20 juin 1952, caisse primaire centrale de sécurité sociale contre Harsant. *Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation*, juin 1952, n° 541.

DEUXIÈME PARTIE

# BILAN FINANCIER DE L'ANNEE 1952

**(Régime général des professions non agricoles.)**

Pour dresser un bilan de la sécurité sociale, il est nécessaire d'examiner successivement les résultats financiers des trois législations: assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales. En effet, le champ d'application de ces législations ne coïncide pas exactement, et chacune d'elles comporte un financement différent.

Par ailleurs, les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale sont très souvent communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, dans certains cas même aux trois législations. Par suite, elles doivent faire l'objet d'un chapitre distinct.

Enfin, il convient d'indiquer le patrimoine des organismes de sécurité sociale en fin d'exercice et de compléter les résultats relatifs à l'ensemble des caisses par des renseignements statistiques régionaux.

Le présent compte rendu peut donc se diviser en six chapitres intitulés:

I. — Assurances sociales.
II. — Accidents du travail.
III. — Prestations familiales.
IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical.
V. — Patrimoine des organismes.
VI. — Principaux résultats par région de sécurité sociale.

## I. — ASSURANCES SOCIALES

Le régime général des assurances sociales couvre les risques maladie, longue maladie, invalidité, vieillesse et décès, ainsi que les charges de la maternité. Il s'étend à tous les travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles.

Une fraction importante des travailleurs salariés relève de régimes spéciaux comportant une autonomie financière et des règles de fonctionnement propres. C'est le cas du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, des ouvriers mineurs, des inscrits maritimes, des agents des chemins de fer secondaires, des clercs de notaire, du personnel de la Banque de France, du Crédit foncier, de la Banque d'Algérie, des théâtres nationaux.

Les agents d'Electricité et de Gaz de France, les fonctionnaires titulaires et les ouvriers de l'Etat, sont affiliés au régime général seulement pour les prestations en nature des assurances maladie, longue maladie et maternité. Ils bénéficient, par ailleurs, de régimes spéciaux pour la vieillesse et des diverses prestations en espèces.

Le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie, longue maladie, maternité a été étendu également:

1° Aux étudiants, par la loi du 23 septembre 1948, à compter du 1er janvier 1949;

2° Aux militaires de carrière, en activité ou retraités, par la loi du 12 avril 1949, à compter du 1er juin 1949;

3° Aux grands invalides de guerre, veuves de guerre, veuves des grands invalides de guerre et orphelins de guerre, par la loi du 29 juillet 1950, à compter du 1er novembre 1950.

Le service des prestations du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par les caisses du régime général, mais ces prestations donnent lieu à une comptabilité distincte. Le recouvrement des cotisations et le service des prestations du régime des militaires ont été confiés à une caisse militaire de sécurité sociale jouissant de l'autonomie financière.

Le nombre des assurés cotisant aux caisses du régime général pour le service des prestations ci-dessus indiquées peut être évalué comme suit pour l'année 1952:

| | |
|---|---|
| Régime général proprement dit | 8.300.000 |
| Régimes divers y rattachés (agents d'Electricité et de Gaz de France, agents des collectivités locales, autres assurés partiels, assurés volontaires) | 300.000 |
| **Total** | 8.600.000 |
| **Régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat** | 700.000 |
| **Régime des étudiants** | 90.000 |
| **Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre (estimation provisoire)** | 120.000 |
| Total général | 9.670.000 |

Il est précisé que ces nombres ne comprennent pas les assurés retraités, cotisant ou non, bénéficiaires des prestations de l'assurance maladie.

Les résultats relevés dans ce compte rendu ne concernent que le régime général des professions non agricoles, les salariés qui lui sont rattachés pour une partie des risques, les assurés volontaires, les fonctionnaires civils, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre

### A. — RECETTES

Le montant des cotisations encaissées au cours de l'année 1952 au titre des assurances sociales est indiqué ci-après (en millions de francs). Les chiffres donnés tiennent compte des cotisations identifiées postérieurement à l'encaissement, des annulations et des remboursements.

| | RÉGIME général. | RÉGIMES divers. | RÉGIME des fonctionnaires. | RÉGIME des étudiants. |
|---|---|---|---|---|
| Janvier 1952 | 33.147 | 485 | 1.261 | 18,2 |
| Février | 28.586 | 402 | 625 | 10,7 |
| Mars | 26.927 | 416 | 541 | 15,7 |
| 1er trimestre 1952 | 88.660 | 1.303 | 2.427 | 44,6 |
| Avril | 31.056 | 504 | 1.979 | 0,4 |
| Mai | 29.454 | 453 | 579 | 1,4 |
| Juin | 28.178 | 441 | 204 | 1 |
| 2e trimestre 1952 | 88.688 | 1.398 | 2.762 | 2,8 |
| Juillet | 33.900 | 578 | 793 | 0,8 |
| Août | 28.457 | 536 | 466 | 1,7 |
| Septembre | 29.492 | 453 | 598 | 0,9 |
| 3e trimestre 1952 | 91.849 | 1.567 | 1.557 | 3,4 |
| Octobre | 35.713 | 563 | 1.137 | 1,1 |
| Novembre | 31.485 | 486 | 494 | 7,2 |
| Décembre | 29.220 | 560 | 3.457 | 13,7 |
| 4e trimestre 1952 | 96.418 | 1.609 | 5.088 | 22 |
| Année 1952 | 365.645 | 5.877 | 11.834 | 72,8 |

Les cotisations du régime général représentent 16 p. 100 des salaires assujettis; 10 p. 100 étant à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge de l'assuré. Ce dernier taux est abaissé à 2 p. 100 pour les travailleurs salariés âgés de plus de soixante-cinq ans.

Pour les salariés des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la cotisation est égale à 17 p. 100, dont 7 p. 100 à la charge de l'assuré et 10 p. 100 à la charge de l'employeur.

Les cotisations versées pour les fonctionnaires en activité étaient égales, du 1er janvier au 30 novembre 1951, à 3,50 p. 100 des traitements assujettis, ce taux étant ramené à 2 p. 100 pour les retraités. Elles ont été portées, par le décret du 19 novembre 1951, respectivement à 5 et 2,50 p. 100, à compter du 1er décembre 1951. Ces cotisations sont supportées moitié par les assujettis et moitié par l'Etat employeur.

En application du décret du 26 janvier 1951, la cotisation de sécurité sociale à la charge des fonctionnaires retraités est précomptée, depuis le 1er janvier 1951, sur les arrérages des pensions servies aux intéressés et le produit de cette cotisation et de la cotisation à la charge de l'Etat est ordonnancé en fin de trimestre par le ministre des finances et des affaires économiques, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

Depuis le 1er janvier 1952, la cotisation des fonctionnaires en activité est également versée directement à la caisse nationale, en application du décret du 16 juin 1952. Un décret du 30 décembre 1952 a étendu ces dispositions aux cotisations des ouvriers de l'Etat, à compter du 1er janvier 1953. Les sommes relevées dans la statistique des encaissements concernent les cotisations versées aux caisses primaires (4.406 millions) et à la caisse nationale (5.895 millions pour les fonctionnaires en activité et 1.533 millions pour les retraités).

Les encaissements des régimes divers comprennent les versements effectués au titre des agents d'Electricité et de Gaz de France (4,50 p. 100 des émoluments assujettis, depuis le 1er juillet 1951) des agents des collectivités locales ne relevant pas d'un régime spécial en matière d'assurance maladie, des autres assurés partiels et des assurés volontaires. Ils comprennent également des reliquats de versements rétroactifs de cotisations d'assurance vieillesse pour les agents des cadres.

Le plafond annuel des salaires soumis à cotisation avait été fixé à 400.000 F par la loi du 26 septembre 1951, à compter du 1er octobre 1951. Il a été relevé à 456.000 F à partir du 1er avril 1952, par la loi du 14 avril 1952.

La cotisation annuelle des étudiants a été fixée à 1.000 F pour les années 1952 et 1953. Par ailleurs, l'Etat a versé à la caisse nationale une contribution au régime des étudiants s'élevant à 682 millions, soit 112 millions au titre de l'exercice 1951 et 570 millions au titre de l'exercice 1952. Le crédit inscrit au budget du ministère de l'éducation nationale s'élève à 686.956.000 F pour l'exercice 1953.

Le financement du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre doit être assuré par une cotisation due par les bénéficiaires et prélevée sur leur pension et par une contribution de l'Etat. La caisse nationale de sécurité sociale n'a rien reçu à ce titre en 1952. Le ministère des finances lui a versé 617 millions en mars-avril 1953, ce qui porte à 667 millions le total des sommes reçues par elle depuis l'institution du régime.

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1000 par jour de retard, s'est élevé en 1952, à 1.056 millions pour l'ensemble des cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail non versées dans les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, a été affecté en totalité, du 1er janvier 1951 au 30 juin 1952, au compte d'action sanitaire et sociale des caisses primaires. Un arrêté du 16 juillet 1952 lui a donné, à compter du 1er juillet 1952, la même affectation que celle des cotisations proprement dites.

### B. — DEPENSES

Parmi les dépenses d'assurances sociales effectuées en 1952 il y a lieu de distinguer:

1° Les prestations légales;
2° L'action sanitaire et sociale et le contrôle médical;
3° La gestion administrative;
4° Les dépenses diverses.

#### 1° Prestations légales

a) *Maladie et longue maladie.*

Les dépenses de l'assurance maladie représentent à la fois le coût des indemnités journalières versées aux travailleurs pendant la durée où ils sont privés de leur salaire par suite de leur incapacité de travail, et le montant du remboursement des frais médicaux et chirurgicaux, des soins dentaires, des frais pharmaceutiques et des dépenses d'hospitalisation entraînés par la maladie, soit de l'assuré lui-même, soit des membres de sa famille.

Le maximum des indemnités journalières qui était de 565 F depuis le 1er octobre 1951 (755 F pour les assurés bénéficiant des indemnités égales aux deux tiers du salaire de base) a été porté à 635 F, à compter du 1er avril 1952 (845 F pour l'indemnité journalière majorée).

Le maximum de l'allocation mensuelle versée en cas de longue maladie qui était de 17.000 F depuis le 1er octobre 1951 (allocation majorée: 22.665 F) a été relevé à 19.000 F à compter du 1er avril 1952 (allocation majorée: 25.335 F).

Le nombre des bénéficiaires de l'assurance longue-maladie est indiqué ci-après, au dernier jour de chaque trimestre. Il concerne l'ensemble des bénéficiaires (assurés et ayants droit) des différents régimes gérés par les caisses du régime général.

| | |
|---|---|
| 31 décembre 1951 | 424.315 |
| 31 mars 1952 | 432.836 |
| 30 juin 1952 | 445.227 |
| 30 septembre 1952 | 455.334 |
| 31 décembre 1952 | 458.280 |

Les caisses primaires de sécurité sociale ont versé, au total, en 1952, 156.363 millions au titre de l'assurance maladie, et 39.449 millions au titre de l'assurance longue-maladie. La ventilation des dépenses, par catégorie de prestations et par mois, est relevée, pour les différents régimes, dans les tableaux A 1 à A 8. Le tableau A 9 récapitule les résultats des tableaux A 1 à A 8 et donne, pour l'année, une ventilation plus détaillée des prestations servies aux fonctionnaires, aux étudiants et aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

Il est précisé que les prestations servies aux bénéficiaires des régimes divers autres que les fonctionnaires, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre, sont comprises dans les dépenses du régime général.

Le nombre d'indemnités journalières servies, en 1952, au titre de l'assurance maladie est indiqué ci-après:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Janvier | 6.809.934 | Juillet | 6.484.557 |
| Février | 7.072.063 | Août | 5.628.426 |
| Mars | 7.494.983 | Septembre | 6.008.551 |
| 1er trimestre | 21.376.980 | 3e trimestre | 18.121.534 |
| Avril | 7.259.773 | Octobre | 6.377.951 |
| Mai | 6.723.985 | Novembre | 5.526.926 |
| Juin | 6.131.161 | Décembre | 6.386.817 |
| | | 4e trimestre | 18.291.694 |
| 2e trimestre | 20.114.919 | Année 1952 | 77.905.127 |

## A 1. — PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL

(En millions de francs.)

| | FRAIS médicaux (1). | FRAIS chirurgicaux. | FRAIS pharmaceutiques (1). | SOINS dentaires. | HOSPITALISATION et A. M. G. (1). | DIVERS | INDEMNITÉS journalières. | TOTAL (2). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année 1951 | 15.576 | 7.126 | 26.049 | 8.661 | 34.378 | 244 | 22.925 | 114.953 |
| Moyenne mensuelle | 1.298 | 594 | 2.170 | 722 | 2.865 | 20 | 1.910 | 9.579 |
| Année 1952: | | | | | | | | |
| Janvier | 1.486 | 625 | 2.736 | 802 | 2.808 | 22 | 2.304 | 10.783 |
| Février | 1.516 | 661 | 2.868 | 850 | 3.075 | 30 | 2.427 | 11.427 |
| Mars | 1.625 | 706 | 3.143 | 930 | 3.648 | 11 | 2.603 | 12.666 |
| 1er trimestre | 4.627 | 1.992 | 8.747 | 2.582 | 9.531 | 63 | 7.334 | 34.876 |
| Avril | 1.630 | 736 | 3.120 | 952 | 3.264 | 17 | 2.541 | 12.197 |
| Mai | 1.558 | 778 | 3.001 | 948 | 3.466 | 13 | 2.341 | 12.105 |
| Juin | 1.472 | 760 | 2.794 | 946 | 3.847 | 16 | 2.466 | 12.001 |
| 2e trimestre | 4.660 | 2.274 | 8.915 | 2.846 | 10.514 | 46 | 7.048 | 36.303 |
| Juillet | 1.542 | 779 | 2.867 | 1.076 | 3.951 | 17 | 2.290 | 12.522 |
| Août | 1.278 | 580 | 2.273 | 714 | 3.155 | 19 | 1.585 | 10.034 |
| Septembre | 1.286 | 645 | 2.447 | 676 | 3.939 | 16 | 2.141 | 11.150 |
| 3e trimestre | 4.106 | 2.004 | 7.587 | 2.466 | 11.045 | 52 | 6.416 | 33.706 |
| Octobre | 1.510 | 854 | 2.872 | 894 | 4.315 | 51 | 2.305 | 12.781 |
| Novembre | 1.329 | 688 | 2.540 | 786 | 4.309 | 57 | 2.018 | 11.717 |
| Décembre | 1.546 | 786 | 2.957 | 976 | 4.228 | 40 | 2.371 | 12.874 |
| 4e trimestre | 4.385 | 2.328 | 8.349 | 2.666 | 12.852 | 98 | 6.694 | 37.372 |
| Année 1952 | 17.778 | 8.598 | 33.598 | 10.590 | 43.942 | 259 | 27.492 | 142.257 |
| Moyenne mensuelle | 1.481 | 717 | 2.800 | 882 | 3.662 | 22 | 2.291 | 11.855 |

(1) Voir au tableau A 2 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 5 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires.

A 2. — **ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION**
(En millions de francs.)

| | FRAIS MÉDICAUX | | | | | FRAIS pharmaceutiques. | | FRAIS D HOSPITALISATION | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consultations. | Visites. | Pratique médicale courante. | Soins d'auxiliaires | Frais de déplacement | Pharmacie. | Lunettes et orthopédie. | Hospitalisation. | Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics. | Cures thermales. | Remboursements à l'A. M. G. non ventilés. | Rééducation professionnelle des invalides |
| Année 1951... | 5.925 | 4.758 | 2.076 | 1.751 | 1.060 | 23.954 | 2.095 | 30.573 | 2.343 | 808 | 564 | 1 |
| Moyenne mensuelle ..... | 494 | 397 | 173 | 146 | 88 | 1.996 | 174 | 2.548 | 195 | 75 | 47 | 0 |
| Année 1952: | | | | | | | | | | | | |
| Janvier ..... | 517 | 491 | 216 | 170 | 92 | 2.548 | 188 | 2.572 | 188 | 12 | 32 | 4 |
| Février ..... | 531 | 507 | 202 | 176 | 100 | 2.674 | 194 | 2.747 | 242 | 3 | 77 | 5 |
| Mars ..... | 582 | 522 | 223 | 193 | 105 | 2.932 | 214 | 3.391 | 240 | 7 | 56 | 5 |
| 1er trimestre.... | 1.630 | 1.520 | 641 | 539 | 297 | 8.154 | 596 | 6.650 | 680 | 22 | 165 | 14 |
| Avril ..... | 580 | 498 | 244 | 194 | 105 | 2.912 | 208 | 2.923 | 214 | 5 | 56 | 3 |
| Mai ..... | 582 | 446 | 232 | 197 | 101 | 2.795 | 206 | 3.147 | 234 | 25 | 56 | 4 |
| Juin ..... | 560 | 402 | 235 | 181 | 94 | 2.595 | 199 | 3.379 | 248 | 146 | 69 | 5 |
| 2e trimestre..... | 1.731 | 1.346 | 711 | 572 | 300 | 8.302 | 613 | 9.449 | 696 | 176 | 181 | 12 |
| Juillet ..... | 572 | 402 | 274 | 191 | 103 | 2.663 | 204 | 3.386 | 262 | 247 | 50 | 7 |
| Août ..... | 524 | 324 | 192 | 143 | 95 | 2.112 | 161 | 2.696 | 192 | 225 | 40 | 2 |
| Septembre..... | 495 | 347 | 198 | 141 | 105 | 2.364 | 183 | 3.363 | 281 | 254 | 57 | 7 |
| 3e trimestre..... | 1.591 | 1.073 | 664 | 475 | 303 | 7.039 | 548 | 9.445 | 735 | 698 | 156 | 16 |
| Octobre ..... | 611 | 397 | 221 | 179 | 102 | 2.633 | 229 | 3.894 | 258 | 87 | 70 | 6 |
| Novembre ..... | 498 | 368 | 221 | 160 | 82 | 2.336 | 194 | 3.911 | 281 | 42 | 64 | 8 |
| Décembre ..... | 552 | 476 | 234 | 188 | 96 | 2.745 | 212 | 3.834 | 267 | 40 | 82 | 5 |
| 4e trimestre..... | 1.661 | 1.241 | 676 | 527 | 280 | 7.724 | 645 | 11.639 | 809 | 169 | 216 | 19 |
| Année 1952.... | 6.613 | 5.180 | 2.692 | 2.113 | 1.180 | 31.199 | 2.309 | 39.183 | 2.920 | 1.060 | 748 | 61 |
| Moyenne mensuelle ..... | 551 | 432 | 224 | 176 | 98 | 2.600 | 200 | 3.265 | 243 | 88 | 60 | 5 |

## A 3. — PRESTATIONS DE L'ASSURANCE LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL

(En millions de francs.)

| | FRAIS médicaux (1). | FRAIS chirurgicaux. | FRAIS pharmaceutiques (1). | SOINS dentaires. | HOSPITALISATION et A. M. G. (1). | ALLOCATIONS mensuelles. | TOTAL (2) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année 1951 | 1.388 | 1.005 | 2.443 | 16 | 14.218 | 6.540 | (3) 27.610<br>(4) 27.621 |
| Moyenne mensuelle | 116 | 84 | 204 | 1 | 1.185 | 711 | (3) 2.300<br>(4) 2.302 |
| Année 1952: | | | | | | | |
| Janvier | 136 | 97 | 257 | 1 | 1.319 | 891 | 2.701 |
| Février | 136 | 97 | 260 | 2 | 1.717 | 878 | 3.090 |
| Mars | 152 | 101 | 277 | 2 | 1.609 | 911 | 3.052 |
| 1er trimestre | 424 | 295 | 794 | 5 | 4.645 | 2.680 | 8.843 |
| Avril | 150 | 104 | 285 | 2 | 1.445 | 924 | 2.910 |
| Mai | 145 | 101 | 274 | 2 | 1.804 | 913 | 3.239 |
| Juin | 138 | 97 | 257 | 2 | 1.744 | 869 | 3.107 |
| 2e trimestre | 433 | 302 | 816 | 6 | 4.993 | 2.705 | 9.256 |
| Juillet | 148 | 101 | 268 | 2 | 1.693 | 945 | 3.157 |
| Août | 119 | 83 | 226 | 1 | 1.398 | 896 | 2.723 |
| Septembre | 131 | 94 | 255 | 2 | 1.656 | 1.024 | 3.162 |
| 3e trimestre | 398 | 278 | 749 | 5 | 4.747 | 2.865 | 9.042 |
| Octobre | 150 | 114 | 295 | 2 | 1.831 | 1.086 | 3.478 |
| Novembre | 137 | 101 | 262 | 2 | 1.859 | 924 | 3.285 |
| Décembre | 159 | 121 | 298 | 2 | 1.962 | 1.095 | 3.637 |
| 4e trimestre | 446 | 336 | 855 | 6 | 5.652 | 3.105 | 10.400 |
| Année 1952 | 1.701 | 1.211 | 3.214 | 22 | 20.037 | 11.356 | 37.541 |
| Moyenne mensuelle | 141 | 101 | 268 | 2 | 1.670 | 946 | 3.128 |

(1) Voir au tableau A 4 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 5 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires.
(3) Non compris les dépenses diverses.
(4) Y compris les dépenses diverses.

A 4. — **ASSURANCE LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION**

(En millions de francs.)

| | FRAIS MEDICAUX | | | | | FRAIS pharmaceutiques. | | FRAIS D'HOSPITALISATION | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consultations. | Visites. | Pratique médicale courante. | Soins d'auxiliaires | Frais de déplacement | Pharmacie. | Lunettes et orthopédie. | Hospitalisation. | Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics. | Cures thermales. | Remboursements à l'A. M. G. non ventilés. | Rééducation professionnelle |
| Année 1951... | 437 | 241 | 292 | 263 | 156 | 2.350 | 93 | 13.499 | 362 | 205 | 152 | 6 |
| Moyenne mensuelle ..... | 37 | 20 | 24 | 22 | 13 | 196 | 8 | 1.125 | 30 | 17 | 13 | |
| Année 1952: | | | | | | | | | | | | |
| Janvier ..... | 42 | 24 | 30 | 28 | 12 | 248 | 9 | 1.275 | 30 | 3 | 6 | 5 |
| Février ... ..... | 40 | 24 | 28 | 29 | 15 | 251 | 9 | 1.650 | 49 | 1 | 12 | 5 |
| Mars ..... | 44 | 25 | 35 | 32 | 16 | 268 | 9 | 1.545 | 48 | 2 | 8 | 6 |
| 1er trimestre.... | 126 | 73 | 93 | 89 | 43 | 767 | 27 | 4.470 | 127 | 6 | 26 | 16 |
| Avril ..... | 44 | 25 | 33 | 31 | 17 | 275 | 10 | 1.391 | 38 | 2 | 9 | 5 |
| Mai ..... | 44 | 24 | 31 | 30 | 16 | 264 | 10 | 1.727 | 51 | 8 | 12 | 6 |
| Juin ..... | 42 | 21 | 30 | 29 | 16 | 248 | 9 | 1.636 | 42 | 48 | 12 | 6 |
| 2e trimestre..... | 130 | 70 | 94 | 90 | 49 | 787 | 29 | 4.754 | 131 | 58 | 33 | 17 |
| Juillet ..... | 44 | 23 | 34 | 30 | 17 | 257 | 11 | 1.577 | 44 | 52 | 15 | 5 |
| Août ..... | 38 | 19 | 25 | 23 | 14 | 219 | 7 | 1.306 | 32 | 47 | 11 | 2 |
| Septembre..... | 41 | 21 | 28 | 24 | 17 | 245 | 10 | 1.555 | 43 | 46 | 8 | 4 |
| 3e trimestre..... | 123 | 63 | 87 | 77 | 48 | 721 | 28 | 4.438 | 119 | 145 | 34 | 11 |
| Octobre ..... | 49 | 24 | 30 | 29 | 18 | 284 | 10 | 1.750 | 44 | 18 | 13 | 6 |
| Novembre ..... | 42 | 22 | 31 | 27 | 15 | 252 | 10 | 1.791 | 47 | 7 | 7 | 7 |
| Décembre ..... | 49 | 26 | 34 | 33 | 17 | 288 | 11 | 1.885 | 50 | 10 | 11 | 6 |
| 4e trimestre..... | 140 | 72 | 95 | 89 | 50 | 824 | 31 | 5.426 | 141 | 35 | 31 | 19 |
| Année 1952.... | 519 | 278 | 369 | 345 | 190 | 3.099 | 115 | 19.088 | 518 | 244 | 124 | 63 |
| Moyenne mensuelle ..... | 43 | 23 | 31 | 28 | 16 | 258 | 10 | 1.591 | 44 | 20 | 10 | 5 |

**A 5. — REPARTITION, PAR CATEGORIES DE BENEFICIAIRES, DES PRESTATIONS EN NATURE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

| | ASSURANCE MALADIE | | | | | | | ASSURANCE LONGUE MALADIE | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Assurés. | Conjoints. | Enfants. | Autres membres de la famille. | Invalides. | Pensionnés. | Total. | Assurés. | Conjoints. | Enfants. | Autres membres de la famille. | Total. |
| Année 1951 | 47.711 | 14.336 | 19.759 | 59 | 7.094 | 3.159 | 92.038 | 13.286 | 1.789 | 4.000 | 6 | 19.081 |
| Moyenne mensuelle | 3.976 | 1.194 | 1.647 | 5 | 584 | 263 | 7.669 | 1.108 | 149 | 333 | 1 | 1.590 |
| Année 1952: | | | | | | | | | | | | |
| Janvier | 4.461 | 1.283 | 1.898 | 5 | 819 | 313 | 8.779 | 1.259 | 173 | 377 | 1 | 1.810 |
| Février | 4.429 | 1.355 | 1.966 | 5 | 898 | 357 | 9.009 | 1.522 | 211 | 478 | 1 | 2.212 |
| Mars | 5.095 | 1.519 | 2.142 | 4 | 902 | 401 | 10.063 | 1.495 | 203 | 442 | 1 | 2.141 |
| 1er trimestre | 13.685 | 4.157 | 6.006 | 14 | 2.619 | 1.071 | 27.542 | 4.276 | 587 | 1.297 | 3 | 6.163 |
| Avril | 4.904 | 1.547 | 2.050 | 5 | 775 | 405 | 9.656 | 1.339 | 192 | 454 | 1 | 1.986 |
| Mai | 4.910 | 1.535 | 2.031 | 6 | 880 | 402 | 9.764 | 1.635 | 214 | 476 | 1 | 2.326 |
| Juin | 4.873 | 1.547 | 2.086 | 5 | 957 | 397 | 9.865 | 1.538 | 212 | 487 | 1 | 2.239 |
| 2e trimestre | 14.687 | 4.569 | 6.167 | 16 | 2.612 | 1.204 | 29.255 | 4.512 | 618 | 1.417 | 3 | 6.550 |
| Juillet | 5.230 | 1.595 | 2.133 | 6 | 875 | 392 | 10.231 | 1.527 | 235 | 449 | 1 | 2.212 |
| Août | 4.086 | 1.243 | 1.649 | 4 | 723 | 345 | 8.050 | 1.259 | 183 | 384 | 1 | 1.827 |
| Septembre | 4.388 | 1.343 | 2.065 | 5 | 827 | 381 | 9.009 | 1.472 | 205 | 460 | 1 | 2.138 |
| 3e trimestre | 13.704 | 4.181 | 5.847 | 15 | 2.425 | 1.118 | 27.290 | 4.258 | 623 | 1.293 | 3 | 6.177 |
| Octobre | 5.204 | 1.555 | 2.288 | 5 | 919 | 475 | 10.476 | 1.673 | 219 | 499 | 1 | 2.392 |
| Novembre | 4.830 | 1.411 | 2.073 | 6 | 958 | 421 | 9.699 | 1.625 | 215 | 520 | 1 | 2.364 |
| Décembre | 5.134 | 1.594 | 2.250 | 5 | 1.050 | 473 | 10.503 | 1.710 | 244 | 587 | 1 | 2.542 |
| 4e trimestre | 15.168 | 4.557 | 6.641 | 16 | 2.957 | 1.369 | 30.678 | 5.008 | 678 | 1.606 | 3 | 7.295 |
| Année 1952 | 57.244 | 17.464 | 24.632 | 61 | 10.003 | 4.762 | 114.765 | 18.054 | 2.506 | 5.613 | 12 | 26.185 |
| Moyenne mensuelle | 4.770 | 1.455 | 2.053 | 5 | 884 | 397 | 9.564 | 1.504 | 209 | 468 | 1 | 2.182 |

A 6. — **PRESTATIONS DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE DU REGIME DES FONCTIONNAIRES**
(En millions de francs.)

| | ASSURANCE MALADIE | | | | | | | ASSURANCE LONGUE MALADIE | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Frais médicaux. | Frais chirurgicaux. | Frais pharmaceutiques. | Soins dentaires. | Hospitalisation et A. M. G. | Divers. | Total. | Frais médicaux. | Frais chirurgicaux. | Frais pharmaceutiques. | Hospitalisation et A. M. G. | Total. |
| Année 1951 | 1.967 | 1.027 | 3.489 | 1.272 | 2.061 | 11 | 9.827 | 113 | 100 | 208 | 843 | (1) 1.264<br>(2) 1.269 |
| Moyenne mensuelle | 164 | 86 | 290 | 106 | 172 | 1 | 819 | 9 | 8 | 18 | 70 | (1) 105<br>(2) 106 |
| Année 1952: | | | | | | | | | | | | |
| Janvier | 186 | 90 | 359 | 117 | 139 | » | 891 | 11 | 10 | 22 | 71 | 114 |
| Février | 203 | 99 | 401 | 126 | 190 | 1 | 1.020 | 12 | 10 | 22 | 103 | 147 |
| Mars | 217 | 105 | 438 | 131 | 183 | » | 1.074 | 12 | 11 | 24 | 94 | 141 |
| 1er trimestre | 606 | 294 | 1.198 | 374 | 512 | 1 | 2.985 | 35 | 31 | 68 | 268 | 402 |
| Avril | 210 | 109 | 433 | 137 | 170 | 1 | 1.060 | 11 | 11 | 24 | 87 | 133 |
| Mai | 211 | 118 | 428 | 135 | 191 | » | 1.083 | 12 | 11 | 24 | 92 | 139 |
| Juin | 196 | 115 | 404 | 138 | 218 | 1 | 1.072 | 11 | 10 | 23 | 104 | 148 |
| 2e trimestre | 617 | 342 | 1.265 | 410 | 579 | 2 | 3.215 | 34 | 32 | 71 | 283 | 420 |
| Juillet | 192 | 116 | 390 | 117 | 239 | 1 | 1.085 | 11 | 10 | 22 | 102 | 145 |
| Août | 153 | 86 | 301 | 108 | 245 | 1 | 894 | 10 | 9 | 18 | 79 | 116 |
| Septembre | 167 | 100 | 343 | 98 | 302 | 1 | 1.011 | 10 | 9 | 20 | 107 | 146 |
| 3e trimestre | 512 | 302 | 1.034 | 353 | 786 | 3 | 2.990 | 31 | 28 | 60 | 288 | 407 |
| Octobre | 197 | 126 | 411 | 128 | 281 | 1 | 1.144 | 13 | 12 | 25 | 106 | 156 |
| Novembre | 177 | 104 | 370 | 119 | 220 | » | 990 | 11 | 10 | 22 | 103 | 146 |
| Décembre | 201 | 118 | 414 | 139 | 289 | 1 | 1.162 | 12 | 12 | 25 | 109 | 158 |
| 4e trimestre | 575 | 348 | 1.195 | 386 | 790 | 2 | 3.296 | 36 | 34 | 72 | 318 | 460 |
| Année 1952 | 2.310 | 1.286 | 4.692 | 1.523 | 2.667 | 8 | 12.486 | 136 | 125 | 271 | 1.157 | 1.689 |
| Moyenne mensuelle | 193 | 107 | 391 | 127 | 222 | » | 1.040 | 11 | 10 | 23 | 96 | 140 |

(1) Non compris 4 millions de soins dentaires et 1 million de divers.
(2) Y compris 4 millions de soins dentaires.

## A 7. — PRESTATIONS DU REGIME DES ETUDIANTS

(En millions de francs.)

| | ASSURANCE MALADIE | | | | | | ASSURANCE longue maladie. | ASSURANCE maternité. | TOTAL des prestations servies aux étudiants. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Frais médicaux. | Frais chirurgicaux. | Frais pharmaceutiques. | Soins dentaires. | Hospitalisation et A. M. G. | Total. | | | |
| Année 1951 | 43,0 | 38,7 | 85,9 | 58,7 | 84,2 | 310,5 | 165,3 | 23,5 | 499,3 |
| Année 1952: | | | | | | | | | |
| Janvier | 3,5 | 3,0 | 6,9 | 4,4 | 7,8 | 25,6 | 16,3 | 1,6 | 43,5 |
| Février | 4,0 | 3,5 | 8,4 | 5,1 | 6,1 | 27,1 | 11,7 | 2,2 | 41,0 |
| Mars | 4,4 | 3,3 | 8,9 | 5,6 | 7,9 | 30,1 | 15,2 | 2,3 | 47,6 |
| 1er trimestre | 11,9 | 9,8 | 24,2 | 15,1 | 21,8 | 82,8 | 46,2 | 6,1 | 135,1 |
| Avril | 4,2 | 3,7 | 9,6 | 6,2 | 7,4 | 31,1 | 19,2 | 2,7 | 53 |
| Mai | 4,8 | 4,0 | 10,7 | 6,5 | 8,9 | 34,9 | 18,5 | 2,9 | 56,3 |
| Juin | 4,9 | 4,1 | 10,6 | 7,0 | 8,8 | 35,4 | 17,8 | 2,3 | 55,5 |
| 2e trimestre | 13,9 | 11,8 | 30,9 | 19,7 | 25,1 | 101,4 | 55,5 | 7,9 | 164,8 |
| Juillet | 4,9 | 4,0 | 10,1 | 6,7 | 11,3 | 37,0 | 18,5 | 2,9 | 58,4 |
| Août | 2,5 | 2,3 | 5,5 | 3,6 | 8,3 | 22,2 | 15,3 | 1,5 | 39,0 |
| Septembre | 4,5 | 3,5 | 8,3 | 4,2 | 11,7 | 32,2 | 18,6 | 2,9 | 53,7 |
| 3e trimestre | 11,9 | 9,8 | 23,9 | 14,5 | 31,3 | 91,4 | 52,4 | 7,3 | 151,1 |
| Octobre | 4,8 | 5,1 | 10,8 | 6,0 | 14,8 | 41,5 | 21,0 | 3,4 | 65,9 |
| Novembre | 3,9 | 3,8 | 8,8 | 5,7 | 10,9 | 33,1 | 16,5 | 2,6 | 52,2 |
| Décembre | 4,5 | 4,5 | 10,0 | 6,7 | 9,4 | 35,1 | 17,1 | 2,7 | 54,9 |
| 4e trimestre | 13,2 | 13,4 | 29,6 | 18,4 | 35,1 | 109,7 | 54,6 | 8,7 | 173,0 |
| Année 1952 | 50,9 | 44,8 | 108,6 | 67,7 | 113,3 | 385,3 | 208,7 | 30,0 | 624,0 |

A 8. — **PRESTATIONS DU REGIME DES GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE**

(En millions de francs.)

| | ASSURANCE MALADIE | | | | | | ASSURANCE longue maladie. | ASSURANCE maternité. | TOTAL des prestations servies aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Frais médicaux. | Frais chirurgicaux. | Frais pharmaceutiques. | Soins dentaires. | Hospitalisation et A. M. G. | Total. | | | |
| Année 1951 | 74,3 | 41,1 | 133,4 | 42,1 | 49,3 | 343,3 | 0,4 | 2,7 | 346,3 |
| Année 1952: | | | | | | | | | |
| Janvier | 16,9 | 8,4 | 30,5 | 10,7 | 11,5 | 78 | 8 | 1,2 | 79,2 |
| Février | 18,6 | 9,1 | 31,5 | 10,9 | 16,9 | 90 | 0,2 | 1,4 | 91,6 |
| Mars | 20,6 | 9,5 | 38,9 | 11 | 16,6 | 96,6 | 0,3 | 1,2 | 98,1 |
| 1er trimestre | 56,1 | 27 | 103,9 | 32,6 | 45 | 264,6 | 0,5 | 3,8 | 268,9 |
| Avril | 21,4 | 9,7 | 41,7 | 13,9 | 19,4 | 106,1 | 1,6 | 1,3 | 109 |
| Mai | 21,1 | 11,8 | 41,5 | 13,2 | 21,8 | 109,4 | 0,4 | 1,6 | 111,4 |
| Juin | 19,5 | 10,7 | 38,8 | 14 | 21,6 | 104,6 | 0,5 | 1,5 | 106,6 |
| 2e trimestre | 62 | 32,2 | 122 | 41,1 | 62,8 | 320,1 | 2,5 | 4,4 | 327 |
| Juillet | 20,5 | 11,1 | 39,9 | 14,6 | 26,4 | 112,5 | 0,6 | 1,7 | 114,8 |
| Août | 18,2 | 9,1 | 35,6 | 11,1 | 22,3 | 96,3 | 0,6 | 1,6 | 98,5 |
| Septembre | 19 | 9,2 | 37,3 | 10,3 | 21,7 | 100,5 | 0,5 | 1,6 | 102,6 |
| 3e trimestre | 57,7 | 29,4 | 112,8 | 36 | 73,4 | 309,3 | 1,7 | 4,9 | 315,9 |
| Octobre | 23 | 11,1 | 41,2 | 13,6 | 30,3 | 122,2 | 1,5 | 1,5 | 125,2 |
| Novembre | 18,9 | 9,5 | 37 | 10,8 | 27,1 | 103,3 | 2,3 | 1,6 | 107,2 |
| Décembre | 21,5 | 10,9 | 40,2 | 13 | 29,2 | 114,8 | 2,3 | 1,7 | 118,8 |
| 4e trimestre | 63,4 | 31,5 | 121,4 | 37,4 | 86,6 | 340,3 | 6,1 | 4,8 | 351,2 |
| Année 1952 | 239,2 | 120,1 | 459,1 | 147,1 | 267,8 | 1.234,3 | 10,8 | 17,9 | 1.283 |

**A 9. — RECAPITULATION DES PRESTATIONS SERVIES AU TITRE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE**

(En millions de francs.)

| | RÉGIME GÉNÉRAL | | RÉGIME des fonctionnaires. | | RÉGIME des étudiants. | | RÉGIME des grands invalides de guerre. | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Maladie. | Longue maladie. | Maladie. | Longue maladie. | Maladie. | Longue maladie. | Maladie. | Longue maladie. | Maladie. | Longue maladie. |
| ***Prestations en nature.*** | | | | | | | | | | |
| Consultations | 6.613 | 519 | 828 | 37 | 22,2 | 1,2 | 74,0 | 0,2 | 7.537 | 557 |
| Visites | 5.180 | 278 | 756 | 26 | 9,4 | 0,8 | 82,0 | 0,1 | 6.027 | 305 |
| Pratique médicale courante | 2.692 | 369 | 248 | 24 | 10,9 | 2,4 | 23,6 | 0,2 | 2.974 | 396 |
| Soins d'auxiliaires | 2.113 | 315 | 267 | 20 | 4,7 | 0,7 | 25,7 | 0,2 | 2.410 | 376 |
| Frais de déplacement | 1.180 | 190 | 211 | 20 | 3,7 | 4,1 | 33,9 | 0,2 | 1.429 | 211 |
| Frais chirurgicaux | 8.598 | 1.211 | 1.286 | 120 | 41,8 | 9,0 | 120,0 | 0,6 | 10.049 | 1.341 |
| Soins et prothèse dentaires | 10.590 | 22 | 1.523 | 5 | 67,7 | 0,2 | 147,2 | » | 12.328 | 27 |
| Pharmacie | 31.199 | 3.099 | 4.314 | 260 | 98,2 | 9,6 | 414,5 | 1,9 | 36.026 | 3.370 |
| Lunettes et orthopédie | 2.390 | 115 | 378 | 10 | 10,4 | 0,2 | 45,5 | » | 2.833 | 125 |
| Frais d'hospitalisation | 39.183 | 19.088 | 2.199 | 1.097 | 101,6 | 182,5 | 239,5 | 7,2 | 41.723 | 20.375 |
| Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics | 2.920 | 519 | 144 | 21 | 4,9 | 0,7 | 16,0 | 0,2 | 3.085 | 541 |
| Frais de cure thermale | 1.060 | 244 | 316 | 35 | 6,7 | 0,3 | 7,0 | » | 1.390 | 279 |
| Remboursements à l'A. M. G. non ventilés | 718 | 124 | 8 | 3 | 0,1 | » | 4,7 | » | 731 | 127 |
| Rééducation professionnelle | 61 | 62 | » | » | » | » | » | » | 61 | 62 |
| Divers | 259 | » | 8 | 1 | » | » | 0,7 | » | 268 | 1 |
| Total des prestations en nature | 114.765 | 26.185 | 12.486 | 1.689 | 385,3 | 208,7 | 1.234,3 | 10,8 | 128.871 | 28.093 |
| Indemnités journalières (maladie) | 27.492 | » | » | » | » | » | » | | 27.492 | » |
| Allocations mensuelles (longue maladie) | » | 11.356 | » | » | » | » | » | | | 11.356 |
| Total général des prestations | 142.257 | 37.541 | 12.486 | 1.689 | 385,3 | 208,7 | 1.234,3 | 10,8 | 156.363 | 39.449 |
| ***Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.*** | | | | | | | | | | |
| Assurés | 57.213 | 18.054 | 5.391 | 1.072 | 366,3 | 205,9 | 946,8 | 5,3 | 63.747 | 19.337 |
| Conjoints | 17.164 | 2.506 | 2.153 | 241 | 9,6 | 0,8 | 166,1 | 1,5 | 19.793 | 2.752 |
| Enfants | 24.632 | 5.613 | 2.794 | 372 | 9,4 | 2,0 | 121,1 | 4,0 | 27.557 | 5.991 |
| Autres membres de la famille (1) | 61 | 12 | 12 | 1 | » | » | » | » | 73 | 13 |
| Invalides et leurs ayants droit | 10.603 | » | 265 | » | » | » | » | » | 10.868 | » |
| Pensionnés et leurs ayants droit | 4.762 | » | 1.871 | » | » | » | » | » | 6.633 | » |
| Total | 114.765 | 26.185 | 12.486 | 1.689 | 385,3 | 208,7 | 1.234,3 | 10,8 | 128.871 | 28.093 |

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

b) *Maternité.*

Les dépenses de l'assurance maternité comportent:

1° La couverture des frais de soins de toute nature se rapportant à la période de grossesse, à l'accouchement et à ses suites;

2° Le montant d'une indemnité journalière versée à la femme assurée sociale, pendant la période des couches (en principe 14 semaines) et correspondant à la moitié ou aux deux tiers du salaire perçu par l'intéressée. Le maximum de cette indemnité varie dans les mêmes conditions que celui de l'assurance maladie;

3° Des primes d'allaitement et des bons de lait dont les taux n'ont pas varié depuis le 1er octobre 1947.

En 1952, 445.988 naissances ont donné lieu au versement des prestations de l'assurance maternité (régime général: 414.691, régime des fonctionnaires: 29.647, régime des étudiants: 869, régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre: 781). Les prestations ont représenté au total 15.031 millions. Les tableaux B1, B2, B3 donnent la ventilation de ces dépenses pour le régime général et celui des fonctionnaires. Les prestations servies aux étudiants figurent dans le tableau A7 et les prestations aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre dans le tableau A8. On peut récapituler comme suit les dépenses de l'assurance maternité des quatre régimes (en millions de francs).

| | RÉGIME GÉNÉRAL | RÉGIME des fonctionnaires. | RÉGIME des étudiants. | RÉGIME des grands invalides de guerre. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit | 1.037 | 76 | 3,2 | 1,9 | 1.118 |
| Frais pharmaceutiques et d'appareils | 569 | 47 | 2,0 | 1,0 | 619 |
| Frais d'hospitalisation | 4.627 | 308 | 13,4 | 6,1 | 4.954 |
| Frais médicaux d'accouchement | 2.302 | 196 | 7,1 | 5,4 | 2.510 |
| Primes d'allaitement servies aux assurées | 390 | 31 | 1,4 | 0,3 | 424 |
| Primes d'allaitement servies aux conjointes | 885 | 65 | 1,6 | 2,1 | 953 |
| Bons de lait servis aux assurées | 202 | 16 | 0,4 | 0,1 | 219 |
| Bons de lait servis aux conjointes | 370 | 30 | 0,6 | 0,9 | 402 |
| Primes diverses | 108 | 8 | 0,3 | 0,1 | 116 |
| Total des prestations en nature | 10.490 | 777 | 30,0 | 17,9 | 11.315 |
| Indemnités journalières | 3.716 | » | » | » | 3.716 |
| Total général | 14.206 | 777 | 30,0 | 17,9 | 15.031 |

Le nombre d'indemnités journalières servies au titre de l'assurance maternité, le nombre de naissances ayant donné lieu à indemnisation et le nombre de déclarations de grossesse enregistrées par les caisses primaires au cours de l'année 1952 sont indiqués ci-après, en ce qui concerne le régime général (fonctionnaires, étudiants et grands invalides, veuves et orphelins de guerre exclus).

| | NOMBRE d'indemnités journalières. | NOMBRE DE NAISSANCES | | | DÉCLARATIONS DE GROSSESSE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Mères assurées. | Mères non assurées. | Total. | Assurées. | Non assurées. | Total. |
| Année 1951 | 11.625.791 | 145.392 | 252.017 | 397.409 | 154.618 | 290.971 | 445.589 |
| Année 1952: | | | | | | | |
| Janvier | 942.633 | 10.819 | 21.177 | 31.996 | 14.540 | 28.249 | 42.789 |
| Février | 901.782 | 10.366 | 21.589 | 31.955 | 12.991 | 24.893 | 37.884 |
| Mars | 946.523 | 11.965 | 22.507 | 34.472 | 13.068 | 25.943 | 39.011 |
| 1er trimestre | 2.790.938 | 33.150 | 65.273 | 98.423 | 40.599 | 79.085 | 119.684 |
| Avril | 998.999 | 12.488 | 23.256 | 35.744 | 11.812 | 23.236 | 35.048 |
| Mai | 1.018.808 | 12.109 | 23.658 | 35.767 | 12.117 | 24.888 | 37.005 |
| Juin | 951.687 | 12.806 | 23.387 | 36.093 | 11.365 | 22.014 | 33.379 |
| 2e trimestre | 2.969.494 | 37.403 | 70.201 | 107.604 | 35.294 | 70.138 | 105.432 |
| Juillet | 1.007.044 | 12.444 | 22.288 | 34.732 | 12.859 | 24.331 | 37.190 |
| Août | 925.258 | 11.059 | 20.934 | 31.993 | 11.634 | 22.555 | 34.189 |
| Septembre | 1.018.612 | 12.090 | 22.915 | 35.005 | 14.255 | 26.631 | 40.886 |
| 3e trimestre | 2.950.914 | 35.593 | 66.137 | 101.730 | 38.748 | 73.517 | 112.265 |
| Octobre | 1.039.643 | 12.702 | 24.455 | 37.157 | 15.225 | 28.305 | 43.530 |
| Novembre | 837.944 | 11.371 | 21.403 | 32.774 | 12.947 | 23.657 | 36.604 |
| Décembre | 934.837 | 13.002 | 24.001 | 37.003 | 13.804 | 25.540 | 39.344 |
| 4e trimestre | 2.812.391 | 37.075 | 69.859 | 106.934 | 41.976 | 77.502 | 119.478 |
| Année 1952 | 11.523.737 | 143.221 | 271.470 | 414.691 | 156.617 | 300.242 | 456.859 |

**B. 1. — PRESTATIONS DES ASSURANCES MATERNITE ET DECES. — REGIME GENERAL. — TOTAL DES PRESTATIONS DU REGIME GENERAL SERVIES PAR LES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE**

(En millions de francs.)

| | MATERNITÉ | | | | DÉCÈS | TOTAL des prestations du régime général (2). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prestations en nature (1) | Primes d'allaitement et boîtes de lait (1) | Indemnités journalières. | Total. | | |
| **Année 1951** | 6.994 | 1.981 | 3.044 | 12.019 | 2.499 | (3) 157.081<br>(4) 157.092 |
| **Moyenne mensuelle** | 583 | 165 | 254 | 1.002 | 208 | (3) 13.090<br>(4) 13.091 |
| Année 1952: | | | | | | |
| **Janvier** | 577 | 162 | 289 | 1.028 | 253 | 14.765 |
| **Février** | 605 | 153 | 284 | 1.042 | 267 | 15.826 |
| **Mars** | 695 | 158 | 299 | 1.152 | 293 | 17.163 |
| 1er trimestre | 1.877 | 473 | 872 | 3.222 | 813 | 47.754 |
| Avril | 701 | 154 | 319 | 1.177 | 280 | 16.564 |
| Mai | 731 | 163 | 327 | 1.221 | 276 | 16.841 |
| Juin | 754 | 156 | 312 | 1.219 | 246 | 16.573 |
| 2e trimestre | 2.186 | 473 | 958 | 3.617 | 802 | 49.978 |
| Juillet | 734 | 161 | 330 | 1.225 | 263 | 17.167 |
| Août | 631 | 143 | 299 | 1.073 | 242 | 14.072 |
| Septembre | 722 | 182 | 332 | 1.236 | 266 | 15.814 |
| 3e trimestre | 2.087 | 486 | 961 | 3.534 | 771 | 47.053 |
| Octobre | 700 | 195 | 339 | 1.314 | 298 | 17.871 |
| Novembre | 752 | 154 | 278 | 1.184 | 250 | 16.436 |
| Décembre | 854 | 173 | 308 | 1.335 | 287 | 18.430 |
| 4e trimestre | 2.306 | 522 | 925 | 3.833 | 836 | 52.440 |
| **Année 1952** | 8.536 | 1.954 | 3.716 | 14.206 | 3.221 | 197.225 |
| **Moyenne mensuelle** | 711 | 163 | 310 | 1.184 | 268 | 16.435 |

(1) Voir au tableau B 2 la ventilation de ces prestations.
(2) Assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.
(3) Non compris les dépenses diverses.
(4) Y compris les dépenses diverses.

**B 2. — ASSURANCE MATERNITE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES PRESTATIONS EN NATURE**

(En millions de francs.)

| | FRAIS médicaux (1). | FRAIS pharmaceutiques. | HOSPITALISATION | FRAIS d'accouchement. | PRIMES D'ALLAITEMENT | | BONS DE LAIT | | PRIMES diverses. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | aux assurées. | aux conjointes. | aux assurées. | aux conjointes. | | |
| Année 1951 | 823 | 404 | 3.798 | 1.969 | 423 | 942 | 188 | 331 | 97 | 8.975 |
| Moyenne mensuelle | 69 | 34 | 316 | 164 | 35 | 78 | 16 | 28 | 8 | 748 |
| Année 1952: | | | | | | | | | | |
| Janvier | 72 | 39 | 291 | 175 | 33 | 74 | 17 | 29 | 9 | 739 |
| Février | 87 | 46 | 300 | 172 | 31 | 69 | 16 | 29 | 8 | 758 |
| Mars | 77 | 43 | 389 | 186 | 31 | 73 | 16 | 30 | 8 | 853 |
| 1er trimestre | 236 | 128 | 980 | 533 | 95 | 216 | 49 | 88 | 25 | 2.350 |
| Avril | 81 | 46 | 381 | 193 | 30 | 71 | 16 | 28 | 9 | 858 |
| Mai | 89 | 47 | 392 | 203 | 33 | 74 | 17 | 31 | 8 | 894 |
| Juin | 81 | 48 | 422 | 200 | 31 | 70 | 16 | 30 | 9 | 907 |
| 2e trimestre | 251 | 141 | 1.198 | 596 | 94 | 215 | 49 | 89 | 26 | 2.659 |
| Juillet | 83 | 44 | 408 | 198 | 32 | 74 | 17 | 31 | 8 | 895 |
| Août | 75 | 44 | 328 | 184 | 29 | 65 | 14 | 27 | 8 | 774 |
| Septembre | 88 | 51 | 381 | 202 | 38 | 82 | 19 | 33 | 10 | 904 |
| 3e trimestre | 246 | 139 | 1.117 | 584 | 99 | 221 | 50 | 91 | 26 | 2.573 |
| Octobre | 100 | 58 | 410 | 212 | 39 | 87 | 20 | 38 | 11 | 975 |
| Novembre | 92 | 48 | 433 | 179 | 30 | 68 | 16 | 30 | 10 | 906 |
| Décembre | 112 | 55 | 489 | 198 | 33 | 78 | 18 | 34 | 10 | 1.027 |
| 4e trimestre | 304 | 161 | 1.332 | 589 | 102 | 233 | 54 | 102 | 31 | 2.908 |
| Année 1952 | 1.037 | 569 | 4.627 | 2.302 | 390 | 885 | 202 | 370 | 108 | 10.490 |
| Moyenne mensuelle | 66 | 47 | 386 | 192 | 32 | 74 | 17 | 31 | 9 | 874 |

(1) Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit.

**B 3. — PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MATERNITE. — REGIME DES FONCTIONNAIRES**

**TOTAL DES PRESTATIONS SERVIES AUX FONCTIONNAIRES**

(En millions de francs.)

| | PRESTATIONS en nature. | PRIMES D'ALLAITEMENT et bons de lait. | TOTAL | TOTAL DES PRESTATIONS servies aux fonctionnaires (1). |
|---|---|---|---|---|
| Année 1951 | 499 | 150 | 649 | (2) 11.735<br>(3) 11.743 |
| Moyenne mensuelle | 42 | 12 | 54 | (2) 978<br>(3) 979 |
| Année 1952: | | | | |
| Janvier | 39 | 12 | 51 | 1.056 |
| Février | 48 | 12 | 60 | 1.227 |
| Mars | 46 | 13 | 59 | 1.274 |
| 1er trimestre | 133 | 37 | 170 | 3.557 |
| Avril | 49 | 11 | 60 | 1.253 |
| Mai | 56 | 12 | 68 | 1.290 |
| Juin | 60 | 12 | 72 | 1.292 |
| 2e trimestre | 165 | 35 | 200 | 3.835 |
| Juillet | 51 | 12 | 63 | 1.293 |
| Août | 44 | 10 | 54 | 1.064 |
| Septembre | 57 | 14 | 71 | 1.228 |
| 3e trimestre | 152 | 36 | 188 | 3.585 |
| Octobre | 63 | 16 | 79 | 1.379 |
| Novembre | 51 | 12 | 63 | 1.199 |
| Décembre | 64 | 13 | 77 | 1.397 |
| 4e trimestre | 178 | 41 | 219 | 3.975 |
| Année 1952 | 628 | 149 | 777 | 14.952 |
| Moyenne mensuelle | 52 | 13 | 65 | 1.246 |

(1) Assurance maladie, longue maladie, maternité.
(2) Non compris les dépenses diverses.
(3) Y compris les dépenses diverses.

### c) *Invalidité.*

Les dépenses de l'assurance invalidité comprennent la charge des pensions d'invalidité servies aux assurés dont la capacité de travail est réduite des deux tiers par rapport à la normale.

En application de l'arrêté du 2 octobre 1952, les pensions ont été revalorisées de 10 p. 100 à compter du 1er avril 1952. Le taux annuel minimum est fixé à 59.800 F depuis le 1er octobre 1951 (loi du 26 septembre 1951).

En 1952, les caisses régionales de sécurité sociale ont versé 13.626 millions de pensions d'invalidité. Par ailleurs, elles remboursent aux caisses primaires les dépenses effectuées au titre de la rééducation professionnelle des invalides (ces dépenses sont indiquées dans le tableau A2). Le montant et le nombre de pensions servies sont indiqués ci-après par trimestre:

| | MONTANT des pensions servies (en millions). | NOMBRE DE PENSIONS AU DERNIER JOUR du trimestre. | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Complètes | Suspendues. | | Total. |
| | | | En partie | Totalement. | |
| 1er trimestre... | 3.245 | 164.341 | 10.253 | 58.007 | 232.601 |
| 2e trimestre... | 3.380 | 167.875 | 10.400 | 58.667 | 236.942 |
| 3e trimestre... | 3.360 | 170.176 | 10.667 | 59.435 | 240.278 |
| 4e trimestre... | 3.641 | 173.010 | 10.726 | 58.590 | 242.326 |
| Total..... | 13.626 | | | | |

### d) *Décès.*

L'assurance décès couvre la charge d'un capital versé aux ayants droit de tout assuré qui décède. Ce capital est égal à trois mois de salaire, dans les limites d'un minimum égal à 2.500 F et d'un maximum fixé à 102.000 F au 1er octobre 1951 et 111.000 F au 1er avril 1952.

La charge de l'assurance représente 3.221 millions en 1952. Les dépenses mensuelles sont relevées dans le tableau B 1. Le nombre de décès ayant donné lieu au versement du capital décès, qui s'est élevé au total à 50.701 pour l'année, est indiqué ci-après:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Janvier | 4.141 | Juillet | 4.055 |
| Février | 4.311 | Août | 3.765 |
| Mars | 4.685 | Septembre | 4.191 |
| 1er trimestre | 13.137 | 3e trimestre | 12.011 |
| Avril | 4.634 | Octobre | 4.476 |
| Mai | 4.407 | Novembre | 3.890 |
| Juin | 3.912 | Décembre | 4.234 |
| 2e trimestre | 12.953 | 4e trimestre | 12.600 |

### e) *Vieillesse.*

La charge supportée par la caisse nationale de sécurité sociale comprend:

1° Les pensions de vieillesse versées aux assurés sociaux ou en cas de décès à leur conjoint survivant;

2° L'allocation attribuée à tous les vieux travailleurs salariés qui, en raison de leur âge et de la date d'entrée en application des assurances sociales, ne réunissent pas les conditions exigées pour avoir droit à la pension.

Depuis le 1er octobre 1951, le montant annuel de cette allocation est fixé comme suit (loi du 26 septembre 1951):

Allocation principale:

| | |
|---|---|
| *a*) Ville de plus de 5.000 habitants | 59.800 F. |
| *b*) Villes de moins de 5.000 habitants | 56.400 |
| Allocation complémentaire de résidence (Paris et communes assimilées de Seine et Seine-et-Oise) | 3.400 |

Majoration pour conjoint à charge:

| | |
|---|---|
| *a*) Agé de moins de 65 ans | 5.000 |
| *b*) Agé de plus de 65 ans | 29.900 |

Bonification pour enfants (10 p. 100 de l'allocation principale):

| | |
|---|---|
| *a*) Villes de plus de 5.000 habitants | 5.980 |
| *b*) Villes de moins de 5.000 habitants | 5.640 |

En raison de la date d'application des assurances sociales (1er juillet 1930) aucun assuré ne se trouve actuellement dans les conditions pour pouvoir prétendre à une pension normale attribuée, en principe après trente ans de cotisation. Aussi jusqu'au 1er juillet 1948, le minimum des pensions vieillesse était-il porté, à soixante-cinq ans, au taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants, augmenté de la rente acquise par les versements portés au compte de l'intéressé au 31 décembre 1940. La loi du 23 août 1948 a accordé, à compter du 1er juillet 1948, de nouveaux avantages aux pensionnés en revalorisant leur pension compte tenu de l'année d'entrée en jouissance.

Les pensions ainsi revalorisées ont été majorées de 17 p. 100 à compter du 1er janvier 1949, puis de 15 p. 100 au 1er avril 1949, 15 p. 100 au 1er janvier 1950, 16 p. 100 au 1er janvier 1951 et 10 p. 100 au 1er avril 1952 (arrêté du 2 octobre 1952).

Par ailleurs, la loi du 3 février 1950 a étendu, à partir du 1er janvier 1950, aux titulaires de pensions et rentes n'ayant pas atteint l'âge de soixante-cinq ans, le bénéfice de la revalorisation prévue par la loi du 23 août 1948.

La statistique des dépenses de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés a été établie à partir des états mensuels présentés à la caisse nationale de sécurité sociale en vue du remboursement des prestations payées. Le tableau C indique la ventilation de ces dépenses par trimestre et par catégorie de prestations.

## C. — DEPENSES EFFECTUEES AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE ET DE L'ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES

(En millions de francs.)

| | ANNÉE 1951 | | ANNÉE 1952 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Total. | Moyenne trimestrielle. | 1er trimestre. | 2e trimestre. | 3e trimestre. | 4e trimestre. | Total. |
| Pensions R. O. P., rentes, pensions et bonifications confondues | 54 | 14 | 12 | 13 | 8 | 11 | 44 |
| Pensions « Assurances sociales » et « Sécurité sociale » | 10.449 | 2.612 | 3.051 | 3.216 | 3.138 | 3.518 | 12.923 |
| Pensions revisées à 65 ans (assurés sociaux) | 53.070 | 13.268 | 15.801 | 15.866 | 15.704 | 16.111 | 63.485 |
| Allocations aux vieux travailleurs salariés | 52.631 | 13.158 | 14.674 | 14.571 | 14.202 | 14.104 | 57.551 |
| Allocations aux mères de cinq enfants | 4.846 | 1.211 | 1.516 | 1.538 | 1.535 | 1.493 | 6.082 |
| Pensions de réversion | 2.088 | 522 | 696 | 750 | 745 | 766 | 2.897 |
| Secours viagers | 2.627 | 657 | 853 | 876 | 881 | 877 | 3.478 |
| Remboursements de cotisations | 1.525 | 381 | 705 | 711 | 674 | 840 | 2.930 |
| Divers | 305 | 76 | 84 | 88 | 83 | 97 | 352 |
| Total | 127.598 | 31.899 | 37.335 | 37.620 | 36.970 | 37.817 | 149.742 |

Au total, ces dépenses ont représenté 119.712 millions en 1952. Mais il y aurait lieu de leur ajouter, d'une part, les remboursements au régime agricole et, d'autre part, la charge des allocations temporaires dont bénéficient les conjoints sans activité professionnelle des travailleurs salariés, qui doit incomber au régime général des professions non agricoles, en exécution de l'article 3 de la loi du 4 septembre 1947.

En 1952, la caisse nationale de sécurité sociale a effectué pour un montant de 2.594 millions de remboursements au régime agricole, la caisse centrale de secours mutuels agricoles procédant pour le compte de la caisse nationale, au payement d'allocations aux vieux travailleurs salariés de l'agriculture et de rentes acquises, au titre des retraites ouvrières et paysannes, par des assurés sociaux agricoles.

En fait, la caisse nationale n'a effectivement versé que 1.998 millions à la caisse centrale agricole, une somme de 596 millions ayant été imputée sur une créance du régime général.

La loi de finances du 14 avril 1952 a, par son article 17, transféré la charge de ces rentes et allocations à la caisse centrale de secours mutuels agricoles, à partir du 1er juillet 1952.

La charge à supporter par le régime général, au titre des conjoints de salariés, ne sera connue avec précision que lorsque sera achevé le rattachement des bénéficiaires de l'allocation temporaire à l'une des caisses instituées en application de la loi du 17 janvier 1948 et de la loi du 10 juillet 1952, ou à l'un des régimes de salariés. Toutefois, on peut indiquer que la caisse nationale de sécurité sociale a avancé les sommes nécessaires au payement, par les caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, d'un certain nombre d'allocations temporaires.

Ces sommes se sont élevées à 3.613 millions en 1952. Le taux trimestriel de l'allocation temporaire est fixé à 7.050 F depuis le 1er octobre 1951 (loi du 26 septembre 1951).

La loi n° 52.799 du 10 juillet 1952 a supprimé l'allocation temporaire à compter du 1er juillet 1952 et institué une allocation spéciale pour les bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire ne pouvant être rattachés ni à une organisation autonome de non salariés, ni à un régime de salariés. Les dépenses entraînées par l'attribution de l'allocation spéciale dont le taux est égal à celui de l'ancienne allocation temporaire (28.200 F par an), sont à la charge d'un fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations. Ce fonds spécial est alimenté par:

1° Une taxe spéciale de 10.000 F par an à la charge des personnes ne se trouvant pas dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle, assujetties à la surtaxe progressive et ne cotisant à aucun régime d'assurance vieillesse;

2° Une contribution de tous les organismes chargés d'allouer des retraites, pensions, rentes ou allocations de vieillesse en application de dispositions législatives ou réglementaires.

Un arrêté du 23 mars 1953 a fixé le montant de la contribution provisionnelle à verser au fonds spécial par les collectivités et organismes. La contribution de la caisse nationale de sécurité sociale s'élève à 3.870 millions sur un total de 6.900 millions. Cette somme doit être versée en deux fractions égales, la première avant le 1er avril, la seconde avant le 1er juillet 1953. Un arrêté ultérieur fixera le montant et la date d'exigibilité du versement définitif.

### 2° Action sanitaire et sociale et contrôle médical

Comme il a été dit plus haut, il n'est pas possible de ventiler entre les trois législations les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical, et ces dépenses feront l'objet du chapitre IV du présent bilan.

Néanmoins, il est nécessaire d'indiquer au chapitre « Assurances sociales » les prélèvements effectués en application des arrêtés de ventilation.

Depuis le 1er janvier 1949, les caisses primaires et régionales doivent tenir un compte de contrôle médical distinct de l'action sanitaire et sociale proprement dite. Elles se voient attribuer, de ce fait, des ressources spéciales.

En 1952, 0,85 p. 100 des cotisations du régime général ont été affectées à l'action sanitaire et 0,90 p. 100 au contrôle médical. Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations des régimes divers.

Les cotisations des fonctionnaires donnent lieu à un prélèvement au titre du contrôle médical. Le prélèvement de base est égal à 76 F par liquidation de dossier de prestations; il peut être l'objet de certains correctifs. En ce qui concerne le régime des étudiants, les caisses de sécurité sociale affectent, au contrôle médical, une somme de 100 F par an et par étudiant cotisant. Un prélèvement provisoirement égal par assuré est effectué pour le contrôle médical des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

L'action sanitaire et sociale des étudiants fait l'objet d'un prélèvement au profit du fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale de sécurité sociale. Ce prélèvement a été fixé à 10 millions pour chacun des exercices 1949 et 1950 et 15 millions pour l'exercice 1951 par les arrêtés des 4 octobre 1950 et 25 juin 1952.

Au total, les prélèvements de l'année peuvent être ainsi retenus:

| | |
|---|---|
| Action sanitaire et sociale (régime général et régimes y rattachés) | 3.266 millions. |
| Contrôle médical: | |
| Régime général et régimes y rattachés | 3.449 millions. |
| Régime des fonctionnaires | 280 — |
| Régime des étudiants | 9 — |
| Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre | 12 — |
| Total | 3.750 — |

Portés en dépenses au chapitre « Assurances sociales », ces prélèvements sur cotisations sont relevés en recettes au chapitre « Action sanitaire et sociale et contrôle médical ».

### 3° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses de sécurité sociale sont autorisées à effectuer sur leurs ressources, pour couvrir leurs dépenses administratives, est fixé chaque année par un arrêté pris après avis de la section permanente du conseil supérieur de la sécurité sociale.

Les dépenses administratives de l'année 1952 sont indiquées ci-après:

| | |
|---|---|
| Caisses primaires de sécurité sociale | 19.778 millions. |
| Union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne | 1.038 — |
| Caisses régionales de sécurité sociale | 2.761 — |
| Caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés | 4.920 — |

Ces dépenses comprennent les frais de premier établissement amortis ou non au cours de l'année.

Pour établir le présent bilan, les dépenses des caisses primaires et des caisses régionales, communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 4,5 et 1 en ce qui concerne les caisses primaires, et 2 et 3 en ce qui concerne les caisses régionales. Ces coefficients résultent du rapport des prélèvements effectués en 1951 sur les cotisations des deux législations. Les dépenses de l'union de la région parisienne ont été réparties entre la caisse primaire et la caisse d'allocations familiales au prorata des cotisations encaissées au titre de chaque législation. Cette répartition est la suivante: caisse primaire, 551 millions; caisse d'allocations familiales, 484 millions.

On obtient alors à la charge des assurances sociales:

| | |
|---|---|
| Caisses primaires et union de la région parisienne | 16.635 millions. |
| Caisses régionales | 1.151 — |
| Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés | 4.920 — |

### 4° Dépenses diverses

Les dépenses relevées sous cette rubrique comprennent:

*a*) Les dépenses des services administratifs de la caisse nationale de sécurité sociale, les frais de fonctionnement de la direction générale et des directions régionales de la sécurité sociale qui doivent être remboursés à l'Etat par la caisse nationale de sécurité sociale, le forfait prévu au titre de la franchise postale;

*b*) Les frais entraînés par l'élection des conseils d'administration des caisses, les dépenses afférentes au contentieux;

*c*) Le remboursement au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones des frais postaux afférents au payement des pensions, les frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude au travail ou d'invalidité, le remboursement à l'institut national de la statistique des frais occasionnés par les opérations d'immatriculation.

Les dépenses visées à l'alinéa *a*) effectuées au titre de 1951 et 1952 et les dépenses de l'alinéa *b*) constatées en 1952 ont été réparties entre les trois fonds nationaux des assurances sociales, des prestations familiales et des accidents du travail proportionnellement aux coefficients 7,5 et 1. Ces coefficients ont été fixés, pour l'année 1951, par l'arrêté du 31 mars 1953. On les a retenus provisoirement pour 1952, l'arrêté fixant la ventilation pour cette année n'étant pas pris lors de l'établissement du présent bilan.

Les dépenses communes aux trois fonds effectuées en 1952 sont relevées ci-après (en millions de francs):

| | |
|---|---|
| Services administratifs de la caisse nationale (exercice 1952) | 173,1 |
| Frais de fonctionnement des services de la direction générale et des directions régionales: | |
| Exercice 1951 | 352,6 |
| Exercice 1952 | 1.193,5 |
| Forfait postal: | |
| Exercice 1951 | 1.082,5 |
| Exercice 1952 | 1.634,2 |
| Frais d'élections | 89,4 |
| Frais de contentieux | 61,7 |
| Total | 4.587,0 |

La ventilation de ces dépenses entre les trois fonds donne les résultats suivants:

| | |
|---|---|
| Assurances sociales | 2.469,9 |
| Prestations familiales | 1.764,2 |
| Accidents du travail | 352 9 |

Au total, les dépenses diverses supportées en 1952 par le fonds national des assurances sociales peuvent être ainsi récapitulées:

| | |
|---|---|
| Participation aux dépenses communes | 2.469,9 |
| Frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude et d'invalidité | 25 3 |
| Opérations d'immatriculation | 1,6 |
| Total | 2.496,8 |

En ce qui concerne les dépenses de la direction générale et des directions régionales de la sécurité sociale, il faut noter que le total des remboursements de la caisse nationale à l'Etat s'est élevé à 1.367 millions au titre de l'exercice 1951, quelle que soit la date de ces remboursements. La recette prévue au budget de l'Etat pour 1952 est de 1.624 millions.

Les tableaux D 1 et D 2 constituent une récapitulation des opérations effectuées en 1952 au titre des assurances sociales. Ils contiennent également les résultats rectifiés de l'année 1951.

D 1. — **RECAPITULATION ASSURANCES SOCIALES**

(En millions de francs.)

| | 1951 (Résultats rectifiés). | 1952 (Résultats provisoires). |
|---|---|---|
| *Recettes.* | | |
| Cotisations du régime général | 287.578 | 365.645 |
| Cotisations des régimes divers | 4.230 | 5.877 |
| Cotisations des fonctionnaires | 7.834 | 11.831 |
| Cotisations des étudiants | 51 | 73 |
| Contribution de l'Etat au régime des étudiants | 520 | 682 |
| Contribution de l'Etat au régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre | 50 | » |
| Total | 300.263 | 384.111 |
| *Dépenses.* | | |
| Maladie | 125.434 | 156.363 |
| Longue maladie | 29.056 | 39.449 |
| Maternité | 12.694 | 15.031 |
| Invalidité | 11.703 | 13.626 |
| Décès | 2.499 | 3.221 |
| Gestion administrative: | | |
| Caisses primaires | 14.336 | 16.635 |
| Caisses régionales | 978 | 1.104 |
| Assurance vieillesse et allocation aux vieux travailleurs salariés | 127.598 | 149.712 |
| Gestion administrative des caisses vieillesse | 4.417 | 4.920 |
| Action sanitaire et sociale (crédits ouverts) | 2.545 | 3.266 |
| Contrôle médical (crédits ouverts) | 2.745 | 3.750 |
| Dépenses diverses | 3.425 | 2.497 |
| Total des dépenses | 337.430 | 409.604 |
| Remboursement à l'assurance vieillesse agricole | 2.909 | 2.594 |
| Allocation temporaire | 3.272 | 3.643 |
| Total | 343.611 | 415.841 |

D 2. — **REPARTITION DES RECETTES ET DES DEPENSES DES ASSURANCES SOCIALES (TABLEAU D 1) ENTRE LES DIFFERENTS REGIMES**

| | 1951 (Résultats rectifiés). | 1952 (Résultats provisoires). |
|---|---|---|
| *Régime général.* | | |
| Recettes (cotisations du régime général et des régimes divers) | 291.808 | 371.522 |
| Dépenses: | | |
| Maladie | 114.953 | 142.257 |
| Longue maladie | 27.621 | 37.541 |
| Maternité | 12.019 | 14.206 |
| Invalidité | 11.703 | 13.625 |
| Décès | 2.499 | 3.221 |
| Vieillesse | 127.598 | 149.712 |
| Gestion administrative | 18.889 | 21.500 |
| Action sanitaire et sociale | 2.530 | 3.266 |
| Contrôle médical | 2.672 | 3.149 |
| Dépenses diverses | 3.425 | 2.497 |
| Remboursement à l'assurance vieillesse agricole | 2.909 | 2.594 |
| Allocation temporaire | 3.272 | 3.643 |
| Total | 330.090 | 397.542 |
| *Régime des fonctionnaires.* | | |
| Recettes (cotisations) | 7.834 | 11.831 |
| Dépenses: | | |
| Maladie | 9.827 | 12.486 |
| Longue maladie | 1.269 | 1.689 |
| Maternité | 619 | 777 |
| Gestion administrative (1) | 750 | 960 |
| Contrôle médical (1) | 64 | 280 |
| Total | 2.559 | 16.192 |
| *Régime des étudiants.* | | |
| Recettes (cotisations et contribution de l'Etat) | 571 | 755 |
| Dépenses: | | |
| Maladie | 310,5 | 385,3 |
| Longue maladie | 165,3 | 208,7 |
| Maternité | 23,5 | 30 |
| Gestion administrative (1) | 92 | 115 |
| Action sanitaire et sociale | 15 | » |
| Contrôle médical (1) | 9 | 9 |
| Total | 615,3 | 748 |
| *Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.* | | |
| Recettes | 50 | 5 |
| Dépenses: | | |
| Maladie | 343,2 | 1.234,3 |
| Longue maladie | 0,4 | 10,8 |
| Maternité | 2,7 | 17,9 |
| Gestion administrative (1) | » | 84 |
| Contrôle médical (1) | » | 12 |
| Total | 346,3 | 1.359 |

(1) Evaluation des prélèvements autorisés.

## II. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les organismes de sécurité sociale assument la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles depuis le 1er janvier 1947.

Le champ d'application de l'assurance des accidents du travail diffère quelque peu de celui des assurances sociales. En effet, un certain nombre de salariés appartenant, soit à des administrations de l'Etat ou des collectivités locales, soit à des entreprises d'intérêt public, ne relèvent pas, pour les accidents du travail, des organismes de sécurité sociale, alors qu'ils y sont rattachés au titre des assurances sociales.

### A. — RECETTES

Les ressources de l'assurance des accidents du travail proviennent d'une cotisation incombant exclusivement aux employeurs et qui varie suivant les catégories professionnelles et suivant les entreprises.

Le taux moyen de la cotisation n'atteint pas 3 p. 100.

L'abattement appliqué aux cotisations qui était de 5 p. 100 depuis le 1er janvier 1950, a été supprimé à compter du 1er octobre 1952 par la loi n° 52-898 du 25 juillet 1952 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail.

Les encaissements de l'année 1952 se sont élevés à 54.291 millions. Ils sont relevés ci-dessous par mois (en millions de francs).

| | | | |
|---|---|---|---|
| Janvier | 4.602 | Juillet | 4.918 |
| Février | 4.151 | Août | 4.478 |
| Mars | 3.669 | Septembre | 4.287 |
| 1er trimestre | 12.422 | 3e trimestre | 13.683 |
| Avril | 4.459 | Octobre | 5.252 |
| Mai | 4.682 | Novembre | 5.025 |
| Juin | 4.278 | Décembre | 4.490 |
| 2e trimestre | 13.419 | 4e trimestre | 14.767 |

Ces encaissements concernent les cotisations versées pour la couverture de la totalité des risques, les cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire et les taxes dues à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés à l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 par les collectivités ou entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail. Toutefois, ils ne comprennent pas un versement de 505 millions de francs au titre desdites taxes effectué directement à la caisse nationale de sécurité sociale par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.

Le montant total des taxes affectées en 1952, à la caisse nationale qui supporte la charge des dépenses du fonds de majoration de rentes, s'est élevé à 1.181 millions, y compris le versement de 505 millions de la caisse des mines.

Les ristournes accordées aux employeurs en application de l'article 35 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, au titre de la période 1947-1950, qui n'ont pas été déduites des encaissements des caisses primaires, ont représenté, en 1952, 617 millions. Si on les considère comme des remboursements de cotisations, elles viennent en déduction desdits encaissements.

Au total, les recettes de l'assurance des accidents du travail correspondant aux encaissements des caisses primaires et unions de recouvrement (54.291 millions) augmentés des taxes versées directement à la caisse nationale (505 millions) et déduction faite des ristournes (617 millions), représentent pour 1952: 54.149 millions. Par ailleurs, il convient d'ajouter à ces résultats, un reliquat du produit des taxes sur primes d'assurances « accidents du travail » versées à la caisse des dépôts et consignations, au titre d'exercices antérieurs à 1947, soit 36 millions.

### B. — DEPENSES

#### 1° Prestations légales

*a*) Les caisses primaires assument la charge de l'incapacité temporaire: frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et indemnités journalières; elles supportent également les frais funéraires en cas d'accident suivi de mort, la fourniture, la réparation et le renouvellement gratuits des appareils de prothèse et d'orthopédie, les dépenses relatives à la réadaptation fonctionnelle et la rééducation professionnelle des accidentés.

Elles ont enregistré, en 1952, 1.908.829 déclarations d'accidents. Elles en ont signalé aux caisses régionales 81.371 pouvant donner lieu à incapacité permanente. La statistique mensuelle du nombre d'accidents du travail enregistrés et du nombre d'indemnités journalières versées, est relevée ci-après:

| | NOMBRE d'indemnités journalières. | NOMBRE d'accidents du travail. | NOMBRE d'accidents du trajet (1). | NOMBRE de maladies professionnelles déclarées. | NOMBRE D'ACCIDENTS pouvant donner lieu à incapacité permanente (2). |
|---|---|---|---|---|---|
| Année 1951 | 22.376.964 | 1.804.204 | 96.478 | 5.308 | 75.259 |
| Janvier 1952 | 2.071.417 | 156.202 | 10.395 | 376 | 7.385 |
| Février | 1.979.622 | 153.806 | 10.227 | 382 | 7.126 |
| Mars | 1.979.879 | 157.256 | 8.174 | 530 | 7.217 |
| 1er trimestre 1952 | 6.030.918 | 467.264 | 28.796 | 1.288 | 21.728 |
| Avril | 1.985.689 | 159.488 | 8.313 | 473 | 7.527 |
| Mai | 1.902.259 | 163.411 | 9.157 | 516 | 7.099 |
| Juin | 1.859.004 | 164.066 | 9.210 | 466 | 6.689 |
| 2e trimestre 1952 | 5.746.952 | 486.965 | 26.680 | 1.455 | 21.317 |
| Juillet | 2.134.709 | 183.572 | 10.707 | 519 | 6.498 |
| Août | 1.916.680 | 126.385 | 7.582 | 445 | 5.947 |
| Septembre | 1.880.346 | 161.180 | 11.109 | 427 | 5.157 |
| 3e trimestre 1952 | 5.931.735 | 471.137 | 29.398 | 1.391 | 17.602 |
| Octobre | 2.060.691 | 173.561 | 10.975 | 515 | 8.104 |
| Novembre | 1.806.887 | 144.570 | 10.581 | 433 | 6.876 |
| Décembre | 2.082.124 | 165.332 | 12.312 | 500 | 5.746 |
| 4e trimestre 1952 | 5.949.702 | 483.463 | 33.868 | 1.448 | 20.726 |
| Année 1952 | 23.659.307 | 1.908.829 | 118.742 | 5.582 | 81.371 |

(1) Compris dans le nombre d'accidents de la colonne précédente.
(2) Signalés au cours de la période considérée par la caisse primaire à la caisse régionale.

Au total, les caisses primaires ont supporté, en 1952, une charge globale de 22.820 millions, dont 14.228 millions au titre des indemnités journalières. La répartition de ces dépenses entre les catégories de prestations est donnée, par mois, dans le tableau E I.

## E 1. — PRESTATIONS D'INCAPACITE TEMPORAIRE

(En millions de francs.)

| | FRAIS médicaux. | FRAIS chirurgicaux. | FRAIS pharmaceutiques. | HOSPITALISATION | APPAREILS orthopédie, lunettes. | PROTHESE et soins dentaires. | FRAIS funéraires. | INDEMNITES journalières. | READAPTATION fonctionnelle, rééducation. | DIVERS | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Année 1951..... | 2.194,9 | 615,8 | 1.275,4 | 2.303 | 83,1 | 20,8 | 26,8 | 10.833 | 66 | 48,8 | 17.497,6 |
| Moyenne mensuelle... | 182,9 | 53,8 | 106,3 | 191,9 | 6,9 | 1,7 | 2,2 | 902,8 | 5,5 | 4,1 | 1.458,1 |
| Année 1952: | | | | | | | | | | | |
| Janvier ..... | 182,8 | 50,5 | 110,3 | 158,5 | 9,5 | 1,9 | 2,3 | 1.202,1 | 5,4 | 2,8 | 1.725,1 |
| Février ..... | 238,2 | 56,7 | 146,3 | 213,4 | 10 | 2,1 | 2,8 | 1.146,1 | 10,6 | 7,7 | 1.831,9 |
| Mars ..... | 231,3 | 55 | 142,3 | 302,7 | 11,9 | 2,2 | 2,9 | 1.164,2 | 5,6 | 4 | 1.922,1 |
| 1er trimestre 1952. | 652,3 | 162,2 | 398,9 | 674,6 | 31,4 | 6,2 | 8 | 3.512,4 | 21,6 | 14,5 | 5.482,1 |
| Avril ..... | 238,5 | 59,3 | 134,2 | 291,3 | 8,2 | 2,2 | 2,9 | 1.162,8 | 8,4 | 3,5 | 1.851,3 |
| Mai ..... | 238,6 | 56,4 | 138 | 294,5 | 14,3 | 2 | 3,4 | 1.144 | 9,4 | 3,6 | 1.904,2 |
| Juin ..... | 223,3 | 53,9 | 135,2 | 236,6 | 10,9 | 1,8 | 3,3 | 1.121,8 | 7,1 | 4,1 | 1.798 |
| 2e trimestre 1952... | 700,4 | 169,6 | 407,4 | 762,4 | 33,4 | 6 | 9,6 | 3.428,6 | 24,9 | 11,2 | 5.553,5 |
| Juillet ..... | 209,9 | 53,7 | 118,8 | 210,3 | 7,9 | 2 | 3,5 | 1.257,2 | 7,6 | 3,4 | 1.874,3 |
| Août ..... | 191,5 | 51,4 | 118,3 | 215,7 | 10,5 | 1,5 | 3,9 | 1.164,9 | 7,5 | 3,8 | 1.769 |
| Septembre ..... | 231,3 | 54,6 | 136,8 | 233,8 | 8,6 | 1,9 | 4,6 | 1.163,8 | 5,7 | 4,6 | 1.845,7 |
| 3e trimestre 1952.. | 632,7 | 159,7 | 373,9 | 659,8 | 27 | 5,4 | 12 | 3.585,9 | 20,8 | 11,8 | 5.489 |
| Octobre ..... | 295,3 | 72,7 | 174,9 | 286,4 | 9,5 | 2 | 4,8 | 1.277,2 | 8,9 | 5,9 | 2.137,6 |
| Novembre ..... | 252,7 | 66,4 | 155,1 | 285 | 15 | 1,9 | 4,4 | 1.126 | 6,5 | 4,5 | 1.919,5 |
| Décembre ..... | 294,8 | 86,6 | 171,3 | 319 | 16 | 2,5 | 5,4 | 1.298,1 | 7,6 | 7 | 2.238,3 |
| 4e trimestre 1952.. | 842,8 | 225,7 | 501,3 | 920,4 | 40,5 | 6,4 | 14,6 | 3.701,3 | 25 | 17,4 | 6.295,4 |
| Année 1952..... | 2.828,2 | 717,2 | 1.681,5 | 3.017,2 | 132,3 | 24 | 44,2 | 14.228,2 | 92,3 | 54,9 | 22.820 |
| Moyenne mensuelle... | 235,7 | 59,8 | 140,1 | 251,4 | 11 | 2 | 3,7 | 1.185,7 | 7,7 | 4,5 | 1.901,6 |

*b*) Les caisses régionales versent les rentes d'incapacité permanente pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947. En 1952, elles ont payé 6.940 millions d'arrérages.

De plus, elles sont chargées de promouvoir et coordonner dans la région la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les dépenses effectuées à ce titre, les frais de participation aux services de soins d'urgence fonctionnant dans les entreprises (frais de fonctionnement des services médicaux excédant ceux du service médical du travail, fourniture de matériel de secours d'urgence) et diverses dépenses, se sont élevés à 1.035 millions.

Les dépenses des caisses régionales sont relevées ci-après par trimestre (en millions de francs):

| | RENTES | AUTRES DEPENSES | | | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | DÉPENSES de prévention. | PARTICIPATION aux services de soins d'urgence. | FRAIS d'expertise et de contentieux. | DIVERS | |
| 1er trimestre... | 1.420 | 97 | 136 | 18 | 7 | 1.678 |
| 2e trimestre... | 1.540 | 98 | 114 | 19 | 3 | 1.774 |
| 3e trimestre... | 1.775 | 99 | 126 | 20 | 6 | 2.020 |
| 4e trimestre... | 2.205 | 127 | 118 | 31 | 22 | 2.503 |
| Année 1952... | 6.940 | 415 | 494 | 88 | 38 | 7.975 |

Le fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles géré par la caisse nationale de sécurité sociale doit rembourser aux caisses régionales la plus grande partie des dépenses effectuées par ces organismes, au titre de la prévention. En 1952, le fonds national a effectivement remboursé 368 millions aux caisses régionales. Dans le tableau récapitulatif, on a déduit des dépenses des caisses régionales de 1952 les remboursements effectués par le fonds national de prévention au cours de cette année.

Le montant des arrérages de rentes payés accuse une progression très nette à chaque trimestre, mais il faut noter que les dépenses d'incapacité permanente n'atteindront leur maximum qu'après une quinzaine d'années de fonctionnement du nouveau régime.

Le nombre total d'arrérages de rentes servis par les caisses régionales, au 31 décembre de chaque année est indiqué ci-après:

| | 31 DÉCEMBRE 1947 | 31 DÉCEMBRE 1948 | 31 DÉCEMBRE 1949 | 31 DÉCEMBRE 1950 | 31 DÉCEMBRE 1951 | 31 DÉCEMBRE 1952 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des départements à l'exclusion du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ..... | 10.253 | 48.886 | 110.405 | 169.641 | 230.689 | 296.838 |
| Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle..... | 16.174 | 16.932 | 18.932 | 20.303 | 23.001 | 24.379 |

Les renseignements concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ont été isolés, la caisse régionale de Strasbourg gérant le risque accidents du travail depuis de longues années;

*c*) Des majorations destinées à mettre les rentes en harmonie avec le coût de la vie sont versées par le fonds de majoration des rentes géré par la caisse des dépôts et consignations:

1° Aux titulaires de rentes liquidées par les compagnies d'assurances pour les accidents survenus sur le territoire métropolitain avant le 1er janvier 1947;

2° Aux titulaires de rentes se rapportant aux accidents survenus en Algérie, où subsiste l'ancienne législation des accidents du travail.

Depuis 1951, le fonds de majoration discrimine les opérations afférentes à la métropole de celles concernant l'Algérie.

En ce qui concerne les accidents survenus dans les professions non agricoles, sur le territoire métropolitain, le fonds de majoration était alimenté jusqu'au 1er janvier 1947 par des taxes versées par les employeurs. Depuis cette date, c'est la caisse nationale de sécurité sociale qui en assure l'alimentation.

Le rajustement des rentes liquidées par les caisses régionales pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947 incombe à ces organismes.

Le salaire annuel de rajustement des rentes correspondant à une incapacité de travail au moins égal à 10 p. 100 qui avait été fixé à 180.000 F à compter du 1er septembre 1948, par la loi du 2 août 1949, a été porté à 252.000 F au 1er juin 1952, par la loi du 25 juillet 1952 qui a, par ailleurs, relevé de 120.000 à 200.000 F l'allocation pour aide d'une tierce personne.

Les dépenses effectuées en 1952 par le fonds de majoration des rentes se sont élevées à 13.850 millions. La caisse nationale de sécurité sociale a effectivement versé à la caisse des dépôts et consignations, pour l'alimentation du fonds, 13.605 millions. Le nombre des bénéficiaires de majorations servies par la caisse des dépôts et consignations s'élevait à environ 378.000 au 31 décembre 1952.

Le fonds de solidarité assure la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre. Les dépenses de l'année 1952 représentent 35 millions.

2° Action sanitaire et sociale, contrôle médical fonds national de prévention

Des prélèvements sur les cotisations « accidents du travail » sont effectués au titre de l'action sanitaire et sociale, du contrôle médical et du fonds de prévention des accidents du travail géré par la caisse nationale de sécurité sociale.

Ces prélèvements sont indiqués ci-après pour l'année entière:

Action sanitaire et sociale: 3 p. 100 des cotisations proprement dites (taxes non comprises), soit..... 1.500 millions.
Contrôle médical: 2 p. 100 des cotisations, soit..... 1.000 —
Fonds de prévention: 1 p. 100 des cotisations, soit. 530 —

Les dépenses effectives du fonds de prévention ont été de 634 millions en 1952, y compris le remboursement indiqué plus haut de 368 millions aux caisses régionales.

3° Gestion administrative

Les dépenses administratives, ventilées comme il a été dit au chapitre « Assurances sociales », peuvent être ainsi relevées:

Caisses primaires et union pour le recouvrement de la région parisienne ..... 3.697 millions.
Caisses régionales..... 1.657 —

4° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des accidents du travail comprennent:

*a*) Une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations ..... 352,9 millions.
*b*) La charge du reclassement des agents des caisses ..... 74,9 —
*c*) Les frais de fonctionnement des commissions régionales d'invalidité en cas de contestation portant sur le taux d'incapacité de travail..... 1,7 —
*d*) Un reliquat de dépenses au titre de l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances ..... 2,8 —
soit, au total..... 432,3 —

Le tableau E 2 donne la récapitulation des opérations effectuées en 1951 et 1952, au titre des accidents du travail.

E 2. — **RECAPITULATION ACCIDENTS DU TRAVAIL** (En millions de francs.)

| | 1951 (Résultats rectifiés). | 1952 (Résultats provisoires). |
|---|---|---|
| ***Recettes.*** | | |
| Cotisations (1)..... | 43.465 | 51.149 |
| Produit des taxes versées à la caisse des dépôts et consignations (fonds de majoration et de solidarité)..... | 46 | 36 |
| Total..... | 43.511 | 51.185 |

| | 1951 (Résultats rectifiés). | 1952 (Résultats provisoires) |
|---|---|---|
| ***Dépenses.*** | | |
| Incapacité temporaire (caisses primaires).... | 17.498 | 22.820 |
| Rentes d'incapacité permanente (caisses régionales) ..... | 4.753 | 6.940 |
| Autres dépenses des caisses régionales..... | 1.006 | 397 |
| Fonds de majoration des rentes..... | 12.155 | 13.850 |
| Fonds de solidarité..... | 61 | 35 |
| Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)... | 1.282 | 1.500 |
| Contrôle médical (crédits ouverts)..... | 853 | 1.060 |
| Fonds de prévention (crédits ouverts)..... | 436 | 530 |
| Gestion administrative: | | |
| Caisses primaires..... | 3.186 | 3.697 |
| Caisses régionales..... | 1.467 | 1.657 |
| Indemnités aux agents et courtiers d'assurances ..... | 1.217 | 3 |
| Dépenses diverses..... | 478 | 429 |
| Total..... | 44.422 | 53.008 |

(1) Déduction faite des ristournes versées aux employeurs au titre des années 1947-1948-1949 (1.788 millions en 1951, 617 millions en 1952).

## III. — PRESTATIONS FAMILIALES

La législation des prestations familiales couvre l'ensemble de la population. Toutefois, les caisses d'allocations familiales du régime général n'ont la charge que des prestations à servir aux salariés, aux employeurs, aux travailleurs indépendants des professions non agricoles et aux personnes sans activité professionnelle, à l'exclusion des bénéficiaires de régimes spéciaux.

Le service des prestations familiales aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines a été transféré aux caisses d'allocations familiales du régime général, à compter du 1er juillet 1952, en application du décret n° 52-760 du 30 juin 1952.

En ce qui concerne les salariés, le champ d'application des prestations familiales du régime général est différent de celui des assurances sociales, du fait notamment que les prestations dues aux agents de l'Etat, qu'ils soient titulaires ou auxiliaires, sont directement à la charge du budget et que, depuis le 1er juillet 1952, les travailleurs des exploitations minières et assimilées sont rattachés au régime général pour les prestations familiales alors qu'ils conservent leur régime propre pour les assurances sociales.

Par ailleurs, les caisses d'allocations familiales étendent leur action au delà de celle des caisses de sécurité sociale, du fait qu'elles englobent des éléments non salariés de la population.

Au 31 décembre 1952, les caisses d'allocations familiales servaient des prestations à 2.631.000 familles pour 5.706.000 enfants. Les tableaux ci-après indiquent la répartition de ces familles d'après le nombre d'enfants à charge, ainsi que le nombre de versements d'allocations prénatales et de maternité effectués au cours de l'année.

**Répartition des familles de salariés au 31 décembre 1952 (1).**

| COMPOSITION DES FAMILLES | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales. | | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique. | | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs. | Pourcentage. | Effectifs. | Pourcentage. | Effectifs. | Pourcentage. |
| Jeunes ménages | | | 39.906 | 2,1 | 39.906 | 1,8 |
| Familles de 1 enfant S. U. à 10 p. 100 | | | 96.539 | 4,9 | | |
| Familles de 1 enfant S. U. à 20 p. 100 | (2) 26.595 | 1,9 | 655.320 | 33,0 | 778.445 | 35,9 |
| Familles de 2 enfants | 720.006 | 52,3 | 627.818 | 31,5 | 720.006 | 33,2 |
| Familles de 3 enfants | 356.131 | 25,9 | | | 356.131 | 16,4 |
| Familles de 4 enfants | 156.164 | 11,1 | | | 156.164 | 7,2 |
| Familles de 5 enfants | 67.346 | 4,9 | 567.730 | 28,5 | 67.346 | 3,1 |
| Familles de 6 enfants | 29.817 | 2,2 | | | 29.817 | 1,4 |
| Familles de 7 enfants | 13.218 | 1 | | | 13.218 | 0,6 |
| Familles de 8 enfants et plus | 9.610 | 0,7 | | | 9.610 | 0,4 |
| Total | 1.378.887 | 100,0 | 1.987.334 | 100,0 | 2.170.643 | 100,0 |

(1) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle; non compris les bénéficiaires du régime minier.
(2) Familles de travailleurs nord-africains.

**Répartition des familles du régime minier au 31 décembre 1952.**

| COMPOSITION DES FAMILLES | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales. | | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique. | | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs. | Pourcentage. | Effectifs. | Pourcentage. | Effectifs. | Pourcentage. |
| Jeunes ménages | | | 5.714 | 3,2 | 5.714 | 3,1 |
| Familles de 1 enfant S. U. à 10 p. 100 | | | 10.163 | 5,6 | | |
| Familles de 1 enfant S. U. à 20 p. 100 | 1.517 | 1,4 | 56.525 | 31,3 | 68.205 | 36,6 |
| Familles de 2 enfants | 60.065 | 52,7 | 57.384 | 31,7 | 60.065 | 32,2 |
| Familles de 3 enfants | 29.858 | 26,2 | | | 29.858 | 16,0 |
| Familles de 4 enfants | 12.820 | 11,2 | | | 12.820 | 6,9 |
| Familles de 5 enfants | 5.705 | 5,0 | 50.959 | 28,2 | 5.705 | 3,0 |
| Familles de 6 enfants | 2.389 | 2,1 | | | 2.389 | 1,3 |
| Familles de 7 enfants | 957 | 0,8 | | | 957 | 0,5 |
| Familles de 8 enfants et plus | 715 | 0,6 | | | 715 | 0,4 |
| Total | 114.026 | 100,0 | 180.715 | 100,0 | 186.428 | 100,0 |

**Répartition des familles d'employeurs et travailleurs indépendants au 31 décembre 1952.**

| COMPOSITION DES FAMILLES | TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS | | EMPLOYEURS | | TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS et employeurs. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. |
| Familles de 2 enfants | 104.846 | 61,8 | 62.534 | 59,7 | 167.380 | 61,0 |
| Familles de 3 enfants | 41.257 | 24,3 | 27.015 | 25,8 | 68.272 | 24,9 |
| Familles de 4 enfants | 14.300 | 8,4 | 9.470 | 9,0 | 23.770 | 8,7 |
| Familles de 5 enfants | 5.466 | 3,2 | 3.455 | 3,3 | 8.921 | 3,2 |
| Familles de 6 enfants | 2.150 | 1,3 | 1.330 | 1,2 | 3.480 | 1,2 |
| Familles de 7 enfants | 977 | 0,6 | 567 | 0,6 | 1.544 | 0,6 |
| Familles de 8 enfants et plus | 583 | 0,4 | 466 | 0,4 | 1.049 | 0,4 |
| Total | 169.579 | 100,0 | 104.837 | 100,0 | 274.416 | 100,0 |

**Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1952** (1)

| COMPOSITION DES FAMILLES | ENFANTS des salariés du régime général (2). | | ENFANTS des salariés des mines. | | ENFANTS des travailleurs indépendants. | | ENFANTS des employeurs. | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. | |
| Famille de 1 enfant | 778.115 | 16,9 | 68.205 | 17,7 | » | » | » | » | 846.650 |
| Familles de 2 enfants | 1.440.012 | 31,3 | 120.130 | 31,2 | 209.692 | 47,4 | 125.068 | 45,1 | 1.894.902 |
| Familles de 3 enfants | 1.068.393 | 23,2 | 89.574 | 23,4 | 123.771 | 28 | 81.045 | 29,2 | 1.362.783 |
| Familles de 4 enfants | 624.656 | 13,6 | 51.280 | 13,3 | 57.200 | 12,9 | 37.880 | 13,7 | 771.016 |
| Familles de 5 enfants | 336.730 | 7,3 | 28.525 | 7,4 | 27.330 | 6,2 | 17.275 | 6,2 | 409.860 |
| Familles de 6 enfants | 178.902 | 3,9 | 14.334 | 3,7 | 12.900 | 2,9 | 7.980 | 2,9 | 214.116 |
| Familles de 7 enfants | 92.526 | 2 | 6.609 | 1,7 | 6.839 | 1,5 | 3.969 | 1,5 | 110.033 |
| Familles de 8 enfants et plus | 81.685 | 1,8 | 6.077 | 1,6 | 4.956 | 1,1 | 3.961 | 1,4 | 96.679 |
| Total | 4.601.319 | 100 | 384.824 | 100 | 442.688 | 100 | 277.178 | 100 | 5.706.039 |

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de 8 enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5.
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

**Allocations prénatales et de maternité versées au cours de l'année 1952. — Congés de naissance.**

| | SALARIES et personnes sans activité professionnelle (1). | EMPLOYEURS et travailleurs indépendants. |
|---|---|---|
| *Allocations prénatales.* | | |
| Nombre de payements après le premier examen (première mensualité) | 376.656 | 37.906 |
| Nombre de payements après le deuxième examen (deuxième et troisième mensualités) | 374.092 | 38.059 |
| Nombre de payements pour solde après le troisième examen | 411.507 | 45.340 |
| *Allocations de maternité.* | | |
| Nombre d'allocations pour la première naissance : | | |
| Premiers versements | 120.405 | 11.773 |
| Deuxièmes versements | 124.926 | 10.699 |
| Nombre d'allocations pour les naissances suivantes : | | |
| Premiers versements | 213.121 | 26.042 |
| Deuxièmes versements | 202.269 | 24.834 |
| Totaux : | | |
| Premiers versements | 343.526 | 37.815 |
| Deuxièmes versements | 327.195 | 35.533 |
| Nombre de congés à l'occasion d'une naissance | 259.371 | |

(1) Non compris les bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines.

Pour apprécier les résultats financiers du régime général des prestations familiales, il est nécessaire de distinguer nettement le régime des salariés et celui des travailleurs indépendants.

## SALARIES

### A — RECETTES

La cotisation due à la section « salariée » des caisses d'allocations familiales est à la charge exclusive de l'employeur. Son taux est de 16,75 p. 100 depuis le 1er octobre 1951. Le plafond des salaires dans la limite duquel elle s'applique est le même que celui des assurances sociales et des accidents du travail.

Les caisses d'allocations familiales ont encaissé, au total, en 1952, 371.599 millions, au titre des salariés. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions). Les versements effectués par les exploitations minières au cours du 2e semestre ont été isolés.

| 1er SEMESTRE | | 2e SEMESTRE | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | COTISATIONS du régime général proprement dit. | COTISATIONS des exploitations minières. | TOTAL |
| Janvier | 33.244 | Juillet | 34.356 | » | 34.356 |
| Février | 27.797 | Août | 28.296 | 1.106 | 29.402 |
| Mars | 26.802 | Septembre | 28.387 | 2.061 | 30.448 |
| 1er trimestre | 87.843 | 3e trimestre | 91.039 | 3.167 | 94.206 |
| Avril | 32.580 | Octobre | 37.478 | 1.745 | 39.223 |
| Mai | 28.971 | Novembre | 30.658 | 1.666 | 32.324 |
| Juin | 27.125 | Décembre | 27.548 | 1.779 | 29.327 |
| 2e trimestre | 88.676 | 4e trimestre | 95.684 | 5.190 | 100.874 |

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1000 par jour de retard s'est élevé, en 1952, à 1.365 millions, pour l'ensemble des cotisations d'allocations familiales (sections « salariés » et sections « travailleurs indépendants ») versées après les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, a été affecté en totalité, du 1er janvier 1951 au 30 juin 1952, au compte d'action sanitaire et sociale des caisses d'allocations familiales. Un arrêté du 16 juillet 1952 lui a donné, à compter du 1er juillet 1952, la même affectation que celle des cotisations proprement dites.

### B. — DEPENSES

#### 1° Prestations légales

Les prestations légales, allocations prénatales, allocations de maternité, allocations de salaire unique, allocations familiales proprement dites, congés de naissance, sont calculées par rapport à un salaire de base variable suivant les zones de salaires.

Le salaire mensuel de base est fixé à 12.000 F dans le département de la Seine, depuis le 1er septembre 1948. Dans les autres départements, il subit l'abattement applicable aux salaires à la date de promulgation de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives.

Aux allocations familiales proprement dites, déterminées en appliquant au salaire de base les taux fixés par la loi du 22 août 1946, s'ajoute, depuis le 1er septembre 1948, une majoration attribuée aux familles relevant des sections « salariés » et destinée à compenser les avantages fiscaux dont bénéficiaient les travailleurs salariés antérieurement à cette date, en matière d'impôt cédulaire, du fait de leurs charges de famille. Le décret du 6 octobre 1948 avait fixé cette majoration mensuelle, qui ne subit pas les abattements de zones, à 650 F pour le deuxième enfant à charge et 1.000 F pour chaque enfant à charge, à partir du troisième.

En 1950 et 1951, les prestations familiales ont été relevées à plusieurs reprises, sans que le salaire de base soit modifié. Depuis le 1er octobre 1951, le taux de majoration est égal à 43,75 p. 100 (loi du 26 septembre 1951). Il s'applique à l'ensemble des prestations familiales, à l'exclusion des allocations de maternité. En fait, pour la détermination des prestations majorées, la base mensuelle de calcul des allocations se trouve ainsi portée à 17.250 F et les allocations compensatrices s'établissent à 934 F et 1.437 F.

Le tableau F 1 donne le détail des prestations versées au cours de l'année 1952 aux salariés du régime général, aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle. Il est précisé que les allocations compensatrices de 934 francs et 1.437 francs sont comprises dans les résultats concernant les allocations familiales.

## III. — PRESTATIONS FAMILIALES

La législation des prestations familiales couvre l'ensemble de la population. Toutefois, les caisses d'allocations familiales du régime général n'ont la charge que des prestations à servir aux salariés, aux employeurs, aux travailleurs indépendants des professions non agricoles et aux personnes sans activité professionnelle, à l'exclusion des bénéficiaires de régimes spéciaux.

Le service des prestations familiales aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines a été transféré aux caisses d'allocations familiales du régime général, à compter du 1er juillet 1952, en application du décret n° 52-760 du 30 juin 1952.

En ce qui concerne les salariés, le champ d'application des prestations familiales du régime général est différent de celui des assurances sociales, du fait notamment que les prestations dues aux agents de l'Etat, qu'ils soient titulaires ou auxiliaires, sont directement à la charge du budget et que, depuis le 1er juillet 1952, les travailleurs des exploitations minières et assimilées sont rattachés au régime général pour les prestations familiales alors qu'ils conservent leur régime propre pour les assurances sociales.

Par ailleurs, les caisses d'allocations familiales étendent leur action au delà de celle des caisses de sécurité sociale, du fait qu'elles englobent des éléments non salariés de la population.

Au 31 décembre 1952, les caisses d'allocations familiales servaient des prestations à 2.631.000 familles pour 5.706.000 enfants. Les tableaux ci-après indiquent la répartition de ces familles d'après le nombre d'enfants à charge, ainsi que le nombre de versements d'allocations prénatales et de maternité effectués au cours de l'année.

**Répartition des familles de salariés au 31 décembre 1952 (1).**

| COMPOSITION DES FAMILLES | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales. | | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique. | | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs. | Pourcentage. | Effectifs. | Pourcentage. | Effectifs. | Pourcentage. |
| Jeunes ménages | | | 39.906 | 2,1 | 39.906 | 1,8 |
| Familles de 1 enfant S. U. à 10 p. 100 | | | 96.530 | 4,9 | | |
| Familles de 1 enfant S. U. à 20 p. 100 | (2) 26.595 | 1,9 | 655.320 | 33,0 | 778.445 | 35,9 |
| Familles de 2 enfants | 720.006 | 52,3 | 627.848 | 31,5 | 720.006 | 33,2 |
| Familles de 3 enfants | 356.131 | 25,9 | | | 356.131 | 16,4 |
| Familles de 4 enfants | 156.164 | 11,1 | | | 156.164 | 7,2 |
| Familles de 5 enfants | 67.346 | 4,9 | 567.730 | 28,5 | 67.346 | 3,1 |
| Familles de 6 enfants | 29.817 | 2,2 | | | 29.817 | 1,4 |
| Familles de 7 enfants | 13.218 | 1 | | | 13.218 | 0,6 |
| Familles de 8 enfants et plus | 9.610 | 0,7 | | | 9.610 | 0,4 |
| Total | 1.378.887 | 100,0 | 1.987.334 | 100,0 | 2.170.643 | 100,0 |

(1) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle; non compris les bénéficiaires du régime minier.
(2) Familles de travailleurs nord-africains.

**Répartition des familles du régime minier au 31 décembre 1952.**

| COMPOSITION DES FAMILLES | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales. | | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique. | | FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs. | Pourcentage. | Effectifs. | Pourcentage. | Effectifs. | Pourcentage. |
| Jeunes ménages | | | 5.714 | 3,2 | 5.714 | 3,1 |
| Familles de 1 enfant S. U. à 10 p. 100 | | | 10.163 | 5,6 | | |
| Familles de 1 enfant S. U. à 20 p. 100 | 1.517 | 1,4 | 56.525 | 31,3 | 68.205 | 36,6 |
| Familles de 2 enfants | 60.065 | 52,7 | 57.384 | 31,7 | 60.065 | 32,2 |
| Familles de 3 enfants | 29.858 | 26,2 | | | 29.858 | 16,0 |
| Familles de 4 enfants | 12.820 | 11,2 | | | 12.820 | 6,9 |
| Familles de 5 enfants | 5.705 | 5,0 | 50.959 | 28,2 | 5.705 | 3,0 |
| Familles de 6 enfants | 2.389 | 2,1 | | | 2.389 | 1,3 |
| Familles de 7 enfants | 957 | 0,8 | | | 957 | 0,5 |
| Familles de 8 enfants et plus | 715 | 0,6 | | | 715 | 0,4 |
| Total | 114.026 | 100,0 | 180.715 | 100,0 | 186.428 | 100,0 |

**Répartition des familles d'employeurs et travailleurs indépendants au 31 décembre 1952.**

| COMPOSITION DES FAMILLES | TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS | | EMPLOYEURS | | TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS et employeurs. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. |
| Familles de 2 enfants | 104.846 | 61,8 | 62.534 | 59,7 | 167.380 | 61,0 |
| Familles de 3 enfants | 41.257 | 24,3 | 27.015 | 25,8 | 68.272 | 24,9 |
| Familles de 4 enfants | 14.300 | 8,4 | 9.470 | 9,0 | 23.770 | 8,7 |
| Familles de 5 enfants | 5.466 | 3,2 | 3.455 | 3,3 | 8.921 | 3,2 |
| Familles de 6 enfants | 2.150 | 1,3 | 1.330 | 1,2 | 3.480 | 1,2 |
| Familles de 7 enfants | 977 | 0,6 | 567 | 0,6 | 1.544 | 0,6 |
| Familles de 8 enfants et plus | 583 | 0,4 | 466 | 0,4 | 1.049 | 0,4 |
| Total | 169.579 | 100,0 | 104.837 | 100,0 | 274.416 | 100,0 |

**Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1952** (1)

| COMPOSITION DES FAMILLES | ENFANTS des salariés du régime général (2). | | ENFANTS des salariés des mines. | | ENFANTS des travailleurs indépendants. | | ENFANTS des employeurs. | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. | Effectifs. | P. 100. | |
| Famille de 1 enfant | 778.145 | 16,9 | 68.205 | 17,7 | » | » | » | » | 846.650 |
| Familles de 2 enfants | 1.440.012 | 31,3 | 120.130 | 31,2 | 209.692 | 47,4 | 125.068 | 45,1 | 1.894.902 |
| Familles de 3 enfants | 1.068.393 | 23,2 | 89.574 | 23,4 | 123.774 | 28 | 81.045 | 29,2 | 1.362.783 |
| Familles de 4 enfants | 624.656 | 13,6 | 51.280 | 13,3 | 57.200 | 12,9 | 37.880 | 13,7 | 771.016 |
| Familles de 5 enfants | 336.730 | 7,3 | 28.525 | 7,4 | 27.330 | 6,2 | 17.275 | 6,2 | 409.860 |
| Familles de 6 enfants | 178.902 | 3,9 | 14.334 | 3,7 | 12.900 | 2,9 | 7.980 | 2,9 | 214.116 |
| Familles de 7 enfants | 92.526 | 2 | 6.699 | 1,7 | 6.839 | 1,5 | 3.969 | 1,5 | 110.033 |
| Familles de 8 enfants et plus | 81.685 | 1,8 | 6.077 | 1,6 | 4.956 | 1,1 | 3.961 | 1,4 | 96.679 |
| Total | 4.601.349 | 100 | 384.824 | 100 | 442.688 | 100 | 277.178 | 100 | 5.706.039 |

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de 8 enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5.
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

**Allocations prénatales et de maternité versées au cours de l'année 1952. — Congés de naissance.**

| | SALARIÉS et personnes sans activité professionnelle (1). | EMPLOYEURS et travailleurs indépendants. |
|---|---|---|
| *Allocations prénatales.* | | |
| Nombre de payements après le premier examen (première mensualité) | 376.656 | 37.906 |
| Nombre de payements après le deuxième examen (deuxième et troisième mensualités) | 374.092 | 38.059 |
| Nombre de payements pour solde après le troisième examen | 411.507 | 45.340 |
| *Allocations de maternité.* | | |
| Nombre d'allocations pour la première naissance: | | |
| Premiers versements | 120.405 | 11.773 |
| Deuxièmes versements | 124.926 | 10.699 |
| Nombre d'allocations pour les naissances suivantes: | | |
| Premiers versements | 213.121 | 26.042 |
| Deuxièmes versements | 202.269 | 24.834 |
| Totaux: | | |
| Premiers versements | 343.526 | 37.815 |
| Deuxièmes versements | 327.195 | 35.533 |
| Nombre de congés à l'occasion d'une naissance | 259.371 | |

(1) Non compris les bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines.

Pour apprécier les résultats financiers du régime général des prestations familiales, il est nécessaire de distinguer nettement le régime des salariés et celui des travailleurs indépendants.

## SALARIES

### A — RECETTES

La cotisation due à la section « salariée » des caisses d'allocations familiales est à la charge exclusive de l'employeur. Son taux est de 16,75 p. 100 depuis le 1er octobre 1951. Le plafond des salaires dans la limite duquel elle s'applique est le même que celui des assurances sociales et des accidents du travail.

Les caisses d'allocations familiales ont encaissé, au total, en 1952, 371.599 millions, au titre des salariés. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions). Les versements effectués par les exploitations minières au cours du 2e semestre ont été isolés.

| 1er SEMESTRE | | 2e SEMESTRE | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | COTISATIONS du régime général proprement dit. | COTISATIONS des exploitations minières. | TOTAL |
| Janvier | 33.244 | Juillet | 31.356 | » | 31.356 |
| Février | 27.797 | Août | 28.296 | 1.106 | 29.402 |
| Mars | 26.802 | Septembre | 28.387 | 2.061 | 30.448 |
| 1er trimestre. | 87.843 | 3e trimestre.. | 91.039 | 3.167 | 94.206 |
| Avril | 32.580 | Octobre | 37.478 | 1.745 | 39.223 |
| Mai | 28.971 | Novembre | 30.658 | 1.666 | 32.324 |
| Juin | 27.125 | Décembre | 27.548 | 1.779 | 29.327 |
| 2e trimestre.. | 88.676 | 4e trimestre.. | 95.684 | 5.190 | 100.874 |

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1000 par jour de retard s'est élevé, en 1952, à 1.365 millions, pour l'ensemble des cotisations d'allocations familiales (sections « salariés » et sections « travailleurs indépendants ») versées après les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, a été affecté en totalité, du 1er janvier 1951 au 30 juin 1952, au compte d'action sanitaire et sociale des caisses d'allocations familiales. Un arrêté du 16 juillet 1952 lui a donné, à compter du 1er juillet 1952, la même affectation que celle des cotisations proprement dites.

### B. — DEPENSES

#### 1° Prestations légales

Les prestations légales, allocations prénatales, allocations de maternité, allocations de salaire unique, allocations familiales proprement dites, congés de naissance, sont calculées par rapport à un salaire de base variable suivant les zones de salaires.

Le salaire mensuel de base est fixé à 12.000 F dans le département de la Seine, depuis le 1er septembre 1948. Dans les autres départements, il subit l'abattement applicable aux salaires à la date de promulgation de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives.

Aux allocations familiales proprement dites, déterminées en appliquant au salaire de base les taux fixés par la loi du 22 août 1946, s'ajoute, depuis le 1er septembre 1948, une majoration attribuée aux familles relevant des sections « salariés » et destinée à compenser les avantages fiscaux dont bénéficiaient les travailleurs salariés antérieurement à cette date, en matière d'impôt cédulaire, du fait de leurs charges de famille. Le décret du 6 octobre 1948 avait fixé cette majoration mensuelle, qui ne subit pas les abattements de zones, à 650 F pour le deuxième enfant à charge et 1.000 F pour chaque enfant à charge, à partir du troisième.

En 1950 et 1951, les prestations familiales ont été relevées à plusieurs reprises, sans que le salaire de base soit modifié. Depuis le 1er octobre 1951, le taux de majoration est égal à 43,75 p. 100 (loi du 26 septembre 1951). Il s'applique à l'ensemble des prestations familiales, à l'exclusion des allocations de maternité. En fait, pour la détermination des prestations majorées, la base mensuelle de calcul des allocations se trouve ainsi portée à 17.250 F et les allocations compensatrices s'établissent à 934 F et 1.437 F.

Le tableau F 1 donne le détail des prestations versées au cours de l'année 1952 aux salariés du régime général, aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle. Il est précisé que les allocations compensatrices de 934 francs et 1.437 francs sont comprises dans les résultats concernant les allocations familiales.

**F 1. — PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « SALARIES »**

(En millions de francs.)

| | 1er TRIMESTRE | 2e TRIMESTRE | 3e TRIMESTRE | 4e TRIMESTRE | ANNÉE 1952 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | En millions. | En pourcentage. |
| *Salariés.* | | | | | | |
| Allocations prénatales | 3.889 | 4.045 | 4.312 | 3.902 | 16.148 | 5,0 |
| Allocations de maternité | 2.241 | 2.096 | 2.227 | 2.207 | 8.741 | 3,1 |
| Allocations familiales | 32.869 | 33.074 | 33.280 | 34.507 | 133.730 | 48,8 |
| Allocations de salaire unique | 29.645 | 29.738 | 29.446 | 30.486 | 119.315 | 42,8 |
| Congés de naissance | 212 | 227 | 232 | 254 | 925 | 0,3 |
| Total | 68.826 | 69.180 | 69.497 | 71.356 | 278.859 | 100,0 |
| *Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.* | | | | | | |
| Allocations prénatales | 131 | 148 | 167 | 156 | 602 | 3,4 |
| Allocations de maternité | 162 | 156 | 169 | 172 | 659 | 3,8 |
| Allocations familiales | 2.260 | 2.275 | 2.296 | 2.589 | 9.420 | 53,3 |
| Allocations de salaire unique | 1.688 | 1.730 | 1.705 | 1.876 | 6.999 | 39,5 |
| Total | 4.241 | 4.309 | 4.337 | 4.793 | 17.680 | 100,0 |
| *Bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines* (1). | | | | | | |
| Allocations prénatales | » | » | 188 | 364 | 552 | 5,0 |
| Allocations de maternité | » | » | 85 | 148 | 233 | 2,0 |
| Allocations familiales | » | » | 2.105 | 3.364 | 5.469 | 49,1 |
| Allocations de salaire unique | » | » | 1.842 | 2.988 | 4.830 | 43,4 |
| Congés de naissance | » | » | 18 | 33 | 51 | 0,5 |
| Total | » | » | 4.238 | 6.897 | 11.135 | 100,0 |

(1) Prestations versées à partir du 1er juillet 1952, par les caisses du régime général, en application du décret n° 52-760 du 30 juin 1952.

La charge des prestations payées à la population inactive est supportée par la section « salariés » des caisses, à l'exception des allocations de maternité, qui doivent être remboursées par le ministère de la santé publique. Ces prestations doivent donc être incorporées aux prestations versées aux salariés, après déduction des remboursements effectués par le ministère de la santé publique. On a retenu provisoirement, à ce titre, le crédit budgétaire de 160 millions.

Les dépenses de la section « salariés » deviennent alors les suivantes:

| | |
|---|---|
| Allocations prénatales | 17.302 millions. |
| Allocations de maternité | 9.175 — |
| Allocations familiales | 148.619 — |
| Allocations de salaire unique | 131.144 — |
| Congés de naissance | 976 — |
| Total | 307.214 millions. |

2° Allocation de logement

L'arrêté du 6 juillet 1951 a fixé le montant des ressources rendues provisoirement disponibles par la réforme de l'allocation de salaire unique et destinées au financement des allocations de logement et des primes d'aménagement et de déménagement. Ce montant est déterminé par l'application d'un pourcentage de 0,60 p. 100 des prestations versées par les caisses aux salariés ou assimilés. En 1952, il s'est élevé à 1.843 millions. Les dépenses effectives des caisses du régime général ont représenté 1.049 millions au titre des allocations de logement, primes d'aménagement et de déménagement et 362 millions au titre des prêts pour l'amélioration de l'habitat. Les frais de gestion afférents au service de ces prestations sont inclus dans les dépenses administratives totales.

3° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué au titre de l'action sanitaire et sociale représente:

*a*) Au profit des caisses d'allocations familiales, 3,5 p. 100 des prestations, soit 10.752 millions;

*b*) Au profit de la caisse nationale de sécurité sociale, 0,25 p. 100 des cotisations, soit 929 millions.

4° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses d'allocations familiales sont autorisées à effectuer sur leurs ressources pour couvrir leurs dépenses administratives est fixé chaque année par un arrêté, pris après avis de la commission supérieure des allocations familiales.

Les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales se sont élevées, en 1952, à 9.558 millions, auxquels il convient d'ajouter une fraction des dépenses de l'union pour le recouvrement de la région parisienne, déterminée comme il a été dit au chapitre « assurances sociales », soit 484 millions.

Pour établir le présent bilan, les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales, communes aux sections « salariés » et « travailleurs indépendants », ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 5 et 1 résultant du rapport des prélèvements effectués en 1951 sur les cotisations des deux sections. Par suite, on a retenu 8.368 millions au titre de la section « salariés ».

5° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des prestations familiales comprennent, d'une part, une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations (1.761,2 millions) et, d'autre part, la participation du régime général à l'alimentation du fonds spécial destiné à assurer le fonctionnement de l'union nationale et des unions départementales d'associations familiales.

La fraction des dépenses communes à la charge du fonds national des prestations familiales est répartie entre la section des salariés et la section des travailleurs indépendants proportionnellement aux coefficients 15 et 1 fixés par l'arrêté du 31 mars 1953 pour l'année 1951 et retenus provisoirement pour 1952.

Le montant de la participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales a été fixé par l'article 2 de la loi du 24 mai 1951 à 0,03 p. 100 des prestations légales servies au cours de l'année précédente.

Au total, les dépenses diverses à la charge de la section des salariés pour l'année 1952 peuvent être retenues pour 1.727,6 millions se décomposant comme suit:

Participation aux dépenses communes aux trois fonds: 1.654.

Participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales: 73,6.

## EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

### A. — RECETTES

Les recettes des sections « travailleurs indépendants et employeurs » proviennent des cotisations des intéressés.

Depuis le 1er octobre 1948, ces cotisations sont assises sur le revenu professionnel. Elles ont été fixées comme suit, à compter du 1er octobre 1949, par l'arrêté du 29 septembre 1949.

| REVENU ANNUEL | COTISATION ANNUELLE |
|---|---|
| | Francs. |
| 120.001 à 180.000 F | 4.800 |
| 180.001 à 240.000 F | 7.200 |
| 240.001 à 300.000 F | 9.600 |
| 300.001 à 360.000 F | 12.000 |
| 360.001 à 420.000 F | 14.400 |
| 420.001 à 480.000 F | 16.800 |
| 480.001 à 600.000 F | 19.200 |
| 600.001 à 720.000 F | 24.000 |
| 720.001 à 840.000 F | 28.800 |
| 840.001 à 960.000 F | 33.600 |
| 960.001 à 1.080.000 F | 38.400 |
| Revenu supérieur à 1.080.000 F | 42.000 |

Toutefois, la cotisation à verser par chaque employeur ou travailleur indépendant ne peut être inférieure à une cotisation minimum établie forfaitairement par l'arrêté.

L'arrêté du 12 février 1953 modifié par l'arrêté du 30 mars 1953 a relevé comme suit le plafond de la cotisation annuelle, à compter du 1er juillet 1953:

| | COTISATION ANNUELLE |
|---|---|
| | Francs. |
| Revenu annuel compris entre: | |
| 1.080.001 et 1.200.000 F | 43.200 |
| 1.200.001 et 1.320.000 F | 48.000 |
| 1.320.001 et 1.440.000 F | 52.800 |
| Revenu supérieur à 1.440.000 F | 58.000 |

La statistique de la répartition des cotisants au 31 décembre 1952 est relevée ci-après:

**Cotisants aux sections « employeurs et travailleurs indépendants » au 31 décembre 1952.**

| | EMPLOYEURS | TRAVAILLEURS indépendants. | TOTAL | RÉPARTITION de 100 cotisants. |
|---|---|---|---|---|
| Cotisation basée sur le revenu professionnel | 480.322 | 783.403 | 1.263.725 | 78,3 |
| Cotisation forfaitaire minimum | 64.340 | 263.216 | 327.556 | 20,3 |
| Cotisation forfaitaire réduite | » | 23.838 | 23.838 | 1,4 |
| Total | 544.662 | 1.070.457 | 1.615.119 | 100 |
| Exonérations | » | 52.142 | 52.142 | |

| | EMPLOYEURS | TRAVAILLEURS indépendants. | TOTAL | RÉPARTITION de 100 cotisants. |
|---|---|---|---|---|
| *Répartition des cotisants d'après le revenu professionnel* (1). | | | | |
| Revenu annuel. | | | | |
| 120.001 à 180.000 F | 15.512 | 99.464 | 114.976 | 9.1 |
| 180.001 à 240.000 F | 31.281 | 158.457 | 189.738 | 15 |
| 240.001 à 300.000 F | 40.260 | 123.734 | 163.994 | 13 |
| 300.001 à 360.000 F | 34.178 | 70.244 | 104.422 | 8,3 |
| 360.001 à 420.000 F | 33.327 | 53.701 | 87.028 | 6,9 |
| 420.001 à 480.000 F | 30.394 | 37.511 | 67.905 | 5,4 |
| 480.001 à 600.000 F | 53.873 | 54.514 | 108.387 | 8,6 |
| 600.001 à 720.000 F | 37.866 | 26.314 | 64.180 | 5,1 |
| 720.001 à 840.000 F | 29.556 | 17.071 | 46.627 | 3,7 |
| 840.001 à 960.000 F | 23.874 | 11.635 | 35.509 | 2,8 |
| 960.001 à 1.080.000 F | 16.612 | 6.671 | 23.283 | 1,9 |
| Supérieur à 1.080.000 F | 86.395 | 29.849 | 116.244 | 9,1 |
| Non répartis | 47.194 | 94.238 | 141.432 | 11,1 |
| Total | 480.322 | 783.403 | 1.263.725 | 100 |

(1) A l'exclusion des assujettis à la cotisation forfaitaire.

Au total, les caisses d'allocations familiales ont encaissé en 1952, 21.421 millions au titre des employeurs et travailleurs indépendants. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions):

| | | | |
|---|---|---|---|
| Janvier | 3.044 | Juillet | 2.353 |
| Février | 1.307 | Août | 997 |
| Mars | 984 | Septembre | 916 |
| 1er trimestre | 5.335 | 3e trimestre | 4.766 |
| Avril | 2.536 | Octobre | 4.084 |
| Mai | 1.256 | Novembre | 1.437 |
| Juin | 940 | Décembre | 1.067 |
| 2e trimestre | 4.732 | 4e trimestre | 6.588 |

### B. — DÉPENSES

#### 1° Prestations légales

Les employeurs et les travailleurs indépendants bénéficient des allocations prénatales, des allocations de maternité et des allocations familiales proprement dites calculées à partir d'un salaire de base variable avec les zones de salaires.

En raison de l'insuffisance des recettes, le salaire de base du département de la Seine était demeuré à 6.250 F du 1er juillet 1947 au 30 septembre 1949.

La loi du 2 août 1949 avait posé le principe de l'identité du salaire de base des allocations familiales dues aux travailleurs indépendants et employeurs et de celui des allocations familiales des salariés. Mais l'application de cette disposition était subordonnée aux possibilités financières des sections « employeurs et travailleurs indépendants ». Provisoirement, la loi avait prévu la possibilité de majorer graduellement le salaire de base applicable à cette catégorie de bénéficiaires, suivant les ressources de l'ensemble des sections « employeurs et travailleurs indépendants ».

C'est ainsi que ce salaire, après avoir subi plusieurs relèvements depuis le 1er octobre 1949, a été porté au montant du salaire de base des salariés (12.000 F), à compter du 1er avril 1951, par la loi du 9 mai 1951 complétée par le décret du 7 juillet 1951

D'autre part, les employeurs et travailleurs indépendants ont bénéficié de diverses majorations en application des lois des 30 décembre 1950, 2 mars 1951 et 9 mai 1951. La loi du 25 septembre 1951 a fixé à 26,50 p. 100, à compter du 1er octobre 1951, la majoration à appliquer aux prestations calculées à partir du salaire de base de 12.000 F. Il convient donc de considérer que le salaire de base se trouvait ainsi relevé à 15.180 F (exception faite pour l'allocation de maternité).

Le décret du 12 février 1953 a porté la majoration des prestations des employeurs et travailleurs indépendants au taux de celle des salariés, à compter du 1er janvier 1953. A partir de cette date, les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants se trouveront donc calculées en fait sur le salaire de base de 17.250 F dans le département de la Seine.

Au total, les prestations légales servies par les sections « employeurs et travailleurs indépendants » se sont élevées en 1952 à 19.677 millions. Elles se décomposent comme suit:

| | | |
|---|---|---|
| Allocations prénatales | 1.181 | millions. |
| Allocations de maternité | 978 | — |
| Allocations familiales | 17.518 | — |

Le tableau F 2 donne la répartition de ces dépenses par trimestre:

F 2. — **PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « EMPLOYEURS » ET « TRAVAILLEURS INDEPENDANTS »**

(En millions de francs.)

| | 1er TRIMESTRE | 2e TRIMESTRE | 3e TRIMESTRE | 4e TRIMESTRE | ANNÉE 1952 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | En millions. | En pourcentage. |
| *Employeurs.* | | | | | | |
| Allocations prénatales | 86 | 85 | 84 | 81 | 336 | 4,5 |
| Allocations de maternité | 69 | 63 | 61 | 66 | 259 | 3,5 |
| Allocations familiales | 1.732 | 1.723 | 1.692 | 1.702 | 6.849 | 92,0 |
| Total | 1.887 | 1.871 | 1.837 | 1.849 | 7.444 | 100,0 |
| *Travailleurs indépendants.* | | | | | | |
| Allocations prénatales | 220 | 217 | 202 | 206 | 845 | 6,9 |
| Allocations de maternité | 190 | 176 | 171 | 182 | 719 | 5,9 |
| Allocations familiales | 2.702 | 2.669 | 2.650 | 2.648 | 10.669 | 87,2 |
| Total | 3.112 | 3.062 | 3.023 | 3.036 | 12.233 | 100,0 |

2° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué au titre de l'action sanitaire et sociale représente 2 p. 100 des prestations, soit 393 millions, au profit des caisses d'allocations familiales, et 0,10 p. 100 des cotisations, soit 21 millions, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

3° Gestion administrative et dépenses diverses

Ventilées comme il a été dit au chapitre « Prestations familiales des salariés », les dépenses administratives et les dépenses diverses peuvent être ainsi retenues au titre de la section des travailleurs indépendants.

| | |
|---|---|
| Gestion administrative | 1.674 millions. |
| Dépenses diverses: | |
| Participation aux dépenses communes aux trois fonds | 110,3 millions. |
| Participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales | 5 — |
| Total | 115,3 millions. |

Le tableau F 3 récapitule les recettes et les dépenses effectuées en 1951 et 1952, au titre des prestations familiales.

F 3. — **RECAPITULATION PRESTATIONS FAMILIALES**

(En millions de francs.)

1° Salariés

| | 1951 Résultats rectifiés. | 1952 Résultats provisoires. |
|---|---|---|
| *Recettes.* | | |
| Cotisations | 275.323 | 371.399 |
| *Dépenses.* | | |
| Prestations légales | 245.852 | 307.214 |
| Allocation de logement (crédits ouverts) | 1.468 | 1.843 |
| Action sanitaire et sociale (crédits ouverts) | 9.293 | 11.681 |
| Gestion administrative | 7.112 | 8.368 |
| Dépenses diverses | 2.002 | 1.728 |
| Total | 265.727 | 330.834 |

2° Employeurs et travailleurs indépendants

| | 1951 Résultats rectifiés. | 1952 Résultats provisoires. |
|---|---|---|
| *Recettes.* | | |
| Cotisations | 18.120 | 21.421 |
| *Dépenses.* | | |
| Prestations légales | 16.539 | 19.677 |
| Action sanitaire et sociale (crédits ouverts) | 349 | 414 |
| Gestion administrative | 1.422 | 1.674 |
| Dépenses diverses | 129 | 115 |
| Total | 18.439 | 21.880 |

## IV. — ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

Les opérations effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical sont indiquées dans le tableau G. On a porté en recettes les prélèvements sur cotisations relevés en dépenses en assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales ainsi que les majorations de retard affectées à l'action sanitaire et sociale et, pour 1951, les remboursements d'avances et de prêts et les excédents d'exploitation des œuvres. Les prélèvements sur cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail de 1951 résultent de la statistique des cotisations ventilées au cours de l'année figurant dans la troisième partie du présent rapport. De plus, il a été tenu compte du prélèvement à effectuer au titre du contrôle médical des fonctionnaires et des étudiants. Les prélèvements sur cotisations d'allocations familiales de 1951 et l'ensemble des prélèvements de 1952 ont été évalués par application des coefficients de ventilation.

En 1952 les caisses primaires ont dépensé effectivement 3.636 millions, les caisses régionales 6.907 millions, les caisses d'allocations familiales 11.489 millions.

Les dépenses du fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse nationale se sont élevées à 1.221 millions, dont 751 millions de subventions ou avances aux caisses régionales et aux caisses d'allocations familiales.

Les dépenses des caisses primaires se décomposent ainsi par mois (en millions de francs):

| MOIS | ACTION SANITAIRE ET SOCIALE | | | | | CONTROLE médical. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Service social. | Prestations supplémentaires. | Œuvres appartenant aux caisses. | Autres dépenses. | Total. | |
| Janvier | 8 | 48 | 5 | 26 | 87 | 168 |
| Février | 12 | 53 | 6 | 40 | 111 | 163 |
| Mars | 7 | 55 | 6 | 24 | 92 | 178 |
| Avril | 6 | 58 | 2 | 48 | 114 | 175 |
| Mai | 8 | 57 | 4 | 38 | 107 | 174 |
| Juin | 8 | 53 | 13 | 51 | 125 | 185 |
| Juillet | 9 | 62 | 12 | 51 | 134 | 175 |
| Août | 7 | 51 | 5 | 36 | 99 | 159 |
| Septembre | 8 | 58 | 2 | 82 | 150 | 164 |
| Octobre | 9 | 75 | 5 | 20 | 109 | 186 |
| Novembre | 5 | 59 | 3 | 42 | 109 | 167 |
| Décembre | 17 | 65 | 17 | 77 | 176 | 329 |
| Année 1952 | 104 | 694 | 80 | 535 | 1.413 | 2.223 |

La ventilation des dépenses des caisses régionales est relevée ci-après (en millions de francs):

| | PREMIER trimestre. | DEUXIÈME trimestre. | TROISIÈME trimestre. | QUATRIÈME trimestre. | ANNÉE 1952 |
|---|---|---|---|---|---|
| Action sanitaire et sociale: | | | | | |
| Œuvres réalisées par les caisses | 331 | 395 | 325 | 528 | 1.579 |
| Subventions | 347 | 326 | 390 | 306 | 1.369 |
| Avances et prêts | 85 | 337 | 57 | 108 | 587 |
| Service social | 200 | 166 | 168 | 224 | 758 |
| Autres dépenses | 37 | 28 | 29 | 24 | 108 |
| Total | 990 | 1.252 | 969 | 1.190 | 4.401 |
| Contrôle médical | 553 | 593 | 606 | 754 | 2.506 |

## G. — RECAPITULATION ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

(En millions de francs.)

| | 1951 (résultats rectifiés). | 1952 (résultats provisoires). |
|---|---|---|
| **ACTION SANITAIRE ET SOCIALE** | | |
| *Recettes* (1). | | |
| a) Caisses primaires: | | |
| Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales | 716 | 967 |
| Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail | 424 | 530 |
| Majorations de retard | 1.162 | (4) 511 |
| Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres | 28 | (5) » |
| Total | 2.360 | 2.008 |
| b) Caisses régionales: | | |
| Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales | 1.784 | 2.299 |
| Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail | 429 | 530 |
| Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres | 571 | (5) » |
| Total | 2.784 | 2.829 |
| c) Caisses d'allocations familiales: | | |
| Prélèvements sur cotisations « salariés » | 8.605 | 10.752 |
| Prélèvements sur cotisations « travailleurs indépendants » | 331 | 393 |
| Majorations de retard | 1.116 | (4) 655 |
| Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres | 353 | (5) » |
| Total | 10.405 | 11.800 |
| d) Caisse nationale de sécurité sociale: | | |
| Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail | 429 | 530 |
| Prélèvements sur les ressources du régime des étudiants | 15 | » |
| Prélèvements sur cotisations d'allocations familiales: | | |
| Salariés | 688 | 929 |
| Travailleurs indépendants | 18 | 21 |
| Total | 1.150 | 1.480 |
| Total général | 16.699 | 18.117 |
| *Dépenses.* | | |
| Caisses primaires de sécurité sociale | 1.128 | 1.413 |
| Caisses régionales de sécurité sociale (2) | 3.006 | 4.065 |
| Caisses d'allocations familiales (3) | 9.144 | 11.074 |
| Caisse nationale de sécurité sociale | 1.215 | 1.221 |
| Total | 14.493 | 17.773 |
| **CONTRÔLE MÉDICAL** | | |
| *Recettes.* | | |
| a) Caisses primaires: | | |
| Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales | 1.085 | 1.508 |
| Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail | 424 | 530 |
| Total | 1.509 | 2.038 |
| b) Caisses régionales: | | |
| Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales | 1.660 | 2.242 |
| Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail | 429 | 530 |
| Total | 2.089 | 2.772 |
| Total général | 3.598 | 4.810 |
| *Dépenses.* | | |
| Caisses primaires de sécurité sociale | 1.924 | 2.223 |
| Caisses régionales de sécurité sociale | 1.913 | 2.506 |
| Total | 3.837 | 4.729 |

(1) Non compris les prélèvements sur les réserves des comptes de prestations des caisses d'allocations familiales et certaines recettes diverses.
(2) Déduction faite des subventions ou avances de la caisse nationale (351 millions en 1951, 336 millions en 1952).
(3) Déduction faite des subventions ou avances de la caisse nationale (369 millions en 1951, 415 millions en 1952).
(4) Majorations de retard encaissées au cours du premier semestre.
(5) Ces recettes n'apparaîtront que dans les résultats rectifiés.

# V. — PATRIMOINE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

Pour déterminer le patrimoine des organismes de sécurité sociale, il est nécessaire de connaître, d'une part, les disponibilités des caisses et, d'autre part, leurs investissements. Les renseignements ci-après ressortant de la comptabilité des caisses en ce qui concerne l'encaisse, les comptes courants et l'actif immobilier; ils ont été fournis par la caisse des dépôts et consignations en ce qui concerne les comptes d'encaissements et de fonds disponibles gérés par cet organisme.

## 1° Disponibilités

Dans les disponibilités des caisses, on peut distinguer:

*a*) L'encaisse;

*b*) Les comptes courants bancaires, postaux et chez le préposé de la caisse des dépôts et consignations;

*c*) Les fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations.

Par ailleurs, la caisse des dépôts et consignations détient des fonds aux comptes d'encaissement. Les sommes figurant à ces comptes concernent des cotisations centralisées à Paris, mais non encore ventilées, c'est-à-dire réparties entre les différentes catégories d'organismes. Bien que ces sommes ne puissent être utilisées par les caisses, elles peuvent être ajoutées aux disponibilités dans une situation d'ensemble.

Le tableau H 1 donne l'encaisse, l'avoir aux comptes courants et les fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations des différents organismes de sécurité sociale au 31 décembre 1952.

H 1. — **DISPONIBILITES** (en millions de francs).

| | ENCAISSE | COMPTES courants. | FONDS disponibles C.D.C. | TOTAL des disponibilités. |
|---|---|---|---|---|
| Caisse nationale de sécurité sociale | 1 | 396 | 29.485 | 29.882 |
| Caisses régionales de sécurité sociale | 7 | 6.181 | 5.657 | 11.845 |
| Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés | 6 | 5.063 | 13.698 | 18.767 |
| Caisse nationale d'assurances sur la vie (section spéciale des assurances sociales) | » | » | 399 | 399 |
| Caisses primaires | 977 | 8.726 | 4.214 | 14.070 |
| Unions pour le recouvrement des cotisations | 9 | 144 | | |
| Caisses d'allocations familiales | 825 | 26.912 | 1.506 | 29.243 |
| Total | 1.825 | 47.422 | 54.959 | 104.296 |

Par ailleurs, le montant des comptes d'encaissement à la caisse des dépôts et consignations s'élevait, au 31 décembre 1952, à 971 millions.

## 2° Investissements

Les investissements concernent:

*a*) Les valeurs mobilières;

*b*) Les prêts simples et hypothécaires;

*c*) Les prêts sur le fonds commun du travail;

*d*) Les immeubles administratifs et les immeubles placement;

*e*) Les immeubles sanitaires.

Les chiffres donnés résultent de la comptabilité des caisses; ils représentent en ce qui concerne les placements et les immeubles le prix d'achat ou de revient. Le montant des prêts sur le fonds commun du travail peut différer des chiffres donnés par la caisse des dépôts et consignations, les caisses n'ayant une connaissance exacte des amortissements effectués qu'avec un certain retard.

Le tableau H 2 donne le détail des investissements au 31 décembre 1952:

H 2. — **INVESTISSEMENTS** (en millions de francs).

| | VALEURS mobilières. | PRETS | PLACEMENTS fonds commun du travail. | IMMEUBLES administratifs. | IMMEUBLES sanitaires. | TOTAL des investissements. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Caisse nationale de sécurité sociale | 3.803 | 391 | 1.318 | 187 | 955 | 6.654 |
| Caisses régionales de sécurité sociale | 1.106 | 723 | » | 1.013 | 2.998 | 5.840 |
| Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés | 3.776 | 444 | 4.317 | 1.956 | » | 10.493 |
| Caisses primaires | 260 | 62 | » | 2.816 | 785 | 3.923 |
| Caisses d'allocations familiales | 338 | 379 | » | 1.325 | 1.613 | 3.655 |
| Total | 9.283 | 1.999 | 5.635 | 7.297 | 6.351 | 30.565 |

On peut récapituler ainsi le patrimoine des organismes de sécurité sociale au 31 décembre 1951 et au 31 décembre 1952.

| | AU 31 DÉCEMBRE 1951 | AU 31 DÉCEMBRE 1952 |
|---|---|---|
| *Disponibilités.* | | |
| 1° Encaisse | 1.819 | 1.825 |
| 2° Comptes courants | 44.055 | 47.422 |
| 3° Fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations | (1) 43.455 | 54.959 |
| 4° Comptes d'encaissement à la caisse des dépôts et consignations | 4.608 | 971 |
| *Investissements.* | | |
| 1° Valeurs mobilières | 10.932 | 9.283 |
| 2° Prêts | 1.927 | 1.999 |
| 3° Fonds commun du travail | 5.930 | 5.635 |
| 4° Immeubles administratifs et immeubles placement | (2) 4.561 | 7.297 |
| 5° Immeubles sanitaires | 4.391 | 6.351 |
| Total général | 121.438 | 135.712 |

(1) Résultat rectifié, le solde du compte de la caisse nationale de sécurité sociale s'élevant à 21.711 millions et non à 21.547 millions.
(2) Résultat rectifié.

On peut remarquer que le patrimoine a augmenté de 14.304 millions au cours de l'année 1952. Par ailleurs, l'excédent des recettes sur les dépenses tel qu'il se dégage des tableaux récapitulatifs (D 1, E 2, F 3) s'élève à 9.753 millions pour l'ensemble des trois législations. Le tableau H 3 explique les variations du patrimoine à partir des résultats de recettes et de dépenses des années 1951 et 1952.

### H 3. — RECAPITULATION DES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE REGIME GENERAL DE SECURITE SOCIALE

(En millions de francs.)

| | 1951 | | 1952 | |
|---|---|---|---|---|
| 1. Disponibilités et investissements au 1er janvier | 123.059 | 123.059 | 121.438 | 121.438 |
| 2. Recettes relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3: | | | | |
| Assurances sociales | 300.263 | | 384.111 | |
| Accidents du travail | 43.511 | | 51.185 | |
| Prestations familiales: | | | | |
| Salariés | 275.323 | | 371.599 | |
| Employeurs et travailleurs indépendants | 18.120 | | 21.421 | |
| Total 2 | | 637.217 | | 831.316 |
| 3. Dépenses relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3: | | | | |
| Assurances sociales | — 313.611 | | — 415.841 | |
| Accidents du travail | — 44.422 | | — 53.008 | |
| Prestations familiales: | | | | |
| Salariés | — 265.727 | | — 330.834 | |
| Employeurs et travailleurs indépendants | — 18.439 | | — 21.880 | |
| Total 3 | | — 672.199 | | — 821.563 |
| 4. Différence entre les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2, F 3 et les dépenses effectives: | | | | |
| Action sanitaire et sociale (1) | — 1.024 | | — 822 | |
| Contrôle médical (1) | — 239 | | 81 | |
| Fonds de prévention des accidents du travail | 279 | | — 104 | |
| Allocation de logement | 724 | | 432 | |
| Total 4 | | — 267 | | — 413 |
| 5. Recettes et dépenses comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3 n'ayant pas donné lieu ou n'ayant donné lieu qu'en partie à des opérations de trésorerie du régime général: | | | | |
| Remboursements à l'assurance vieillesse agricole | 2.659 | | 596 | |
| Taxes versées à la caisse des dépôts et consignations (accidents du travail) | — 46 | | — 36 | |
| Fonds de majoration et de solidarité (accidents du travail) | (2) — 555 | | (3) 880 | |
| Total 5 | | 2.058 | | 1.440 |
| 6. Recettes et dépenses non comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3: | | | | |
| Versement de l'Etat au compte « Fonctionnaires » de la caisse nationale de sécurité sociale | 13.000 | | | |
| Avances du Trésor | 16.000 | | | |
| Revenus du patrimoine | (4) 1.190 | | | |
| Règlement au titre de la contribution spéciale de 4 p. 100 (arriéré) | 403 | | | |
| Majorations de retard | 2.278 | | 2.421 | |
| Avances aux hôpitaux et débiteurs divers de la caisse primaire centrale de la région parisienne (5) | — 1.658 | | — 225 | |
| Accords internationaux | — 182 | | — 125 | |
| Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres (6) | 952 | | | |
| Total 6 | | 31.983 | | 2.071 |
| 7. Opérations diverses et recettes à imputer | 413 | 413 | (7) 1.453 | (7) 1.453 |
| 8. Disponibilités et investissements au 31 décembre (8) | 121.438 | 121.438 | 135.742 | 135.742 |

(1) Les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2 et F 3 ne constituent pas la totalité des recettes de l'action sanitaire et du contrôle médical.

(2) Différence entre les versements effectifs de la caisse nationale à la caisse des dépôts et consignations (12.771 millions) et les dépenses des fonds de majoration et de solidarité (12.216 millions).

(3) Différence entre les dépenses des fonds de majoration et de solidarité (13.885 millions) et les versements effectifs de la caisse nationale de sécurité sociale à la caisse des dépôts et consignations (13.005 millions).

(4) Caisse nationale: 528 millions, caisses d'allocations familiales: 206 millions, caisses primaires: 148 millions, caisses régionales: 108 millions, caisses vieillesse: 200 millions.

(5) Augmentation accusée par ce poste au cours des deux années considérées.

(6) Au titre de l'action sanitaire et sociale.

(7) Y compris les revenus du patrimoine, les remboursements d'avances et de prêts, les excédents d'exploitation des œuvres qui n'apparaîtront que dans les résultats rectifiés.

(8) Ce poste correspond à la somme des postes 1 à 7.

## VI. — PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ANNEE 1952 PAR REGION DE SECURITE SOCIALE

### I. — Cotisations et prestations d'assurances sociales par région de sécurité sociale (1).

(En millions de francs.)

| RÉGIONS | COTISATIONS | PRESTATIONS MALADIE | | PRESTATIONS LONGUE MALADIE | | PRESTATIONS MATERNITÉ | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | En nature. | En espèces. | En nature. | En espèces. | En nature. | En espèces. |
| Paris | 125.402 | 38.308 | 8.484 | 8.417 | 3.754 | 3.363 | 1.425 |
| Rouen | 18.974 | 4.975 | 1.502 | 1.115 | 619 | 552 | 185 |
| Lille | 41.613 | 9.331 | 3.622 | 2.405 | 1.360 | 1.037 | 439 |
| Nancy | 22.116 | 5.951 | 1.770 | 1.633 | 714 | 648 | 226 |
| Rennes | 9.150 | 3.125 | 636 | 836 | 366 | 315 | 86 |
| Nantes | 13.236 | 4.470 | 928 | 898 | 388 | 461 | 119 |
| Orléans | 7.465 | 2.062 | 516 | 335 | 202 | 212 | 80 |
| Dijon | 14.493 | 4.230 | 1.094 | 820 | 404 | 436 | 134 |
| Limoges | 8.524 | 3.012 | 586 | 653 | 249 | 316 | 83 |
| Clermont-Ferrand | 7.204 | 2.674 | 639 | 717 | 202 | 200 | 60 |
| Lyon | 35.979 | 10.694 | 2.984 | 3.731 | 1.063 | 981 | 312 |
| Bordeaux | 11.611 | 4.605 | 676 | 1.328 | 309 | 357 | 109 |
| Toulouse | 8.268 | 2.914 | 593 | 434 | 266 | 272 | 71 |
| Montpellier | 6.618 | 2.917 | 475 | 791 | 223 | 225 | 50 |
| Marseille | 18.970 | 7.220 | 1.541 | 2.024 | 817 | 593 | 130 |
| Strasbourg | 21.539 | 8.277 | 1.416 | 948 | 390 | 492 | 177 |
| C. N. A. V. (5) | * | * | * | * | * | * | * |
| Total général | 371.522 | 114.765 | 27.492 | 26.185 | 11.356 | 10.490 | 3.716 |

| RÉGIONS | DÉCÈS | TOTAL des prestations servies par les caisses primaires (2). | PENSIONS d'invalidité. | ASSURANCE VIEILLESSE et allocation aux vieux travailleurs salariés. | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Pensions vieillesse (3). | Allocation aux vieux travailleurs salariés (4). | Divers. | Total. |
| Paris | 1.079 | 64.530 | 4.733 | 16.478 | 14.695 | 1.064 | 32.237 |
| Rouen | 176 | 9.154 | 675 | 2.122 | 3.456 | 142 | 5.720 |
| Lille | 397 | 18.591 | 1.498 | 7.069 | 5.435 | 192 | 12.696 |
| Nancy | 200 | 10.542 | 515 | 3.528 | 2.356 | 151 | 6.035 |
| Rennes | 80 | 5.474 | 396 | 1.373 | 3.485 | 114 | 4.972 |
| Nantes | 112 | 7.376 | 520 | 2.049 | 4.518 | 126 | 6.693 |
| Orléans | 57 | 3.464 | 247 | 964 | 2.811 | 120 | 3.895 |
| Dijon | 118 | 7.236 | 407 | 2.238 | 3.368 | 133 | 5.739 |
| Limoges | 61 | 4.960 | 385 | 1.093 | 4.524 | 184 | 5.801 |
| Clermont-Ferrand | 58 | 4.550 | 302 | 928 | 2.835 | 150 | 3.913 |
| Lyon | 341 | 20.136 | 1.194 | 4.729 | 4.631 | 133 | 9.493 |
| Bordeaux | 96 | 7.480 | 375 | 2.100 | 4.258 | 141 | 6.499 |
| Toulouse | 53 | 4.693 | 305 | 1.449 | 3.333 | 115 | 4.897 |
| Montpellier | 50 | 4.731 | 284 | 1.196 | 3.220 | 122 | 4.538 |
| Marseille | 166 | 12.491 | 528 | 2.544 | 3.720 | 229 | 6.493 |
| Strasbourg | 177 | 11.907 | 1.262 | 12.548 | 322 | 197 | 13.067 |
| C. N. A. V. (5) | * | * | * | 16.894 | 151 | 9 | 17.054 |
| Total général | 3.221 | 197.225 | 13.636 | 79.302 | 67.118 | 3.322 | 149.712 |

(1) Régime général proprement dit et régimes divers y rattachés, à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Au titre des assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.

(3) Pensions servies aux assurés sociaux ayant cotisé et pensions de réversion.

(4) Y compris l'allocation aux mères de cinq enfants et le secours viager.

(5) Caisse nationale d'assurances sur la vie.

II. — **Nombre d'indemnités, allocations ou pensions servies au titre des assurances sociales au cours de l'année ou au 31 décembre 1952 (1).**

| RÉGIONS | INDEMNITÉS JOURNALIÈRES | | NOMBRE DE NAISSANCES | | | NOMBRE de décès. | PENSIONS D'INVALIDITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Assurance maladie. | Assurance maternité. | Mères assurées. | Mères non assurées. | Total. | | Entrées de l'année. | Sorties de l'année. | Pensions en cours au 31 décembre 1952. |
| Paris | 21.223.935 | 3.861.315 | 44.985 | 48.336 | 93.321 | 15.889 | 14.283 | 10.716 | 85.008 |
| Rouen | 4.443.976 | 612.482 | 8.250 | 20.067 | 28.317 | 2.765 | 2.574 | 1.200 | 12.589 |
| Lille | 10.054.271 | 1.398.531 | 17.210 | 38.250 | 55.460 | 6.006 | 4.799 | 2.970 | 26.779 |
| Nancy | 5.096.954 | 754.335 | 9.615 | 20.852 | 30.467 | 3.034 | 1.494 | 1.377 | 8.894 |
| Rennes | 2.307.414 | 318.606 | 4.070 | 12.406 | 16.476 | 1.484 | 1.308 | 909 | 7.384 |
| Nantes | 2.909.407 | 430.426 | 5.501 | 15.378 | 20.879 | 1.864 | 1.483 | 1.161 | 9.396 |
| Orléans | 1.658.057 | 296.095 | 3.640 | 6.863 | 10.503 | 994 | 735 | 475 | 4.279 |
| Dijon | 3.220.142 | 446.405 | 6.603 | 14.135 | 20.738 | 1.984 | 1.049 | 895 | 7.354 |
| Limoges | 2.030.268 | 307.025 | 4.193 | 10.384 | 14.577 | 1.099 | 1.008 | 608 | 7.405 |
| Clermont-Ferrand | 1.916.701 | 206.996 | 2.738 | 6.042 | 8.780 | 1.025 | 787 | 530 | 5.601 |
| Lyon | 8.710.713 | 1.083.125 | 13.060 | 25.206 | 38.266 | 5.677 | 4.231 | 2.623 | 23.814 |
| Bordeaux | 2.254.544 | 397.742 | 5.471 | 10.793 | 16.264 | 1.737 | 1.026 | 695 | 7.782 |
| Toulouse | 1.859.394 | 250.778 | 3.923 | 8.502 | 12.425 | 895 | 725 | 610 | 5.924 |
| Montpellier | 1.618.262 | 176.263 | 2.297 | 5.950 | 8.247 | 938 | 811 | 585 | 4.963 |
| Marseille | 4.535.792 | 426.453 | 4.989 | 13.150 | 18.139 | 2.562 | 1.622 | 960 | 8.352 |
| Strasbourg | 4.065.303 | 554.460 | 6.676 | 15.156 | 21.832 | 2.748 | » | » | 17.291 |
| Total | 77.905.427 | 11.523.737 | 143.221 | 271.470 | 414.691 | 50.701 | (2) 37.935 | (3) 26.344 | 212.326 |

(1) Régime général proprement dit et régimes divers y rattachés, à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Non compris la région de Strasbourg.

(3) 16.541 sorties correspondent à des entrées postérieures au 1er janvier 1946 (nouveau régime) et 9.773 à des entrées antérieures (ancien régime), non compris la région de Strasbourg.

**III. — Cotisations et prestations « accidents du travail ». — Nombre d'indemnités journalières. Rentes en cours au 31 décembre 1952.**

| RÉGIONS | COTISATIONS (en millions de francs) (1). | INCAPACITÉ TEMPORAIRE | | | | INCAPACITÉ PERMANENTE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Indemnités journalières. (en millions de francs). | Autres prestations (en millions de francs). | Total des prestations (en millions de francs). | Nombre d'indemnités journalières. | Rentes servies par les caisses régionales (en millions de francs) (2). | Nombre de rentes en cours au 31 décembre 1952 (3). | | |
| | | | | | | | Assurés. | Ayants droit. | Total. |
| Paris | 15.734 | 3.719 | 2.571 | 6.290 | 5.401.615 | 1.659 | 72.424 | 4.167 | 76.591 |
| Rouen | 3.252 | 852 | 499 | 1.351 | 1.414.370 | 460 | 16.982 | 1.339 | 18.321 |
| Lille | 6.953 | 1.848 | 926 | 2.774 | 3.098.183 | 677 | 33.244 | 1.885 | 35.129 |
| Nancy | 3.875 | 997 | 555 | 1.552 | 1.711.560 | 413 | 17.319 | 1.505 | 18.824 |
| Rennes | 1.456 | 303 | 204 | 507 | 663.768 | 170 | 6.322 | 909 | 7.231 |
| Nantes | 2.036 | 461 | 281 | 742 | 866.743 | 215 | 9.119 | 521 | 9.640 |
| Orléans | 1.048 | 254 | 145 | 399 | 475.765 | 131 | 5.494 | 373 | 5.867 |
| Dijon | 2.006 | 425 | 262 | 687 | 859.720 | 240 | 12.325 | 1.164 | 13.489 |
| Limoges | 1.223 | 299 | 201 | 500 | 629.861 | 202 | 6.909 | 374 | 7.283 |
| Clermont-Ferrand | 1.149 | 336 | 169 | 505 | 619.508 | 171 | 7.881 | 366 | 8.247 |
| Lyon | 5.696 | 1.910 | 956 | 2.866 | 3.404.244 | 694 | 37.613 | 2.196 | 39.809 |
| Bordeaux | 1.797 | 389 | 315 | 704 | 761.661 | 269 | 13.701 | 1.171 | 14.872 |
| Toulouse | 1.129 | 316 | 194 | 510 | 604.154 | 189 | 6.342 | 422 | 6.764 |
| Montpellier | 959 | 284 | 182 | 466 | 527.773 | 186 | 6.861 | 466 | 7.327 |
| Marseille | 3.373 | 1.121 | 648 | 1.769 | 1.712.773 | 398 | 25.490 | 1.924 | 27.414 |
| Strasbourg | 2.634 | 724 | 484 | 1.208 | 1.204.309 | 872 | 21.517 | 2.862 | 24.379 |
| Total | 54.294 | 14.228 | 8.592 | 22.820 | 23.659.367 | 6.940 | 299.543 | 21.674 | 321.217 |

(1) Les ristournes versées aux employeurs au titre des années 1947-1948-1949 n'ont pas été déduites.

(2) A l'exclusion des majorations de rentes servies par le fonds de majoration dont la charge incombe également au régime général.

(3) Rentes correspondant à des accidents survenus depuis le 1er janvier 1947, exception faite pour la région de Strasbourg où le régime est antérieur.

**IV. — Cotisations d'allocations familiales et prestations familiales par région de sécurité sociale.**

**Familles bénéficiaires au 31 décembre 1952.**

| RÉGIONS | SECTION DES SALARIES — Salariés du régime général — Cotisations (en millions). | Prestations (1). Allocations familiales (en millions). | Allocations de salaire unique (en millions). | Autres prestations (2) (en millions). | Total (en millions). | Population non active, prestations (1) (total) (en millions) (1). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 127.766 | 30.311 | 31.369 | 6.777 | 68.457 | 4.707 |
| Rouen | 18.090 | 9.059 | 7.128 | 1.732 | 17.919 | 1.232 |
| Lille | 41.768 | 16.275 | 13.966 | 3.352 | 33.593 | 2.009 |
| Nancy | 21.816 | 9.806 | 7.809 | 1.811 | 19.426 | 988 |
| Rennes | 8.726 | 5.590 | 4.234 | 933 | 10.757 | 782 |
| Nantes | 12.538 | 7.332 | 5.965 | 1.339 | 14.636 | 895 |
| Orléans | 6.943 | 3.142 | 2.582 | 558 | 6.882 | 437 |
| Dijon | 14.320 | 6.617 | 5.228 | 1.151 | 12.996 | 514 |
| Limoges | 7.773 | 3.946 | 3.320 | 741 | 8.007 | 719 |
| Clermont-Ferrand | 6.800 | 2.852 | 2.488 | 509 | 5.849 | 188 |
| Lyon | 35.456 | 13.137 | 11.120 | 2.298 | 26.555 | 1.324 |
| Bordeaux | 10.828 | 4.714 | 4.338 | 862 | 9.914 | 715 |
| Toulouse | 7.685 | 3.237 | 3.134 | 605 | 6.976 | 504 |
| Montpellier | 5.884 | 2.974 | 2.675 | 513 | 6.162 | 428 |
| Marseille | 17.804 | 7.317 | 7.251 | 1.234 | 15.802 | 1.329 |
| Strasbourg | 19.045 | 7.421 | 6.708 | 1.399 | 15.528 | 909 |
| Total | 363.242 | 133.730 | 119.315 | 25.814 | 278.859 | 17.680 |

| RÉGIONS | SECTION DES SALARIÉS — Salariés des mines — Cotisations (en millions). | Prestations (en millions) (1). | Familles bénéficiaires — Salariés du régime général. | Salariés des mines. | SECTION DES EMPLOYEURS et travailleurs indépendants — Cotisations (en millions). | Prestations (en millions) (1). | Familles bénéficiaires. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | » | » | 553.517 | » | 5.940 | 3.699 | 51.876 |
| Rouen | 65 | 38 | 122.915 | 1.427 | 1.135 | 1.278 | 17.172 |
| Lille | 3.618 | 5.793 | 252.155 | 92.178 | 2.275 | 1.867 | 22.499 |
| Nancy | 435 | 502 | 112.847 | 8.130 | 1.114 | 976 | 13.448 |
| Rennes | » | 13 | 77.317 | 653 | 978 | 1.339 | 18.335 |
| Nantes | 103 | 156 | 106.135 | 2.477 | 965 | 1.417 | 19.115 |
| Orléans | 40 | 48 | 17.593 | 825 | 613 | 581 | 8.531 |
| Dijon | 281 | 322 | 96.497 | 5.804 | 905 | 936 | 12.568 |
| Limoges | » | » | 62.383 | » | 864 | 886 | 12.693 |
| Clermont-Ferrand | 208 | 239 | 46.669 | 4.713 | 559 | 561 | 8.668 |
| Lyon | 581 | 696 | 207.420 | 11.755 | 1.793 | 1.949 | 26.912 |
| Bordeaux | » | » | 82.087 | » | 861 | 871 | 12.794 |
| Toulouse | 250 | 219 | 59.173 | 5.290 | 640 | 684 | 10.540 |
| Montpellier | 753 | 1.015 | 55.389 | 16.223 | 641 | 662 | 10.602 |
| Marseille | 157 | 147 | 130.109 | 946 | 1.215 | 1.150 | 16.789 |
| Strasbourg | 1.856 | 1.857 | 134.237 | 35.977 | 923 | 791 | 11.874 |
| Total | 8.357 | 11.135 | 2.170.643 | 186.428 | 21.421 | 19.677 | 274.416 |

(1) A l'exclusion des allocations de logement, primes de déménagement et d'aménagement.
(2) Allocations prénatales, allocations de maternité, congés de naissance.

TROISIÈME PARTIE

# REPARTITION DETAILLEE DES OPERATIONS DE L'ANNEE 1951 DANS LE CADRE DES REGIONS RESULTATS D'ORDRE DEMOGRAPHIQUE

**Nota.** — Les opérations financières relevées dans cette troisième partie sont indiquées en francs.

## A. — CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

**I. — Cotisations assurances sociales et accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les directions régionales de sécurité sociale au cours de l'année 1951.**

(Compte tenu des identifications, annulations, remboursements et régularisations.)

| RÉGIONS | ASSURANCES SOCIALES | | | | | | ACCIDENTS du travail. | MAJORATIONS de retard assurances sociales et accidents du travail. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Régime général. | Régime divers. | Total. | Fonctionnaires et ouvriers d'Etat. | Étudiants. | Total. | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | (1) 96.399.537.019 | 895.302.416 | (1) 97.294.839.435 | 1.159.547.004 | 22.554.133 | (1) 98.476.940.572 | 13.528.888.105 | 265.910.724 |
| Rouen | 14.860.409.769 | 150.018.503 | 15.010.428.272 | 381.121.709 | 1.318.600 | 15.392.868.581 | 2.752.398.302 | 81.252.963 |
| Lille | 33.901.604.094 | 392.078.715 | 34.293.682.809 | 537.439.947 | 2.743.200 | 34.833.865.956 | 5.958.632.854 | 114.274.907 |
| Nancy | 17.099.690.524 | 217.802.851 | 17.317.493.375 | 377.708.378 | 2.115.000 | 17.697.316.753 | 3.004.311.896 | 53.381.819 |
| Rennes | 7.153.941.415 | 157.072.152 | 7.311.013.567 | 381.121.412 | 1.679.000 | 7.693.813.979 | 1.151.475.998 | 61.223.407 |
| Nantes | 9.959.135.033 | 185.153.676 | 10.144.288.709 | 342.016.955 | 1.802.800 | 10.488.108.464 | 1.597.581 147 | 61.375.635 |
| Orléans | 5.540.183.372 | 113.403.330 | 5.653.586.702 | 248.161.730 | 145.800 | 5.901.894.232 | 835.736.013 | 49.355.089 |
| Dijon | 11.356.552.173 | 212.905.647 | 11.569.457.820 | 338.801.808 | 1.038.600 | 11.909.298.228 | 1.660.871.454 | 47.988.508 |
| Limoges | 6.546.670.969 | 163.871.867 | 6.710.542.836 | 379.103.640 | 999.200 | 7.090.645.676 | 1.045.594.708 | 41.972.900 |
| Clermont-Ferrand | 5.498.018.929 | 100.363.353 | 5.598.382.282 | 230.964.223 | 1.266.800 | 5.830.613.305 | 899.312.812 | 20.420.770 |
| Lyon | 28.610.111.986 | 379.092.076 | 28.989.204.062 | 624.506.364 | 4.971.800 | 29.618.682.226 | 4.872.136.628 | 114.444.984 |
| Bordeaux | 8.735.814.206 | 148.430.382 | 8.884.244.588 | 379.688.936 | 2.233.832 | 9.266.167.356 | 1.471.226.829 | 57.417.524 |
| Toulouse | 6.376.350.914 | 159.447.506 | 6.535.798.420 | 355.201.465 | 2.471.750 | 6.893.471.635 | 1.043.367.182 | 30.923.103 |
| Montpellier | 5.126.608.784 | 152.742.852 | 5.279.351.636 | 278.949.457 | 1.908.000 | 5.560.209.093 | 877.366.883 | 36.514.278 |
| Marseille | 13.831.821.087 | 312.174.277 | 14.143.995.364 | 613.290.256 | 2.428.200 | 14.759.713.820 | 2.633.874.573 | 67.955.296 |
| Strasbourg | 16.581.514.216 | 489.888.095 | 17.071.402.311 | 332.096.971 | 1.810.200 | 17.405.309.482 | 1.919.884.459 | 57.656.639 |
| Total | 287.577.964.490 | 4.229.747.698 | 291.807.712.188 | 6.959.720.255 | 51.486.915 | 298.818.919.358 | 45.252.659.840 | 1.161.768.545 |
| Contribution spéciale de 4 p. 100 (arriéré) | 403.051.715 | | 403.051.715 | | | 403.051.715 | | |
| Total | 287.981.016.205 | | 292.210.763.903 | | | 299.221.971.073 | | |

(1) Non compris une somme de 403.051.715 F, montant des versements effectués au cours de l'année 1951 au titre de la contribution spéciale de 4 p. 100 des années 1945-1946.

II. — **Cotisations ventilées en 1951 au titre des assurances sociales.**

| RÉGIONS | TOTAL des cotisations ventilées assurances sociales. | COTISATIONS ATTRIBUÉES aux caisses primaires. Régime général. Risques. | Action sanitaire et sociale. | Contrôle médical. | Fonctionnaires. | Etudiants. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 97.464.851.805 | 37.391.833.027 | 243.717.531 | 342.265.513 | 1.161.941.302 | 25.310.769 |
| Rouen | 15.188.833.619 | 5.805.962.232 | 37.972.410 | 53.296.901 | 374.794.177 | 1.201.400 |
| Lille | 31.790.929.863 | 13.148.651.468 | 88.060.509 | 123.617.511 | 534.841.065 | 2.715.800 |
| Nancy | 17.589.080.871 | 6.765.024.794 | 44.382.843 | 62.337.539 | 377.445.195 | 2.241.600 |
| Rennes | 7.711.687.852 | 2.906.791.854 | 19.317.048 | 27.192.323 | 398.138.580 | 1.699.000 |
| Nantes | 10.440.684.852 | 3.997.801.385 | 26.401.202 | 37.138.362 | 339.091.547 | 1.786.400 |
| Orléans | 5.889.996.851 | 2.236.874.317 | 14.825.860 | 20.859.634 | 245.201.599 | 130.000 |
| Dijon | 11.868.402.126 | 4.536.997.041 | 29.811.772 | 41.884.506 | 337.842.327 | 1.199.000 |
| Limoges | 7.071.878.247 | 2.676.285.685 | 17.909.758 | 25.153.135 | 373.935.733 | 991.400 |
| Clermont-Ferrand | 5.926.152.554 | 2.245.149.335 | 14.799.143 | 20.806.960 | 228.790.634 | 1.196.200 |
| Lyon | 29.773.943.193 | 11.461.449.043 | 75.237.343 | 106.086.767 | 625.385.885 | 5.095.200 |
| Bordeaux | 9.281.106.862 | 3.512.344.183 | 23.164.376 | 32.563.455 | 383.510.818 | 2.235.032 |
| Toulouse | 6.870.174.120 | 2.602.841.791 | 17.356.049 | 24.451.123 | 355.427.256 | 2.412.350 |
| Montpellier | 5.562.681.360 | 2.120.021.848 | 14.229.360 | 20.069.109 | 282.077.893 | 1.908.000 |
| Marseille | 14.723.103.085 | 5.603.490.445 | 35.115.379 | 54.489.554 | 610.400.716 | 2.428.200 |
| Strasbourg | 17.406.293.684 | 7.438.465.998 | 43.605.576 | 61.543.936 | 332.092.724 | 1.791.600 |
| Total | 297.559.801.214 | 114.740.981.166 | 715.906.246 | 1.053.756.331 | 6.960.864.451 | 54.341.951 |

| RÉGIONS | COTISATIONS ATTRIBUÉES aux caisses régionales. Régime général. Risques. | Action sanitaire et sociale. | Contrôle médical. | à la caisse nationale. Régime général. Fonds national des assurances sociales. |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 3.335.856.616 | 582.441.214 | 532.347.022 | 53.849.165.808 |
| Rouen | 514.250.353 | 90.614.290 | 82.624.696 | 8.228.117.140 |
| Lille | 1.188.315.579 | 209.915.106 | 191.198.237 | 19.003.611.195 |
| Nancy | 596.901.942 | 105.689.733 | 96.521.893 | 9.538.865.332 |
| Rennes | 251.880.933 | 45.791.395 | 41.500.503 | 4.019.073.216 |
| Nantes | 349.151.685 | 62.733.465 | 56.977.232 | 5.569.603.574 |
| Orléans | 194.304.020 | 35.184.386 | 31.917.006 | 3.110.703.029 |
| Dijon | 399.537.202 | 71.005.747 | 64.624.156 | 6.385.500.375 |
| Limoges | 229.923.555 | 42.206.780 | 38.240.927 | 3.667.231.244 |
| Clermont-Ferrand | 196.749.041 | 35.202.174 | 31.996.352 | 3.151.462.715 |
| Lyon | 1.009.640.521 | 179.254.923 | 162.781.583 | 16.119.011.923 |
| Bordeaux | 307.274.781 | 55.086.140 | 50.467.690 | 4.914.460.393 |
| Toulouse | 222.772.358 | 41.065.952 | 37.150.408 | 3.566.697.133 |
| Montpellier | 180.512.866 | 33.595.355 | 30.312.829 | 2.879.924.100 |
| Marseille | 486.184.475 | 91.158.974 | 76.767.252 | 7.763.068.090 |
| Strasbourg | 589.278.125 | 102.774.339 | 92.617.654 | 8.744.422.732 |
| Total | 10.052.531.052 | 1.783.722.973 | 1.618.075.440 | 160.540.618.304 |

### III. — Cotisations ventilées en 1951 au titre des accidents du travail.

| RÉGIONS | TOTAL DES COTISATIONS ventilées accidents du travail. | COTISATIONS ATTRIBUÉES AUX CAISSES PRIMAIRES | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Risques. | Action sanitaire et sociale. | Contrôle médical. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 13.376.353.097 | 5.027.561.402 | 125.704.303 | 125.704.285 |
| Rouen | 2.721.805.581 | 987.806.122 | 24.686.063 | 24.686.047 |
| Lille | 5.943.414.353 | 2.190.473.685 | 54.761.762 | 54.761.697 |
| Nancy | 3.001.943.106 | 1.194.675.406 | 29.870.236 | 29.870.238 |
| Rennes | 1.146.988.138 | 397.542.316 | 9.942.885 | 9.942.888 |
| Nantes | 1.599.775.663 | 590.049.275 | 14.747.649 | 14.747.645 |
| Orléans | 866.226.141 | 309.295.699 | 7.733.990 | 7.733.973 |
| Dijon | 1.661.426.510 | 524.174.628 | 13.028.805 | 13.028.803 |
| Limoges | 1.061.098.508 | 371.484.942 | 9.293.523 | 9.293.488 |
| Clermont-Ferrand | 913.226.730 | 334.527.258 | 8.364.056 | 8.364.016 |
| Lyon | 4.920.371.703 | 1.963.762.595 | 49.100.898 | 49.100.873 |
| Bordeaux | 1.479.585.764 | 538.302.753 | 13.459.728 | 13.459.724 |
| Toulouse | 1.039.269.785 | 374.044.498 | 9.349.950 | 9.350.068 |
| Montpellier | 876.923.109 | 350.749.298 | 8.770.146 | 8.771.506 |
| Marseille | 2.632.671.946 | 1.036.278.013 | 25.906.155 | 25.907.365 |
| Strasbourg | 1.919.884.459 | 768.861.532 | 19.140.843 | 19.140.794 |
| Total | 45.160.964.593 | 16.959.589.422 | 423.860.962 | 423.863.389 |

| RÉGIONS | COTISATIONS ATTRIBUÉES | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | aux caisses régionales. | | | à la caisse nationale. | | |
| | Risques. | Action sanitaire et sociale. | Contrôle médical | Fonds national des accidents du travail. | Fonds d'action sanitaire et sociale. | Fonds de prévention des accidents du travail. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 1.762.550.059 | 125.904.518 | 125.890.990 | 5.831.004.374 | 125.911.673 | 126.121.493 |
| Rouen | 577.849.939 | 25.175.737 | 25.173.652 | 1.006.062.079 | 25.173.724 | 25.192.218 |
| Lille | 1.221.893.044 | 55.071.922 | 55.066.787 | 2.201.206.776 | 55.075.285 | 55.103.395 |
| Nancy | 420.631.043 | 30.073.859 | 30.063.180 | 1.206.567.630 | 30.093.902 | 30.097.612 |
| Rennes | 289.180.966 | 9.957.281 | 9.954.215 | 400.420.864 | 9.952.181 | 10.094.542 |
| Nantes | 314.798.291 | 14.974.452 | 14.973.045 | 605.525.385 | 14.973.058 | 14.986.293 |
| Orléans | 200.039.961 | 7.766.143 | 7.764.542 | 310.348.007 | 7.766.754 | 7.777.072 |
| Dijon | 419.624.956 | 16.211.053 | 16.208.383 | 626.470.967 | 16.226.596 | 16.452.319 |
| Limoges | 262.150.773 | 9.297.788 | 9.293.448 | 371.647.287 | 9.319.093 | 9.318.466 |
| Clermont-Ferrand | 192.906.451 | 8.364.620 | 8.364.017 | 335.601.366 | 8.368.161 | 8.366.785 |
| Lyon | 695.038.937 | 49.167.531 | 49.161.833 | 1.965.790.165 | 49.191.011 | 50.057.860 |
| Bordeaux | 316.726.774 | 13.501.680 | 13.499.510 | 543.603.428 | 13.515.396 | 13.516.771 |
| Toulouse | 229.379.454 | 10.042.813 | 9.775.315 | 377.777.536 | 9.466.798 | 10.083.353 |
| Montpellier | 122.780.425 | 8.768.317 | 8.771.495 | 350.769.660 | 8.772.635 | 8.769.957 |
| Marseille | 397.907.028 | 25.929.619 | 25.930.704 | 1.038.929.902 | 25.928.418 | 29.954.742 |
| Strasbourg | 276.674.879 | 19.281.184 | 19.141.097 | 758.123.122 | 19.141.065 | 20.379.943 |
| Total | 7.700.132.680 | 429.488.517 | 429.032.213 | 17.929.849.148 | 428.875.750 | 436.272.521 |

### IV. — Etat par nature des cotisations ventilées en 1951 au titre des accidents du travail.

| RÉGIONS | ASSURANCE obligatoire, totalité des risques. | ASSURANCE obligatoire, partie des risques. (1) | REMBOURSEMENTS de ristournes aux caisses régionales. | TAXES (2) | ASSURANCE volontaire. | TOTAL des cotisations ventilées. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 12.568.837.016 | 9.467.173 | 395.260 | 797.227.667 | 425.981 | 13.376.353.097 |
| Rouen | 2.468.482.768 | 24.382.153 | 236.282.328 | 2.745.189 | 213.143 | 2.721.805.581 |
| Lille | 5.474.619.888 | 16.044.347 | 451.547.363 | 693.881 | 508.874 | 5.943.414.353 |
| Nancy | 2.985.925.325 | 9.779.093 | » | 5.091.386 | 547.302 | 3.001.943.106 |
| Rennes | 993.677.222 | 686.145 | 149.772.462 | 2.547.448 | 305.461 | 1.146.988.138 |
| Nantes | 1.474.487.638 | 11.272.868 | 105.620.769 | 8.257.592 | 136.776 | 1.599.775.663 |
| Orléans | 773.128.672 | 1.529.549 | 91.353.151 | 56.179 | 158.590 | 866.226.141 |
| Dijon | 1.302.384.130 | 158.980.508 | 199.055.982 | 740.522 | 265.308 | 1.661.426.510 |
| Limoges | 928.186.279 | » | 132.022.037 | 159.680 | 430.512 | 1.061.098.508 |
| Clermont-Ferrand | 835.166.829 | » | 76.928.137 | 1.073.911 | 57.853 | 913.226.730 |
| Lyon | 4.900.934.643 | » | 18.363.051 | 515.027 | 538.982 | 4.920.371.703 |
| Bordeaux | 1.315.752.819 | 1.793.614 | 127.804.457 | 4.021.297 | 213.577 | 1.479.585.764 |
| Toulouse | 952.513.234 | 3.802.629 | 82.901.058 | » | 52.864 | 1.039.269.785 |
| Montpellier | 871.826.552 | 1.995.099 | » | » | 101.458 | 876.923.109 |
| Marseille | 2.507.885.661 | 1.167.862 | 116.862.117 | 6.191.603 | 564.703 | 2.632.671.946 |
| Strasbourg | 1.891.511.523 | 2.221.760 | 8.910.962 | 233.610 | 14.006.604 | 1.919.884.459 |
| Total | 42.281.350.219 | 243.092.800 | 1.787.819.134 | 830.154.692 | 18.547.748 | 45.160.964.593 |

(1) Cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire (art. 4 de la loi du 30 octobre 1946).

(2) Dues à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés par l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 par les collectivités ou entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail.

## V. — Dépenses de l'assurance maladie (régime général) (1). — Année 1951.

| RÉGIONS | FRAIS MÉDICAUX | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consultations. | Visites. | Pratique médicale courante. | Soins d'auxiliaires. | Frais de déplacement. | Total. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 1.979.595.083 | 1.507.246.042 | 1.197.388.988 | 543.688.162 | 185.493.391 | 5.413.411.666 |
| Rouen | 250.164.905 | 228.194.242 | 35.162.076 | 129.360.845 | 83.631.347 | 726.513.415 |
| Lille | 598.091.274 | 587.996.902 | 53.623.127 | 130.901.167 | 100.354.593 | 1.470.967.063 |
| Nancy | 334.331.558 | 291.209.480 | 76.780.775 | 106.904.304 | 90.995.119 | 900.221.236 |
| Rennes | 165.043.266 | 161.080.885 | 37.505.862 | 51.545.074 | 57.232.508 | 472.407.595 |
| Nantes | 196.716.307 | 189.002.656 | 35.635.405 | 102.459.153 | 57.495.058 | 581.308.579 |
| Orléans | 91.292.137 | 93.955.305 | 16.780.102 | 29.086.375 | 35.132.465 | 266.246.384 |
| Dijon | 212.748.442 | 164.015.864 | 60.475.999 | 81.841.388 | 69.442.220 | 588.523.913 |
| Limoges | 146.677.472 | 146.591.333 | 30.230.472 | 35.059.492 | 56.681.407 | 415.239.876 |
| Clermont-Ferrand | 124.413.563 | 89.751.969 | 18.451.646 | 44.011.134 | 31.782.166 | 308.410.478 |
| Lyon | 390.145.604 | 243.853.774 | 89.773.251 | 157.023.923 | 76.847.899 | 957.644.451 |
| Bordeaux | 247.057.934 | 263.721.219 | 127.541.796 | 47.151.206 | 51.433.479 | 736.905.634 |
| Toulouse | 159.279.219 | 153.500.994 | 42.618.106 | 28.354.711 | 39.436.994 | 423.190.024 |
| Montpellier | 141.848.624 | 145.024.728 | 69.522.864 | 38.824.417 | 29.099.102 | 424.319.732 |
| Marseille | 347.715.302 | 225.350.022 | 77.226.815 | 108.099.770 | 45.922.364 | 804.314.273 |
| Strasbourg | 539.455.214 | 267.342.894 | 107.444.496 | 116.690.113 | 48.986.625 | 1.079.919.342 |
| Total | 5.924.575.904 | 4.757.838.309 | 2.076.161.477 | 1.751.001.234 | 1.059.966.737 | 15.569.543.661 |
| Répartition de 100 F de prestations | 38,06 | 30,56 | 13,33 | 11,25 | 6,81 | 100 |

| RÉGIONS | FRAIS chirurgicaux. | PHARMACIE | LUNETTES et orthopédie. | SOINS DENTAIRES | FRAIS d'hospitalisation. | HONORAIRES médicaux, chirurgicaux dans les établissements publics. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 1.738.341.315 | 7.317.569.552 | 620.035.642 | 2.706.114.820 | 12.166.657.052 | 1.046.232.541 |
| Rouen | 273.350.148 | 1.258.696.471 | 110.262.334 | 358.871.274 | 1.152.139.468 | 106.992.493 |
| Lille | 691.123.572 | 2.657.009.998 | 182.463.210 | 675.390.600 | 1.691.931.602 | 171.056.175 |
| Nancy | 457.782.313 | 1.485.388.061 | 131.585.293 | 466.890.321 | 1.139.531.371 | 101.859.544 |
| Rennes | 294.774.263 | 719.563.385 | 55.894.501 | 276.345.165 | 564.175.498 | 32.114.665 |
| Nantes | 358.042.327 | 1.014.166.809 | 93.295.317 | 322.743.100 | 1.030.822.652 | 74.320.534 |
| Orléans | 150.042.861 | 471.021.683 | 44.741.029 | 162.378.797 | 397.857.213 | 24.022.498 |
| Dijon | 317.341.711 | 942.223.709 | 88.010.616 | 426.909.520 | 840.232.947 | 38.425.374 |
| Limoges | 212.920.855 | 716.137.394 | 67.204.476 | 257.356.645 | 660.880.664 | 32.271.647 |
| Clermont-Ferrand | 164.614.466 | 533.632.197 | 49.432.150 | 216.183.251 | 533.957.328 | 21.091.582 |
| Lyon | 638.379.919 | 1.917.261.591 | 189.881.574 | 870.907.696 | 3.612.085.564 | 211.927.841 |
| Bordeaux | 254.558.779 | 862.586.166 | 73.683.402 | 286.906.524 | 1.145.811.879 | 57.137.793 |
| Toulouse | 276.501.560 | 633.663.597 | 59.224.428 | 210.882.555 | 563.165.481 | 22.644.761 |
| Montpellier | 176.874.133 | 567.932.317 | 55.288.954 | 198.012.903 | 782.848.270 | 39.972.770 |
| Marseille | 669.411.677 | 1.409.141.635 | 116.961.865 | 451.248.107 | 2.122.538.639 | 137.660.911 |
| Strasbourg | 451.954.976 | 1.147.421.681 | 157.711.282 | 770.999.199 | 2.145.622.708 | 225.526.398 |
| Total | 7.126.015.175 | 23.953.692.246 | 2.095.679.103 | 8.661.240.777 | 30.573.258.036 | 2.343.227.227 |
| Répartition de 100 F de prestations | 6,20 | 20,83 | 1,83 | 7,53 | 26,59 | 2,04 |

| RÉGIONS | CURES thermales. | REMBOURSEMENTS à l'A.M.G. non ventilés. | DIVERS | TOTAL des prestations en nature. | INDEMNITÉS journalières. | TOTAL général. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 49.586.555 | 73.605.201 | 84.332.588 | 31.215.986.932 | 7.084.483.252 | 38.300.470.184 |
| Rouen | 43.296.739 | 125.074 | 9.301.993 | 4.039.549.409 | 1.275.197.213 | 5.314.746.622 |
| Lille | 8.517.344 | 168.963.093 | » | 7.720.422.657 | 3.116.292.569 | 10.836.715.226 |
| Nancy | 52.662.484 | 37.131.808 | 539.778 | 4.773.591.909 | 1.444.794.217 | 6.218.386.126 |
| Rennes | 2.334.361 | 27.717.514 | 982.396 | 2.446.309.070 | 546.648.573 | 2.992.957.643 |
| Nantes | 3.359.484 | 14.556.147 | 6.827.903 | 3.499.643.152 | 777.383.791 | 4.277.026.943 |
| Orléans | 6.058.723 | 73.239.554 | 1.462.432 | 1.597.073.874 | 419.271.446 | 2.016.345.320 |
| Dijon | 30.398.198 | 18.730.808 | 1.401.130 | 3.292.197.956 | 878.654.686 | 4.170.852.642 |
| Limoges | 20.172.422 | 37.345.372 | 1.313.045 | 2.421.442.096 | 515.377.276 | 2.936.819.372 |
| Clermont-Ferrand | 386.508.681 | 7.329.623 | 2.204.620 | 2.243.264.376 | 518.538.899 | 2.761.803.275 |
| Lyon | 118.940.433 | 8.009.174 | 395.833 | 8.525.434.076 | 2.459.165.719 | 10.984.599.795 |
| Bordeaux | 57.428.244 | 21.639.562 | 764.293 | 3.497.422.276 | 584.031.344 | 4.081.453.620 |
| Toulouse | 59.855.925 | 7.523.274 | 24.489.380 | 2.281.140.982 | 521.763.516 | 2.802.874.498 |
| Montpellier | 16.771.129 | 37.788.663 | 326.058 | 2.300.135.529 | 401.802.000 | 2.701.937.529 |
| Marseille | 14.399.530 | 26.618.516 | 109.167.847 | 5.864.433.000 | 1.229.379.235 | 7.093.812.235 |
| Strasbourg | 27.148.301 | 3.612.517 | » | 6.309.922.404 | 1.151.984.327 | 7.461.906.731 |
| Total | 897.638.253 | 561.135.924 | 243.509.296 | 92.027.939.698 | 22.924.768.083 | 114.952.707.781 |
| Répartition de 100 F de prestations | 0,79 | 0,49 | 0,21 | 80,06 | 19,94 | 100 |

(1) Les indications relatives au régime général concernent également les bénéficiaires des régimes divers, autres que les fonctionnaires et ouvriers d'Etat, les étudiants, les grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

**VI. — Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1951.**

| RÉGIONS | PRESTATIONS AUX ASSURÉS | | PRESTATIONS AUX CONJOINTS | | PRESTATIONS AUX ENFANTS | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. |
| | Francs. | | Francs. | | Francs. | |
| Paris | 17.594.750.605 | 56,36 | 4.192.128.649 | 13,43 | 6.543.112.331 | 20,96 |
| Rouen | 1.948.733.318 | 48,24 | 686.538.219 | 17,00 | 926.156.407 | 22,93 |
| Lille | 3.721.012.125 | 48,20 | 1.368.850.107 | 17,73 | 1.709.647.357 | 22,15 |
| Nancy | 2.359.627.513 | 49,13 | 849.715.908 | 17,80 | 1.095.928.508 | 22,96 |
| Rennes | 1.173.865.205 | 47,99 | 401.471.400 | 16,41 | 560.966.837 | 22,93 |
| Nantes | 1.619.298.562 | 46,27 | 604.350.951 | 17,27 | 864.917.990 | 24,72 |
| Orléans | 786.814.421 | 49,27 | 263.235.194 | 16,48 | 369.913.386 | 23,16 |
| Dijon | 1.641.968.612 | 49,87 | 578.545.533 | 17,57 | 686.711.072 | 20,86 |
| Limoges | 1.120.450.272 | 46,27 | 413.661.490 | 17,09 | 577.133.851 | 23,83 |
| Clermont-Ferrand | 1.160.680.310 | 51,74 | 352.230.605 | 15,70 | 477.134.792 | 21,27 |
| Lyon | 4.481.192.224 | 52,60 | 1.195.325.288 | 14,02 | 1.830.479.082 | 21,47 |
| Bordeaux | 1.682.446.129 | 48,11 | 527.578.149 | 15,08 | 845.921.640 | 24,19 |
| Toulouse | 1.114.978.886 | 48,88 | 380.740.416 | 16,69 | 538.231.822 | 23,60 |
| Montpellier | 1.107.627.122 | 48,15 | 384.674.164 | 16,72 | 522.055.847 | 22,70 |
| Marseille | 3.045.328.791 | 51,93 | 1.044.711.423 | 17,81 | 1.122.880.202 | 19,15 |
| Strasbourg | 3.149.830.757 | 49,92 | 1.092.134.896 | 17,31 | 1.087.474.850 | 17,23 |
| Total | 47.711.604.852 | 51,84 | 14.335.845.392 | 15,58 | 19.758.696.174 | 21,47 |

| RÉGIONS | PRESTATIONS aux autres membres de la famille. | | PRESTATIONS aux invalides et à leurs ayants droit. | | PRESTATIONS aux pensionnés et à leurs ayants droit. | | TOTAL des prestations en nature. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | |
| | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. |
| Paris | 15.196.803 | 0,05 | 2.234.032.831 | 7,16 | 636.765.713 | 2,04 | 31.215.986.932 |
| Rouen | 3.328.296 | 0,08 | 340.926.365 | 8,44 | 133.866.804 | 3,31 | 4.039.549.409 |
| Lille | 4.045.337 | 0,05 | 660.309.854 | 8,55 | 256.557.677 | 3,32 | 7.720.422.657 |
| Nancy | 4.131.162 | 0,09 | 200.526.279 | 5,46 | 203.659.239 | 4,26 | 4.773.591.909 |
| Rennes | 1.340.081 | 0,06 | 215.089.006 | 8,80 | 93.573.541 | 3,81 | 2.446.309.070 |
| Nantes | 2.148.423 | 0,06 | 282.102.738 | 8,06 | 126.814.488 | 3,62 | 3.499.643.152 |
| Orléans | 390.377 | 0,03 | 111.024.989 | 6,95 | 65.695.507 | 4,11 | 1.597.673.874 |
| Dijon | 2.177.778 | 0,07 | 216.002.636 | 6,56 | 166.822.325 | 5,07 | 3.292.197.956 |
| Limoges | 1.157.390 | 0,05 | 208.704.049 | 8,62 | 100.335.044 | 4,14 | 2.421.442.096 |
| Clermont-Ferrand | 821.434 | 0,04 | 179.022.393 | 7,98 | 73.374.842 | 3,27 | 2.243.264.376 |
| Lyon | 5.496.477 | 0,07 | 809.687.549 | 9,49 | 200.253.456 | 2,35 | 8.525.434.076 |
| Bordeaux | 3.315.018 | 0,09 | 331.242.497 | 9,47 | 106.918.843 | 3,06 | 3.497.422.276 |
| Toulouse | 6.763.696 | 0,30 | 134.656.946 | 5,90 | 105.739.216 | 4,63 | 2.281.110.982 |
| Montpellier | 2.085.454 | 0,10 | 188.494.094 | 8,19 | 95.498.848 | 4,14 | 2.306.435.529 |
| Marseille | 4.448.446 | 0,07 | 480.121.430 | 8,19 | 166.943.008 | 2,85 | 5.864.433.000 |
| Strasbourg | 2.211.238 | 0,03 | 351.827.083 | 5,58 | 626.443.580 | 9,93 | 6.309.922.404 |
| Total | 59.060.710 | 0,07 | 7.003.770.439 | 7,61 | 3.158.962.131 | 3,43 | 92.027.939.698 |

VII. — **Dépenses de l'assurance longue-maladie (régime général). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS MÉDICAUX | | | | | | FRAIS chirurgicaux. | PHARMACIE | LUNETTES et orthopédie. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consultations. | Visites. | Pratique médicale courante. | Soins d'auxiliaires. | Frais de déplacement. | Total. | | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 144.557.281 | 79.164.503 | 175.675.399 | 91.891.659 | 27.723.539 | 519.012.381 | 250.212.806 | 770.737.701 | 30.410.418 |
| Rouen | 20.023.202 | 11.338.010 | 5.155.835 | 20.800.553 | 13.262.911 | 70.580.511 | 51.012.048 | 136.941.976 | 6.413.656 |
| Lille | 65.633.663 | 40.626.369 | 9.398.479 | 25.249.355 | 20.317.974 | 161.225.840 | 123.978.456 | 353.792.365 | 11.327.071 |
| Nancy | 23.517.012 | 16.111.900 | 9.878.128 | 12.681.936 | 14.081.421 | 76.270.397 | 61.865.306 | 136.552.119 | 5.553.907 |
| Rennes | 14.811.867 | 8.570.689 | 6.088.210 | 9.250.437 | 8.176.233 | 46.897.436 | 60.412.443 | 82.321.232 | 2.435.099 |
| Nantes | 11.327.386 | 6.242.234 | 4.117.130 | 10.949.684 | 7.036.332 | 39.672.766 | 45.869.267 | 82.701.577 | 3.928.229 |
| Orléans | 6.220.077 | 3.367.032 | 1.886.654 | 4.006.413 | 4.769.235 | 20.249.411 | 19.054.849 | 39.443.081 | 2.921.423 |
| Dijon | 13.808.204 | 6.833.406 | 6.645.174 | 9.825.029 | 7.258.544 | 44.370.357 | 33.435.371 | 74.090.724 | 3.112.164 |
| Limoges | 9.487.078 | 5.702.767 | 3.517.466 | 4.681.222 | 5.545.775 | 28.934.008 | 29.969.303 | 57.131.987 | 2.527.617 |
| Clermont-Ferrand | 6.934.749 | 4.289.387 | 2.386.913 | 6.109.010 | 4.527.327 | 24.247.386 | 20.410.199 | 45.359.321 | 1.577.546 |
| Lyon | 28.318.983 | 8.134.218 | 10.332.961 | 20.383.707 | 12.820.133 | 79.990.002 | 91.044.576 | 163.286.063 | 7.584.257 |
| Bordeaux | 18.717.097 | 12.837.636 | 22.837.630 | 7.276.469 | 6.448.133 | 68.116.935 | 26.063.548 | 78.191.001 | 3.301.684 |
| Toulouse | 10.716.982 | 6.039.437 | 5.475.162 | 3.662.125 | 4.077.036 | 29.970.742 | 29.840.562 | 46.640.219 | 1.428.786 |
| Montpellier | 7.870.754 | 5.772.504 | 8.070.918 | 3.916.252 | 3.970.431 | 29.600.856 | 19.010.542 | 38.898.429 | 1.679.372 |
| Marseille | 36.654.573 | 18.475.823 | 12.832.838 | 23.977.373 | 13.410.305 | 105.047.912 | 106.866.353 | 182.645.712 | 6.264.784 |
| Strasbourg | 18.240.186 | 7.499.796 | 7.545.664 | 7.937.256 | 2.752.270 | 43.945.172 | 35.511.448 | 61.363.280 | 2.551.363 |
| Total | 436.836.091 | 241.005.711 | 291.814.281 | 262.598.180 | 155.877.599 | 1.388.131.862 | 1.004.557.077 | 2.350.096.790 | 93.050.346 |
| Répartition de 100 F de prestations | 1,58 | 0,87 | 1,06 | 0,95 | 0,57 | 5,03 | 3,64 | 8,50 | 0,34 |

| RÉGIONS | SOINS dentaires. | FRAIS d'hospitalisation. | HONORAIRES médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics. | CURES thermales. | REMBOURSEMENTS à l'A.M.G. non ventilés. | DIVERS | TOTAL des prestations en nature. | ALLOCATIONS mensuelles. | TOTAL général. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 2.174.697 | 3.821.152.765 | 112.966.068 | 12.763.973 | 13.407.177 | 3.438.444 | 5.536.276.460 | 2.932.342.136 | 8.468.618.596 |
| Rouen | 399.842 | 606.114.904 | 20.200.175 | 14.270.825 | 18.360 | 1.027.542 | 907.009.839 | 478.632.326 | 1.385.642.165 |
| Lille | 1.030.233 | 1.138.842.521 | 35.836.676 | 2.874.900 | 35.498.691 | 3.430 | 1.864.410.243 | 1.008.158.716 | 2.872.568.959 |
| Nancy | 532.530 | 398.336.065 | 24.672.429 | 13.980.248 | 4.859.675 | 456.994 | 723.079.670 | 503.994.494 | 1.227.074.164 |
| Rennes | 996.055 | 454.811.401 | 12.007.077 | 1.082.999 | 6.299.550 | 9.836 | 647.273.128 | 278.220.871 | 925.493.999 |
| Nantes | 892.521 | 428.290.088 | 17.597.103 | 1.034.554 | 2.986.898 | 2.516.561 | 625.489.564 | 274.433.666 | 899.923.230 |
| Orléans | 131.431 | 139.500.381 | 3.008.728 | 379.025 | 32.543.763 | 2.314 | 257.234.106 | 156.721.262 | 413.955.368 |
| Dijon | 921.848 | 453.298.978 | 9.050.964 | 4.086.440 | 3.335.735 | 577.023 | 626.279.601 | 302.378.673 | 928.658.274 |
| Limoges | 552.244 | 344.736.988 | 5.634.325 | 6.167.736 | 14.589.438 | 220.192 | 487.460.865 | 183.758.896 | 671.219.761 |
| Clermont-Ferrand | 133.384 | 387.664.472 | 5.740.394 | 52.688.036 | 596.034 | 84.800 | 534.259.587 | 149.335.446 | 683.595.033 |
| Lyon | 5.028.386 | 2.372.204.290 | 44.304.295 | 29.960.994 | 1.205.654 | 22.386 | 2.791.630.903 | 796.297.725 | 3.587.928.628 |
| Bordeaux | 443.521 | 763.013.044 | 12.838.909 | 13.287.634 | 2.505.442 | 244.244 | 968.005.985 | 250.127.431 | 1.218.133.416 |
| Toulouse | 698.466 | 165.699.202 | 4.136.523 | 6.188.332 | 489.164 | 1.863.262 | 286.955.258 | 189.239.192 | 476.194.450 |
| Montpellier | 546.949 | 418.966.173 | 4.425.350 | 1.701.890 | 3.826.371 | 88.103 | 548.744.005 | 157.760.345 | 676.504.350 |
| Marseille | 1.094.650 | 1.199.996.517 | 36.096.445 | 4.208.480 | 30.031.131 | 93.453 | 1.672.345.407 | 608.939.964 | 2.281.285.371 |
| Strasbourg | 602.497 | 433.432.209 | 16.825.946 | 40.044.744 | 158.242 | 142.898 | 634.577.809 | 269.524.361 | 904.102.170 |
| Total | 16.179.218 | 13.498.848.119 | 362.308.371 | 204.729.810 | 152.351.325 | 10.788.182 | 19.081.032.400 | 8.539.865.534 | 27.620.897.934 |
| Répartition de 100 F de prestations | 0,06 | 48.87 | 1,31 | 0,74 | 0,55 | 0,04 | 69,08 | 30,92 | 100 |

**VIII. — Répartition des prestations en nature de l'assurance longue maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1951.**

| RÉGIONS | PRESTATIONS AUX ASSURÉS | | PRESTATIONS aux conjoints. | | PRESTATIONS AUX ENFANTS | | PRESTATIONS aux autres membres de la famille (1). | | TOTAL des prestations en nature |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | Montant. | Pourcentage par rapport au total des prestations en nature. | |
| | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. |
| Paris | 3.947.564.186 | 70,77 | 482.400.115 | 8,71 | 1.135.629.024 | 20,51 | 403.050 | 0,01 | 5.535.996.675 |
| Rouen | 607.804.845 | 67,01 | 93.746.285 | 10,34 | 205.152.278 | 22,62 | 306.461 | 0,03 | 907.009.839 |
| Lille | 1.181.982.288 | 63,40 | 215.722.796 | 11,57 | 465.234.929 | 24,95 | 1.470.200 | 0,08 | 1.864.410.213 |
| Nancy | 503.926.757 | 69,69 | 89.183.591 | 12,33 | 129.486.057 | 17,91 | 483.265 | 0,07 | 723.079.670 |
| Rennes | 417.761.000 | 64,54 | 65.131.180 | 10,06 | 163.882.049 | 25,32 | 498.599 | 0,08 | 647.273.128 |
| Nantes | 399.605.675 | 63,89 | 46.012.329 | 7,36 | 179.798.107 | 28,74 | 73.453 | 0,01 | 625.489.564 |
| Orléans | 164.164.079 | 63,82 | 32.918.369 | 12,80 | 60.151.658 | 23,38 | » | » | 257.234.106 |
| Dijon | 476.345.663 | 76,06 | 63.782.641 | 10,18 | 86.129.046 | 13,75 | 22.251 | 0,01 | 626.279.601 |
| Limoges | 340.514.840 | 69,86 | 48.115.712 | 9,87 | 98.763.583 | 20,26 | 66.760 | 0,01 | 487.460.865 |
| Clermont-Ferrand | 344.880.397 | 64,55 | 66.691.602 | 12,48 | 122.582.288 | 22,95 | 105.300 | 0,02 | 534.259.587 |
| Lyon | 1.958.258.090 | 70,15 | 208.453.537 | 7,47 | 624.157.185 | 22,36 | 762.091 | 0,02 | 2.791.630.903 |
| Bordeaux | 665.410.215 | 68,74 | 67.841.448 | 7,01 | 234.391.094 | 24,21 | 363.228 | 0,04 | 968.005.985 |
| Toulouse | 206.949.395 | 72,42 | 34.993.040 | 12,49 | 44.994.758 | 15,68 | 18.065 | 0,01 | 286.955.258 |
| Montpellier | 365.635.936 | 70,48 | 52.616.672 | 10,14 | 100.399.079 | 19,36 | 92.318 | 0,02 | 518.744.005 |
| Marseille | 1.265.534.785 | 75,67 | 150.923.332 | 9,02 | 255.133.076 | 15,26 | 754.614 | 0,05 | 1.672.345.407 |
| Strasbourg | 469.980.337 | 74,06 | 70.552.001 | 11,12 | 93.789.367 | 14,78 | 256.104 | 0,04 | 634.577.809 |
| Total | 13.286.318.328 | 69,63 | 1.789.084.950 | 9,38 | 3.999.673.578 | 20,96 | 5.675.759 | 0,03 | 19.080.752.615 |

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

**IX. — Dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement | FRAIS pharmaceutiques et d'appareils. | FRAIS d'hospitalisation et A. M. G. | FRAIS MÉDICAUX d'accouchement. | TOTAL des prestations en nature. | PRIMES D'ALLAITEMENT | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Assurées. | Conjointes |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 340.700.192 | 113.713.492 | 1.689.553.671 | 518.930.403 | 2.662.897.758 | 128.253.935 | 162.958.021 |
| Rouen | 34.471.066 | 25.199.774 | 148.743.201 | 130.274.910 | 338.688.951 | 15.418.401 | 48.856.727 |
| Lille | 75.761.304 | 72.341.426 | 234.592.380 | 251.354.345 | 634.039.455 | 44.294.709 | 113.008.318 |
| Nancy | 41.832.335 | 18.902.234 | 191.367.515 | 129.058.441 | 381.160.525 | 31.033.264 | 76.271.364 |
| Rennes | 27.831.385 | 10.979.718 | 75.212.992 | 96.550.470 | 210.574.565 | 7.212.336 | 27.937.492 |
| Nantes | 25.889.071 | 14.736.684 | 111.383.912 | 123.691.591 | 275.701.258 | 13.457.690 | 48.481.857 |
| Orléans | 21.618.585 | 10.119.865 | 49.027.558 | 43.531.780 | 124.327.788 | 9.871.612 | 23.631.384 |
| Dijon | 35.672.869 | 12.835.469 | 139.212.476 | 72.249.881 | 259.970.695 | 16.947.682 | 51.813.413 |
| Limoges | 23.240.889 | 17.328.006 | 78.539.452 | 66.553.303 | 185.661.650 | 13.589.121 | 39.989.851 |
| Clermont-Ferrand | 13.572.780 | 10.905.596 | 63.810.614 | 39.265.682 | 127.554.702 | 10.432.098 | 25.081.282 |
| Lyon | 59.399.080 | 28.314.282 | 417.214.010 | 124.092.680 | 629.050.052 | 50.216.684 | 108.548.237 |
| Bordeaux | 15.211.208 | 13.841.826 | 102.941.412 | 81.945.895 | 213.940.348 | 22.586.944 | 43.684.668 |
| Toulouse | 12.864.049 | 10.996.806 | 70.890.534 | 62.997.737 | 157.749.126 | 11.612.132 | 28.557.569 |
| Montpellier | 17.782.630 | 7.866.288 | 69.721.433 | 45.926.268 | 141.296.619 | 8.680.856 | 24.608.132 |
| Marseille | 44.057.177 | 24.926.327 | 189.373.765 | 104.658.550 | 363.015.819 | 20.202.769 | 62.254.268 |
| Strasbourg | 32.713.989 | 11.676.263 | 166.115.278 | 77.951.077 | 288.456.607 | 19.356.162 | 56.335.627 |
| Total | 822.651.609 | 404.674.056 | 3.797.730.240 | 1.969.030.013 | 6.994.085.918 | 422.866.415 | 942.018.240 |
| Répartition de 100 F de prestations. | 6,84 | 3,37 | 31,60 | 16,38 | 58,19 | 3,52 | 7,84 |

| RÉGIONS | BONS DE LAIT | | PRIMES DIVERSES | INDEMNITES journalières. | TOTAL des prestations en espèces. | TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'assurance maternité. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Assurées. | Conjointes. | | | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 61.861.615 | 66.732.991 | 45.830.549 | 1.175.137.317 | 1.640.774.428 | 4.303.672.186 |
| Rouen | 14.334.578 | 34.430.327 | 2.568.286 | 145.927.829 | 261.536.148 | 600.225.099 |
| Lille | 24.277.818 | 52.578.458 | 1.375.617 | 356.679.894 | 592.214.844 | 1.226.254.299 |
| Nancy | 12.203.835 | 23.492.981 | 2.916.437 | 189.505.193 | 335.423.074 | 716.583.599 |
| Rennes | 7.556.601 | 24.747.897 | 608.684 | 68.582.908 | 133.615.938 | 344.220.503 |
| Nantes | 8.195.782 | 24.014.872 | 651.217 | 95.703.477 | 190.204.865 | 465.906.123 |
| Orléans | 5.070.935 | 8.258.591 | 3.158.291 | 63.346.352 | 115.337.195 | 237.664.983 |
| Dijon | 7.117.452 | 13.610.062 | 1.857.407 | 107.659.542 | 199.005.558 | 458.976.253 |
| Limoges | 4.534.899 | 8.519.234 | 3.420.720 | 65.856.416 | 135.910.241 | 321.571.891 |
| Clermont-Ferrand | 3.991.080 | 6.688.418 | 734.910 | 52.012.253 | 98.940.041 | 226.494.743 |
| Lyon | 12.656.599 | 19.172.451 | 4.977.438 | 280.177.973 | 475.749.382 | 1.104.799.434 |
| Bordeaux | 4.495.123 | 7.219.207 | 2.045.588 | 90.470.674 | 170.502.204 | 384.442.552 |
| Toulouse | 4.656.842 | 9.669.810 | 3.836.938 | 59.463.701 | 117.796.992 | 275.546.118 |
| Montpellier | 3.073.913 | 6.646.175 | 3.922.333 | 45.665.390 | 92.596.799 | 232.893.418 |
| Marseille | 5.968.539 | 15.662.547 | 13.969.427 | 112.551.039 | 230.608.589 | 593.624.408 |
| Strasbourg | 8.297.727 | 12.604.113 | 4.654.625 | 135.778.434 | 237.026.388 | 525.482.995 |
| Total | 188.293.338 | 331.048.134 | 96.528.467 | 3.044.518.092 | 5.025.272.686 | 12.019.358.604 |
| Répartition de 100 F de prestations. | 1,57 | 2,75 | 0,80 | 25,33 | 41,81 | 100 |

X. — **Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance maternité. — Année 1951.**

| RÉGIONS | RÉGIME GÉNÉRAL | | | FONCTIONNAIRES | | | ÉTUDIANTS | | | GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Mères assurées. | Mères non assurées. | Total. | Mères assurées. | Mères non assurées. | Total. | Mères assurées. | Mères non assurées. | Total. | Mères assurées. | Mères non assurées. | Total. |
| Paris | 53.077 | 39.501 | 92.578 | 3.271 | 3.097 | 6.368 | 130 | 137 | 267 | » | » | » |
| Rouen | 7.528 | 19.156 | 26.684 | 580 | 1.040 | 1.620 | 2 | 1 | 3 | 1 | 5 | 6 |
| Lille | 15.195 | 34.917 | 50.112 | 749 | 1.680 | 2.429 | 18 | 41 | 59 | 1 | 8 | 9 |
| Nancy | 9.524 | 20.953 | 30.474 | 627 | 1.530 | 2.157 | 11 | 30 | 41 | » | 6 | 6 |
| Rennes | 3.646 | 11.346 | 14.992 | 478 | 1.309 | 1.787 | 8 | 19 | 27 | 1 | 24 | 25 |
| Nantes | 5.579 | 16.247 | 21.826 | 441 | 1.296 | 1.737 | 8 | 15 | 23 | 1 | 14 | 15 |
| Orléans | 3.342 | 6.495 | 9.837 | 356 | 591 | 947 | 2 | 1 | 3 | » | 5 | 5 |
| Dijon | 5.301 | 12.238 | 17.539 | 462 | 996 | 1.458 | 5 | 4 | 9 | » | 7 | 7 |
| Limoges | 3.553 | 9.543 | 13.096 | 466 | 997 | 1.463 | 12 | 7 | 19 | 1 | 14 | 15 |
| Clermont-Ferrand | 2.511 | 5.369 | 7.880 | 329 | 513 | 842 | 6 | 8 | 14 | » | 4 | 4 |
| Lyon | 13.502 | 24.488 | 37.990 | 666 | 1.305 | 1.971 | 13 | 22 | 35 | » | 2 | 2 |
| Bordeaux | 5.265 | 9.713 | 14.978 | 498 | 866 | 1.364 | 20 | 34 | 54 | 2 | 10 | 12 |
| Toulouse | 3.728 | 7.971 | 11.699 | 475 | 892 | 1.367 | 25 | 49 | 74 | 2 | 9 | 11 |
| Montpellier | 2.170 | 5.647 | 7.817 | 398 | 694 | 1.092 | 19 | 60 | 79 | 1 | 4 | 5 |
| Marseille | 5.212 | 13.529 | 18.741 | 526 | 1.588 | 2.114 | 25 | 24 | 49 | 2 | 3 | 5 |
| Strasbourg | 6.262 | 14.904 | 21.166 | 306 | 1.127 | 1.433 | 13 | 7 | 20 | 3 | 5 | 8 |
| Total | 145.392 | 252.017 | 397.409 | 10.628 | 19.521 | 30.149 | 317 | 459 | 776 | 15 | 120 | 135 |

XI. — **Nombre de déclarations de grossesses enrégistrées par les caisses primaires de sécurité sociale au cours de l'année 1951.**

| RÉGIONS | RÉGIME GÉNÉRAL | | | FONCTIONNAIRES | | | ÉTUDIANTS | | | GRANDS INVALIDES, VEUVES et orphelins de guerre. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Assurées | Non assurées. | Total. | Assurées. | Non assurées. | Total. | Assurées. | Non assurées. | Total. | Assurées. | Non assurées | Total. |
| Paris | 51.840 | 57.109 | 108.949 | 3.585 | 4.256 | 7.841 | 282 | 434 | 716 | » | 13 | 13 |
| Rouen | 8.775 | 21.976 | 30.751 | 544 | 1.389 | 1.933 | 5 | 8 | 13 | » | 17 | 17 |
| Lille | 17.705 | 39.161 | 56.866 | 474 | 1.201 | 1.675 | 12 | 33 | 45 | » | » | » |
| Nancy | 10.507 | 22.128 | 32.635 | 626 | 1.359 | 1.985 | 17 | 29 | 46 | » | 5 | 5 |
| Rennes | 4.471 | 12.868 | 17.339 | 583 | 1.697 | 2.280 | 8 | 17 | 25 | 2 | 112 | 114 |
| Nantes | 5.757 | 16.134 | 21.891 | 386 | 892 | 1.278 | 9 | 9 | 18 | 1 | 25 | 26 |
| Orléans | 3.935 | 7.548 | 11.483 | 374 | 553 | 927 | » | » | » | » | 2 | 2 |
| Dijon | 6.446 | 14.477 | 20.923 | 607 | 1.044 | 1.651 | 4 | 8 | 12 | » | 6 | 6 |
| Limoges | 3.938 | 9.767 | 13.705 | 467 | 1.043 | 1.510 | 3 | 1 | 4 | » | 8 | 8 |
| Clermont-Ferrand | 2.834 | 6.502 | 9.336 | 238 | 475 | 713 | 11 | 6 | 17 | » | 4 | 4 |
| Lyon | 13.776 | 27.010 | 40.786 | 1.179 | 1.900 | 3.079 | 49 | 45 | 94 | » | » | » |
| Bordeaux | 5.349 | 10.590 | 15.939 | 558 | 810 | 1.368 | 33 | 50 | 83 | » | 20 | 20 |
| Toulouse | 3.624 | 8.173 | 11.797 | 362 | 634 | 996 | 31 | 52 | 83 | » | 9 | 9 |
| Montpellier | 2.431 | 6.126 | 8.557 | 312 | 485 | 797 | 33 | 37 | 70 | » | 1 | 1 |
| Marseille | 5.517 | 14.401 | 11.918 | 845 | 1.629 | 2.474 | 29 | 22 | 51 | 2 | 1 | 3 |
| Strasbourg | 7.713 | 17.001 | 24.714 | 302 | 1.243 | 1.545 | 13 | 14 | 27 | 1 | 3 | 4 |
| Total | 154.618 | 290.971 | 445.589 | 11.442 | 20.610 | 32.052 | 539 | 765 | 1.304 | 6 | 226 | 232 |

XII. — **Assurance décès. — Année 1951.**

| RÉGIONS | NOMBRE DE DÉCÈS ayant donné droit à l'attribution des prestations. | MONTANT DES DÉPENSES | POURCENTAGE DES DÉPENSES de l'assurance décès par rapport aux cotisations assurances sociales du régime général. |
|---|---|---|---|
| | | Francs. | |
| Paris | 15.102 | 815.870.263 | 0,84 |
| Rouen | 2.784 | 138.655.791 | 0,92 |
| Lille | 6.297 | 329.638.941 | 0,96 |
| Nancy | 2.907 | 145.005.586 | 0,84 |
| Rennes | 1.592 | 66.655.498 | 0,91 |
| Nantes | 1.871 | 86.774.100 | 0,86 |
| Orléans | 982 | 41.251.488 | 0,73 |
| Dijon | 1.872 | 88.436.759 | 0,76 |
| Limoges | 1.189 | 50.495.032 | 0,75 |
| Clermont-Ferrand | 1.012 | 43.102.332 | 0,77 |
| Lyon | 5.308 | 268.115.446 | 0,92 |
| Bordeaux | 1.694 | 74.852.454 | 0,84 |
| Toulouse | 1.097 | 49.205.070 | 0,75 |
| Montpellier | 805 | 37.402.973 | 0,71 |
| Marseille | 2.595 | 128.501.793 | 0,91 |
| Strasbourg | 2.599 | 134.556.279 | 0,79 |
| Total | 49.796 | 2.498.519.805 | 0,86 |

**XIII. — Dépenses de l'assurance maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS MÉDICAUX | | | | | | FRAIS chirurgicaux. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consultations. | Visites. | Pratique médicale courante. | Soins d'auxiliaires. | Frais de déplacement. | Total. | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 160.223.450 | 143.428.731 | 78.567.318 | 51.009.468 | 26.145.999 | 459.374.965 | 172.736.575 |
| Rouen | 29.219.618 | 30.069.710 | 4.527.442 | 13.480.018 | 13.771.268 | 91.068.086 | 39.155.972 |
| Lille | 43.720.279 | 52.790.673 | 5.142.054 | 10.495.211 | 11.117.303 | 123.265.520 | 65.464.076 |
| Nancy | 34.401.320 | 37.346.824 | 7.287.555 | 10.830.636 | 14.355.486 | 103.921.821 | 60.148.585 |
| Rennes | 35.746.504 | 37.853.021 | 8.063.254 | 10.957.576 | 11.741.073 | 104.361.425 | 69.782.712 |
| Nantes | 28.698.871 | 29.663.040 | 5.680.246 | 14.774.684 | 8.401.732 | 87.218.573 | 53.679.119 |
| Orléans | 17.314.057 | 19.295.070 | 3.860.605 | 5.246.055 | 7.484.149 | 53.229.936 | 31.385.503 |
| Dijon | 29.759.699 | 29.062.359 | 10.802.395 | 10.886.549 | 14.136.590 | 94.647.562 | 48.761.066 |
| Limoges | 33.360.524 | 36.781.290 | 6.685.475 | 8.005.416 | 14.741.754 | 99.574.459 | 53.357.403 |
| Clermont-Ferrand | 19.936.401 | 19.098.043 | 3.414.309 | 7.902.307 | 8.382.181 | 58.673.241 | 31.483.115 |
| Lyon | 40.711.840 | 28.354.416 | 8.511.338 | 15.790.387 | 11.048.289 | 104.416.270 | 76.521.053 |
| Bordeaux | 45.685.563 | 52.358.194 | 15.344.578 | 10.241.252 | 11.075.772 | 134.675.359 | 63.619.501 |
| Toulouse | 34.425.172 | 37.114.669 | 8.606.749 | 6.288.330 | 11.032.565 | 97.467.485 | 59.688.964 |
| Montpellier | 27.545.744 | 34.938.982 | 17.320.462 | 6.719.375 | 8.337.904 | 94.862.464 | 31.465.413 |
| Marseille | 59.314.451 | 49.807.922 | 13.719.409 | 20.299.284 | 10.887.956 | 154.029.022 | 123.234.959 |
| Strasbourg | 49.268.218 | 28.617.587 | 13.698.683 | 8.658.388 | 5.731.617 | 106.004.493 | 46.494.249 |
| Total | 689.061.741 | 666.520.531 | 211.261.869 | 211.554.906 | 188.391.635 | 1.966.790.682 | 1.026.978.065 |
| Répartition de 100 F de prestations | 7,01 | 6,79 | 2,16 | 2,15 | 1,91 | 20,02 | 10,45 |

| RÉGIONS | PHARMACIE | LUNETTES et orthopédie | SOINS dentaires. | FRAIS d'hospitalisation. | HONORAIRES dans les hôpitaux publics. | CURES thermales. | DIVERS | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 671.349.026 | 57.673.617 | 286.673.844 | 407.261.827 | 37.637.795 | 12.817.022 | 1.747.781 | 2.107.272.153 |
| Rouen | 160.611.019 | 15.721.489 | 51.541.587 | 49.232.486 | 5.183.815 | 10.412.054 | 476.507 | 423.433.009 |
| Lille | 226.617.387 | 17.239.220 | 70.911.134 | 60.022.717 | 5.486.253 | 2.240.159 | 992.322 | 572.238.788 |
| Nancy | 172.522.191 | 17.113.961 | 62.646.902 | 71.044.048 | 4.495.140 | 12.470.187 | 272.570 | 501.635.105 |
| Rennes | 167.082.187 | 16.101.153 | 68.952.896 | 69.169.349 | 2.414.493 | 1.858.380 | 156.163 | 499.878.738 |
| Nantes | 152.759.690 | 15.893.965 | 57.470.477 | 84.962.633 | 3.312.297 | 1.074.041 | 631.611 | 457.002.406 |
| Orléans | 95.010.431 | 10.909.701 | 37.216.756 | 40.616.673 | 1.458.880 | 2.081.968 | 861.200 | 272.770.848 |
| Dijon | 152.985.489 | 15.783.704 | 72.543.118 | 79.119.391 | 3.788.119 | 3.392.077 | 221.773 | 471.242.299 |
| Limoges | 174.371.460 | 18.631.111 | 67.341.311 | 85.842.621 | 3.106.936 | 6.271.778 | 784.303 | 509.241.376 |
| Clermont-Ferrand | 99.750.632 | 10.373.228 | 41.658.681 | 40.432.755 | 1.017.547 | 87.818.990 | 45.012 | 371.253.231 |
| Lyon | 221.147.043 | 23.001.851 | 101.725.258 | 225.635.941 | 9.699.845 | 22.430.449 | 162.132 | 784.709.812 |
| Bordeaux | 169.161.071 | 17.867.712 | 59.829.096 | 79.969.223 | 3.195.670 | 19.224.927 | 113.969 | 547.656.331 |
| Toulouse | 147.846.007 | 16.061.070 | 55.792.469 | 59.178.937 | 2.260.958 | 22.969.110 | 2.432.189 | 463.697.189 |
| Montpellier | 128.152.030 | 13.579.923 | 50.747.667 | 57.404.620 | 3.084.976 | 6.574.176 | 5.844.503 | 391.715.772 |
| Marseille | 296.490.722 | 26.709.353 | 103.630.377 | 186.398.984 | 11.729.970 | 5.893.741 | 1.445.917 | 909.563.045 |
| Strasbourg | 143.956.592 | 16.486.625 | 83.834.454 | 127.834.072 | 12.561.265 | 3.326.145 | 325.336 | 540.822.931 |
| Total | 3.179.812.980 | 309.147.683 | 1.272.515.727 | 1.724.096.271 | 110.433.953 | 220.885.204 | 16.513.318 | 9.827.173.883 |
| Répartition de 100 F de prestations | 32,35 | 3,15 | 12,95 | 17,54 | 1,12 | 2,25 | 0,17 | 100 |

XIV. — **Dépenses de l'assurance longue maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS MÉDICAUX | | | | | | FRAIS chirurgicaux. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Consultations. | Visites. | Pratique médicale courante. | Soins d'auxiliaires. | Frais de déplacement. | Total. | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 7.812.475 | 5.108.686 | 7.617.808 | 5.776.100 | 2.227.219 | 28.572.288 | 17.824.407 |
| Rouen | 1.270.513 | 952.435 | 597.883 | 1.818.391 | 1.384.448 | 6.023.670 | 4.340.932 |
| Lille | 3.440.553 | 2.773.458 | 773.045 | 1.669.739 | 1.465.852 | 10.122.347 | 9.303.307 |
| Nancy | 1.095.917 | 1.036.256 | 499.953 | 844.496 | 1.100.612 | 4.577.234 | 4.972.782 |
| Rennes | 2.163.603 | 1.630.206 | 987.449 | 2.039.704 | 1.409.589 | 8.230.551 | 10.165.933 |
| Nantes | 1.123.642 | 725.685 | 417.876 | 925.851 | 739.579 | 3.932.633 | 4.317.019 |
| Orléans | 719.816 | 509.682 | 292.677 | 539.312 | 740.448 | 2.801.965 | 2.696.053 |
| Dijon | 1.072.729 | 799.456 | 1.185.883 | 909.458 | 956.549 | 4.924.075 | 4.204.966 |
| Limoges | 1.399.852 | 899.372 | 470.948 | 768.880 | 835.993 | 4.375.045 | 4.608.915 |
| Clermont-Ferrand | 478.310 | 466.002 | 244.471 | 407.365 | 405.986 | 1.972.164 | 2.346.904 |
| Lyon | 1.574.181 | 556.036 | 619.440 | 1.250.855 | 1.285.827 | 5.286.339 | 7.443.344 |
| Bordeaux | 2.218.006 | 1.848.833 | 1.646.808 | 1.097.386 | 727.822 | 7.538.855 | 5.268.173 |
| Toulouse | 1.427.484 | 1.039.758 | 759.826 | 761.727 | 544.629 | 4.533.424 | 5.316.078 |
| Montpellier | 847.104 | 847.512 | 1.148.862 | 550.157 | 669.576 | 4.003.211 | 2.031.880 |
| Marseille | 3.364.895 | 2.744.288 | 1.254.446 | 3.202.940 | 1.412.960 | 12.079.229 | 12.313.703 |
| Strasbourg | 1.448.977 | 665.399 | 921.475 | 744.705 | 133.331 | 3.883.387 | 2.624.751 |
| Total | 31.428.087 | 22.602.764 | 19.438.250 | 23.407.096 | 15.980.420 | 112.856.617 | 99.779.477 |
| Répartition de 100 F de prestations | 2,48 | 1,78 | 1,53 | 1,85 | 1,26 | 8,90 | 7,86 |

| RÉGIONS | PHARMACIE | LUNETTES et orthopédie. | SOINS dentaires. | FRAIS d'hospitalisation. | HONORAIRES dans les hôpitaux publics. | CURES thermales. | DIVERS | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 48.037.002 | 1.367.772 | 412.846 | 119.522.991 | 2.692.890 | 1.873.851 | 281.835 | 220.585.882 |
| Rouen | 10.695.104 | 438.727 | 60.620 | 19.674.813 | 507.805 | 2.039.508 | 47.901 | 43.829.080 |
| Lille | 22.136.246 | 822.968 | 217.130 | 50.442.827 | 723.521 | 679.921 | 489.856 | 94.938.423 |
| Nancy | 7.718.349 | 367.677 | 9.336 | 16.088.318 | 724.407 | 845.608 | 37.432 | 35.941.143 |
| Rennes | 14.103.942 | 439.838 | 469.858 | 38.816.191 | 1.099.414 | 626.357 | 28.098 | 74.000.182 |
| Nantes | 8.488.107 | 346.702 | 228.068 | 25.300.354 | 639.664 | 242.808 | 223.965 | 43.719.350 |
| Orléans | 5.297.152 | 207.822 | 43.986 | 13.413.459 | 264.038 | 216.856 | 807.082 | 25.748.413 |
| Dijon | 7.948.417 | 372.684 | 305.294 | 26.123.151 | 422.822 | 289.573 | 16.744 | 44.607.723 |
| Limoges | 8.904.559 | 325.020 | 103.708 | 65.644.817 | 522.396 | 1.079.557 | 594.443 | 86.158.400 |
| Clermont-Ferrand | 3.680.669 | 100.642 | 7.394 | 14.270.416 | 244.166 | 6.535.208 | » | 29.157.863 |
| Lyon | 10.889.054 | 431.302 | 1.032.836 | 180.870.042 | 1.627.383 | 3.675.145 | 58.075 | 211.343.520 |
| Bordeaux | 10.289.949 | 409.330 | 158.461 | 47.740.480 | 678.096 | 1.543.898 | 40.982 | 73.638.224 |
| Toulouse | 8.311.584 | 222.026 | 217.965 | 18.625.412 | 258.439 | 1.523.489 | 205.240 | 39.213.627 |
| Montpellier | 5.735.325 | 119.009 | 38.388 | 24.818.568 | 139.452 | 419.132 | 470.401 | 37.775.306 |
| Marseille | 23.795.938 | 746.547 | 126.125 | 116.844.389 | 1.473.575 | 704.688 | 283.313 | 168.367.477 |
| Strasbourg | 5.499.648 | 306.269 | 106.598 | 25.035.130 | 861.202 | 1.811.470 | » | 40.128.655 |
| Total | 201.531.045 | 7.044.305 | 3.538.913 | 803.831.298 | 12.879.570 | 24.077.069 | 3.585.334 | 1.269.123.328 |
| Répartition de 100 F de prestations | 15,88 | 0,55 | 0,28 | 63,34 | 1,01 | 1,90 | 0,28 | 100 |

**XV. — Dépenses de l'assurance maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement. | FRAIS pharmaceutiques et d'appareils. | FRAIS d'hospitalisation. | FRAIS MÉDICAUX d'accouchement. | TOTAL des prestations en nature. | PRIMES d'allaitement. — Assurées. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 17.482.045 | 8.883.832 | 63.155.682 | 31.799.282 | 121.620.941 | 7.133.049 |
| Rouen | 2.830.931 | 2.155.989 | 9.726.115 | 10.092.781 | 24.805.816 | 1.425.984 |
| Lille | 3.910.556 | 4.187.420 | 12.001.045 | 13.759.614 | 33.858.635 | 2.501.669 |
| Nancy | 3.986.852 | 1.643.951 | 14.103.293 | 10.159.519 | 29.893.615 | 2.108.296 |
| Rennes | 3.750.674 | 1.455.038 | 11.452.700 | 12.962.352 | 29.620.764 | 948.757 |
| Nantes | 2.121.987 | 1.391.895 | 12.461.131 | 10.299.114 | 26.277.127 | 1.067.610 |
| Orléans | 2.014.722 | 1.053.783 | 4.946.549 | 4.830.579 | 12.845.633 | 1.303.222 |
| Dijon | 4.071.891 | 1.298.499 | 13.050.233 | 7.508.273 | 25.928.896 | 2.119.274 |
| Limoges | 3.150.810 | 1.978.341 | 9.239.675 | 8.250.466 | 22.619.292 | 2.019.972 |
| Clermont-Ferrand | 1.645.853 | 1.373.207 | 5.989.944 | 4.859.895 | 13.868.899 | 1.383.930 |
| Lyon | 3.763.281 | 2.058.242 | 25.532.398 | 8.957.330 | 40.311.161 | 3.194.216 |
| Bordeaux | 1.709.373 | 1.472.806 | 8.183.682 | 8.858.701 | 20.224.562 | 2.013.535 |
| Toulouse | 1.461.752 | 1.269.485 | 7.177.229 | 7.901.857 | 17.810.323 | 1.381.690 |
| Montpellier | 2.316.119 | 1.026.216 | 8.560.071 | 6.200.125 | 18.102.541 | 1.215.660 |
| Marseille | 4.172.470 | 2.964.160 | 16.994.276 | 12.489.692 | 36.620.598 | 1.993.994 |
| Strasbourg | 2.882.837 | 916.343 | 11.125.957 | 6.182.849 | 21.107.986 | 1.179.266 |
| Total | 61.332.153 | 35.129.267 | 236.972.860 | 165.112.539 | 498.516.759 | 32.923.041 |
| Répartition de 100 F de prestations | 9,45 | 5,41 | 36,50 | 25,43 | 76,79 | 5,07 |

| RÉGIONS | PRIMES d'allaitement. — Conjointes. | BONS DE LAIT | | PRIMES DIVERSES | TOTAL des prestations en espèces. | TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'assurance maternité. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Assurées. | Conjointes. | | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 9.037.700 | 2.353.725 | 3.678.710 | 2.445.202 | 24.648.386 | 146.269.327 |
| Rouen | 3.097.676 | 1.192.690 | 2.164.060 | 59.482 | 7.939.592 | 32.805.408 |
| Lille | 5.346.132 | 1.172.137 | 2.782.116 | 85.480 | 11.787.534 | 45.646.169 |
| Nancy | 5.286.007 | 947.480 | 2.026.054 | 61.890 | 10.429.727 | 40.323.342 |
| Rennes | 3.809.537 | 1.112.523 | 2.910.088 | 59.546 | 8.830.454 | 38.454.215 |
| Nantes | 4.048.468 | 780.166 | 2.287.842 | 13.670 | 8.197.726 | 34.474.853 |
| Orléans | 1.978.148 | 481.631 | 828.823 | 286.810 | 4.878.674 | 17.694.277 |
| Dijon | 4.177.874 | 616.697 | 1.246.186 | 209.359 | 8.369.387 | 34.298.283 |
| Limoges | 4.065.160 | 656.490 | 1.067.524 | 243.793 | 8.052.939 | 30.672.231 |
| Clermont-Ferrand | 2.327.020 | 547.008 | 592.845 | 68.810 | 4.919.613 | 18.788.512 |
| Lyon | 6.971.461 | 913.356 | 1.450.043 | 353.076 | 12.882.152 | 53.193.313 |
| Bordeaux | 3.928.060 | 354.060 | 678.580 | 175.666 | 7.149.901 | 27.374.463 |
| Toulouse | 2.852.444 | 631.056 | 1.102.411 | 349.316 | 6.319.827 | 24.130.150 |
| Montpellier | 2.674.150 | 385.045 | 676.530 | 389.145 | 5.370.530 | 23.473.071 |
| Marseille | 6.904.332 | 625.574 | 2.584.207 | 1.219.245 | 13.327.352 | 49.947.950 |
| Strasbourg | 4.536.120 | 406.486 | 1.158.401 | 345.044 | 7.625.317 | 31.733.303 |
| Total | 71.040.289 | 13.176.124 | 27.234.390 | 6.355.264 | 150.729.108 | 649.275.867 |
| Répartition de 100 F de prestations | 10.94 | 2,03 | 4,19 | 0,98 | 23,21 | 100 |

**XVI. — Prestations versées aux étudiants au cours de l'année 1951.**

| RÉGIONS | ASSURANCE MALADIE | ASSURANCE longue maladie. | ASSURANCE MATERNITÉ | TOTAL DES PRESTATIONS |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 115.978.062 | 40.616.491 | 11.072.518 | 167.667.071 |
| Rouen | 5.581.442 | 530.201 | 80.882 | 6.192.525 |
| Lille | 14.813.593 | 4.003.596 | 952.145 | 19.769.334 |
| Nancy | 10.267.751 | 1.413.738 | 821.590 | 12.503.082 |
| Rennes | 11.190.547 | 2.130.790 | 480.036 | 13.801.373 |
| Nantes | 9.493.874 | 1.155.504 | 535.065 | 11.184.443 |
| Orléans | 749.676 | 65.534 | 33.400 | 848.610 |
| Dijon | 7.434.083 | 2.417.191 | 189.472 | 10.040.746 |
| Limoges | 6.510.998 | 826.060 | 534.635 | 7.871.693 |
| Clermont-Ferrand | 8.419.365 | 827.965 | 340.539 | 9.627.869 |
| Lyon | 36.504.523 | 68.960.015 | 1.750.280 | 107.214.818 |
| Bordeaux | 19.533.339 | 8.859.348 | 1.436.122 | 29.828.809 |
| Toulouse | 16.908.722 | 2.380.597 | 1.495.861 | 20.785.180 |
| Montpellier | 17.058.980 | 4.420.910 | 2.082.583 | 23.562.473 |
| Marseille | 16.991.903 | 23.031.484 | 1.188.801 | 41.212.188 |
| Strasbourg | 13.086.549 | 3.629.408 | 490.199 | 17.206.447 |
| Total | 310.523.410 | 165.268.832 | 23.524.419 | 499.316.661 |

XVII. — **Prestations versées aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre au cours de l'année 1951.**

| RÉGIONS | ASSURANCE MALADIE | ASSURANCE longue maladie. | ASSURANCE MATERNITÉ | TOTAL DES PRESTATIONS |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 36.649.353 | 159.134 | 353.518 | 37.162.005 |
| Rouen | 10.940.206 | » | 73.351 | 11.013.557 |
| Lille | 14.115.655 | 1.684 | 145.508 | 14.262.847 |
| Nancy | 21.625.999 | 8.416 | 91.321 | 21.725.736 |
| Rennes | 27.093.061 | » | 358.256 | 27.451.317 |
| Nantes | 23.670.447 | » | 289.491 | 25.959.938 |
| Orléans | 7.999.745 | » | 51.923 | 8.051.668 |
| Dijon | 20.727.072 | 270.840 | 137.592 | 21.135.504 |
| Limoges | 32.113.689 | 1.828 | 200.058 | 32.315.575 |
| Clermont-Ferrand | 21.815.822 | » | 88.651 | 21.904.473 |
| Lyon | 23.988.905 | 3.233 | 126.675 | 24.118.813 |
| Bordeaux | 29.412.949 | » | 176.138 | 29.619.087 |
| Toulouse | 18.498.671 | » | 99.800 | 18.598.471 |
| Montpellier | 17.083.065 | » | 137.799 | 17.220.864 |
| Marseille | 24.938.548 | 3.859 | 167.355 | 25.109.762 |
| Strasbourg | 10.478.665 | » | 155.177 | 10.633.842 |
| Total | 343.181.852 | 448.994 | 2.652.613 | 346.283.459 |

XVIII. — **Récapitulation des prestations servies au titre des assurances maladie et longue maladie.**

(En millions de francs.)

| | RÉGIME GÉNÉRAL | | RÉGIME des fonctionnaires. | | RÉGIME des étudiants. | | GRANDS INVALIDES, veuves et orphelins de guerre. | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Maladie. | Longue maladie. | Maladie. | Longue maladie. | Maladie. | Longue maladie. | Maladie. | Longue maladie. | Maladie. | Longue maladie. |
| *Prestations en nature.* | | | | | | | | | | |
| Consultations | 5.925 | 437 | 689 | 32 | 19 | 0,9 | 23,8 | » | 6.657 | 470 |
| Visites | 4.758 | 241 | 667 | 23 | 9 | 0,5 | 26,6 | » | 5.461 | 265 |
| Pratique médicale courante | 2.076 | 292 | 241 | 19 | 8 | 1,2 | 7,5 | » | 2.303 | 312 |
| Soins d'auxiliaires | 1.751 | 262 | 212 | 23 | 4 | 0,7 | 7 | » | 1.974 | 286 |
| Frais de déplacement | 1.060 | 156 | 188 | 16 | 3 | 1,1 | 9,4 | » | 1.260 | 173 |
| Frais chirurgicaux | 7.126 | 1.095 | 1.027 | 100 | 38,7 | 7,8 | 44,1 | 0,4 | 8.236 | 1.113 |
| Soins et prothèse dentaires | 8.661 | 16 | 1.272 | 4 | 58,7 | » | 42,4 | » | 10.034 | 20 |
| Pharmacie | 23.954 | 2.350 | 3.180 | 201 | 76,4 | 7,8 | 118,6 | 0,1 | 27.329 | 2.559 |
| Lunettes et orthopédie | 2.095 | 93 | 309 | 7 | 9,8 | 0,2 | 14,8 | » | 2.429 | 100 |
| Frais d'hospitalisation | 30.573 | 13.499 | 1.724 | 804 | 76,6 | 144,6 | 44,9 | 0,2 | 32.418 | 14.448 |
| Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics | 2.343 | 362 | 110 | 13 | 3,9 | 0,3 | 2,5 | » | 2.459 | 375 |
| Frais de cure thermale | 898 | 205 | 221 | 24 | 3,7 | 0,2 | 1,3 | » | 1.124 | 229 |
| Remboursements à l'A. M. G. non ventilés | 564 | 152 | 6 | 2 | » | » | 0,2 | » | 570 | 154 |
| Divers | 244 | 11 | 11 | 1 | » | » | 0,4 | » | 255 | 12 |
| Total des prestations en nature | 92.028 | 19.081 | 9.827 | 1.269 | 310,5 | 165,3 | 343,2 | 0,4 | 102.509 | 20.516 |
| *Prestations en espèces.* | | | | | | | | | | |
| Indemnités journalières (maladie) | 22.925 | » | » | » | » | » | » | » | 22.925 | » |
| Allocations mensuelles (longue maladie) | » | 8.540 | » | » | » | » | » | » | » | 8.540 |
| Total général des prestations | 114.953 | 27.621 | 9.827 | 1.269 | 310,5 | 165,3 | 343,2 | 0,4 | 125.434 | 29.056 |
| *Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.* | | | | | | | | | | |
| Assurés | 47.711 | 13.286 | 4.430 | 833 | 295,5 | 161,9 | 258,5 | 0,4 | 52.695 | 14.281 |
| Conjoints | 14.336 | 1.789 | 1.794 | 172 | 7,8 | 1,4 | 52,6 | » | 16.190 | 1.962 |
| Enfants | 19.759 | 4.000 | 2.198 | 262 | 7,2 | 2 | 32,1 | » | 21.996 | 4.264 |
| Autres membres de la famille (1) | 59 | 6 | 10 | 1 | » | » | » | » | 69 | 7 |
| Invalides et leurs ayants droit | 7.004 | » | 141 | » | » | » | » | » | 7.145 | » |
| Pensionnés et leurs ayants droit | 3.159 | » | 1.254 | » | » | » | » | » | 4.413 | » |
| Total | 92.028 | 19.081 | 9.827 | 1.268 | 310,5 | 165,3 | 343,2 | 0,4 | 102.508 | 20.514 |

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

**XIX. — Récapitulation des prestations servies au titre de l'assurance maternité.**
(En millions de francs.)

| | RÉGIME général. | RÉGIME des fonctionnaires. | RÉGIME des étudiants. | RÉGIME des grands invalides, veuves et orphelins de guerre. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit | 823 | 62 | 2,4 | 0,3 | 888 |
| Frais pharmaceutiques et d'appareils | 404 | 35 | 1,6 | 0,2 | 441 |
| Frais d'hospitalisation | 3.798 | 237 | 10,2 | 0,8 | 4.046 |
| Frais médicaux d'accouchement | 1.969 | 165 | 5,3 | 0,9 | 2.140 |
| Primes d'allaitement servies aux assurées | 423 | 33 | 1,1 | » | 457 |
| Primes d'allaitement servies aux conjointes | 942 | 71 | 1,7 | 0,2 | 1.015 |
| Bons de lait servis aux assurées | 188 | 13 | 0,4 | » | 201 |
| Bons de lait servis aux conjointes | 331 | 27 | 0,5 | 0,1 | 359 |
| Primes diverses | 97 | 6 | 0,3 | 0,2 | 103 |
| Total des prestations en nature | 8.975 | 649 | 23,5 | 2,7 | 9.650 |
| Indemnités journalières | 3.044 | » | » | » | 3.044 |
| Total général | 12.019 | 649 | 23,5 | 2,7 | 12.694 |

**XX. — Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maladie (régime général). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS médicaux. | FRAIS chirurgicaux. | FRAIS pharmaceutiques. | SOINS dentaires. | HOSPITALISATION et A.M.G. | DIVERS | INDEMNITÉS journalières. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. |
| Paris | 5,56 | 1,78 | 8,16 | 2,78 | 13,71 | 0,09 | 7,28 | 39,36 |
| Rouen | 4,84 | 1,82 | 9,12 | 2,39 | 8,68 | 0,06 | 8,50 | 35,41 |
| Lille | 4,29 | 2,02 | 8,28 | 1,97 | 5,95 | » | 9,09 | 31,60 |
| Nancy | 5,20 | 2,64 | 9,34 | 2,70 | 7,69 | » | 8,34 | 35,91 |
| Rennes | 6,46 | 4,03 | 10,61 | 3,78 | 8,57 | 0,01 | 7,48 | 40,94 |
| Nantes | 5,73 | 3,53 | 10,92 | 3,18 | 11,06 | 0,07 | 7,67 | 42,16 |
| Orléans | 4,71 | 2,65 | 9,12 | 2,87 | 8,86 | 0,03 | 7,42 | 35,66 |
| Dijon | 5,09 | 2,74 | 8,91 | 3,69 | 8,02 | 0,01 | 7,59 | 36,05 |
| Limoges | 6,19 | 3,17 | 11,68 | 3,83 | 11,19 | 0,02 | 7,68 | 43,76 |
| Clermont-Ferrand | 5,51 | 2,94 | 10,41 | 3,86 | 17,31 | 0,04 | 9,26 | 49,33 |
| Lyon | 3,30 | 2,20 | 7,27 | 3,00 | 13,63 | 0,01 | 8,48 | 37,89 |
| Bordeaux | 8,29 | 2,87 | 10,54 | 3,23 | 14,43 | 0,01 | 6,57 | 45,94 |
| Toulouse | 6,48 | 4,23 | 10,60 | 3,23 | 9,99 | 0,37 | 7,98 | 42,88 |
| Montpellier | 8,04 | 3,35 | 11,80 | 3,75 | 16,62 | 0,01 | 7,61 | 51,18 |
| Marseille | 5,69 | 4,73 | 10,79 | 3,21 | 16,27 | 0,77 | 8,69 | 50,15 |
| Strasbourg | 6,32 | 2,65 | 9,40 | 4,52 | 14,07 | » | 6,75 | 43,71 |
| France entière | 5,33 | 2,44 | 8,93 | 2,97 | 11,78 | 0,08 | 7,86 | 39,39 |

XXI. — **Importance en pourcentage, par rapport aux cotisations d'assurances sociales, de chacune des catégories de dépenses de l'assurance longue maladie (régime général). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS médicaux. | FRAIS chirurgicaux. | FRAIS pharmaceutiques. | HOSPITALISATIONS et A. M. G. | SOINS dentaires et divers. | ALLOCATIONS mensuelles. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. | P. 100. |
| Paris | 0,53 | 0,25 | 0,82 | 4,06 | 0,03 | 3,01 | 8,70 |
| Rouen | 0,47 | 0,34 | 0,96 | 4,27 | » | 3,19 | 9,23 |
| Lille | 0,47 | 0,37 | 1,06 | 3,54 | » | 2,94 | 8,38 |
| Nancy | 0,44 | 0,36 | 0,82 | 2,56 | » | 2,91 | 7,09 |
| Rennes | 0,64 | 0,83 | 1,16 | 6,21 | 0,01 | 3,81 | 12,66 |
| Nantes | 0,39 | 0,46 | 0,86 | 4,44 | 0,01 | 2,71 | 8,87 |
| Orléans | 0,36 | 0,34 | 0,75 | 3,10 | » | 2,77 | 7,32 |
| Dijon | 0,39 | 0,29 | 0,67 | 4,06 | » | 2,62 | 8,03 |
| Limoges | 0,43 | 0,45 | 0,89 | 5,49 | » | 2,74 | 10,00 |
| Clermont-Ferrand | 0,43 | 0,37 | 0,84 | 7,90 | » | 2,67 | 12,21 |
| Lyon | 0,28 | 0,31 | 0,59 | 8,43 | 0,01 | 2,75 | 12,37 |
| Bordeaux | 0,77 | 0,29 | 0,92 | 8,91 | » | 2,82 | 13,71 |
| Toulouse | 0,46 | 0,46 | 0,74 | 2,70 | 0,02 | 2,90 | 7,28 |
| Montpellier | 0,56 | 0,36 | 0,77 | 8,12 | 0,01 | 2,99 | 12,81 |
| Marseille | 0,74 | 0,76 | 1,34 | 8,98 | » | 4,30 | 16,12 |
| Strasbourg | 0,26 | 0,21 | 0,37 | 2,87 | » | 1,58 | 5,29 |
| France entière | 0,43 | 0,35 | 0,84 | 4,88 | » | 2,91 | 9,46 |

XXII. — **Importance en pourcentage, par rapport aux cotisations d'assurances sociales, de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1951.**

| RÉGIONS | PRESTATIONS EN NATURE | PRIMES D'ALLAITEMENT, bons de lait, primes diverses. | INDEMNITÉS JOURNALIÈRES | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | Pourcentage. | Pourcentage. | Pourcentage. | Pourcentage. |
| Paris | 2,73 | 0,48 | 1,21 | 4,42 |
| Rouen | 2,26 | 0,77 | 0,97 | 4,00 |
| Lille | 1,84 | 0,69 | 1,04 | 3,57 |
| Nancy | 2,20 | 0,84 | 1,10 | 4,14 |
| Rennes | 2,88 | 0,89 | 0,94 | 4,71 |
| Nantes | 2,72 | 0,93 | 0,94 | 4,59 |
| Orléans | 2,20 | 0,88 | 1,12 | 4,20 |
| Dijon | 2,25 | 0,79 | 0,93 | 3,97 |
| Limoges | 2,77 | 1,04 | 0,98 | 4,79 |
| Clermont-Ferrand | 2,28 | 0,84 | 0,93 | 4,05 |
| Lyon | 2,17 | 0,67 | 0,97 | 3,81 |
| Bordeaux | 2,41 | 0,90 | 1,01 | 4,32 |
| Toulouse | 2,41 | 0,89 | 0,91 | 4,21 |
| Montpellier | 2,68 | 0,89 | 0,86 | 4,43 |
| Marseille | 2,57 | 0,83 | 0,79 | 4,19 |
| Strasbourg | 1,69 | 0,59 | 0,79 | 3,07 |
| France entière | 2,40 | 0,68 | 1,04 | 4,12 |

**XXIII. — Dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS médicaux. | FRAIS chirurgicaux. | FRAIS pharmaceutiques. | FRAIS d'hospitalisation. | FRAIS d'appareils orthopédie, lunettes. | PROTHÈSE et soins dentaires. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 614.661.622 | 135.791.995 | 289.723.176 | 875.671.959 | 19.094.179 | 5.698.276 |
| Rouen | 105.290.708 | 33.620.707 | 81.815.434 | 143.604.588 | 6.140.554 | 1.262.837 |
| Lille | 272.857.211 | 76.838.567 | 217.312.166 | 126.798.592 | 5.371.027 | 2.197.463 |
| Nancy | 135.353.152 | 51.695.038 | 89.714.972 | 109.153 854 | 5.244.676 | 1.397.287 |
| Rennes | 41.778.477 | 27.230.179 | 27.373.124 | 37.981.446 | 2.406.982 | 513.456 |
| Nantes | 71.344.948 | 21.031.335 | 46.524.999 | 72.746.993 | 3.589.613 | 914.221 |
| Orléans | 35.016.417 | 10.488.019 | 22.472.298 | 23.334 649 | 1.836.596 | 530.663 |
| Dijon | 75 146.770 | 22.044.340 | 38.969.077 | 58.355.618 | 2.573.068 | 612.663 |
| Limoges | 48.092 508 | 26.198.405 | 32.907.092 | 40.955 436 | 2.561.300 | 596.134 |
| Clermont-Ferrand | 34.776.232 | 23.785.219 | 25.845.883 | 34.733.785 | 2.304.024 | 644.119 |
| Lyon | 309.134.535 | 61.741.784 | 156.986.115 | 286.519.564 | 6.946.802 | 2.160.638 |
| Bordeaux | 105.636.630 | 23.491.961 | 47.262.801 | 67.888.395 | 3.289.490 | 561.009 |
| Toulouse | 50.244.877 | 12.010.240 | 27.932.695 | 42.221.106 | 2.192.139 | 399.376 |
| Montpellier | 52.484.062 | 10.897.139 | 30.587.234 | 44.102.617 | 2.097.545 | 506.514 |
| Marseille | 139 962.289 | 77.082.915 | 82.541.531 | 180.045.846 | 6.315.007 | 1.203.812 |
| Strasbourg | 105.204.045 | 31.926.692 | 54.472.137 | 158.921.633 | 11.147 566 | 1.632.827 |
| Total | 2.194.987.573 | 645.875.135 | 1.275.471.034 | 2.303.039.081 | 83.113.568 | 20.861.295 |
| Répartition de 100 F de prestations | 12,54 | 3,72 | 7,28 | 13,16 | 0,47 | 0,12 |

| RÉGIONS | FRAIS funéraires. | RÉADAPTATION fonctionnelle et rééducation professionnelle. | DIVERS | INDEMNITÉS journalières. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 9.851.863 | 32.005.032 | 2.200.250 | 2.767.822.627 | 4.752.529.979 |
| Rouen | 1.671.632 | 2.412.725 | 4.410.676 | 695.551.325 | 1.078.781.186 |
| Lille | 2.205.834 | 11.462.114 | 3.318.514 | 1.416.244.654 | 2.134.636.142 |
| Nancy | 1.532.609 | 1.986.819 | 1.943.758 | 717.471.381 | 1.145.493.576 |
| Rennes | 659.327 | 2.178.158 | 1.461.459 | 232.032.091 | 373.815.299 |
| Nantes | 1.345.585 | 1.487.840 | 2.326.051 | 338.119.456 | 559.431.041 |
| Orléans | 643.734 | 870.079 | 1.015.881 | 173.062.289 | 269.270.625 |
| Dijon | 1.013.368 | 514.399 | 2.296.387 | 332.007.606 | 533.562.696 |
| Limoges | 825.971 | 4.235.985 | 1.544.536 | 238.907.664 | 396.828.121 |
| Clermont-Ferrand | 344.956 | 815.759 | 584.433 | 247.145.936 | 370.980.346 |
| Lyon | 1.808.133 | 2.342.736 | 4.309.099 | 1.460.138.675 | 2.292.088.081 |
| Bordeaux | 658.098 | 2.353.669 | 2.461.170 | 310.761.651 | 592.364.874 |
| Toulouse | 496.546 | 734.909 | 8.097.077 | 244.310.336 | 385.639.361 |
| Montpellier | 689.974 | 1.389.115 | 2.413.742 | 231.562.371 | 376.730.613 |
| Marseille | 1.429.616 | 2.854.765 | 7.149.265 | 804.969.421 | 1.303.554.467 |
| Strasbourg | 1.497.059 | 442.732 | 3.314.923 | 565.978.221 | 934.537.835 |
| Total | 26.877.305 | 66.086.866 | 48.847.221 | 10.833.085.104 | 17.500.244.182 |
| Répartition de 100 F de prestations | 0,15 | 0,27 | 0,39 | 61,90 | 100 |

**XXIV. — Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'accidents du travail de chacune des catégories des prestations servies au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS médicaux. | FRAIS chirurgicaux. | FRAIS pharmaceutiques. | FRAIS d'hospitalisation. | FRAIS d'appareils, orthopédie, lunettes. | SOINS dentaires. | FRAIS funéraires. | RÉADAPTATION fonctionnelle | Divers. | INDEMNITES journalières. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 4,52 | 1,00 | 2,13 | 6,46 | 0,14 | 0,04 | 0,07 | 0,22 | 0,13 | 20,44 | 35,15 |
| Rouen | 3,83 | 1,22 | 3,08 | 5,23 | 0,22 | 0,04 | 0,06 | 0,09 | 0,15 | 25,27 | 39,19 |
| Lille | 4,58 | 1,29 | 3,65 | 2,13 | 0,09 | 0,04 | 0,04 | 0,19 | 0,05 | 23,76 | 35,82 |
| Nancy | 4,50 | 1,72 | 2,99 | 3,65 | 0,17 | 0,05 | 0,05 | 0,07 | 0,05 | 24,88 | 38,13 |
| Rennes | 3,63 | 2,36 | 2,38 | 3,30 | 0,21 | 0,04 | 0,08 | 0,19 | 0,12 | 20,15 | 32,46 |
| Nantes | 4,17 | 1,32 | 2,91 | 4,60 | 0,22 | 0,06 | 0,08 | 0,09 | 0,11 | 21,16 | 35,02 |
| Orléans | 4,19 | 1,25 | 2,69 | 2,80 | 0,22 | 0,06 | 0,08 | 0,10 | 0,11 | 20,71 | 32,21 |
| Dijon | 4,52 | 1,33 | 2,35 | 3,58 | 0,15 | 0,04 | 0,06 | 0,03 | 0,07 | 19,99 | 32,12 |
| Limoges | 4,66 | 2,51 | 3,15 | 3,96 | 0,24 | 0,06 | 0,08 | 0,10 | 0,10 | 22,85 | 37,95 |
| Clermont-Ferrand | 3,87 | 2,64 | 2,87 | 3,87 | 0,26 | 0,07 | 0,04 | 0,09 | 0,06 | 27,18 | 41,25 |
| Lyon | 6,34 | 1,27 | 3,22 | 5,90 | 0,14 | 0,04 | 0,04 | 0,05 | 0,07 | 29,97 | 47,04 |
| Bordeaux | 7,04 | 1,60 | 3,21 | 4,63 | 0,22 | 0,04 | 0,05 | 0,16 | 0,15 | 23,16 | 40,26 |
| Toulouse | 4,81 | 1,15 | 2,68 | 4,13 | 0,21 | 0,04 | 0,05 | 0,07 | 0,69 | 23,13 | 36,96 |
| Montpellier | 5,98 | 1,24 | 3,18 | 5,06 | 0,24 | 0,06 | 0,08 | 0,16 | 0,25 | 26,39 | 42,94 |
| Marseille | 5,31 | 2,93 | 3,13 | 6,85 | 0,24 | 0,05 | 0,05 | 0,11 | 0,26 | 30,56 | 49,49 |
| Strasbourg | 5,48 | 1,66 | 2,84 | 8,29 | 0,58 | 0,09 | 0,08 | 0,02 | 0,16 | 29,18 | 48,68 |
| France entière | 4,85 | 1,13 | 2,82 | 5,10 | 0,18 | 0,05 | 0,06 | 0,15 | 0,09 | 23,94 | 38,67 |

**XXV — Nombre d'indemnités journalières servies en 1951 (régime général).**

| RÉGIONS | AU TITRE DE L'ASSURANCE MALADIE | | | | AU TITRE de l'assurance maternité. | AU TITRE des accidents du travail. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indemnités normales. | Indemnités majorées. | Indemnités réduites. | Total. | | |
| Paris | 20.466.974 | 116.084 | 2.339.484 | 22.922.542 | 3.843.201 | 4.952.656 |
| Rouen | 4.359.077 | 69.034 | 360.706 | 4.788.817 | 584.756 | 1.143.670 |
| Lille | 10.303.798 | 105.912 | 483.208 | 10.892.918 | 1.384.774 | 2.911.061 |
| Nancy | 4.909.424 | 64.979 | 342.196 | 5.316.599 | 766.796 | 1.612.117 |
| Rennes | 2.276.330 | 40.526 | 168.694 | 2.485.550 | 308.423 | 623.709 |
| Nantes | 2.880.659 | 35.902 | 242.787 | 3.159.348 | 411.631 | 809.924 |
| Orléans | 1.634.899 | 11.474 | 121.639 | 1.768.012 | 291.011 | 430.406 |
| Dijon | 3.057.419 | 34.050 | 261.584 | 3.353.053 | 429.289 | 849.506 |
| Limoges | 2.022.249 | 20.737 | 153.555 | 2.196.541 | 286.362 | 599.494 |
| Clermont-Ferrand | 1.826.328 | 29.162 | 139.799 | 1.995.289 | 220.267 | 569.469 |
| Lyon | 7.920.569 | 90.665 | 986.387 | 8.997.621 | 1.033.854 | 3.046.506 |
| Bordeaux | 2.111.685 | 17.552 | 242.965 | 2.372.202 | 403.324 | 814.446 |
| Toulouse | 1.876.802 | 19.733 | 153.017 | 2.049.552 | 263.266 | 479.513 |
| Montpellier | 1.559.580 | 12.522 | 150.413 | 1.722.515 | 432.590 | 505.973 |
| Marseille | 4.120.670 | 40.966 | 490.926 | 4.652.562 | 439.479 | 1.541.193 |
| Strasbourg | 3.504.456 | 50.294 | 570.801 | 4.125.531 | 526.748 | 1.217.327 |
| Total | 74.860.899 | 759.592 | 7.178.161 | 82.798.653 | 11.625.791 | 22.376.964 |

**XXVI. — Dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1951.**

| RÉGIONS | DOTATION DES ŒUVRES de la caisse. | | SUBVENTIONS de fonctionnement aux œuvres de la caisse. | | DÉFICIT D'EXPLOITATION des œuvres. | | SUBVENTIONS à des œuvres étrangères à la caisse. | | AVANCES NOUVELLES consenties en 1951. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés. | Sommes dépensées ou versées. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 58.252.553 | 41.867.209 | 9.280.000 | 1.673.117 | 167.635.301 | 167.635.301 | 102.370.032 | 31.072.532 | » | » |
| Rouen | 4.790.679 | 3.497.719 | » | » | » | 7.409.285 | 28.511.893 | 12.902.641 | » | » |
| Lille | 3.500.000 | 934.256 | 2.977.273 | 2.977.273 | » | 182.176 | 1.265.000 | 2.725.460 | » | » |
| Nancy | 3.000.000 | 3.000.000 | 5.875.342 | 5.875.342 | » | » | 12.355.777 | 12.265.821 | » | » |
| Rennes | » | » | » | » | » | » | 18.111.554 | 9.378.119 | » | » |
| Nantes | 1.751.600 | 3.069.355 | » | » | 1.458.721 | 1.458.721 | 4.216.652 | 7.646.652 | » | » |
| Orléans | 6.964.168 | 6.964.168 | » | » | » | » | 2.904.200 | 2.025.240 | » | » |
| Dijon | 237.799 | 237.799 | 371.610 | 1.045.073 | » | » | 2.581.280 | 2.151.750 | » | » |
| Limoges | 294.144 | 294.144 | » | » | » | » | 1.166.200 | 1.306.200 | 255.856 | 255.856 |
| Clermont-Ferrand | » | » | 100.000 | 81.137 | » | » | 16.321.000 | 15.179.061 | » | » |
| Lyon | 7.600.000 | 2.491.622 | 11.004.129 | 9.447.344 | 1.478.693 | 2.093.204 | 62.087.638 | 33.341.630 | » | » |
| Bordeaux | 47.738.510 | 32.513.231 | 8.921.645 | » | 2.983.124 | 2.983.124 | 3.512.500 | 2.292.500 | » | » |
| Toulouse | 5.854.120 | 5.291.912 | » | » | » | » | 150.000 | 150.000 | » | » |
| Montpellier | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Marseille | 12.500.000 | 12.500.000 | » | » | 6.314.037 | 6.314.037 | 7.250.000 | 7.250.000 | » | » |
| Strasbourg | 128.650.000 | 34.116.620 | 3.780.690 | 12.821.755 | » | 437.215 | 11.117.490 | 11.367.610 | » | » |
| Total | 281.133.873 | 146.778.065 | 42.310.689 | 33.921.341 | 179.869.876 | 188.513.093 | 271.054.218 | 150.385.246 | 255.856 | 255.856 |

| RÉGIONS | PRÊTS NOUVEAUX CONSENTIS en 1951. | | TOTAL | | SERVICE social. | PRESTATIONS supplémentaires. | DÉPENSES diverses. | TOTAL général des dépenses (sommes dépensées ou versées). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés. | Sommes dépensées ou versées. | | | | |
| | Francs. | Francs. | Francs | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 20.025.000 | » | 357.562.886 | 242.248.459 | 21.417.751 | 53.402.784 | 3.153.441 | 319.922.435 |
| Rouen | 1.200.000 | 800.000 | 34.502.574 | 23.909.675 | 9.312.840 | 27.247.295 | 27.146 | 60.496.956 |
| Lille | » | » | 7.842.273 | 6.819.165 | 1.298.337 | 110.877.374 | 1.007.337 | 120.002.547 |
| Nancy | » | » | 21.231.119 | 21.141.163 | 13.377.618 | 44.723.755 | 64.770 | 79.307.356 |
| Rennes | 2.000.000 | » | 20.111.554 | 9.378.119 | 3.461.199 | 17.135.631 | 18.137 | 29.993.086 |
| Nantes | 5.000.000 | » | 12.426.973 | 12.144.728 | 7.819.473 | 22.015.292 | » | 41.979.493 |
| Orléans | 2.000.000 | 1.000.000 | 11.868.368 | 9.989.408 | 1.868.150 | 7.923.645 | 500.000 | 20.281.203 |
| Dijon | 500.000 | 500.000 | 3.690.689 | 3.934.622 | 2.694.193 | 14.087.778 | 41.885 | 20.758.478 |
| Limoges | » | » | 1.716.200 | 1.916.200 | 4.806.731 | 10.310.356 | » | 17.033.287 |
| Clermont-Ferrand | » | 650.000 | 16.421.000 | 15.910.198 | 3.301.737 | 3.336.631 | 3.188 | 22.551.754 |
| Lyon | » | » | 82.170.460 | 47.373.800 | 15.487.404 | 69.869.499 | 426.389 | 133.157.092 |
| Bordeaux | » | » | 63.185.779 | 37.788.855 | 907.213 | 9.595.099 | » | 48.291.167 |
| Toulouse | » | » | 6.004.420 | 5.441.912 | 2.316.316 | 7.369.793 | » | 15.128.021 |
| Montpellier | » | » | » | » | 822.456 | 7.522.856 | 280.407 | 8.625.719 |
| Marseille | » | » | 26.064.037 | 26.064.037 | 4.406.104 | 4.683.615 | » | 35.153.756 |
| Strasbourg | » | » | 208.548.180 | 74.743.260 | 1.602.545 | 79.471.455 | » | 155.817.260 |
| Total | 95.725.000 | 18.950.000 | 873.349.512 | 538.803.601 | 94.600.097 | 489.572.858 | 5.523.034 | 1.128.499.590 |

**XXVII. — Ventilation des dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre de l'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires. — Année 1951.**

| RÉGIONS | ÉQUIPEMENT HOSPITALIER | | PROTECTION MATERNELLE et infantile. | | LUTTE ANTITUBERCULEUSE | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés. | Sommes dépensées en 1951. | Crédits affectés. | Sommes dépensées en 1951. | Crédits affectés. | Sommes dépensées en 1951. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 98.061.354 | 80.269.010 | 248.976.240 | 156.657.157 | 5.100.000 | » |
| Rouen | 13.955.635 | 10.461.974 | 8.338.820 | 8.065.182 | 8.163.119 | 4.467.519 |
| Lille | 3.992.273 | 3.992.273 | 3.850.000 | 2.826.892 | » | » |
| Nancy | 5.658.374 | 6.608.374 | 5.115 718 | 5.237.317 | 3.000.000 | 3.000.000 |
| Rennes | 6.910.000 | » | 8.304.392 | 7.404.392 | 2.519.200 | » |
| Nantes | 5.800.000 | 4.300.000 | 3.740.412 | 4.958.167 | 1.473.311 | 1.473.311 |
| Orléans | 2.000.000 | 1.000.000 | 2.550.000 | 1.671.040 | 7.061.168 | 7.061.168 |
| Dijon | 1.121.610 | 1.121.610 | 1.983.500 | 1.717.184 | 169.120 | » |
| Limoges | » | 200.000 | 745.000 | 745.000 | 191.200 | 191.200 |
| Clermont-Ferrand | 13.484.000 | 10.703.928 | 2.065.000 | 2.008.068 | 740.000 | 1.510.000 |
| Lyon | 21.759.112 | 5.625.640 | 40.693.496 | 38.977.488 | 2.000.000 | » |
| Bordeaux | 2.812.500 | 1.892.500 | 3.482.500 | 400.000 | 41.493.758 | 33.828.194 |
| Toulouse | 5.854.420 | 5.291.912 | 150.000 | 150.000 | » | » |
| Montpellier | » | » | » | » | » | » |
| Marseille | 3.509.545 | 3.509.545 | 3.349.492 | 3.349.492 | 3.150.000 | 3.150.000 |
| Strasbourg | 155.830.085 | 36.928.473 | 8.250.000 | 12.643.712 | 9.428.095 | 9.428.095 |
| Total | 343.811.908 | 171.905.239 | 341.894.570 | 246.811.121 | 84.491.971 | 64.112.487 |

| RÉGIONS | CLINIQUES DENTAIRES | | LUTTE CONTRE LES AUTRES FLÉAUX sociaux et dépenses diverses. | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés. | Sommes dépensées en 1951. | Crédits affectés. | Sommes dépensées en 1951. | Crédits affectés. | Sommes dépensées en 1951. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 5.156.707 | 5.156.707 | 265.585 | 165.585 | 357.562.886 | 242.248.459 |
| Rouen | » | » | 4.045 000 | 915.000 | 31.502.574 | 23.909.675 |
| Lille | » | » | » | » | 7.842.273 | 6.819.165 |
| Nancy | 5.857.027 | 5.857.027 | 1.300.000 | 438.445 | 21.231.119 | 21.141.163 |
| Rennes | » | » | 2.350.962 | 1.973 727 | 20.114.554 | 9.378.119 |
| Nantes | » | » | 1.413.250 | 1.413.250 | 12.126.973 | 12.144.728 |
| Orléans | » | » | 254.200 | 254.200 | 11.868.368 | 9.989.408 |
| Dijon | » | » | 416.459 | 1.065.828 | 3.690.689 | 3.934.622 |
| Limoges | 550.000 | 550.000 | 230.000 | 230.000 | 1.716.200 | 1.916.200 |
| Clermont-Ferrand | » | » | 132.000 | 1.688.202 | 16.421.000 | 15.910.198 |
| Lyon | 4.990.803 | 1.990.803 | 9.727.649 | 779.869 | 82.170 460 | 47.373.800 |
| Bordeaux | 15.367.021 | 1.668.161 | » | » | 63.485.779 | 37.788.855 |
| Toulouse | » | » | » | » | 6.004.420 | 5.441.912 |
| Montpellier | » | » | » | » | » | » |
| Marseille | » | » | 16.055.000 | 16.055.000 | 26.064.037 | 26.064.037 |
| Strasbourg | 25.250.000 | 11.546.385 | 9.790.000 | 4.196.565 | 208.548.180 | 74.713.260 |
| Total | 57.171.558 | 26.769.083 | 45.979.505 | 29.175.671 | 873.349.512 | 538.803.601 |

**XXVIII. — Dépenses de contrôle médical des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1951.**

| RÉGIONS | FRAIS de locaux et services généraux. | TRAITEMENTS et salaires du personnel médical et para-médical. | TRAITEMENTS et salaires du personnel administratif y compris diverses charges sociales. | MATÉRIEL médical. | MATÉRIEL de bureau. | INDEMNITÉS aux assurés à l'occasion du contrôle médical. | EXPERTISES et frais de déplacement. | DIVERS | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs | Francs. | Francs | Francs. |
| Paris | 87.668.127 | 410.151.894 | 207.738.563 | 37.996.181 | 4.088.311 | 21.501.656 | 704.162 | 10.270.023 | 780.117.858 |
| Rouen | 6.042.497 | 15.175.163 | 43.731.956 | 1.602.613 | 2.498.371 | 3.023.014 | 776.376 | 9.755.099 | 82.906.049 |
| Lille | 11.263.968 | 65.677.038 | 75.472.111 | 845.086 | 1.893.118 | 14.550.894 | 3.148.017 | 14.364.875 | 187.215.107 |
| Nancy | 4.887.059 | 23.256.337 | 33.008.982 | 1.215.028 | 2.799.288 | 4.969.009 | 3.061.308 | 3.212.618 | 75.509.629 |
| Rennes | 2.351.329 | 515.181 | 27.225.578 | 1.953.554 | 2.140.551 | 2.697.828 | 2.864.839 | 3.946.509 | 43.695.372 |
| Nantes | 3.387.093 | 27.893.552 | 22.374.261 | 336.053 | 1.462.732 | 3.270.084 | 1.328.356 | 1.641.178 | 61.693.312 |
| Orléans | 2.326.556 | 7.187.133 | 18.987.288 | 355.398 | 2.131.988 | 2.672.888 | 3.341.070 | 1.428.087 | 38.433.708 |
| Dijon | 3.258.854 | 20.920.870 | 21.085.918 | 325.032 | 1.312.022 | 4.193.613 | 541.774 | 7.424.972 | 59.093.065 |
| Limoges | 2.278.871 | 17.072.437 | 14.190.668 | 112.528 | 1.775.780 | 3.569.297 | 1.528.782 | 5.992.893 | 46.521.259 |
| Clermont-Ferrand | 2.629.724 | 8.229.119 | 13.732.043 | 385.991 | 709.341 | 3.567.913 | 126.350 | 3.180.663 | 32.561.177 |
| Lyon | 11.036.659 | 35.751.457 | 89.277.286 | 2.814.419 | 3.132.812 | 5.983.181 | 5.974.043 | 11.187.373 | 165.456.930 |
| Bordeaux | 2.586.141 | 27.812.683 | 21.651.228 | 362.980 | 1.138.279 | 2.243.810 | 8.085.554 | 751.461 | 64.662.106 |
| Toulouse | 1.843.512 | 1.080.009 | 34.793.876 | 1.048.787 | 1.170.004 | 7.169.173 | 1.612.649 | 6.628.907 | 55.347.017 |
| Montpellier | 988.777 | 18.667.679 | 9.830.158 | 258.755 | 978.157 | 1.945.500 | 1.621.982 | 4.971.093 | 39.262.101 |
| Marseille | 15.935.559 | 43.755.141 | 24.707.362 | 2.116.591 | 620.140 | 2.863.594 | 611.785 | 9.820.052 | 100.450.227 |
| Strasbourg | 9.273.808 | 24.091.250 | 39.836.526 | 5.180.287 | 5.170.080 | 4.056.094 | 1.973.789 | 1.305.978 | 90.887.821 |
| Total | 167.758.567 | 747.990.585 | 697.691.047 | 56.908.813 | 33.350.990 | 87.677.878 | 37.303.837 | 95.552.381 | 1.924.147.098 |

**XXIX. — Dépenses de gestion administrative des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1951.**

| RÉGIONS | TRAITEMENTS et salaires du personnel. | COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales. | AUTRES DÉPENSES (1) | REMISES DE GESTION aux sociétés mutualistes. | | TOTAL | FRAIS de premier établissement (2). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | de fonctionnaires. | d'étudiants. | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris (3) | 3.354.112.805 | 928.015.744 | 711.135.919 | 127.083.792 | 16.982.130 | 5.037.330.390 | 117.871.584 |
| Rouen | 583.902.338 | 174.919.616 | 150.983.481 | 16.192.801 | 77.106 | 926.075.342 | 18.104.697 |
| Lille | 1.012.464.824 | 278.915.051 | 317.607 279 | 20.327.139 | 1.821.750 | 1.631.136.043 | 41.155.424 |
| Nancy (4) | 494.043.366 | 150.726.407 | 137.827.702 | 15.204.211 | » | 797.801.686 | 32.972.233 |
| Rennes | 348.530.654 | 93.367.047 | 89.274.649 | 16.814.310 | 1.392 057 | 549.378.717 | 32.130.706 |
| Nantes | 448.987.630 | 118.549.360 | 133.434.848 | 14.186.707 | 781.587 | 715.940.132 | 20.364.538 |
| Orléans | 216.886.768 | 66.926.470 | 62.203.824 | 10.824.836 | » | 356.841.898 | 6.119.970 |
| Dijon | 378.330.716 | 92.639.312 | 107.581.165 | 23.130.665 | 295.711 | 601.977.569 | 12.476.981 |
| Limoges | 281.403.960 | 74.552.663 | 90.264.921 | 17.450.131 | 35.325 | 463.707.000 | 14.305.924 |
| Clermont-Ferrand. | 218.647.262 | 53.593.480 | 59.540.272 | 7.832.914 | 159.660 | 339.773.528 | 16.134.577 |
| Lyon | 980.767.966 | 262.797.401 | 301.532.631 | 33.165.472 | 2.542.215 | 1.580.805.385 | 78.232.606 |
| Bordeaux | 361.604.888 | 92.506.353 | 131.610.453 | 23.205.606 | 1.264.018 | 610.191.328 | 10.165.437 |
| Toulouse | 293.763.943 | 86.803.143 | 77.003.175 | 12.265.074 | 1.750.000 | 471.585.335 | 18.631.919 |
| Montpellier | 282.176.027 | 76.983.582 | 61.871.414 | 27.492 069 | 1.424.844 | 449.947.936 | 7.737.354 |
| Marseille (5) | 622.920.379 | 159.265.281 | 229.202.606 | 40.562.272 | 27.482 | 1.051.978.020 | 38.167.531 |
| Strasbourg | 594.754.879 | 137.629.541 | 174.576.872 | 15.234.182 | 813.584 | 923.009.058 | 25.186.165 |
| France entière | 10.373.298.405 | 2.848.190.451 | 2.835.651.221 | 420.971.881 | 29.367.409 | 16.507.479 367 | 490.056.146 |

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement des années 1951 et antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1951 amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne « total ».
(3) Non compris un versement de 492.103.211 F de la caisse primaire centrale de sécurité sociale de la région parisienne à l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne, à titre de participation au frais de gestion de cet organisme.
(4) Non compris la participation de 12.500.000 F de la caisse primaire de la Meuse à l'U. R. S. A. F. de Bar-le-Duc.
(5) Non compris un versement de 28.068.522 F effectué au service commun de recouvrement de Nice par la caisse primaire des Alpes-Maritimes.

XXX. — **Dépenses de gestion administrative des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales. — Année 1951.**

| UNIONS DE RECOUVREMENT | TRAITEMENTS ET SALAIRES | COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales. | AUTRES DÉPENSES | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 586.199.952 | 135.913.110 | 163.543.594 | 885.656.656 (1) |
| Bar-le-Duc | 13.225.011 | 1.468.613 | 5.676.003 | 20.369.657 |
| Nice | 38.280.244 | 8.529.127 | 7.907.643 | 54.717.014 |
| Total | 637.705.237 | 145.910.850 | 177.127.240 | 960.743.327 |

(1) La répartition de ces dépenses proportionnellement aux cotisations encaissées au titre des trois législations donne les résultats suivants: assurances sociales : 427.664.384 F; accidents du travail: 56.886.117 F; allocations familiales: 401.706.155 F.

XXXI. — **Etat du personnel employé par les caisses primaires de sécurité sociale au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | SERVICES ADMINISTRATIFS | | | | | | | | SERVICES SOCIAUX (1) | | | | PERSONNEL des œuvres propres aux caisses. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Personnel de direction. | Agents des cadres. | Agents de maîtrise. | Employés. | Personnel de service. | Auxiliaires. | Total. | Personnel à temps partiel. | Personnel technique. | Agents administratifs. | Total. | Personnel à temps partiel. | Permanent. | Saisonnier. | Total. |
| Paris | 80 | 859 | 473 | 4.859 | 224 | 422 | 6.917 | 296 | 25 | 1.041 | 1.066 | 120 | 608 | 378 | 986 |
| Rouen | 24 | 136 | 49 | 1.103 | 24 | 57 | 1.393 | 38 | 42 | 87 | 129 | 2 | 8 | » | 8 |
| Lille | 48 | 233 | 98 | 2.062 | 50 | 86 | 2.577 | 66 | 89 | 176 | 265 | 4 | 3 | 2 | 5 |
| Nancy | 27 | 134 | 58 | 1.027 | 36 | 38 | 1.320 | 46 | 28 | 56 | 84 | 7 | 5 | 2 | 7 |
| Rennes | 18 | 104 | 26 | 639 | 10 | 83 | 880 | 28 | 6 | 50 | 56 | 5 | 8 | 1 | 9 |
| Nantes | 24 | 136 | 40 | 760 | 11 | 120 | 1.091 | 36 | 33 | 56 | 89 | 16 | 35 | 37 | 72 |
| Orléans | 18 | 60 | 38 | 373 | 8 | 45 | 542 | 11 | 20 | 31 | 51 | 1 | 1 | » | 1 |
| Dijon | 25 | 94 | 43 | 689 | 9 | 53 | 913 | 36 | 36 | 47 | 83 | 17 | 11 | » | 11 |
| Limoges | 23 | 66 | 19 | 513 | 6 | 109 | 736 | 15 | 29 | 40 | 69 | 2 | 16 | 1 | 17 |
| Clermont-Ferrand | 14 | 55 | 28 | 408 | 11 | 22 | 538 | 12 | 20 | 21 | 49 | 3 | » | 1 | 1 |
| Lyon | 48 | 294 | 244 | 1.771 | 74 | 96 | 2.497 | 63 | 49 | 195 | 244 | 11 | 132 | 15 | 147 |
| Bordeaux | 16 | 117 | 28 | 631 | 15 | 56 | 863 | 39 | 48 | 41 | 89 | 5 | 29 | » | 29 |
| Toulouse | 19 | 84 | 34 | 535 | 7 | 11 | 740 | 21 | 18 | 56 | 74 | 4 | » | 15 | 15 |
| Montpellier | 14 | 80 | 37 | 504 | 7 | 18 | 660 | 33 | 44 | 16 | 60 | 4 | » | » | » |
| Marseille | 23 | 183 | 115 | 985 | 13 | 51 | 1.370 | 79 | 92 | 45 | 137 | 3 | 3 | » | 3 |
| Strasbourg | 27 | 235 | 71 | 863 | 25 | 112 | 1.333 | 76 | 36 | 71 | 107 | 15 | 71 | 5 | 76 |
| Total | 418 | 2.870 | 1.371 | 17.772 | 530 | 1.379 | 24.370 | 895 | 623 | 2.029 | 2.652 | 219 | 930 | 457 | 1.387 |

(1) Action sanitaire et sociale et contrôle médical.

XXXII. — **Etat du personnel des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (services administratifs).**

| UNIONS de recouvrement. | PERSONNEL de direction. | CADRES et maîtrise. | EMPLOYÉS | PERSONNEL de service. | AUXILIAIRES | TOTAL | PERSONNEL à temps partiel. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 3 | 284 | 876 | 53 | 56 | 1.440 | 22 |
| Bar-le-Duc | 1 | 7 | 25 | » | » | 33 | 2 |
| Nice | 2 | 23 | 61 | » | » | 86 | » |
| Total | 6 | 314 | 962 | 53 | 56 | 1.259 | 24 |

## B. — CAISSES REGIONALES DE SECURITE SOCIALE

### I. — Dépenses au titre des assurances sociales. — Année 1951.

| RÉGIONS | PENSIONS D'INVALIDITÉ payées au cours de l'année (y compris les avances non régularisées au 31 décembre 1951). | RÉÉDUCATION professionnelle. | AUTRES DÉPENSES incombant en propre à la caisse régionale. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 4.061.294.518 | 19.135.905 | 18.215 | 4.080.448.638 |
| Rouen | 532.015.351 | 2.752.612 | 126.224 | 534.894.187 |
| Lille | 1.273.103.184 | 4.831.965 | 111.649 | 1.278.046.798 |
| Nancy | 447.038.044 | 4.675.158 | 51.377 | 451.764.579 |
| Rennes | 332.786.322 | 2.311.356 | 15.400 | 335.113.078 |
| Nantes | 456.286.356 | 941.514 | 14.554 | 457.242.424 |
| Orléans | 199.261.925 | 1.527.693 | » | 200.789.618 |
| Dijon | 352.980.670 | 712.827 | » | 353.693.497 |
| Limoges | 332.662.010 | 2.036.092 | » | 334.698.102 |
| Clermont-Ferrand | 256.943.804 | 768.744 | 59.425 | 257.771.973 |
| Lyon | 1.010.794.324 | 5.987.691 | 400 | 1.016.782.415 |
| Bordeaux | 332.354.152 | 1.688.226 | 77.689 | 334.120.067 |
| Toulouse | 261.993.835 | 564.533 | 40.615 | 262.598.983 |
| Montpellier | 243.804.394 | 415.003 | 346.778 | 244.566.175 |
| Marseille | 451.112.949 | 2.101.394 | » | 453.214.343 |
| Strasbourg | 1.106.092.038 | 140.680 | 351.841 | 1.106.584.559 |
| Total | 11.650.523.876 | 50.591.393 | 1.214.167 | 11.702.329.436 |

### II. — Dépenses au titre des accidents du travail. — Année 1951.

| RÉGIONS | ARRÉRAGES de rentes payées au cours de l'année. | DÉPENSES DE PRÉVENTION (1) | | | | | | PARTICIPATION aux services de soins d'urgence (1). | FRAIS d'enquêtes à la charge des caisses. | DIVERS (2). | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses de personnel. | Dépenses de matériel spécialisé. | Propagande et enseignement. | Création ou développement d'œuvres régionales de prévention. | Divers. | Total. | | | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 1.079.427.698 | 99.756.071 | 849.708 | 1.133.946 | 157.650 | » | 101.897.375 | 197.314.669 | 16.446.100 | 292.681 | 1.395.378.523 |
| Rouen | 293.841.668 | 14.324.042 | 58.343 | 2.924.891 | » | » | 17.307.276 | 30.924.838 | 7.540.584 | 299.739 | 349.914.105 |
| Lille | 477.623.663 | 25.905.569 | 115.676 | 2.627.370 | 2.544.369 | 1.591.279 | 32.781.263 | 65.673.242 | 11.445.782 | 2.249.732 | 589.773.682 |
| Nancy | 270.820.744 | 18.844.274 | 84.396 | 420.161 | 1.362.250 | » | 20.711.081 | 38.125.670 | 5.871.928 | 2.058.215 | 337.587.638 |
| Rennes | 107.755.059 | 11.937.317 | 336.501 | 1.519.170 | » | » | 13.792.988 | 8.633.060 | 1.877.226 | 1.315.117 | 133.373.450 |
| Nantes | 152.145.887 | 16.243.708 | 48.557 | 357.368 | » | 1.551.876 | 18.201.509 | 15.104.082 | 4.675.009 | 1.757.983 | 191.884.470 |
| Orléans | 88.894.242 | 11.941.458 | 72.624 | 1.080.471 | » | » | 13.094.553 | 15.597.543 | 1.571.146 | 1.095.029 | 120.252.483 |
| Dijon | 158.187.237 | 10.655.182 | 55.769 | 1.073.851 | » | 567.730 | 12.352.532 | 16.514.818 | 4.016.918 | 685.342 | 191.756.847 |
| Limoges | 134.688.029 | 12.989.603 | 6.795 | 546.243 | » | » | 13.542.641 | 1.430.334 | 2.385.943 | 385.260 | 152.632.207 |
| Clermont-Ferrand | 109.586.667 | 8.020.813 | 9.665 | 269.676 | » | » | 8.300.154 | 36.908.385 | 2.716.647 | 1.182.763 | 158.694.614 |
| Lyon | 522.021.173 | 19.988.060 | 1.150 | 560.025 | » | » | 20.549.235 | 81.400.576 | 10.960.788 | 2.760.076 | 637.691.848 |
| Bordeaux | 178.261.116 | 4.732.539 | 271.704 | 172.958 | 7.274.724 | 1.857.138 | 14.309.063 | 5.989.839 | 2.760.336 | 716.530 | 202.036.884 |
| Toulouse | 122.781.458 | 5.157.784 | 48.709 | 398.292 | 2.872.258 | » | 8.477.043 | 6.193.915 | 1.448.279 | 1.374.222 | 140.274.915 |
| Montpellier | 123.768.061 | 8.909.814 | 15.200 | 100.750 | » | 482.114 | 9.507.878 | 5.345.512 | 1.773.051 | 456.870 | 140.851.375 |
| Marseille | 271.378.893 | 20.510.430 | 75.349 | 721.827 | 88.673 | » | 21.396.279 | 29.709.142 | 3.272.732 | 623.554 | 326.280.600 |
| Strasbourg | 661.752.782 | 21.990.616 | 11.340 | 994.464 | 913.500 | 97.189 | 24.007.109 | 7.294.724 | 4.140.760 | (3) 12.148.058 | 709.613.433 |
| Total | 4.752.934.380 | 311.907.280 | 2.061.486 | 14.901.463 | 15.210.424 | 6.147.326 | 350.227.979 | 562.160.315 | 83.173.229 | 29.601.171 | 5.778.097.074 |

(1) Que ces dépenses soient ou non remboursables, en totalité ou partiellement, par la caisse nationale de sécurité sociale.
(2) Y compris rentes rachetées, frais d'expertise et de contentieux, ainsi que subventions aux caisses primaires pour frais d'appareillage concernant les salariés employés dans des entreprises assurant elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire.
(3) Dont 11.092.241 (rentes déminage).

**III. — Importance en pourcentage par rapport aux cotisations assurances sociales du régime général des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre des pensions d'invalidité. — Année 1951.**

| RÉGIONS | PENSIONS d'invalidité servies. |
|---|---|
| | P. 100. |
| Paris | 4,17 |
| Rouen | 3,54 |
| Lille | 3,68 |
| Nancy | 2,58 |
| Rennes | 4,55 |
| Nantes | 4,50 |
| Orléans | 3,52 |
| Dijon | 3,05 |
| Limoges | 4,96 |
| Clermont-Ferrand | 4,59 |
| Lyon | 3,49 |
| Bordeaux | 3,74 |
| Toulouse | 4,01 |
| Montpellier | 4,62 |
| Marseille | 3,49 |
| Strasbourg | 6,18 |
| France entière | 3,99 |

**IV. — Importance en pourcentage par rapport aux cotisations accidents du travail des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre des rentes d'accidents du travail. — Année 1951.**

| RÉGIONS | RENTES SERVIES |
|---|---|
| | P. 100. |
| Paris | 7,98 |
| Rouen | 10,68 |
| Lille | 8,02 |
| Nancy | 9,01 |
| Rennes | 9,36 |
| Nantes | 9,52 |
| Orléans | 10,64 |
| Dijon | 9,52 |
| Limoges | 12,88 |
| Clermont-Ferrand | 12,19 |
| Lyon | 10,71 |
| Bordeaux | 12,12 |
| Toulouse | 11,77 |
| Montpellier | 14,11 |
| Marseille | 10,30 |
| Strasbourg | 34,17 |
| France entière | 10,50 |

**V. — Etat par catégories des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application du décret-loi du 28 octobre 1935. | | | | NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945. | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | à 30 p. 100 du salaire de base. | | | | à 40 p. 100 du salaire de base. | | | |
| | Pensions complètes. | Pensions suspendues en partie. | Pensions suspendues en totalité. | Total. | Pensions complètes. | Pensions suspendues en partie. | Pensions suspendues en totalité. | Total. | Pensions complètes | Pensions suspendues en partie. | Pensions suspendues en totalité. | Total. |
| Paris | 15.205 | 3.591 | 15.163 | 33.959 | 7.029 | 2.452 | 4.676 | 13.857 | 26.207 | 1.617 | 4.411 | 32.235 |
| Rouen | 2.690 | 137 | 1.776 | 4.603 | 730 | 115 | 327 | 1.172 | 4.605 | 101 | 499 | 5.205 |
| Lille | 3.375 | 75 | 3.129 | 6.579 | 1.306 | 141 | 1.217 | 2.664 | 12.773 | 135 | 2.139 | 15.047 |
| Nancy | 2.336 | 77 | 1.314 | 3.727 | 641 | 77 | 455 | 1.173 | 3.256 | 42 | 312 | 3.610 |
| Rennes | 1.740 | 36 | 743 | 2.519 | 1.158 | 27 | 574 | 1.759 | 2.273 | 8 | 255 | 2.536 |
| Nantes | 2.326 | 65 | 1.392 | 3.783 | 1.108 | 68 | 279 | 1.455 | 3.008 | 40 | 321 | 3.369 |
| Orléans | 1.077 | 16 | 10 | 1.103 | 776 | 34 | 26 | 836 | 1.920 | 18 | 11 | 1.949 |
| Dijon | 1.777 | 274 | 1.368 | 3.419 | 743 | 148 | 355 | 1.246 | 2.005 | 57 | 272 | 2.334 |
| Limoges | 1.882 | 52 | 1.011 | 2.945 | 1.140 | 39 | 244 | 1.423 | 1.946 | 7 | 174 | 2.127 |
| Clermont-Ferrand | 1.166 | 54 | 788 | 2.008 | 1.261 | 36 | 314 | 1.611 | 1.231 | 18 | 181 | 1.430 |
| Lyon | 4.938 | 292 | 4.392 | 9.622 | 660 | 85 | 1.590 | 2.335 | 8.237 | 120 | 1.378 | 9.735 |
| Bordeaux | 1.675 | 102 | 1.158 | 2.935 | 771 | 51 | 257 | 1.079 | 2.622 | 39 | 387 | 3.048 |
| Toulouse | 1.251 | 95 | 929 | 2.275 | 687 | 54 | 442 | 1.183 | 1.778 | 31 | 404 | 2.213 |
| Montpellier | 266 | » | 853 | 1.119 | 998 | » | 76 | 1.074 | 2.082 | » | 57 | 2.139 |
| Marseille | 1.794 | 41 | 818 | 2.653 | 706 | 6 | 267 | 979 | 3.332 | 19 | 345 | 3.696 |
| Strasbourg | 11.146 | 120 | 720 | 11.986 | 308 | » | 11 | 219 | 533 | » | 13 | 546 |
| Total | 54.644 | 5.027 | 35.564 | 95.235 | 19.922 | 3.033 | 11.110 | 34.065 | 77.808 | 2.252 | 11.159 | 91.219 |

| RÉGIONS | NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 à plus de 40 p. 100 du salaire de base. | | | | Nombre de pensions de veufs et de veuves (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945). | NOMBRE TOTAL DES PENSIONS | | | | MONTANT des pensions service au cours de l'année. (En francs.) | NOMBRE TOTAL de pensions donnant lieu à majoration pour assistance d'une tierce personne. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Pensions complètes. | Pensions suspendues en partie. | Pensions suspendues en totalité. | Total. | | Pensions complètes. | Pensions suspendues en partie. | Pensions suspendues en totalité. | Total. | | |
| Paris | 981 | 7 | » | 988 | 202 | 49.624 | 7.367 | 24.250 | 81.241 | 4.061.294.518 | 1.697 |
| Rouen | 162 | » | » | 162 | 68 | 8.255 | 353 | 2.602 | 11.210 | 532.015.351 | 292 |
| Lille | 287 | 5 | 2 | 294 | 241 | 17.982 | 356 | 6.487 | 24.825 | 1.273.103.184 | 292 |
| Nancy | 121 | » | » | 121 | 118 | 6.472 | 196 | 2.081 | 8.749 | 447.038.044 | 272 |
| Rennes | 95 | » | » | 95 | 58 | 5.324 | 71 | 1.572 | 6.967 | 332.786.322 | 204 |
| Nantes | 144 | 1 | 2 | 147 | 49 | 6.635 | 174 | 1.994 | 8.803 | 456.286.356 | 241 |
| Orléans | 116 | » | » | 116 | 9 | 3.898 | 68 | 47 | 4.013 | 199.261.925 | 116 |
| Dijon | 97 | 5 | » | 102 | 65 | 4.687 | 484 | 1.995 | 7.166 | 352.980.670 | 203 |
| Limoges | 132 | 1 | 1 | 134 | 54 | 5.454 | 99 | 1.430 | 6.683 | 332.662.040 | 228 |
| Clermont-Ferrand | 71 | » | 1 | 72 | 58 | 3.787 | 108 | 1.284 | 5.179 | 256.943.804 | 152 |
| Lyon | 432 | 1 | 12 | 445 | 87 | 14.354 | 498 | 7.372 | 22.224 | 1.010.791.324 | 893 |
| Bordeaux | 150 | » | » | 150 | 56 | 5.274 | 192 | 1.802 | 7.268 | 332.354.152 | 255 |
| Toulouse | 90 | » | » | 90 | 39 | 3.845 | 180 | 1.775 | 5.800 | 261.903.835 | 123 |
| Montpellier | 138 | » | » | 138 | 53 | 3.537 | » | 986 | 4.523 | 243.804.394 | 138 |
| Marseille | 243 | 2 | 2 | 247 | 39 | 6.114 | 68 | 1.432 | 7.614 | 451.112.949 | 247 |
| Strasbourg | 23 | » | » | 23 | 4.085 | 15.995 | 120 | 744 | 16.859 | 1.106.092.038 | 445 |
| Total | 3.282 | 22 | 20 | 3.324 | 5.281 | 160.937 | 10.334 | 57.853 | 229.124 | 11.650.523.876 | 5.798 |

**VI. — Etat par catégories des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | ASSURÉS | | VEUVES | | ORPHELINS | | ASCENDANTS | | RÉCAPITULATION | | TOTAL des décès correspondant à ces rentes. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Montant. | Nombre | Montant. | Nombre. | Montant. | Nombre. | Montant | Nombre | Montant | |
| | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. | |
| Paris | 58.052 | 918.308.858 | 1.694 | 101.626.126 | 1.500 | 52.151.698 | 274 | 7.338.016 | 61.520 | 1.079.427.698 | 2.014 |
| Rouen | 12.738 | 236.543.137 | 597 | 32.770.158 | 391 | 22.247.316 | 110 | 2.281.027 | 13.836 | 293.841.638 | 728 |
| Lille | 26.831 | 397.365.571 | 911 | 47.550.196 | 495 | 28.664.189 | 179 | 4.043.404 | 28.416 | 477.623.660 | 1.006 |
| Nancy | 13.650 | 221.610.456 | 471 | 27.361.086 | 615 | 18.295.554 | 129 | 3.523.618 | 14.868 | 270.830.714 | 702 |
| Rennes | 4.865 | 82.787.021 | 315 | 14.277.637 | 412 | 10.384.611 | 14 | 305.790 | 5.606 | 107.755.059 | 337 |
| Nantes | 7.919 | 130.353.918 | 385 | 17.837.609 | 222 | 12.701.712 | 58 | 1.249.618 | 8.584 | 162.145.887 | 396 |
| Orléans | 4.386 | 74.742.661 | 170 | 8.702.918 | 91 | 4.945.842 | 27 | 592.821 | 4.674 | 88.894.242 | 340 |
| Dijon | 9.065 | 133.465.984 | 295 | 14.105.727 | 330 | 9.360.492 | 74 | 1.355.034 | 9.764 | 158.187.237 | 357 |
| Limoges | 5.718 | 113.608.883 | 253 | 18.955.199 | 12 | 879.765 | 51 | 1.244.182 | 6.034 | 134.688.029 | 294 |
| Clermont-Ferrand | 6.031 | 96.438.544 | 162 | 8.012.150 | 95 | 4.655.364 | 24 | 480.639 | 6.312 | 109.586.667 | 185 |
| Lyon | 30.204 | 458.980.690 | 878 | 47.336.649 | 470 | 29.585.201 | 234 | 6.118.633 | 31.786 | 522.021.173 | 945 |
| Bordeaux | 8.129 | 153.544.327 | 289 | 9.262.868 | 274 | 13.421.376 | 59 | 2.032.606 | 8.751 | 178.261.116 | 330 |
| Toulouse | 5.070 | 98.939.116 | 243 | 13.240.661 | 310 | 9.255.918 | 58 | 1.345.763 | 5.681 | 122.781.458 | 384 |
| Montpellier | 5.392 | 108.354.901 | 176 | 9.170.900 | 189 | 5.663.145 | 27 | 579.088 | 5.784 | 123.768.034 | 203 |
| Marseille | 17.910 | 224.556.098 | 485 | 27.015.354 | 543 | 16.758.306 | 135 | 3.049.135 | 19.073 | 271.378.893 | 575 |
| Strasbourg | 20.044 | 536.615.331 | 1.842 | 94.630.648 | 844 | 25.278.966 | 271 | 5.227.847 | 23.001 | 661.752.782 | 2.119 |
| Total | 236.004 | 3.956.245.490 | 9.169 | 491.855.856 | 6.793 | 264.125.775 | 1.724 | 40.707.250 | 253.690 | 4.752.934.380 | 10.925 |

**VII. — Nombre et montant annuel par catégories de rentes d'accidents du travail liquidées au cours de l'année 1951.**

| RÉGIONS | ASSURÉS | | VEUVES | | ORPHELINS | | ASCENDANTS | | TOTAL | | NOMBRE d'accidents graves | | TOTAL DES DÉCÈS correspondant à ces rentes. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Montant. | Nombre | Montant. | Nombre | Montant. | Nombre | Montant. | Nombre | Montant. | déclarés dans l'année | déclarés dans l'année et réglés au 31 décembre 1951. | |
| | | Francs. | | Francs | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | | |
| Paris | 17.956 | 388.387.446 | 435 | 32.961.126 | 425 | 18.957.631 | 91 | 2.834.700 | 18.907 | 443.344.203 | 17.622 | 9.812 | 504 |
| Rouen | 3.801 | 83.308.760 | 167 | 8.991.835 | 112 | 8.377.938 | 30 | 667.984 | 4.110 | 101.346.517 | 5.158 | 2.132 | 182 |
| Lille | 7.390 | 122.866.736 | 216 | 14.079.104 | 117 | 8.581.204 | 48 | 1.203.820 | 7.771 | 146.730.864 | 9.619 | 7.641 | 251 |
| Nancy | 4.342 | 81.865.404 | 132 | 8.256.842 | 168 | 5.231.175 | 47 | 1.139.128 | 4.689 | 96.492.549 | 4.157 | 3.096 | 172 |
| Rennes | 1.462 | 28.188.266 | 87 | 4.679 408 | 120 | 3.708.376 | 4 | 69.756 | 1.673 | 36.645.806 | 2.268 | 1.526 | 94 |
| Nantes | 2.295 | 41.332.180 | 95 | 5.497.160 | 159 | 4.280.180 | 13 | 314.020 | 2.562 | 51.123.540 | 2.882 | 1.852 | 196 |
| Orléans | 1.259 | 21.585.320 | 37 | 2.036.860 | 24 | 1.284.020 | 8 | 158.720 | 1.328 | 25.064.920 | 1.373 | 883 | 44 |
| Dijon | 2.548 | 48.223.210 | 74 | 4.353.860 | 111 | 3.571.560 | 19 | 408.120 | 2.752 | 56.556.750 | 3.394 | 2.667 | 92 |
| Limoges | 1.584 | 34.244.640 | 83 | 7 204.840 | 4 | 198.260 | 13 | 273.760 | 1.684 | 41.921.500 | 1.748 | 1.478 | 91 |
| Clermont-Ferrand. | 1.733 | 28.361.360 | 39 | 2.089.349 | 18 | 1.098.873 | 3 | 100.434 | 1.793 | 31.650.025 | 2.139 | 1.162 | 41 |
| Lyon | 9.481 | 147.985.740 | 203 | 12.774.300 | 124 | 9.056.830 | 49 | 1.201.820 | 9.857 | 171.018.660 | 11.141 | 3.387 | 295 |
| Bordeaux | 2.168 | 42.847.820 | 44 | 2.328.120 | 84 | 3.117.960 | 25 | 579.480 | 2.321 | 48.873.380 | 2.642 | 2.002 | 86 |
| Toulouse | 1.590 | 36.963.530 | 60 | 3.291.105 | 80 | 2.539.595 | 13 | 285.420 | 1.743 | 43.079.650 | 1.865 | 951 | 76 |
| Montpellier | 1.559 | 32.304.950 | 47 | 2.547.795 | 61 | 1.961.905 | 2 | 40.860 | 1.669 | 36.855.510 | 1.835 | 1.611 | 52 |
| Marseille | 5.093 | 70.320.640 | 125 | 7.944.970 | 127 | 5.796.730 | 27 | 598.020 | 5.372 | 84.660.360 | 6.126 | 3.375 | 121 |
| Strasbourg | 3.879 | 86.979.312 | 132 | 7.823.460 | 118 | 4.056.372 | 16 | 380.520 | 4.145 | 99.239.664 | 2.146 | 1.502 | 118 |
| Total | 68.140 | 1.295.965.302 | 1.976 | 126.563.434 | 1.852 | 81.818.609 | 408 | 10.256.562 | 72.376 | 1.514.603.907 | 76 115 | 45.077 | 2.355 |

VIII. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses régionales de sécurité sociale. — Année 1951.**

| RÉGIONS | DOTATION des œuvres des caisses. | | SUBVENTIONS de fonctionnement aux œuvres des caisses. | | SUBVENTIONS à des œuvres étrangères aux caisses. | | AVANCES NOUVELLES consenties en 1951. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées ou versées. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | » | 19.454.105 | 6.837.500 | 316.632.753 | 351.359.576 | 269.550.541 | » | » |
| Rouen | 5.000.000 | 6.206.362 | » | » | 69.773.122 | 64.669.456 | 4.581.861 | 4.128.725 |
| Lille | 96.589.370 | 29.594.536 | 3.361.342 | 3.361.342 | 390.043.018 | 313.282.921 | 75.018.600 | 75.018.600 |
| Nancy | 102.293.830 | 64.384.542 | 500.000 | 492.545 | 104.984.000 | 97.907.300 | » | » |
| Rennes | » | » | » | » | 50.903.273 | 54.259.032 | » | » |
| Nantes | 1.225.800 | 1.650.800 | 645.989 | 645.989 | 41.345.112 | 73.347.497 | » | » |
| Orléans | » | » | » | » | 53.653.897 | 28.601.678 | » | » |
| Dijon | 446.623 | 446.623 | » | » | 111.461.859 | 23.744.971 | 364.825 | 364.825 |
| Limoges | 18.228.720 | 3.228.720 | 2.455.013 | 2.455.013 | 88.028.743 | 55.875.577 | » | » |
| Clermont-Ferrand | 59.683.986 | 5.452.794 | 5.582.759 | 3.582.759 | 16.775.000 | 14.700.208 | » | » |
| Lyon | » | 8.592.952 | » | 4.035.983 | 61.805.666 | 57.586.878 | » | » |
| Bordeaux | 47.231.160 | 37.218.689 | 20.183.524 | 21.055.117 | 38.998.589 | 28.328.616 | » | » |
| Toulouse | » | » | 794.899 | 794.899 | 55.048.250 | 44.747.067 | » | » |
| Montpellier | 53.604.264 | 65.568.946 | 1.760.000 | 1.760.000 | 48.772.695 | 26.920.272 | » | » |
| Marseille | 1.297.202 | 1.297.202 | 8.163.492 | 8.163.492 | 147.613.845 | 123.300.000 | » | » |
| Strasbourg | 365.166.668 | 292.069.222 | 29.852.534 | 29.852.534 | 37.772.730 | 22.394.431 | » | » |
| Total | 750.767.623 | 535.165.493 | 79.837.052 | 422.552.426 | 1.638.039.375 | 1.299.216.445 | 79.965.286 | 79.512.150 |

| RÉGIONS | PRÊTS NOUVEAUX consentis en 1951. | | TOTAL | | SERVICE social. | DÉPENSES diverses. | TOTAL GÉNÉRAL des dépenses (sommes dépensées ou versées). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées ou versées. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées ou versées. | | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 4.829.620 | 32.698.692 | 363.026.696 | 668.356.091 | 426.582.504 | » | 1.094.938.595 |
| Rouen | 12.100.000 | 2.500.000 | 91.454.983 | 77.504.543 | 3.660.522 | 366.569 | 81.531.634 |
| Lille | 63.025.000 | 23.000.000 | 628.037.330 | 444.257.399 | 52.348.707 | 2.125.846 | 498.731.952 |
| Nancy | 11.500.000 | 23.500.000 | 219.277.830 | 186.284.387 | 14.560.760 | 8.468.438 | 209.313.585 |
| Rennes | 7.272.727 | 11.977.273 | 58.176.000 | 66.236.305 | 18.288.490 | » | 84.524.795 |
| Nantes | 5.300.000 | 2.300.000 | 48.516.901 | 77.944.286 | 14.444.597 | 5.724.635 | 98.113.518 |
| Orléans | » | 2.692.420 | 53.653.897 | 31.294.098 | 4.458.658 | 956.566 | 36.709.322 |
| Dijon | 17.759.875 | 17.460.000 | 129.733.182 | 42.016.419 | 21.989.284 | » | 64.005.703 |
| Limoges | 5.600.000 | » | 114.012.476 | 61.259.310 | » | » | 61.259.310 |
| Clermont-Ferrand | » | » | 82.041.745 | 23.735.761 | 14.838.786 | » | 38.574.547 |
| Lyon | 103.167.600 | » | 164.973.266 | 123.346.035 | 18.871.829 | 35.389.134 | 177.606.998 |
| Bordeaux | 52.294.442 | 36.743.613 | 158.707.415 | 70.215.813 | 20.612.426 | 1.174.268 | 92.002.507 |
| Toulouse | 19.325.000 | 1.000.000 | 75.168.449 | 46.541.966 | 7.125.208 | 7.616.930 | 61.284.104 |
| Montpellier | 15.625.000 | 15.625.000 | 119.761.959 | 109.874.218 | 15.067.116 | » | 124.941.334 |
| Marseille | » | » | 157.074.539 | 132.760.694 | 39.993.002 | 14.630,495 | 187.384.191 |
| Strasbourg | 152.800.000 | 91.383.988 | 585.591.932 | 435.700.175 | 7.299.907 | 3.562.581 | 446.562.663 |
| Total | 470.598.964 | 260.880.986 | 3.019.208.300 | 2.597.327.500 | 680.141.796 | 80.015.462 | 3.357.484.758 |

**IX. — Ventilation des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre de l'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires. — Année 1951.**

| RÉGIONS | ÉQUIPEMENTS HOSPITALIER | | PROTECTION MATERNELLE et infantile | | RÉPARATION des accidents du travail | | LUTTE ANTI-TUBERCULEUSE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 177.226.686 | 222.014.052 | 55.401.050 | 49.380.822 | 500.000 | 28.585.318 | 96.799.980 | 323.516.420 |
| Rouen | 52.702.840 | 30.636.026 | 14.662.825 | 10.559.339 | » | » | 24.089.318 | 27.900.670 |
| Lille | 535.788.035 | 397.592.820 | 23.798.772 | 14.996.246 | » | » | 36.885.725 | 18.529.238 |
| Nancy | 57.944.000 | 48.162.300 | 22.696.000 | 30.045.996 | 300.000 | 250.000 | 83.989.850 | 92.401.658 |
| Rennes | 31.827.273 | 21.691.036 | » | 374.448 | » | » | 10.000.000 | 16.400.600 |
| Nantes | 4.599.867 | 53.409.664 | 700.000 | 1.920.000 | » | » | 10.645.245 | 18.829.381 |
| Orléans | 35.990.697 | 22.314.239 | 500.000 | 2.345.000 | » | » | 8.883.200 | 1.202.024 |
| Dijon | 72.779.525 | 33.819.702 | 6.211.863 | 612.444 | » | » | 38.890.044 | 3.532.623 |
| Limoges | 48.234.817 | 31.937.964 | 15.605.178 | 7.679.384 | 1.630.457 | 787.023 | 23.462.477 | 11.615.392 |
| Clermont-Ferrand | 27.558.453 | 8.873.503 | » | 195.000 | » | » | 46.925.455 | 7.078.995 |
| Lyon | 100.555.504 | 13.904.724 | 42.828.906 | 29.767.328 | » | » | 3.656.008 | 15.932.530 |
| Bordeaux | 84.817.980 | 67.391.458 | 33.912 | 121.784 | » | » | 44.152.522 | 34.217.476 |
| Toulouse | 19.880.000 | 8.377.420 | » | 699.000 | » | 350.000 | 30.681.250 | 31.067.983 |
| Montpellier | 8.000.000 | » | 7.873.788 | 1.437.535 | 40.990.476 | 58.161.290 | 47.897.695 | 37.177.816 |
| Marseille | 29.000.000 | 19.000.000 | 5.060.771 | 5.060.771 | » | » | 101.129.149 | 101.129.149 |
| Strasbourg | 82.750.000 | 37.970.254 | 850.000 | 562.447 | 226.714.293 | 124.618.164 | 229.716.877 | 244.287.610 |
| Total | 1.369.655.677 | 1.017.425.252 | 196.223.125 | 155.467.344 | 270.135.226 | 212.751.795 | 837.804.775 | 984.948.485 |

| RÉGIONS | LUTTE ANTI-VÉNÉRIENNE | | LUTTE ANTI-CANCÉREUSE | | LUTTE CONTRE LES MALADIES mentales. | | CENTRES DE TRANSFUSION sanguine. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 1.800.000 | 18.127.610 | » | 7.512.610 | 21.911.480 | 11.864.927 | » | » |
| Rouen | » | » | » | » | » | » | » | 8.318.508 |
| Lille | 2.790.000 | 6.680.000 | » | » | 620.000 | 620.000 | » | » |
| Nancy | 7.848.000 | 8.748.000 | » | » | » | » | 50.000 | 50.000 |
| Rennes | » | 1.407.304 | 2.772.000 | 1.945.515 | » | » | » | » |
| Nantes | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Orléans | » | » | » | » | » | » | 180.000 | 180.000 |
| Dijon | » | » | 3.170.000 | » | » | » | 6.180.000 | 239.200 |
| Limoges | 4.250.827 | 4.250.827 | 1.000.000 | 1.000.000 | » | » | » | » |
| Clermont-Ferrand | » | » | » | » | 200.000 | 200.000 | » | 600.000 |
| Lyon | » | » | 6.758.818 | 6.758.818 | » | » | 9.600.000 | 900.000 |
| Bordeaux | » | » | 5.000.000 | 2.891.961 | » | » | 3.202.971 | 5.127.936 |
| Toulouse | » | » | 16.000.000 | » | 400.000 | 290.000 | 4.700.000 | 2.618.597 |
| Montpellier | » | » | » | » | » | » | 4.500.000 | 2.897.577 |
| Marseille | » | » | » | » | » | » | 300.000 | 300.000 |
| Strasbourg | » | » | 1.000.000 | » | » | » | 2.000.000 | 2.000.000 |
| Total | 16.688.827 | 39.213.771 | 35.700.818 | 20.078.904 | 23.131.480 | 12.974.927 | 30.712.971 | 23.231.818 |

| RÉGIONS | ENFANCE INADAPTÉE | | LUTTE CONTRE LES AUTRES FLÉAUX sociaux et divers. | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. | Crédits affectés en 1951. | Sommes dépensées dans l'année. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | » | » | 9.387.500 | 7.324.302 | 363.026.696 | 668.356.091 |
| Rouen | » | » | » | » | 91.454.983 | 77.504.543 |
| Lille | » | » | 28.154.798 | 5.839.095 | 628.037.330 | 444.257.399 |
| Nancy | » | 800.000 | 46.450.000 | 5.526.433 | 219.277.830 | 186.284.387 |
| Rennes | 4.100.000 | 12.230.000 | 9.476.727 | 12.208.402 | 58.176.000 | 66.236.305 |
| Nantes | » | » | 2.571.789 | 3.775.241 | 18.516.901 | 77.944.286 |
| Orléans | » | 2.692.420 | 8.100.000 | 2.560.415 | 53.653.897 | 31.294.098 |
| Dijon | » | » | 2.501.750 | 3.782.450 | 129.733.182 | 42.016.419 |
| Limoges | » | » | 19.828.720 | 3.988.720 | 114.012.476 | 61.259.310 |
| Clermont-Ferrand | 4.000.000 | 4.000.000 | 3.357.837 | 2.788.173 | 82.041.745 | 23.735.761 |
| Lyon | » | » | 1.574.000 | 2.952.413 | 164.973.266 | 70.215.813 |
| Bordeaux | » | » | 21.500.000 | 13.595.620 | 158.707.415 | 123.346.035 |
| Toulouse | » | 50.000 | 3.506.899 | 3.089.046 | 75.168.149 | 46.541.966 |
| Montpellier | 500.000 | 500.000 | 10.000.000 | 10.000.000 | 119.761.959 | 109.874.218 |
| Marseille | » | » | 21.584.619 | 7.270.774 | 157.074.539 | 132.760.694 |
| Strasbourg | 1.000.000 | 1.000.000 | 41.560.762 | 25.261.700 | 585.591.932 | 435.700.175 |
| Total | 9.600.000 | 21.272.420 | 229.555.401 | 109.962.784 | 3.019.208.300 | 2.597.327.500 |

### X. — Dépenses de contrôle médical des caisses régionales de sécurité sociale. — Année 1951.

| RÉGIONS | FRAIS de locaux et des services généraux. | TRAITEMENTS et salaires du personnel médical et para-médical (y compris les diverses charges sociales) | TRAITEMENTS et salaires du personnel administratif (y compris les diverses charges sociales) | MATÉRIEL médical. | MATÉRIEL de bureau. | INDEMNITÉS aux assurés à l'occasion du contrôle médical. | DIVERS (1) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 1.105.613 | 557.331.647 | 54.927.462 | 17.084.175 | 566.974 | 13.540.478 | 13.347.835 | 657.901.182 |
| Rouen | 1.038.214 | 57.589.739 | 2.390.355 | 2.535 569 | » | 2.081.853 | 12.831.325 | 78.467.055 |
| Lille | 77.587 | 127.744.785 | 12.896.692 | 13.680,274 | » | 4.411.200 | 3.734.155 | 162.544.693 |
| Nancy | 690.644 | 50.707.747 | 10.082.756 | 3.243.164 | 294.518 | 4.192.727 | 5.426.770 | 74.638.326 |
| Rennes | 577.223 | 38.163.285 | 4.547.852 | 269.736 | 281.364 | 1.222.954 | 7.111.401 | 52.178.515 |
| Nantes | 846.853 | 56.683.102 | 5.655.838 | 1.935.126 | 1.159.688 | 1.573.261 | 4.693.163 | 72.547.031 |
| Orléans | 416.302 | 27.624.330 | 6.701.589 | 471.472 | 306.035 | 1.137.845 | 2.206.310 | 38.893.883 |
| Dijon | 2.025.073 | 54.588.366 | 2.615.733 | 268.647 | 538.000 | 1.451.270 | 4.829.232 | 66.316.321 |
| Limoges | 483.082 | 37.726.190 | 5.261.913 | 182.044 | 415.856 | 930.904 | 2.932.406 | 47.933.295 |
| Clermont-Ferrand | 803.583 | 41.185.383 | 6.107.270 | 65.847 | 175.235 | 1.599.110 | 3.760.639 | 53.697.067 |
| Lyon | 412.691 | 164.238.640 | 13.785.035 | 6.201.456 | 153.581 | 5.226.477 | 42.690.182 | 232.108.101 |
| Bordeaux | 1.125.411 | 51.692.723 | 3.786.646 | 3.163.400 | 1.094.101 | 1.461.756 | 8.034.680 | 70.358.717 |
| Toulouse | 978.222 | 46.602.886 | 4.139.668 | » | » | 2.015.884 | 6.078.175 | 61.814.835 |
| Montpellier | 62.244 | 39.453.034 | 2.373.229 | » | 16.819 | 1.533.637 | 2.723.440 | 46.162.403 |
| Marseille | 1.312.866 | 112.683.417 | 4.487.915 | 11.891 | 158.120 | 3.960.612 | 2.662.601 | 125.277.482 |
| Strasbourg | 583.351 | 49.467.183 | 9.068.364 | 52.492 | 1.092.870 | 2.984.112 | 9.026.842 | 72.275.214 |
| Total | 12.568.959 | 1.515.487.496 | 148.828.347 | 49.163.193 | 6.253.161 | 49.321.110 | 131.488.856 | 1.913.114.122 |

(1) Y compris notamment frais de déplacement des agents du contrôle médical, honoraires pour expertise, fournitures et documentation médicales.

### XI. — Dépenses de gestion administrative des caisses régionales de sécurité sociale. — Année 1951.

| RÉGIONS | TRAITEMENTS et salaires du personnel. | COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales. | AUTRES DÉPENSES (1) | TOTAL | FRAIS de premier établissement (2). |
|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 577.928.210 | 159.392.223 | 85.613.093 | 822.963.526 | 420.960 |
| Rouen | 59.782.358 | 17.161.424 | 23.628.540 | 100.572.322 | » |
| Lille | 134.180.547 | 41.516.217 | 29.334.129 | 205.030.893 | » |
| Nancy | 51.240.953 | 15.638.869 | 17.786.179 | 84.666.001 | » |
| Rennes | 36.254.558 | 10.341.496 | 7.291.903 | 53.887.657 | 2.461.416 |
| Nantes | 63.753.966 | 19.251.586 | 15.509.529 | 98.515.081 | 3.310.798 |
| Orléans | 34.214.291 | 10.340.890 | 10.701.156 | 55.259.337 | » |
| Dijon | 52.091.322 | 15.652.649 | 10.868.167 | 78.612.138 | 436.503 |
| Limoges | 45.966.084 | 14.773.007 | 9.853.184 | 70.592.275 | 8.614.634 |
| Clermont-Ferrand | 41.834.252 | 12.387.159 | 8.739.841 | 62.961.252 | 1.628.941 |
| Lyon | 141.159.161 | 43.911.616 | 38.277.467 | 223.348.244 | 9.249.423 |
| Bordeaux | 34.606.470 | 9.534.636 | 41.661.191 | 85.802.297 | » |
| Toulouse | 27.319.236 | 7.869.764 | 5.428.346 | 40.617.346 | » |
| Montpellier | 34.816.953 | 9.964.860 | 9.834.761 | 54.616.574 | 1.665.960 |
| Marseille | 111.082.217 | 30.965.479 | 15.670.261 | 157.717.957 | 2.142.142 |
| Strasbourg | 116.984.583 | 74.036.729 (3) | 26.723.101 | 217.744.413 | 2.565.785 |
| Total | 1.563.215.161 | 492.738.304 | 356.953.848 | 2.412.907.313 | 32.499.562 |

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement des années 1951 ou antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1951, amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne (Total).
(3) Y compris une somme de 42.849.461 F, montant des pensions versées aux agents retraités ou aux veuves d'agents.

## XII. — Etat du personnel employé par les caisses régionales de sécurité sociale au 31 décembre 1951.

### 1° Personnel administratif et personnel des œuvres

| RÉGIONS | PERSONNEL ADMINISTRATIF | | | | | | | | PERSONNEL DES ŒUVRES propres aux caisses. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Personnel de direction. | Personnel des cadres. | Agents de maîtrise. | Employés. | Personnel de service. | Auxiliaires. | Total. | Personnel à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre). | Permanent. | Saisonnier. | Total. |
| Paris | 8 | 155 | 152 | 683 | 121 | 9 | 1.128 | 1 | 334 | 6 | 340 |
| Rouen | 5 | 21 | 3 | 105 | » | 5 | 139 | 1 | 62 | 10 | 72 |
| Lille | 7 | 37 | 16 | 228 | 13 | 11 | 312 | » | 40 | » | 40 |
| Nancy | 5 | 7 | 15 | 88 | 3 | 3 | 121 | 9 | 18 | 29 | 47 |
| Rennes | 4 | 9 | 6 | 53 | 3 | » | 75 | » | » | » | » |
| Nantes | 5 | 20 | 8 | 108 | 3 | » | 144 | 3 | 14 | 1 | 15 |
| Orléans | 4 | 11 | 4 | 79 | 1 | 2 | 101 | 3 | 10 | » | 10 |
| Dijon | 5 | 14 | 3 | 91 | 4 | 2 | 119 | » | 1 | » | 1 |
| Limoges | 4 | 11 | 12 | 72 | 4 | 1 | 104 | 5 | 4 | » | 4 |
| Clermont-Ferrand | 3 | 15 | 5 | 61 | 3 | 5 | 92 | 5 | 44 | 12 | 56 |
| Lyon | 5 | 38 | 33 | 262 | 2 | 34 | 374 | » | 31 | 2 | 33 |
| Bordeaux | 3 | 15 | 1 | 51 | 2 | 16 | 88 | 5 | 21 | 2 | 23 |
| Toulouse | 4 | 8 | 1 | 47 | 1 | 5 | 66 | 1 | » | » | » |
| Montpellier | 4 | 14 | 2 | 58 | 3 | » | 81 | 4 | 22 | 4 | 26 |
| Marseille | 4 | 38 | 10 | 177 | 5 | 2 | 236 | 2 | 4 | 40 | 44 |
| Strasbourg | 5 | 74 | 7 | 159 | 2 | 2 | 249 | » | 497 | 33 | 530 |
| Total | 75 | 487 | 278 | 2.322 | 170 | 97 | 3.429 | 39 | 1.102 | 139 | 1.241 |

### 2° Personnel des services techniques

| RÉGIONS | CONTROLE MÉDICAL | | | | | | | ACTION SANITAIRE SOCIALE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Médecins conseils. | Chirurgiens dentistes. | Auxiliaires médicaux. | Infirmières. | Agents administratifs. | Total. | Personnel à la vacation ou à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre). | Assistantes sociales. | Autres agents. | Total. | Personnel à la vacation ou à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre). |
| Paris | 291 | 38 | 30 | 2 | 115 | 476 | 3 | 353 | 252 | 605 | » |
| Rouen | 37 | » | » | 1 | 5 | 43 | 7 | 1 | » | 1 | » |
| Lille | 77 | 9 | » | » | 28 | 114 | 16 | 48 | 46 (1) | 94 | » |
| Nancy | 39 | 2 | » | » | 16 | 57 | 1 | 27 | 6 | 33 | » |
| Rennes | 26 | » | » | » | 9 | 35 | 4 | 26 | 1 | 27 | » |
| Nantes | 36 | 4 | 2 | » | 11 | 53 | 1 | 22 | » | 22 | » |
| Orléans | 19 | 2 | 2 | 1 | 9 | 33 | 1 | 7 | 8 | 15 | » |
| Dijon | 30 | 7 | » | 2 | 18 | 57 | » | 30 | 2 | 32 | » |
| Limoges | 24 | 3 | 1 | » | 10 | 38 | 1 | 1 | 3 | 4 | » |
| Clermont-Ferrand | 24 | 1 | » | 1 | 15 | 41 | 30 | 20 | 6 | 26 | » |
| Lyon | 96 | 14 | » | » | 32 | 142 | 46 | 32 | 30 | 62 | » |
| Bordeaux | 31 | 5 | 9 | » | 5 | 50 | 10 | 26 | 14 | 40 | 11 |
| Toulouse | 32 | 5 | 2 | » | 8 | 47 | » | 12 | 2 | 14 | » |
| Montpellier | 24 | 3 | » | » | 6 | 33 | 1 | 14 | 14 | 28 | » |
| Marseille | 61 | 8 | 8 | » | 18 | 95 | 11 | 45 | 26 | 71 | 2 |
| Strasbourg | 30 | 2 | » | » | 16 | 48 | 10 | 15 | 41 | 56 | » |
| Total | 877 | 103 | 54 | 7 | 321 | 1.362 | 112 | 679 | 451 | 1.130 | 13 |

| RÉGIONS | PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL | | | | | TOTAL GÉNÉRAL (Services techniques.) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ingénieurs conseils | Contrôleurs de sécurité. | Agents administratifs. | Total. | Personnel à la vacation ou à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre). | Personnel permanent. | Personnel à la vacation ou à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre). |
| Paris | 5 | 40 | 63 | 108 | » | 1.189 | 3 |
| Rouen | 1 | 6 | 13 | 20 | » | 64 | 7 |
| Lille | 3 | 8 | 25 | 36 | » | 244 | 16 |
| Nancy | 2 | 12 | 8 | 22 | » | 112 | 1 |
| Rennes | 2 | 4 | 7 | 13 | » | 75 | 4 |
| Nantes | 4 | 9 | 5 | 18 | » | 93 | 1 |
| Orléans | 2 | 6 | 6 | 14 | » | 62 | 1 |
| Dijon | 1 | 7 | 4 | 12 | » | 101 | » |
| Limoges | 1 | 7 | 5 | 13 | » | 55 | 1 |
| Clermont-Ferrand | 1 | 4 | 6 | 11 | » | 78 | 30 |
| Lyon | 2 | 14 | 10 | 26 | » | 230 | 46 |
| Bordeaux | 1 | 3 | 3 | 7 | » | 97 | 21 |
| Toulouse | 1 | 2 | 3 | 6 | 1 | 67 | 1 |
| Montpellier | 2 | 5 | 7 | 14 | » | 75 | 1 |
| Marseille | 10 | 1 | 11 | 22 | 2 | 188 | 15 |
| Strasbourg | 9 | 4 | 17 | 30 | » | 134 | 10 |
| Total | 47 | 132 | 193 | 372 | 3 | 2.661 | 158 |

(1) Dont 2 médecins conseils.

## C. — CAISSES REGIONALES D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIES

**I. — Etat des dépenses effectuées en 1951 au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés par les caisses régionales d'assurance vieillesse et la caisse nationale d'assurances sur la vie.**

| RÉGIONS | PENSIONS R. O. P., rentes, allocations, bonifications de la loi de 1910. | PENSIONS A. S. et autres éléments prévus par le décret loi du 28 octobre 1935. | PENSIONS REVISÉES à soixante-cinq ans (assurés sociaux). | ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés. | ALLOCATIONS aux mères de cinq enfants. | PENSIONS de reversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 6.542.164 | 3.081.170.228 | 9.880.384.214 | 11.975.312.299 | 618.876.006 | 301.697.358 |
| Rouen | 1.345.974 | 472.108.328 | 1.573.820.281 | 2.381.891.589 | 240.764.821 | 69.524.986 |
| Lille | 3.362.116 | 1.235.800.377 | 4.306.538.123 | 3.265.890.925 | 1.148.186.914 | 140.974.881 |
| Nancy | 3.911.067 | 523.877.596 | 2.272.098.956 | 1.581.472.675 | 357.210.689 | 86.473.421 |
| Rennes | 780.139 | 151.475.825 | 845.405.463 | 3.055.676.136 | 227.807.343 | 25.424.197 |
| Nantes | 1.483.079 | 234.224.077 | 1.526.230.502 | 3.583.107.286 | 254.133.770 | 36.590.572 |
| Orléans | 916.461 | 146.831.268 | 536.906.901 | 2.237.786.839 | 181.224.153 | 24.674.603 |
| Dijon | 4.952.480 | 392.526.563 | 1.388.926.577 | 2.619.181.220 | 236.832.502 | 46.409.093 |
| Limoges | 723.911 | 169.541.014 | 669.687.113 | 3.759.544.804 | 222.343.822 | 19.160.524 |
| Clermont-Ferrand | 1.548.456 | 155.827.057 | 531.683.529 | 2.602.104.737 | 102.187.872 | 16.110.734 |
| Lyon | 10.241.783 | 932.336.077 | 2.531.597.838 | 3.808.431.715 | 302.176.414 | 75.244.030 |
| Bordeaux | 1.058.929 | 373.931.668 | 1.270.302.439 | 3.496.029.887 | 156.231.625 | 35.562.832 |
| Toulouse | 1.378.684 | 309.411.818 | 900.606.658 | 2.830.671.919 | 92.688.698 | 12.041.434 |
| Montpellier | 960.232 | 103.529.570 | 836.468.785 | 2.707.794.269 | 167.712.041 | 28.406.955 |
| Marseille | 2.019.783 | 462.435.362 | 1.603.058.606 | 2.679.474.637 | 272.434.410 | 34.834.947 |
| Total | 41.195.198 | 8.745.026.858 | 30.673.713.985 | 52.614.370.947 | 4.580.810.780 | 953.130.567 |
| Strasbourg | » | 1.424.598.231 | 7.523.675.283 | 19.328.543 | 265.367.606 | 1.071.297.503 |
| C. N. A. V. | 12.302.074 | 279.498.340 | 14.872.110.089 | » | » | 27.107.079 |
| Total France entière | 53.497.272 | 10.449.123.429 | 53.069.501.357 | 52.633.699.490 | 4.846.178.386 | 2.051.535.149 |

| RÉGIONS | PENSIONS de veuves ou de veufs (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945). | SECOURS VIAGERS, allocations de veuves ou de veufs, allocations de reversion. | CAPITAUX RÉSERVÉS R. O. P. et A. S. | REMBOURSEMENT de cotisations A. S. (art. 67 de l'ordonnance du 19 octobre 1945). | DIVERS (1) | TOTAUX |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 9.707.357 | 541.405.934 | 2.611.315 | 423.128.006 | 18.978.139 | 26.859.783.020 |
| Rouen | 1.112.190 | 130.813.950 | 985.582 | 99.894.669 | 12.756.122 | 4.985.018.492 |
| Lille | 13.017.374 | 267.350.434 | 6.165.720 | 87.599.919 | 13.178.713 | 10.488.095.506 |
| Nancy | 4.809.530 | 194.912.915 | 1.130.632 | 139.039.401 | 17.085.074 | 5.179.051.959 |
| Rennes | 1.111.457 | 90.793.334 | 607.650 | 82.027.758 | 10.861.156 | 4.492.000.458 |
| Nantes | 1.260.926 | 163.283.907 | 568.230 | 68.262.505 | 14.591.476 | 5.883.736.330 |
| Orléans | 111.634 | 90.825.131 | 274.725 | 53.115.125 | 14.583.745 | 3.287.250.525 |
| Dijon | 628.021 | 144.805.442 | 547.402 | 45.903.431 | 3.123.641 | 4.913.806.372 |
| Limoges | 549.605 | 139.329.964 | 159.970 | 73.696.320 | 13.923.071 | 5.068.660.118 |
| Clermont-Ferrand | 742.193 | 69.897.654 | 304.411 | 56.114.849 | 27.281.759 | 3.563.803.251 |
| Lyon | » | 193.924.150 | 776.021 | 103.047.210 | 15.195.159 | 7.972.970.097 |
| Bordeaux | 1.077.554 | 127.470.642 | 216.712 | 47.683.505 | 9.735.744 | 5.519.301.537 |
| Toulouse | 307.871 | 73.699.328 | 73.318 | 52.276.170 | 21.387.011 | 4.294.542.939 |
| Montpellier | 1.770.618 | 121.811.061 | 156.953 | 46.157.885 | 68.648.325 | 4.083.416.694 |
| Marseille | 324.166 | 101.029.944 | 515.059 | 95.739.305 | 13.984.252 | 5.265.850.471 |
| Total | 36.590.496 | 2.448.383.790 | 15.063.700 | 1.473.686.061 | 275.313.387 | 101.857.287.769 |
| Strasbourg | » | 2.796.745 | » | 51.718.137 | 13.267.388 | 10.372.049.436 |
| C. N. A. V. | » | 175.816.335 | 833.256 | 83.641 | 585.895 | 15.368.336.709 |
| Total France entière | 36.590.496 | 2.626.996.870 | 15.896.956 | 1.525.487.839 | 289.166.670 | 127.597.673.914 |

(1) Notamment frais de déplacement, rachats de rentes et de pensions d'orphelins, allocations différentielles.

**II. — Etat des sommes précomptées sur avantages attribués au titre du régime général de la sécurité sociale, au cours de l'année 1951, et liquidés au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire.**

| RÉGIONS | MONTANT | RÉGIONS | MONTANT |
|---|---|---|---|
| | Francs. | | Francs. |
| Paris | 695.893.487 | Bordeaux | 98.082.715 |
| Rouen | 96.444.364 | Toulouse | 78.305.039 |
| Lille | 405.331.802 | Montpellier | 67.291.388 |
| Nancy | 189.332.337 | Marseille | 171.152.461 |
| Rennes | 86.649.438 | Strasbourg | 37.409.547 |
| Nantes | 104.550.605 | | |
| Orléans | 107.304.390 | Total | 2.557.777.422 |
| Dijon | 167.367.525 | | |
| Limoges | 150.995.314 | C. N. A. V. | 75.710.179 |
| Clermont-Ferrand | 32.261.335 | | |
| Lyon | 69.474.555 | Total général | 2.633.487.601 |

### III. — Etat des payements effectués à l'étranger au cours de l'année 1951 (1).

| RÉGIONS | BELGIQUE | | ITALIE | | POLOGNE | | SUISSE | | LUXEMBOURG | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. |
| | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. |
| Paris | 546 | 18.916.432 | 1.503 | 46.213.924 | 61 | 2.757.804 | 170 | 7.424.224 | 47 | 1.807.247 |
| Rouen | 31 | 1.981.451 | 24 | 1.540.403 | 8 | 811.159 | 2 | 26.984 | » | » |
| Lille | 6.594 | 294.225.628 | 82 | 2.682.319 | 88 | 3.857.672 | 19 | 787.789 | 1 | 13.400 |
| Nancy | 725 | 39.891.198 | 341 | 10.055.889 | 38 | 1.752.280 | 11 | 83.249 | 22 | 560.386 |
| Rennes | 5 | 184.025 | 13 | 460.716 | » | » | » | » | » | » |
| Nantes | 7 | 327.065 | 9 | 182.041 | 1 | 118.717 | 3 | 116.568 | » | » |
| Orléans | 5 | 291.944 | 10 | 428.725 | 6 | 411.080 | 5 | 399.017 | » | » |
| Dijon | 9 | 334.146 | 142 | 3.555.751 | 17 | 729.736 | 29 | 1.502.738 | » | » |
| Limoges | 5 | 152.335 | 13 | 371.190 | 3 | 86.902 | » | » | » | » |
| Clermont-Ferrand. | 1 | 49.683 | 27 | 813.182 | 2 | 39.774 | 1 | 51.500 | 1 | 12.285 |
| Lyon | 12 | 660.697 | 361 | 13.825.092 | 14 | 742.566 | 26 | 1.300.967 | 1 | 91.984 |
| Bordeaux | 5 | 219.648 | 11 | 583.790 | » | » | 2 | 31.455 | 1 | 48.449 |
| Toulouse | 6 | 246.366 | 12 | 667.555 | » | » | » | » | » | » |
| Montpellier | 2 | 120.983 | 12 | 322.764 | 1 | 81.816 | 1 | 47.049 | » | » |
| Marseille | 9 | 362.795 | 365 | 11.016.094 | 1 | 225.225 | 5 | 167.117 | » | » |
| Strasbourg | 23 | 1.945.883 | 521 | 38.136.117 | 170 | 15.322.347 | 131 | 13.121.329 | 147 | 11.684.286 |
| Total | 7.985 | 359.910.279 | 3.146 | 130.855.552 | 410 | 26.937.048 | 396 | 25.060.206 | 220 | 14.221.037 |

| RÉGIONS | ETATS-UNIS | | GRANDE-BRETAGNE | | ESPAGNE | | CANADA | | TCHECOSLOVAQUIE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. |
| | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. |
| Paris | 77 | 3.138.078 | 53 | 2.412.399 | 55 | 1.904.588 | 12 | 698.980 | 18 | 479.496 |
| Rouen | 6 | 344.302 | 2 | 127.483 | 4 | 346.035 | 1 | 27.050 | » | » |
| Lille | 8 | 451.007 | 10 | 802.707 | » | » | 4 | 250.129 | 8 | 318.319 |
| Nancy | 5 | 450.259 | » | » | 1 | 4.200 | 1 | 64.481 | 1 | 72.933 |
| Rennes | 5 | 230.579 | 1 | 6.000 | » | » | » | » | » | » |
| Nantes | 1 | 42.100 | 1 | 39.767 | 1 | 52.200 | 2 | 109.034 | » | » |
| Orléans | 1 | 51.484 | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Dijon | 11 | 791.675 | » | » | » | » | » | » | 2 | 96.416 |
| Limoges | » | » | » | » | 1 | 67.750 | » | » | » | » |
| Clermont-Ferrand. | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Lyon | 2 | 62.734 | 3 | 131.302 | 5 | 351.651 | » | » | » | » |
| Bordeaux | 5 | 359.830 | 1 | 74.133 | 5 | 180.703 | 3 | 270.717 | 1 | 13.794 |
| Toulouse | 1 | 46.666 | » | » | 4 | 242.520 | » | » | » | » |
| Montpellier | 1 | 61.350 | » | » | 4 | 199.165 | 1 | 61.350 | » | » |
| Marseille | 10 | 401.377 | 4 | 357.514 | 6 | 234.614 | 2 | 71.466 | » | » |
| Strasbourg | 19 | 1.523.444 | 1 | 82.061 | » | » | 1 | 96.568 | 2 | 94.398 |
| Total | 152 | 7.957.885 | 75 | 4.036.366 | 86 | 3.583.426 | 27 | 1.661.778 | 32 | 1.075.356 |

| RÉGIONS | ARGENTINE | | PORTUGAL | | ALLEMAGNE | | AUTRES PAYS | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées. | Nombre de bénéficiaires. | Montant net des sommes versées |
| | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. | | Francs. |
| Paris | 17 | 500.617 | 10 | 135.678 | 12 | 187.668 | 69 | 1.549.275 | 2.650 | 88.126.410 |
| Rouen | » | » | 3 | 169.183 | » | » | » | » | 81 | 5.374.050 |
| Lille | 1 | 57.550 | 3 | 16.292 | 2 | 26.846 | 5 | 95.056 | 6.816 | 303.596.714 |
| Nancy | 1 | 5.467 | 3 | 30.450 | » | » | 3 | 35.568 | 1.152 | 53.006.363 |
| Rennes | » | » | » | » | » | » | » | » | 24 | 881.320 |
| Nantes | 1 | 65.167 | » | » | » | » | » | » | 26 | 1.052.859 |
| Orléans | » | » | » | » | » | » | » | » | 27 | 1.582.250 |
| Dijon | » | » | 3 | 179.109 | » | » | 1 | 63.150 | 214 | 7.252.741 |
| Limoges | » | » | » | » | » | » | 1 | 55.684 | 23 | 733.861 |
| Clermont-Ferrand. | » | » | » | » | » | » | » | » | 32 | 966.424 |
| Lyon | » | » | » | » | » | » | 1 | 48.451 | 425 | 17.221.444 |
| Bordeaux | » | » | » | » | » | » | 1 | 117.895 | 34 | 1.930.414 |
| Toulouse | » | » | » | » | » | » | » | » | 23 | 1.203.107 |
| Montpellier | 1 | 78.600 | » | » | » | » | 2 | 110.600 | 25 | 1.083.677 |
| Marseille | » | » | » | » | » | » | 3 | 149.148 | 405 | 12.988.250 |
| Strasbourg | 1 | 59.541 | » | » | » | » | 7 | 610.272 | 1.023 | 82.676.249 |
| Total | 22 | 766.945 | 22 | 530.712 | 14 | 214.514 | 93 | 2 865.099 | 12.980 | 579.676.263 |

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau I.

IV. — **Etat des pensions, rentes et allocations en cours au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | PENSIONS R. O. P. | PENSIONS assurances sociales. | PENSIONS révisées à 65 ans (1). | PENSIONS de reversion. | PENSIONS de veufs et veuves. | ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés. | SECOURS vingers. | ALLOCATIONS aux veuves et conjointes mères de 3 enfants. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 1.566 | 83.000 | 126.727 | 6.781 | 175 | 192.847 | 19.150 | 10.182 | 441.428 |
| Rouen | 174 | 11.539 | 16.400 | 1.001 | 27 | 50.391 | 4.202 | 5.443 | 89.177 |
| Lille | 340 | 34.723 | 57.784 | 3.309 | 173 | 53.344 | 9.079 | 19.350 | 178.099 |
| Nancy | 587 | 16.463 | 33.288 | 2.985 | 106 | 25.930 | 6.822 | 6.186 | 92.068 |
| Rennes | 308 | 5.684 | 10.528 | 747 | 13 | 53.445 | 4.071 | 4.680 | 78.473 |
| Nantes | 117 | 6.612 | 19.776 | 1.052 | 31 | 66.597 | 5.695 | 4.686 | 104.566 |
| Orléans | 160 | 4.713 | 7.517 | 751 | 3 | 37.980 | 3.412 | 2.965 | 57.501 |
| Dijon | 459 | 10.725 | 18.780 | 1.435 | 19 | 43.650 | 5.102 | 3.734 | 83.904 |
| Limoges | 118 | 7.066 | 9.409 | 1.586 | 15 | 65.722 | 4.396 | 3.740 | 91.752 |
| Clermont-Ferrand | 87 | 6.247 | 6.825 | 507 | 17 | 42.469 | 2.776 | 1.843 | 60.811 |
| Lyon | 794 | 30.359 | 32.410 | 2.025 | » | 65.061 | 7.161 | 6.052 | 143.862 |
| Bordeaux | 167 | 8.884 | 18.399 | 1.304 | 21 | 60.183 | 3.163 | 2.682 | 94.800 |
| Toulouse | 193 | 7.039 | 12.289 | 348 | 9 | 50.323 | 2.037 | 1.448 | 73.686 |
| Montpellier | 131 | 4.390 | 11.697 | 790 | 44 | 46.818 | 4.279 | 2.757 | 70.906 |
| Marseille | 418 | 11.019 | 20.898 | 1.734 | 8 | 41.757 | 3.031 | 4.452 | 89.317 |
| Total | 5.619 | 250.160 | 402.467 | 26.352 | 661 | 900.544 | 84.377 | 80.200 | 1.750.350 |
| Strasbourg | » | » | (1) 404.178 | » | » | 334 | 103 | 4.838 | 409.453 |
| C. N. A. V. | 12.000 | 32.000 | 242.000 | 1.500 | » | » | 7.000 | » | 294.500 |
| Total | 17.619 | 282.160 | 718.645 | 27.852 | 661 | 900.848 | 91.480 | 85.038 | 2.154.303 |

(1) Pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ou du régime local.

V. — **Dépenses de gestion administrative des caisses régionales d'assurance vieillesse. — Année 1951.**

| RÉGIONS | TRAITEMENTS et salaires du personnel. | COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales. | AUTRES DÉPENSES (1) | TOTAL | FRAIS de premier établissement (2). |
|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 1.010.640.997 | 202.226.175 | 215.073.445 | 1.427.940.617 | 42.717.515 |
| Rouen | 123.633.328 | 30.522.916 | 32.272.515 | 186.428.759 | » |
| Lille | 275.237.179 | 69.007.580 | 52.926.492 | 397.171.251 | 21.335.180 |
| Nancy | 109.110.512 | 26.324.530 | 31.973.454 | 167.408.526 | 1.306.727 |
| Rennes | 96.820.614 | 24.389.844 | 30.723.902 | 151.934.357 | 2.941.643 |
| Nantes | 113.504.909 | 28.076.445 | 22.410.766 | 163.992.090 | 8.568.366 |
| Orléans | 74.658.968 | 17.745.853 | 27.801.235 | 120.209.056 | » |
| Dijon | 89.372.236 | 21.971.374 | 29.989.414 | 141.333.024 | 11.461.055 |
| Limoges | 116.776.288 | 20.359.729 | 34.041.573 | 180.177.590 | » |
| Clermont-Ferrand | 60.460.047 | 15.039.612 | 30.980.080 | 106.479.739 | » |
| Lyon | 223.210.993 | 53.812.569 | 55.157.036 | 332.180.598 | 5.910.764 |
| Bordeaux | 123.994.741 | 31.878.812 | 42.273.036 | 198.146.559 | 24.913.270 |
| Toulouse | 108.650.263 | 29.216.297 | 22.851.285 | 160.717.845 | 14.342.009 |
| Montpellier | 77.594.160 | 18.991.760 | 26.122.473 | 122.708.393 | 4.846.629 |
| Marseille | 116.576.929 | 26.394.284 | 38.317.894 | 181.289.107 | 8.534.736 |
| Strasbourg | 150.309.075 | 48.268.589 | 28.957.486 | 227.535.150 | 4.708.568 |
| Total | 2.870.551.239 | 673.226.336 | 721.875.086 | 4.265.652.661 | 151.606.462 |

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement des années 1951 ou antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1951, amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne « Total ».

VI. — **Etat du personnel employé par les caisses régionales d'assurance vieillesse au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | PERSONNEL de direction. | CADRES et contrôle. | MAITRISE | EMPLOYÉS | PERSONNEL de service. | AUXILIAIRES | TOTAL | PERSONNEL à temps partiel (non compris dans la colonne « total » ci-contre). |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 7 | 203 | 289 | 1.683 | 21 | 5 | 2.208 | 1 |
| Rouen | 3 | 23 | 13 | 284 | 6 | 4 | 333 | » |
| Lille | 5 | 51 | 40 | 638 | 27 | 27 | 788 | 1 |
| Nancy | 4 | 19 | 21 | 217 | » | » | 261 | 9 |
| Rennes | 3 | 15 | 20 | 188 | » | 26 | 252 | 6 |
| Nantes | 3 | 23 | 15 | 183 | 7 | 72 | 303 | » |
| Orléans | 3 | 14 | 18 | 115 | » | 14 | 194 | 2 |
| Dijon | 4 | 17 | 12 | 196 | 3 | » | 232 | 5 |
| Limoges | 4 | 27 | 5 | 266 | 2 | » | 304 | 3 |
| Clermont-Ferrand | 3 | 14 | 8 | 143 | 3 | 3 | 174 | 1 |
| Lyon | 5 | 58 | 55 | 358 | 18 | 154 | 648 | » |
| Bordeaux | 4 | 35 | 4 | 262 | 5 | 4 | 314 | » |
| Toulouse | 5 | 15 | 29 | 231 | » | 12 | 292 | » |
| Montpellier | 3 | 18 | 6 | 177 | » | 3 | 207 | 4 |
| Marseille | 4 | 24 | 16 | 235 | » | 45 | 334 | 7 |
| Strasbourg | 3 | 71 | 15 | 213 | 3 | 54 | 359 | 10 |
| Total | 63 | 627 | 566 | 5.419 | 95 | 423 | 7.193 | 49 |

## D. — CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

### I. — Cotisations d'allocations familiales encaissées au cours de l'année 1951.

| RÉGIONS | COTISATIONS aux sections « salariés ». | COTISATIONS AUX SECTIONS « travailleurs indépendants et employeurs » | | | MAJORATIONS de retard. | REMBOURSEMENTS effectués par l'Etat (1). |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Travailleurs indépendants. | Employeurs. | Total. | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 95.329.196.178 | 2.388.313.375 | 2.409.389.343 | 4.797.702.718 | 250.178.527 | 20.278.675 |
| Rouen | 13.729.185.824 | 443.335.443 | 616.307.567 | 1.059.643.010 | 40.142.002 | 27.367.210 |
| Lille | 33.139.564.948 | 1.060.300.310 | 957.556.852 | 2.017.857.162 | 145.717.987 | 55.694.825 |
| Nancy | 16.302.004.062 | 437.306.654 | 478.197.766 | 915.503.820 | 45.882.705 | 24.313.668 |
| Rennes | 6.612.184.171 | 430.454.223 | 404.326.891 | 834.781.414 | 92.215.513 | 20.185.500 |
| Nantes | 9.324.248.341 | 397.613.472 | 413.999.038 | 811.612.500 | 53.091.237 | 22.401.450 |
| Orléans | 5.119.327.297 | 255.583.135 | 275.032.650 | 530.615.785 | 41.126.712 | 13.187.445 |
| Dijon | 10.645.622.516 | 389.600.724 | 401.041.320 | 790.642.044 | 48.238.031 | 24.472.863 |
| Limoges | 5.694.052.964 | 354.268.815 | 346.538.558 | 700.807.373 | 47.714.705 | 22.944.275 |
| Clermont-Ferrand | 5.040.014.084 | 258.289.049 | 196.496.868 | 454.785.917 | 25.626.149 | 14.752.487 |
| Lyon | 27.599.476.177 | 777.807.973 | 712.588.670 | 1.490.396.643 | 68.218.808 | 23.990.400 |
| Bordeaux | 8.293.613.231 | 362.286.746 | 380.930.180 | 743.216.926 | 62.776.629 | 25.606.025 |
| Toulouse | 5.987.950.977 | 313.762.834 | 253.303.428 | 567.066.262 | 26.670.887 | 20.018.248 |
| Montpellier | 4.488.346.841 | 291.664.132 | 275.831.993 | 566.896.125 | 34.583.693 | 14.525.775 |
| Marseille | 13.402.783.023 | 458.671.912 | 541.685.021 | 999.756.933 | 68.631.890 | 33.495.785 |
| Strasbourg | 14.315.737.570 | 341.964.248 | 497.045.100 | 839.009.348 | 35.269.677 | 25.918.985 |
| Total | 275.323.218.204 | 8.960.022.445 | 9.160.271.295 | 18.120.293.740 | 1.116.384.852 | 388.610.316 |

(1) Ces remboursements concernent les allocations de maternité aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle, dont la charge est supportée par l'Etat (art. 4, 4e alinéa, loi du 22 août 1946).

### II. — Prestations légales servies aux salariés (1). — Année 1951.

| RÉGIONS | ALLOCATIONS prénatales. | ALLOCATIONS maternité. | ALLOCATIONS familiales (2). | ALLOCATIONS de salaire unique. | CONGÉS de naissance. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 3.135.383.395 | 2.183.364.062 | 25.884.789.089 | 26.430.632.839 | 182.787.389 | 57.816.956.765 |
| Rouen | 911.696.932 | 581.122.613 | 7.390.193.256 | 5.977.648.467 | 58.476.252 | 14.919.137.520 |
| Lille | 1.887.242.479 | 1.131.609.348 | 13.839.596.657 | 12.109.958.903 | 101.101.372 | 29.069.508.759 |
| Nancy | 1.023.304.210 | 611.629.513 | 7.786.434.316 | 6.574.587.608 | 55.188.938 | 16.051.144.615 |
| Rennes | 500.070.247 | 321.693.475 | 4.398.040.881 | 3.540.223.677 | 21.492.237 | 8.781.520.217 |
| Nantes | 712.537.250 | 459.312.252 | 5.959.749.148 | 4.964.447.427 | 33.252.857 | 12.129.298.934 |
| Orléans | 286.087.075 | 195.014.432 | 2.580.285.712 | 2.108.391.814 | 14.150.017 | 5.183.929.050 |
| Dijon | 594.969.278 | 394.352.397 | 5.283.821.911 | 4.197.638.752 | 34.379.437 | 10.505.161.775 |
| Limoges | 422.641.896 | 253.902.522 | 3.048.120.590 | 2.881.063.062 | 18.344.430 | 6.624.092.500 |
| Clermont-Ferrand | 269.233.048 | 175.744.672 | 2.291.378.473 | 2.047.808.237 | 13.705.424 | 4.797.869.554 |
| Lyon | 1.232.997.641 | 750.042.422 | 10.896.052.583 | 9.428.206.794 | 70.922.082 | 22.378.221.222 |
| Bordeaux | 465.473.296 | 285.220.092 | 3.678.953.504 | 3.684.017.715 | 15.149.521 | 8.128.814.128 |
| Toulouse | 326.563.026 | 197.714.536 | 2.629.103.097 | 2.566.399.739 | 12.396.879 | 5.732.177.277 |
| Montpellier | 279.432.526 | 465.044.359 | 2.394.526.522 | 2.232.662.995 | 10.284.517 | 5.681.950.919 |
| Marseille | 650.313.242 | 412.706.555 | 6.072.218.184 | 6.119.600.971 | 29.300.910 | 13.284.199.862 |
| Strasbourg | 645.657.990 | 417.551.492 | 5.504.548.948 | 5.080.113.936 | 44.921.005 | 11.722.196.371 |
| Total | 13.343.003.561 | 8.566.027.142 | 109.637.812.871 | 99.943.122.936 | 715.912.958 | 232.206.179.468 |
| Répartition de 100 F de prestations | 5,75 | 3,69 | 47,21 | 43,04 | 0,31 | 100,00 |

(1) Non compris les frais de tutelle aux allocations familiales (7.101.139 F).
(2) Y compris les allocations compensatrices de 650 et 1.000 F majorées.

III. — **Prestations légales servies aux travailleurs algériens, belges et italiens.**
(Ces prestations sont comprises dans les sommes du tableau II.)

| RÉGIONS | PRESTATIONS versées aux travailleurs algériens. | PRESTATIONS versées aux travailleurs belges. | PRESTATIONS versées aux travailleurs italiens. |
|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 1.032.667.708 | 4.563 | 18.467.573 |
| Rouen | 67.081.929 | » | 8.073.594 |
| Lille | 366.346.861 | 898.494.119 | 15.083.174 |
| Nancy | 461.287.395 | 81.812.737 | 28.501.003 |
| Rennes | 4.747.254 | 410.904 | 608.907 |
| Nantes | 4.706.701 | » | 407.708 |
| Orléans | 4.530.136 | » | 742.980 |
| Dijon | 63.055.621 | 100.080 | 16.889.231 |
| Limoges | 9.768.215 | » | 1.231.068 |
| Clermont-Ferrand | 26.000.096 | » | 2.677.176 |
| Lyon | 398.549.177 | » | 49.748.431 |
| Bordeaux | 3.693.577 | » | 863.628 |
| Toulouse | 22.313.914 | » | 2.928.044 |
| Montpellier | 35.996.930 | » | 2.619.781 |
| Marseille | 237.739.102 | » | 6.796.296 |
| Strasbourg | 254.526.614 | » | 84.848.805 |
| Total | 2.690.611.230 | 980.822.403 | 240.487.399 |

IV. — **Prestations légales servies aux personnes sans activité professionnelle. — Année 1951.**

| RÉGIONS | ALLOCATIONS prénatales. | ALLOCATIONS de maternité. | ALLOCATIONS familiales. | ALLOCATIONS de salaire unique. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 133.505.817 | 189.116.196 | 1.912.025.037 | 1.744.082.963 | 3.978.730.013 |
| Rouen | 19.946.794 | 42.854.792 | 571.788.408 | 264.295.218 | 898.885.212 |
| Lille | 47.919.512 | 68.159.020 | 720.798.679 | 440.680.602 | 1.277.547.813 |
| Nancy | 20.151.761 | 32.959.800 | 439.889.049 | 304.070.406 | 797.070.986 |
| Rennes | 11.468.094 | 21.633.860 | 387.302.120 | 271.281.146 | 691.625.217 |
| Nantes | 19.292.884 | 29.243.988 | 393.399.392 | 285.973.737 | 727.910.001 |
| Orléans | 8.343.837 | 11.306.192 | 215.704.412 | 132.265.726 | 367.620.167 |
| Dijon | 9.236.895 | 19.017.034 | 283.367.539 | 161.744.493 | 473.365.961 |
| Limoges | 17.366.454 | 31.825.542 | 315.545.193 | 217.684.348 | 582.321.537 |
| Clermont-Ferrand | 4.883.450 | 16.102.942 | 84.468.662 | 56.117.490 | 161.572.544 |
| Lyon | 24.458.288 | 34.271.330 | 514.358.818 | 389.630.675 | 962.719.111 |
| Bordeaux | 15.935.545 | 26.883.795 | 325.113.634 | 253.020.491 | 620.953.435 |
| Toulouse | 15.163.763 | 24.772.347 | 241.929.306 | 182.942.392 | 464.807.808 |
| Montpellier | 13.042.786 | 22.129.791 | 165.146.869 | 120.334.011 | 320.623.457 |
| Marseille | 25.630.383 | 50.532.769 | 550.826.742 | 460.834.715 | 1.087.824.609 |
| Strasbourg | 14.943.992 | 28.394.661 | 320.951.205 | 249.384.145 | 613.674.003 |
| Total | 401.130.223 | 619.194.059 | 7.412.585.035 | 5.534.342.558 | 14.027.251.874 |
| Répartition de 100 F de prestations | 2,86 | 4,63 | 53,05 | 39,46 | 100,00 |

V. — **Pourcentage des prestations légales servies par les sections « salariés » par rapport aux cotisations.**

| RÉGIONS | PRESTATIONS versées aux salariés. | PRESTATIONS versées aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle (1). | TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « salariés ». | POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations. |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | P. 100. |
| Paris | 57.816.956.765 | 3.958.451.338 | 61.755.408.103 | 64,80 |
| Rouen | 14.919.137.520 | 871.518.002 | 15.790.655.522 | 115,01 |
| Lille | 29.069.508.759 | 1.221.855.988 | 30.291.364.747 | 90,58 |
| Nancy | 16.051.144.615 | 772.757.318 | 16.823.901.933 | 103,20 |
| Rennes | 8.781.520.217 | 671.439.717 | 9.452.959.934 | 144,18 |
| Nantes | 12.129.298.934 | 705.508.551 | 12.834.807.485 | 137,65 |
| Orléans | 5.183.929.050 | 354.432.722 | 5.538.361.772 | 108,19 |
| Dijon | 10.505.164.775 | 448.893.098 | 10.954.054.873 | 102,81 |
| Limoges | 6.621.092.500 | 559.377.262 | 7.183.469.762 | 126,20 |
| Clermont-Ferrand | 4.797.869.554 | 146.820.357 | 4.944.689.911 | 86,84 |
| Lyon | 22.378.221.222 | 938.728.711 | 23.316.949.933 | 84,47 |
| Bordeaux | 8.128.814.128 | 595.887.410 | 8.724.701.538 | 105,19 |
| Toulouse | 5.732.477.277 | 444.789.560 | 6.176.966.837 | 103,16 |
| Montpellier | 5.081.950.919 | 306.097.682 | 5.388.048.601 | 120,05 |
| Marseille | 13.284.199.862 | 1.054.328.824 | 14.338.528.686 | 106,97 |
| Strasbourg | 11.722.496.374 | 587.755.018 | 12.309.951.389 | 92,27 |
| Total | 232.206.179.468 | 13.638.641.558 | 245.844.821.026 | 89,36 |

(1) A l'exclusion des prestations remboursées par l'Etat.

### VI. — Prestations légales servies aux travailleurs indépendants. — Année 1951.

| RÉGIONS | ALLOCATIONS prénatales. | ALLOCATIONS de maternité. | ALLOCATIONS familiales. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 140.211.917 | 128.451.345 | 1.780.150.805 | 2.048.811.067 |
| Rouen | 40.480.823 | 39.052.836 | 499.740.829 | 579.274.488 |
| Lille | 68.880.505 | 58.511.189 | 755.656.018 | 883.050.712 |
| Nancy | 34.635.670 | 33.367.499 | 457.379.811 | 525.382.980 |
| Rennes | 50.509.008 | 50.669.573 | 623.523.571 | 724.702.152 |
| Nantes | 52.907.582 | 50.152.943 | 685.967.502 | 789.028.027 |
| Orléans | 21.490.295 | 21.123.247 | 277.103.272 | 319.716.814 |
| Dijon | 32.508.424 | 29.465.216 | 433.724.367 | 495.698.007 |
| Limoges | 33.166.638 | 32.297.338 | 409.967.051 | 475.431.027 |
| Clermont-Ferrand | 19.280.262 | 18.199.773 | 290.648.843 | 328.128.878 |
| Lyon | 55.538.382 | 50.711.994 | 791.438.945 | 897.722.321 |
| Bordeaux | 33.013.317 | 28.971.327 | 408.510.879 | 470.495.523 |
| Toulouse | 26.024.230 | 23.992.438 | 344.733.551 | 394.750.219 |
| Montpellier | 24.035.468 | 22.483.539 | 312.058.707 | 358.577.714 |
| Marseille | 34.366.169 | 32.055.089 | 520.724.034 | 587.145.292 |
| Strasbourg | 24.335.886 | 25.012.946 | 295.654.065 | 345.002.897 |
| Total | 691.414.576 | 644.551.292 | 8.886.982.250 | 10.222.951.118 |
| Répartition de 100 F de prestations | 6,76 | 6,31 | 86,93 | 100 |

### VII. — Prestations légales servies aux employeurs. — Année 1951.

| RÉGIONS | ALLOCATIONS prénatales. | ALLOCATIONS de maternité. | ALLOCATIONS familiales. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 42.207.884 | 35.665.808 | 821.051.213 | 898.924.905 |
| Rouen | 22.078.408 | 20.651.602 | 464.637.463 | 507.367.473 |
| Lille | 31.128.796 | 25.036.925 | 589.467.793 | 645.633.514 |
| Nancy | 13.007.325 | 12.047.604 | 274.372.601 | 299.427.540 |
| Rennes | 19.691.947 | 16.341.560 | 375.996.915 | 412.030.422 |
| Nantes | 19.312.094 | 17.305.006 | 440.327.559 | 476.944.659 |
| Orléans | 8.601.355 | 7.823.993 | 178.430.462 | 194.855.810 |
| Dijon | 16.255.738 | 12.515.162 | 292.696.775 | 321.467.675 |
| Limoges | 13.359.326 | 10.474.339 | 254.467.481 | 278.301.146 |
| Clermont-Ferrand | 10.410.039 | 9.458.278 | 154.979.110 | 174.847.427 |
| Lyon | 28.707.262 | 24.438.354 | 688.874.133 | 742.019.749 |
| Bordeaux | 12.066.167 | 9.557.439 | 253.808.964 | 275.432.570 |
| Toulouse | 7.603.798 | 6.998.009 | 174.768.731 | 186.370.538 |
| Montpellier | 8.251.314 | 6.333.007 | 181.614.910 | 196.199.231 |
| Marseille | 14.720.497 | 15.952.039 | 359.652.933 | 390.325.469 |
| Strasbourg | 10.876.164 | 11.463.296 | 293.640.604 | 315.980.064 |
| Total | 278.278.124 | 242.062.421 | 5.795.787.647 | 6.316.128.192 |
| Répartition de 100 F de prestations | 4,40 | 3,83 | 91,77 | 100 |

**VIII. — Pourcentage des prestations légales servies par les sections « travailleurs indépendants » et employeurs par rapport aux cotisations.**

| RÉGIONS | PRESTATIONS versées aux travailleurs indépendants. | PRESTATIONS versées aux employeurs. | TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « travailleurs indépendants et employeurs ». | POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations. |
|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | P. 100. |
| Paris | 2.048.844.067 | 898.924.905 | 2.947.768.972 | 61,44 |
| Rouen | 579.274.488 | 507.367.473 | 1.086.641.961 | 102,54 |
| Lille | 883.050.712 | 645.633.514 | 1.528.684.226 | 75,76 |
| Nancy | 525.382.980 | 299.427.540 | 824.810.520 | 90,07 |
| Rennes | 724.702.152 | 412.030.422 | 1.136.732.574 | 136,17 |
| Nantes | 789.028.027 | 476.944.659 | 1.265.972.686 | 155,91 |
| Orléans | 319.716.814 | 194.855.810 | 514.572.624 | 96,98 |
| Dijon | 495.698.007 | 321.467.675 | 817.165.682 | 103,29 |
| Limoges | 475.431.027 | 278.301.146 | 753.732.173 | 107,56 |
| Clermont-Ferrand | 328.128.878 | 174.847.427 | 502.976.305 | 110,60 |
| Lyon | 897.722.321 | 742.019.749 | 1.639.742.070 | 110,06 |
| Bordeaux | 470.195.523 | 275.432.570 | 745.928.093 | 100,40 |
| Toulouse | 394.750.219 | 186.370.538 | 581.120.757 | 102,48 |
| Montpellier | 358.577.714 | 196.199.231 | 554.776.945 | 97,88 |
| Marseille | 587.145.292 | 390.325.469 | 977.470.761 | 97,70 |
| Strasbourg | 345.002.897 | 315.980.064 | 660.982.961 | 78,78 |
| Total | 10.222.951.118 | 6.316.128.192 | 16.539.079.310 | 91,28 |

**IX. — Allocations de logement et prêts pour l'amélioration à l'habitat versés en 1951.**

| RÉGIONS | SALARIÉS | | | | | TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ET EMPLOYEURS | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Allocations de logement | Primes | | Prêts pour l'amélioration de l'habitat. | Total. | Allocations de logement. | Primes | | Total. |
| | | de déménagement | d'aménagement | | | | de déménagement | d'aménagement | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 109.917.151 | 4.787.026 | 729.073 | 83.924.377 | 199.357.627 | 3.979.077 | 218.433 | » | 4.197.510 |
| Rouen | 12.160.906 | 915.749 | 680.064 | 10.673.482 | 24.430.101 | 312.369 | 102.651 | 48.000 | 493.020 |
| Lille | 80.467.331 | 2.555.223 | 680.900 | 21.423.885 | 105.127.339 | 1.507.553 | 85.676 | » | 1.593.229 |
| Nancy | 35.953.917 | 1.256.663 | 354.008 | 14.783.724 | 52.348.312 | 849.452 | 35.949 | 41.850 | 927.251 |
| Rennes | 10.400.815 | 555.973 | 417.657 | 10.416.612 | 21.791.057 | 300.502 | 64.803 | » | 425.305 |
| Nantes | 38.829.769 | 1.468.970 | 680.152 | 20.144.497 | 61.123.388 | 1.180.429 | 24.702 | » | 1.205.131 |
| Orléans | 5.465.734 | 298.568 | 40.080 | 6.283.775 | 12.088.157 | 171.964 | 3.567 | » | 175.531 |
| Dijon | 20.902.085 | 1.216.810 | 226.945 | 11.848.949 | 34.194.789 | 638.421 | 58.675 | » | 697.096 |
| Limoges | 8.578.945 | 447.502 | 222.835 | 6.996.794 | 16.246.046 | 595.569 | 17.560 | » | 613.129 |
| Clermont-Ferrand | 7.996.500 | 133.106 | 103.595 | 5.284.125 | 13.517.326 | 357.507 | 53.846 | » | 411.353 |
| Lyon | 50.652.226 | 3.316.710 | 249.198 | 26.526.583 | 80.744.717 | 1.480.088 | 96.986 | 14.000 | 1.591.074 |
| Bordeaux | 11.175.869 | 847.725 | 222.302 | 7.003.570 | 19.249.466 | 443.016 | 36.648 | » | 479.664 |
| Toulouse | 8.926.861 | 824.544 | 168.680 | 4.639.588 | 14.559.673 | 255.054 | 73.330 | 63.941 | 392.325 |
| Montpellier | 5.556.986 | 94.857 | 161.606 | 1.413.740 | 7.227.249 | 415.759 | 11.470 | » | 457.229 |
| Marseille | 15.646.583 | 415.503 | 275.359 | 4.501.312 | 20.808.757 | 1.139.393 | 17.100 | » | 1.156.493 |
| Strasbourg | 37.689.335 | 2.313.760 | 650.009 | 4.528.780 | 45.181.884 | 1.044.397 | 54.540 | 39.975 | 1.138.912 |
| Total | 460.290.883 | 21.448.689 | 5.862.523 | 240.393.793 | 727.995.888 | 14.793.547 | 955.936 | 207.769 | 15.957.252 |

**X. — Dépenses d'action sanitaire et sociale effectuées par les caisses d'allocations familiales (1). — Année 1951.**

| RÉGIONS | PRESTATIONS supplémentaires et secours. | DOTATION des œuvres des caisses. | SUBVENTIONS de fonctionnement des œuvres des caisses. | DÉFICIT d'exploitation des œuvres des caisses. | SUBVENTIONS consenties à des œuvres étrangères aux caisses. | AVANCES et prêts à des œuvres étrangères aux caisses. | SERVICE social. | TOTAL des dépenses de l'année. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 755.278.229 | 119.343.550 | 114.635.134 | 2.552.845 | 250.741.024 | 189.906.175 | 870.609.467 | 2.303.066.424 |
| Rouen | 85.372.757 | 29.450.255 | 25.386.799 | 11.028.593 | 257.184.580 | 83.159.765 | 84.513.032 | 576.395.781 |
| Lille | 191.320.432 | 73.171.077 | 132.555.064 | 10.305.021 | 495.712.856 | 202.858.954 | 142.730.210 | 1.248.453.614 |
| Nancy | 72.185.023 | 26.827.147 | 26.673.122 | » | 350.198.386 | 54.932.865 | 78.170.671 | 608.987.214 |
| Rennes | 64.712.633 | 10.295.000 | 24.225.000 | 2.534.718 | 135.909.369 | 73.008.983 | 95.058.542 | 405.744.245 |
| Nantes | 55.980.242 | 12.003.844 | 17.863.151 | 198.341 | 212.681.297 | 111.507.409 | 91.803.008 | 502.037.292 |
| Orléans | 41.508.559 | 17.455.757 | 29.561.073 | 722 | 42.072.989 | 30.085.996 | 41.593.185 | 202.281.281 |
| Dijon | 84.685.574 | 53.000 | 24.836.174 | » | 191.637.568 | 77.103.237 | 20.736.395 | 399.051.948 |
| Limoges | 56.644.041 | 15.120.263 | 21.594.658 | 3.337.962 | 89.115.441 | 22.661.045 | 56.986.195 | 265.459.525 |
| Clermont-Ferrand | 30.696.388 | 34.068.188 | 21.740.550 | » | 19.993.343 | 11.365.305 | 60.953.141 | 178.816.915 |
| Lyon | 139.844.426 | 57.131.090 | 47.835.899 | 6.308.145 | 348.570.158 | 143.031.024 | 201.743.718 | 944.461.460 |
| Bordeaux | 55.476.887 | 22.433.556 | 114.929.583 | 314.776 | 154.932.652 | 66.853.943 | 33.636.780 | 448.578.147 |
| Toulouse | 57.945.943 | 7.485.416 | 5.331.093 | » | 95.204.174 | 28.481.134 | 23.346.632 | 217.794.392 |
| Montpellier | 20.761.381 | 12.601.700 | 1.333.226 | » | 124.711.107 | 16.531.169 | 30.021.371 | 205.959.954 |
| Marseille | 77.887.874 | 40.814.613 | 110.340.753 | 1.297.634 | 325.814.165 | 29.396.786 | 72.551.177 | 658.103.002 |
| Strasbourg | 41.009.641 | 1.852.151 | 961.005 | 1.808.769 | 344.428.958 | 125.000.133 | 15.409.908 | 530.470.625 |
| Total | 1.831.310.030 | 480.106.607 | 719.605.264 | 39.687.526 | 3.438.908.037 | 1.266.183.863 | 1.919.863.492 | 9.695.664.810 |

(1) Ventilation des dépenses de l'année figurant au compte d'action sanitaire et sociale des caisses.

**XI. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense (1).**

| RÉGIONS | PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET SECOURS | | | | AIDE MÉNAGÈRE | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prestations supplémentaires résultant d'assouplissements du régime légal. | Prestations supplémentaires résultant d'une réglementation indépendante. | Secours. | Total. | Enseignement ménager. | Travailleuses familiales. | Equipement ménager familial. | Services collectifs ménagers. |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | (2) 287.935.002 | (3) 370.307.189 | 97.036.038 | 755.278.229 | 118.382.012 | 192.750.578 | 2.950.176 | 2.682.257 |
| Rouen | 58.226.156 | 16.725.518 | 10.421.083 | 85.372.757 | 13.067.457 | 25.275.309 | 31.970.632 | 10.588.288 |
| Lille | 69.090.427 | 115.980.751 | 5.619.254 | 191.320.432 | 8.288.095 | 59.316.170 | 76.503.140 | 11.627.311 |
| Nancy | 9.667.619 | 57.467.162 | 5.050.042 | 72.185.023 | 35.648.335 | 32.066.776 | 24.588.799 | 4.880.697 |
| Rennes | 56.650.888 | 342.250 | 7.719.495 | 64.712.633 | 25.815.132 | 18.001.610 | 22.699.509 | 2.000.000 |
| Nantes | 47.683.571 | 4.829.755 | 3.466.916 | 55.980.242 | 27.272.372 | 27.916.316 | 9.001.599 | 1.709.189 |
| Orléans | 24.620.175 | 6.944.382 | 9.944.002 | 41.508.559 | 10.313.714 | 7.366.757 | 12.706.139 | 110.136 |
| Dijon | 46.521.853 | 25.295.959 | 12.867.762 | 84.685.574 | 9.115.889 | 15.702.341 | 18.174.974 | 7.928.443 |
| Limoges | 30.163.967 | 16.861.726 | 9.618.348 | 56.644.041 | 10.211.807 | 14.079.906 | 4.773.479 | 5.225.392 |
| Clermont-Ferrand | 23.523.307 | 5.691.531 | 1.481.550 | 30.696.388 | 12.104.241 | 4.994.275 | 4.343.424 | 728.067 |
| Lyon | 66.986.982 | 21.842.453 | 51.014.991 | 139.844.426 | 28.654.999 | 88.553.505 | 21.379.198 | 2.607.146 |
| Bordeaux | 36.869.628 | 11.216.895 | 17.390.364 | 55.476.887 | 12.049.412 | 9.084.725 | 9.728.362 | » |
| Toulouse | 49.882.920 | 1.838.506 | 6.224.517 | 57.945.943 | 2.784.012 | 5.754.528 | 3.102.334 | 393.438 |
| Montpellier | 5.857.292 | 3.655.241 | 11.248.848 | 20.761.381 | 6.623.807 | 8.711.612 | 3.304.667 | 283.110 |
| Marseille | 30.054.839 | 18.574.827 | 29.258.208 | 77.887.874 | 29.836.704 | 27.350.299 | 18.484.267 | 715.000 |
| Strasbourg | 15.220.949 | 12.501.382 | 13.287.310 | 41.009.641 | 29.121.864 | 24.400.433 | 22.694.316 | 2.395.403 |
| Total | 849.555.775 | 690.075.527 | 291.678.738 | 1.831.310.030 | 379.289.852 | 561.325.140 | 283.395.315 | 53.963.858 |

(1) Ventilation statistique.

(2) A titre indicatif, la caisse centrale d'allocations familiales de la région parisienne a versé 259.356.104 F, se répartissant comme suit : prestations servies aux femmes seules et orphelins, 72.073.711 F ; prestations pour des étudiants de plus de 20 ans, 119.097.836 F ; prestations pour des apprentis de plus de 17 ans, 65.925.806 F ; prestations de maternité hors délais, 2.258.751 F.

(3) La caisse centrale d'allocations familiales de la région parisienne a versé 303.472.947 F, se répartissant comme suit : mères médaillées, 1.446.331 F ; colonies de vacances, 291.286.461 F ; aide exceptionnelle, 8.249.766 F ; diffusion de documentation et conseil juridique, 2.490.386 F.

**Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense (1).**

| RÉGIONS | AIDE au logement, participation à la construction et à l'amélioration de logements existants. | AIDE AUX VACANCES | | | | | | PLACEMENTS (2) | CANTINES scolaires, layettes, aide aux gouttes de lait. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Colonies de vacances. | Camps de vacances. | Maisons familiales de vacances. | Garderies urbaines de vacances. | Placements familiaux surveillés. | Vacances familiales. | | |
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris | 290.572.951 | 123.709.913 | 1.874.827 | 13.982.163 | 1.704.515 | 2.792.647 | 1.924.000 | 118.702.393 | 6.031.465 |
| Rouen | 71.984.824 | 91.830.802 | 5.036.641 | 1.211.702 | 9.786.205 | 7.406.396 | 11.266.517 | 69.103.434 | 10.399.278 |
| Lille | 278.597.575 | 143.153.290 | 17.576.883 | 4.220.379 | 4.283.080 | 7.178.030 | 162.437.499 | 76.160.541 | 28.288.122 |
| Nancy | 70.224.000 | 132.684.727 | 1.964.127 | 5.031.611 | 6.192.848 | 1.670.191 | 67.340.807 | 11.847.504 | 9.824.561 |
| Rennes | 86.139.766 | 39.128.022 | 1.569.987 | 9.220.289 | 793.276 | 9.658.738 | 20.393.392 | 8.761.876 | 5.864.861 |
| Nantes | 121.008.003 | 60.524.261 | 2.382.726 | 200.600 | 3.853.875 | 7.900.990 | 64.174.382 | 35.812.409 | 4.754.527 |
| Orléans | 13.759.627 | 45.620.335 | 857.926 | 3.707.874 | 357.000 | 2.304.375 | 11.424.549 | 6.719.928 | 6.716.328 |
| Dijon | 56.652.332 | 71.060.065 | 9.259.766 | 6.945.426 | 1.703.188 | 1.348.280 | 24.591.032 | 10.312.435 | 1.304.361 |
| Limoges | 22.618.635 | 35.636.659 | 10.763.181 | 923.000 | 1.926.250 | 334.279 | 20.975.418 | 30.196.738 | 9.050.795 |
| Clermont-Ferrand | 14.332.125 | 32.277.127 | 3.774.609 | 21.655.110 | 201.080 | 1.006.503 | 7.091.748 | 50.000 | 110.000 |
| Lyon | 92.965.164 | 140.859.596 | 2.724.920 | 4.145.368 | 2.281.019 | 63.358.737 | 13.439.874 | 77.948.223 | 2.439.889 |
| Bordeaux | 154.185.369 | 86.616.015 | 1.483.070 | 6.331.981 | 1.440.000 | 9.203.728 | 22.930.463 | 17.210.122 | 5.261.649 |
| Toulouse | 19.464.714 | 56.301.428 | 1.801.455 | 1.541.385 | 1.663.409 | 355.800 | 12.757.048 | 4.590.472 | 2.573.417 |
| Montpellier | 8.313.399 | 34.299.731 | 15.455.612 | 16.018.379 | » | » | 13.353.361 | 19.403.897 | 2.218.081 |
| Marseille | 56.375.389 | 101.106.075 | 9.816.932 | 2.764.112 | 5.663.707 | 451.200 | 43.826.318 | 103.519.396 | 3.706.587 |
| Strasbourg | 88.909.515 | 112.408.411 | 3.907.719 | 10.500.000 | 673.591 | » | 11.666.420 | 94.638.917 | 164.087 |
| Total | 1.446.103.388 | 1.337.216.457 | 90.250.381 | 108.401.809 | 41.923.243 | 111.669.694 | 509.592.528 | 714.981.615 | 58.710.708 |

| RÉGIONS | ORIENTATION professionnelle, apprentissage. | SECRÉTARIATS familiaux, documentation familiale, groupements familiaux. | SERVICE social proprement dit. | CENTRES sociaux. | FORMATION du personnel social. | FRAIS généraux d'administration. | DIVERS | DÉPENSES engagées mais non effectuées au 31 décembre 1951. | TOTAL général. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs |
| Paris | 33.985.864 | 1.280.744 | 337.185.981 | 59.878.615 | 17.325.273 | 167.842.505 | 52.220.316 | » | 2.303.066.424 |
| Rouen | 12.183.747 | 12.686.758 | 54.712.822 | 4.130.573 | 3.779.464 | 7.450.206 | 28.275.772 | 9.176.447 | 576.395.781 |
| Lille | 3.828.376 | 21.459.953 | 90.941.407 | 20.209.566 | 5.842.619 | 21.925.045 | 8.696.670 | 6.509.431 | 1.248.453.614 |
| Nancy | 4.279.372 | 25.233.591 | 32.265.153 | 2.209.501 | 1.925.626 | 9.502.173 | 27.216.316 | 205.476 | 608.987.214 |
| Rennes | 1.500.000 | 5.302.252 | 56.287.021 | 1.799.627 | 1.717.165 | 17.260.257 | 6.302.849 | 822.983 | 405.741.215 |
| Nantes | 3.198.100 | 1.375.114 | 34.625.955 | 13.557.804 | 1.439.446 | 17.187.894 | 8.162.397 | » | 502.037.292 |
| Orléans | 2.759.038 | 3.183.811 | 21.678.339 | 404.600 | 152.280 | 4.072.714 | 300.000 | 6.257.235 | 202.281.281 |
| Dijon | 332.275 | 4.191.172 | 18.243.513 | » | 576.541 | 3.261.177 | 12.842.094 | 40.821.070 | 399.051.948 |
| Limoges | 460.000 | 9.180.227 | 25.205.919 | » | 962.356 | 4.352.003 | 4.937.240 | 2.900 | 265.459.525 |
| Clermont-Ferrand | 10.000 | 2.739.765 | 28.915.482 | » | 594.500 | 3.708.673 | 5.323.646 | 4.160.350 | 178.846.915 |
| Lyon | 1.784.150 | 44.806.172 | 72.209.513 | 6.290.241 | 1.254.761 | 13.981.449 | 122.475.605 | 370.535 | 944.464.460 |
| Bordeaux | 1.299.920 | 7.368.871 | 34.094.813 | 3.810.449 | 985.000 | 544.967 | 9.472.344 | » | 448.578.447 |
| Toulouse | 310.500 | 7.063.819 | 9.013.393 | 300.000 | 453.670 | 7.459.281 | 4.189.776 | 18.571.880 | 217.794.302 |
| Montpellier | 625.000 | 26.528.033 | 18.246.118 | » | 1.300.000 | 1.314.184 | 4.338.718 | 7.860.564 | 205.959.951 |
| Marseille | 5.749.700 | 11.257.493 | 40.363.393 | » | 2.287.658 | 25.762.999 | 14.761.972 | 76.715.949 | 658.103.002 |
| Strasbourg | 665.200 | 1.664.145 | 10.833.600 | 400.000 | 3.125.384 | 7.867.585 | 22.132.025 | 11.292.339 | 530.470.625 |
| Total | 72.971.262 | 185.321.920 | 884.819.422 | 112.990.976 | 43.721.743 | 313.193.376 | 328.656.740 | 182.855.959 | 9.695.664.816 |

(1) Ventilation statistique.
(2) Crèches, pouponnières, abris temporaires, maisons maternelles...

XII. — **Dépenses de gestion administrative des caisses d'allocations familiales. — Année 1951.**

| RÉGIONS | TRAITEMENTS et salaires du personnel. | COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales. | AUTRES DEPENSES (1) | TOTAL | FRAIS de premier établissement (2). |
|---|---|---|---|---|---|
| | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. | Francs. |
| Paris (3) | 1.457.945.124 | 418.196.657 | 358.411.050 | 2.234.852.831 | 57.164.050 |
| Rouen | 271.129.593 | 70.517.925 | 113.124.544 | 454.772.062 | 23.472.418 |
| Lille | 514.078.108 | 138.841.956 | 187.428.175 | 840.348.239 | 60.920.164 |
| Nancy (4) | 223.352.183 | 61.949.503 | 100.601.535 | 385.303.521 | 21.952.774 |
| Rennes | 212.445.252 | 57.977.944 | 81.715.813 | 352.139.009 | 17.861.498 |
| Nantes | 193.402.027 | 49.715.502 | 109.692.481 | 352.810.010 | 27.079.439 |
| Orléans | 110.109.388 | 28.446.837 | 39.691.903 | 178.248.128 | 8.059.793 |
| Dijon | 162.125.881 | 42.256.559 | 81.980.413 | 286.362.853 | 28.284.119 |
| Limoges | 135.248.757 | 34.311.618 | 50.791.784 | 220.352.159 | 13.434.335 |
| Clermont-Ferrand | 101.126.386 | 26.323.175 | 40.299.001 | 167.739.562 | 2.371.039 |
| Lyon | 408.461.027 | 114.362.898 | 182.342.928 | 705.166.853 | 67.196.291 |
| Bordeaux | 189.239.005 | 55.398.510 | 64.190.148 | 308.827.663 | 18.764.216 |
| Toulouse | 136.991.614 | 32.138.385 | 65.316.307 | 214.476.306 | 6.617.608 |
| Montpellier | 111.422.779 | 27.776.288 | 48.094.084 | 187.293.151 | 3.528.482 |
| Marseille (5) | 288.578.275 | 68.040.959 | 86.544.587 | 443.103.821 | 12.988.795 |
| Strasbourg | 139.922.228 | 55.570.936 | 106.145.454 | 361.608.618 | 34.520.876 |
| Total | 4.695.577.927 | 1.279.065.652 | 1.718.761.207 | 7.693.404.786 | 403.615.627 |

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement de 1951 ou des années antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1951, amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne « Total ».
(3) Compte non tenu d'un versement de 128.427.722 F à l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de la région parisienne, effectué à titre de participation aux frais de gestion de cet organisme.
(4) Non compris la participation de 8.625.000 F de la caisse d'allocations familiales de la Meuse à l'U. R. S. A. A. F. de Bar-le-Duc.
(5) Non compris un versement de 26.571.165 F effectué au service commun de recouvrement de Nice par la caisse d'allocations familiales des Alpes-Maritimes.

XIII. — **Familles de salariés bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | 1 ENFANT (1) | 2 ENFANTS | 3 ENFANTS | 4 ENFANTS | 5 ENFANTS | 6 ENFANTS | 7 ENFANTS | 8 ENFANTS et plus. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 9.206 | 172.418 | 74.871 | 28.935 | 11.358 | 4.674 | 1.951 | 1.355 | 304.768 |
| Rouen | 77 | 36.002 | 19.326 | 9.363 | 4.399 | 2.214 | 1.116 | 962 | 73.459 |
| Lille | 1.832 | 74.541 | 38.654 | 17.089 | 7.730 | 3.534 | 1.719 | 1.146 | 146.245 |
| Nancy | 168 | 43.068 | 22.738 | 10.621 | 4.746 | 2.527 | 1.056 | 858 | 85.782 |
| Rennes | » | 23.256 | 12.631 | 5.901 | 2.798 | 1.319 | 562 | 509 | 46.976 |
| Nantes | 11 | 30.517 | 16.254 | 7.407 | 3.394 | 1.532 | 755 | 615 | 60.485 |
| Orléans | 13 | 14.328 | 7.185 | 3.347 | 1.458 | 712 | 352 | 286 | 27.711 |
| Dijon | 22 | 27.472 | 14.818 | 6.610 | 3.094 | 1.456 | 696 | 543 | 54.711 |
| Limoges | » | 18.321 | 9.032 | 4.001 | 1.818 | 927 | 390 | 323 | 34.812 |
| Clermont-Ferrand | » | 14.435 | 6.529 | 2.734 | 1.186 | 521 | 239 | 192 | 25.836 |
| Lyon | 4.046 | 63.100 | 31.918 | 14.284 | 6.076 | 2.570 | 1.046 | 897 | 123.937 |
| Bordeaux | 49 | 24.887 | 11.572 | 4.724 | 1.875 | 814 | 340 | 208 | 44.469 |
| Toulouse | » | 19.296 | 8.070 | 3.193 | 1.141 | 478 | 185 | 145 | 32.508 |
| Montpellier | 276 | 17.608 | 7.358 | 2.952 | 1.169 | 456 | 184 | 101 | 30.104 |
| Marseille | 138 | 39.237 | 17.041 | 6.771 | 2.774 | 1.059 | 490 | 289 | 67.769 |
| Strasbourg | 1.448 | 39.530 | 18.135 | 7.409 | 3.215 | 1.366 | 619 | 383 | 72.125 |
| Total | 17.286 | 658.006 | 316.102 | 135.341 | 58.231 | 26.189 | 11.730 | 8.812 | 1.231.697 |
| Répartition par 100 familles | 1,4 | 53,5 | 25,7 | 10,9 | 4,7 | 2 | 1 | 0,8 | 100 |

(1) Les nombres figurant dans cette colonne concernent les familles de travailleurs algériens.

XIV. — **Familles de salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1951. Congés de naissance accordés en 1951.**

| RÉGIONS | BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE | | | | | | CONGÉS de naissance accordés en 1951. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Jeunes ménages (allocation à 10 p. 100). | 1 enfant (allocation à 10 p. 100). | 1 enfant (allocation à 20 p. 100). | 2 enfants (allocation à 40 p. 100). | 3 enfants et plus (allocation à 50 p. 100). | Total. | |
| Paris | 6.483 | 24.486 | 173.319 | 146.654 | 107.252 | 458.191 | 52.422 |
| Rouen | 1.945 | 4.247 | 33.629 | 33.019 | 35.877 | 108.717 | 18.588 |
| Lille | 3.989 | 7.683 | 72.681 | 67.753 | 64.424 | 216.530 | 37.558 |
| Nancy | 2.309 | 4.313 | 37.417 | 38.055 | 40.111 | 122.205 | 17.250 |
| Rennes | 1.485 | 1.802 | 19.243 | 20.865 | 21.276 | 64.671 | 8.608 |
| Nantes | 1.989 | 2.590 | 25.687 | 27.610 | 28.244 | 86.120 | 11.754 |
| Orléans | 561 | 2.106 | 12.873 | 13.103 | 12.612 | 41.255 | 5.673 |
| Dijon | 1.764 | 2.809 | 25.826 | 25.119 | 25.022 | 80.540 | 12.310 |
| Limoges | 1.086 | 2.240 | 17.406 | 16.661 | 15.563 | 52.956 | 7.142 |
| Clermont-Ferrand | 708 | 2.203 | 13.571 | 12.777 | 10.183 | 39.442 | 4.893 |
| Lyon | 2.955 | 6.691 | 51.350 | 52.869 | 47.301 | 161.106 | 20.039 |
| Bordeaux | 1.448 | 3.015 | 23.817 | 21.851 | 18.092 | 67.923 | 5.978 |
| Toulouse | 1.080 | 2.439 | 18.674 | 17.358 | 12.168 | 51.719 | 5.195 |
| Montpellier | 1.365 | 2.979 | 16.244 | 14.768 | 10.756 | 46.112 | 4.446 |
| Marseille | 3.911 | 7.296 | 40.764 | 36.976 | 26.727 | 115.674 | 9.587 |
| Strasbourg | 3.861 | 4.398 | 39.921 | 36.684 | 28.600 | 113.464 | 15.661 |
| Total | 36.639 | 81.297 | 625.422 | 582.059 | 501.208 | 1.829.625 | 237.104 |
| Répartition par 100 familles | 2 | 4,5 | 34,1 | 31,9 | 27,5 | 100 | |

XV. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | 2 ENFANTS | 3 ENFANTS | 4 ENFANTS | 5 ENFANTS | 6 ENFANTS | 7 ENFANTS | 8 ENFANTS et plus. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 7.382 | 3.421 | 1.455 | 606 | 304 | 143 | 102 | 13.503 |
| Rouen | 1.716 | 1.051 | 620 | 315 | 201 | 78 | 59 | 4.040 |
| Lille | 3.249 | 1.725 | 895 | 471 | 216 | 112 | 77 | 6.745 |
| Nancy | 1.555 | 804 | 452 | 290 | 114 | 69 | 46 | 3.328 |
| Rennes | 1.598 | 889 | 471 | 205 | 99 | 41 | 36 | 3.339 |
| Nantes | 1.627 | 1.010 | 471 | 277 | 135 | 65 | 43 | 3.628 |
| Orléans | 595 | 333 | 159 | 100 | 59 | 19 | 24 | 1.289 |
| Dijon | 1.112 | 653 | 310 | 158 | 70 | 41 | 32 | 2.356 |
| Limoges | 1.246 | 707 | 335 | 181 | 71 | 45 | 39 | 2.624 |
| Clermont-Ferrand | 311 | 178 | 80 | 51 | 20 | 7 | 4 | 684 |
| Lyon | 2.413 | 1.288 | 593 | 309 | 151 | 66 | 58 | 4.878 |
| Bordeaux | 1.376 | 684 | 328 | 152 | 66 | 36 | 8 | 2.650 |
| Toulouse | 1.111 | 525 | 200 | 92 | 36 | 16 | 17 | 1.997 |
| Montpellier | 1.062 | 447 | 212 | 91 | 43 | 19 | 4 | 1.878 |
| Marseille | 3.122 | 1.371 | 551 | 223 | 86 | 41 | 16 | 5.409 |
| Strasbourg | 1.846 | 873 | 454 | 191 | 97 | 40 | 33 | 3.534 |
| Total | 31.351 | 15.939 | 7.586 | 3.801 | 1.766 | 838 | 598 | 61.882 |
| Répartition pour 100 familles | 51 | 25,7 | 12,2 | 6 | 2,9 | 1,4 | 0,8 | 100 |

XVI. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | JEUNES MÉNAGES (allocation à 10 p. 100). | 1 ENFANT (allocation à 10 p. 100). | 1 ENFANT (allocation à 20 p. 100). | 2 ENFANTS (allocation à 40 p. 100). | 3 ENFANTS et plus (allocation à 50 p. 100). | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 167 | 503 | 9.711 | 6.007 | 5.235 | 21.653 |
| Rouen | 38 | 104 | 1.683 | 1.199 | 1.677 | 4.701 |
| Lille | 149 | 85 | 4.232 | 2.532 | 2.848 | 9.846 |
| Nancy | 43 | 63 | 1.682 | 1.355 | 1.563 | 4.706 |
| Rennes | 29 | 104 | 1.642 | 1.200 | 1.286 | 4.252 |
| Nantes | 28 | 46 | 1.824 | 1.264 | 1.579 | 4.741 |
| Orléans | 29 | 34 | 576 | 356 | 488 | 1.483 |
| Dijon | 11 | 20 | 1.074 | 825 | 940 | 2.870 |
| Limoges | 11 | 75 | 1.180 | 876 | 1.019 | 3.161 |
| Clermont-Ferrand | 8 | 13 | 373 | 230 | 249 | 873 |
| Lyon | 44 | 378 | 2.693 | 2.008 | 2.588 | 7.711 |
| Bordeaux | 24 | 45 | 1.411 | 947 | 896 | 3.323 |
| Toulouse | 8 | 30 | 965 | 782 | 721 | 2.455 |
| Montpellier | 14 | 53 | 1.071 | 759 | 632 | 2.529 |
| Marseille | 66 | 222 | 3.093 | 2.211 | 1.679 | 7.271 |
| Strasbourg | 31 | 69 | 2.031 | 1.466 | 1.395 | 4.992 |
| Total | 671 | 1.853 | 35.211 | 24.017 | 24.815 | 86.567 |
| Répartition pour 100 familles | 0,9 | 2,1 | 40,6 | 27,7 | 28,7 | 100 |

XVII. — **Allocations prénatales et de maternité versées en 1951 aux salariés et aux personnes sans activité professionnelle.**

| RÉGIONS | NOMBRE D'ALLOCATIONS PRÉNATALES | | | NOMBRE D'ALLOCATIONS DE MATERNITÉ | | | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Premiers versements (1re mensualité). | Deuxièmes versements (2e et 3e mensualité). | Troisièmes versements (soldes). | Premières naissances. | | Naissances suivantes. | | | |
| | | | | Premiers versements. | Deuxièmes versements. | Premiers versements. | Deuxièmes versements. | Premiers versements. | Deuxièmes versements. |
| Paris | 88.267 | 86.900 | 99.101 | 35.339 | 36.417 | 45.943 | 45.553 | 81.282 | 81.970 |
| Rouen | 24.992 | 21.738 | 27.068 | 8.313 | 7.863 | 15.829 | 15.128 | 24.172 | 22.991 |
| Lille | 48.153 | 46.427 | 51.099 | 15.819 | 14.559 | 28.120 | 26.063 | 44.269 | 40.622 |
| Nancy | 30.305 | 27.217 | 27.536 | 9.397 | 8.821 | 15.998 | 15.570 | 25.395 | 24.391 |
| Rennes | 12.385 | 12.590 | 14.046 | 4.361 | 4.076 | 8.762 | 8.372 | 13.123 | 12.448 |
| Nantes | 19 479 | 19.142 | 19.547 | 6.169 | 5.744 | 12.024 | 11.813 | 18.193 | 17.557 |
| Orléans | 8.581 | 8.443 | 9.589 | 3.210 | 2.940 | 5.432 | 5.049 | 8.642 | 7.989 |
| Dijon | 17.568 | 16.991 | 19.655 | 5.937 | 5.301 | 10.867 | 9.960 | 16.804 | 15.261 |
| Limoges | 11.300 | 11.228 | 12.612 | 4.326 | 4.142 | 7.177 | 6.807 | 11.503 | 10.949 |
| Clermont-Ferrand | 7.734 | 7.516 | 8.692 | 3.075 | 2.842 | 4.625 | 4.300 | 7.700 | 7.142 |
| Lyon | 31.641 | 30.535 | 33.378 | 11.091 | 10.386 | 14.751 | 14.489 | 25.842 | 24.875 |
| Bordeaux | 12.189 | 12.161 | 13.603 | 4.794 | 4.548 | 6.981 | 6.691 | 11.775 | 11.239 |
| Toulouse | 7.738 | 8.015 | 8.911 | 3.660 | 3.225 | 4.838 | 4.428 | 8.498 | 7.653 |
| Montpellier | 7.519 | 7.516 | 8.147 | 2.979 | 2.765 | 4.063 | 3.931 | 7.042 | 6.696 |
| Marseille | 17.074 | 15.777 | 20.321 | 6.822 | 6.023 | 9.094 | 7.721 | 15.916 | 13.744 |
| Strasbourg | 20.824 | 20.620 | 25.642 | 7.633 | 6.926 | 10.281 | 9.438 | 17.914 | 16.364 |
| Total | 365.779 | 355.846 | 398.947 | 132.985 | 126.548 | 205.085 | 195.513 | 338.070 | 321.861 |

XVIII. — **Familles de travailleurs indépendants bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | 2 ENFANTS | 3 ENFANTS | 4 ENFANTS | 5 ENFANTS | 6 ENFANTS | 7 ENFANTS | 8 ENFANTS et plus. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 21.872 | 7.308 | 2.338 | 841 | 323 | 134 | 78 | 32.893 |
| Rouen | 5.452 | 2.311 | 851 | 326 | 149 | 58 | 30 | 9.177 |
| Lille | 8.509 | 3.245 | 1.140 | 377 | 130 | 81 | 43 | 13.525 |
| Nancy | 5.2 7 | 2.043 | 787 | 314 | 156 | 56 | 36 | 8.609 |
| Rennes | 6.883 | 2.896 | 998 | 352 | 158 | 55 | 42 | 11.384 |
| Nantes | 6.888 | 3.179 | 1.226 | 456 | 194 | 71 | 47 | 12.061 |
| Orléans | 3.241 | 1.302 | 419 | 163 | 70 | 22 | 19 | 5.236 |
| Dijon | 4.453 | 1.949 | 767 | 305 | 130 | 74 | 37 | 7.715 |
| Limoges | 4.834 | 1.813 | 597 | 204 | 87 | 28 | 30 | 7.593 |
| Clermont-Ferrand | 3.744 | 1.338 | 452 | 144 | 55 | 24 | 18 | 5.775 |
| Lyon | 9.492 | 3.712 | 1.227 | 464 | 194 | 79 | 56 | 15.224 |
| Bordeaux | 5.232 | 1.833 | 592 | 192 | 59 | 26 | 17 | 7.951 |
| Toulouse | 5.257 | 1.711 | 478 | 172 | 63 | 30 | 15 | 7.726 |
| Montpellier | 4.849 | 1.636 | 499 | 166 | 55 | 22 | 8 | 7.235 |
| Marseille | 6.763 | 2.215 | 675 | 213 | 89 | 34 | 15 | 9.994 |
| Strasbourg | 3.303 | 1.318 | 393 | 132 | 60 | 31 | 11 | 5.248 |
| Total | 105.989 | 39.809 | 13.439 | 4.821 | 1.971 | 845 | 502 | 167.316 |
| Répartition pour 100 familles | 63,4 | 23,7 | 8,2 | 2,8 | 1,1 | 0,5 | 0,3 | 100 |

XIX. — **Familles d'employeurs bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | 2 ENFANTS | 3 ENFANTS | 4 ENFANTS | 5 ENFANTS | 6 ENFANTS | 7 ENFANTS | 8 ENFANTS et plus. | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Paris | 11.266 | 3.660 | 1.019 | 337 | 125 | 52 | 36 | 16.495 |
| Rouen | 4.239 | 2.014 | 809 | 315 | 121 | 42 | 41 | 7.581 |
| Lille | 4.704 | 2.200 | 962 | 422 | 190 | 116 | 78 | 8.672 |
| Nancy | 2.617 | 1.316 | 504 | 208 | 58 | 35 | 19 | 4.757 |
| Rennes | 3.805 | 1.949 | 662 | 242 | 97 | 26 | 29 | 6.900 |
| Nantes | 3.522 | 1.859 | 860 | 326 | 146 | 52 | 59 | 6.824 |
| Orléans | 2.121 | 826 | 259 | 114 | 29 | 11 | 10 | 3.370 |
| Dijon | 2.988 | 1.366 | 500 | 191 | 93 | 36 | 34 | 5.208 |
| Limoges | 2.973 | 1.243 | 451 | 163 | 64 | 22 | 20 | 4.936 |
| Clermont-Ferrand | 2.021 | 768 | 240 | 85 | 20 | 11 | 14 | 3.159 |
| Lyon | 6.377 | 3.122 | 980 | 405 | 167 | 64 | 59 | 11.174 |
| Bordeaux | 3.000 | 1.158 | 400 | 133 | 37 | 14 | 11 | 4.753 |
| Toulouse | 2.321 | 898 | 251 | 74 | 29 | 11 | 7 | 3.591 |
| Montpellier | 2.462 | 856 | 247 | 75 | 29 | 5 | 5 | 3.679 |
| Marseille | 4.375 | 1.601 | 473 | 128 | 37 | 13 | 5 | 6.632 |
| Strasbourg | 3.610 | 1.541 | 551 | 171 | 45 | 14 | 16 | 5.948 |
| Total | 62.491 | 26.377 | 9.168 | 3.389 | 1.287 | 524 | 443 | 103.679 |
| Répartition pour 100 familles | 60,3 | 25,4 | 8,9 | 3,3 | 1,2 | 0,5 | 0,4 | 100 |

**XX. — Allocations prénatales et de maternité versées en 1951 aux travailleurs indépendants et employeurs.**

| RÉGIONS | NOMBRE D'ALLOCATIONS PRÉNATALES | | | NOMBRE D'ALLOCATIONS DE MATERNITÉ | | | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Premières naissances. | | Naissances suivantes. | | | |
| | Premiers versements (1res mensualités). | Deuxièmes versements (2e et 3e mensualités). | Troisièmes versements (soldes). | Premiers versements. | Deuxièmes versements. | Premiers versements. | Deuxièmes versements. | Premiers versements. | Deuxièmes versements. |
| Paris | 6.610 | 6.305 | 7.687 | 2.286 | 2.190 | 4.265 | 4.368 | 6.551 | 6.558 |
| Rouen | 2.445 | 2.554 | 3.000 | 731 | 760 | 1.681 | 2.002 | 2.412 | 2.762 |
| Lille | 3.804 | 3.496 | 4.171 | 1.151 | 1.029 | 2.707 | 2.448 | 3.858 | 3.477 |
| Nancy | 2.070 | 1.934 | 2.186 | 651 | 618 | 1.438 | 1.402 | 2.089 | 2.020 |
| Rennes | 2.822 | 2.833 | 3.129 | 863 | 722 | 2.053 | 2.158 | 2.916 | 2.880 |
| Nantes | 2.988 | 2.951 | 3.563 | 823 | 752 | 2.537 | 2.251 | 3.360 | 3.003 |
| Orléans | 1.197 | 1.163 | 1.470 | 323 | 373 | 819 | 863 | 1.142 | 1.236 |
| Dijon | 1.921 | 1.881 | 2.524 | 541 | 500 | 1.475 | 1.489 | 2.016 | 1.989 |
| Limoges | 1.979 | 1.924 | 2.436 | 610 | 655 | 1.480 | 1.395 | 2.120 | 2.050 |
| Clermont-Ferrand | 1.247 | 1.239 | 1.557 | 454 | 373 | 973 | 863 | 1.427 | 1.236 |
| Lyon | 3.444 | 3.309 | 3.872 | 965 | 853 | 2.130 | 2.119 | 3.095 | 2.972 |
| Bordeaux | 1.871 | 1.865 | 2.294 | 591 | 547 | 1.241 | 1.274 | 1.832 | 1.791 |
| Toulouse | 1.787 | 1.817 | 1.916 | 709 | 576 | 1.094 | 927 | 1.803 | 1.503 |
| Montpellier | 1.409 | 1.346 | 1.483 | 429 | 401 | 874 | 818 | 1.303 | 1.219 |
| Marseille | 1.721 | 1.631 | 2.297 | 759 | 638 | 1.111 | 1.017 | 1.870 | 1.655 |
| Strasbourg | 1.496 | 1.754 | 1.788 | 560 | 516 | 1.181 | 1.184 | 1.741 | 1.700 |
| Total | 38.811 | 38.002 | 45.673 | 12.476 | 11.473 | 27.059 | 26.578 | 39.535 | 38.051 |

**XXI. — Nombre de familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1951 (Récapitulation).**

| COMPOSITION DES FAMILLES | SALARIÉS ET PERSONNES N'EXERÇANT AUCUNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE | | | | | | TRAVAILLEURS indépendants et employeurs. — Familles bénéficiaires des allocations familiales. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Familles bénéficiaires des allocations familiales. | | Familles bénéficiaires de l'allocation de salaire unique. | | Familles bénéficiaires des prestations familiales. | | | |
| | Effectif. | P. 100. | Effectif. | P. 100. | Effectif. | P. 100. | Effectif. | P. 100. |
| Jeunes ménages | » | » | 37.310 | 2 | 37 310 | 1,8 | | |
| Familles de 1 enfant (sal. unique à 10 p. 100) | 17.286 | 1,3 | 83.150 | 4,3 | 761.069 | 36,7 | | |
| Familles de 1 enfant (sal. unique à 20 p. 100) | | | 660.633 | 34,5 | | | | |
| Familles de 2 enfants | 689.360 | 53,3 | 606.076 | 31,6 | 689.360 | 33,2 | 168.180 | 62,2 |
| Familles de 3 enfants | 332.041 | 25,7 | | | 332.041 | 16 | 66.186 | 24,5 |
| Familles de 4 enfants | 142.927 | 11 | | | 142.927 | 6,9 | 22.607 | 8,3 |
| Familles de 5 enfants | 62.032 | 4,8 | 529.023 | 27,6 | 62.032 | 3 | 8.210 | 3 |
| Familles de 6 enfants | 27.955 | 2,2 | | | 27.955 | 1,3 | 3.256 | 1,2 |
| Familles de 7 enfants | 12.568 | 1 | | | 12.568 | 0,6 | 1.339 | 0,5 |
| Familles de 8 enfants et plus | 9.410 | 0,7 | | | 9.410 | 0,5 | 945 | 0,3 |
| | 1.293.579 | 100 | 1.916.192 | 100 | 2.074.672 | 100 | 271 025 | 100 |

XXII. — **Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1951** (1).

| COMPOSITION DES FAMILLES | ENFANTS DES SALARIÉS (2) | | ENFANTS DES TRAVAILLEURS indépendants. | | ENFANTS DES EMPLOYEURS | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effectif. | P. 100 | Effectif. | P. 100. | Effectif. | P. 100 | |
| Familles de 1 enfant | 761.069 | 17,5 | » | » | » | » | 761.069 |
| Familles de 2 enfants | 1.378.720 | 31,7 | 211.973 | 49,1 | 124.982 | 45,8 | 1.715.680 |
| Familles de 3 enfants | 996.123 | 22,9 | 119.427 | 27,7 | 79.131 | 29 | 1.194.681 |
| Familles de 4 enfants | 571.708 | 13,1 | 53.756 | 12,4 | 36.672 | 13,5 | 662.136 |
| Familles de 5 enfants | 310.160 | 7,1 | 24.105 | 5,9 | 16.945 | 6,2 | 351.210 |
| Familles de 6 enfants | 167.730 | 3,9 | 11.826 | 2,7 | 7.722 | 2,8 | 187.278 |
| Familles de 7 enfants | 87.976 | 2 | 5.705 | 1,3 | 3.668 | 1,3 | 97.349 |
| Familles de 8 enfants et plus | 79.985 | 1,8 | 4.267 | 0,9 | 3.765 | 1,4 | 88.017 |
| | 4.353.471 | 100 | 431.061 | 100 | 272.885 | 100 | 5.057.420 |

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de huit enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5.
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

XXIII. — **Personnel des caisses d'allocations familiales au 31 décembre 1951.**

| RÉGIONS | SERVICES ADMINISTRATIFS | | | | | | | | SERVICES SOCIAUX | | | | | PERSONNEL des œuvres propres aux caisses. | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Personnel de direction. | Agents des cadres. | Agents de maîtrise. | Employés. | Personnel de service. | Auxiliaires. | Total. | Personnel à temps partiel. | Personnel technique. | Agents administratifs. | Personnel de service. | Total. | Personnel à temps partiel. | Permanent | Saisonnier. | Total. |
| Paris | 30 | 430 | 447 | 2.019 | 50 | 9 | 3.014 | 283 | 791 | 402 | 55 | 1.248 | 1 | 207 | 18 | 225 |
| Rouen | 22 | 70 | 34 | 503 | 7 | 8 | 644 | 15 | 71 | 24 | 1 | 96 | » | 40 | » | 40 |
| Lille | 35 | 132 | 56 | 901 | 23 | 28 | 1.195 | 22 | 127 | 40 | 9 | 176 | 8 | 89 | 88 | 177 |
| Nancy | 19 | 49 | 19 | 438 | 9 | 11 | 545 | 14 | 48 | 19 | 1 | 68 | 12 | 94 | 22 | 116 |
| Rennes | 17 | 65 | 27 | 393 | 8 | 6 | 516 | 59 | 112 | 20 | » | 132 | 13 | 17 | 25 | 42 |
| Nantes | 15 | 65 | 21 | 360 | 8 | 12 | 481 | 6 | 67 | 21 | 1 | 89 | 8 | 25 | 14 | 39 |
| Orléans | 14 | 31 | 21 | 183 | 2 | 27 | 278 | 22 | 49 | 9 | 9 | 67 | 3 | 5 | » | 5 |
| Dijon | 20 | 44 | 13 | 290 | 7 | 33 | 407 | 45 | 30 | 9 | » | 39 | 4 | 6 | 2 | 8 |
| Limoges | 18 | 36 | 24 | 234 | 5 | 15 | 332 | 4 | 39 | 14 | 1 | 54 | 2 | 35 | 39 | 74 |
| Clermont-Ferrand | 11 | 36 | 11 | 174 | 5 | 7 | 244 | 7 | 50 | 15 | » | 65 | 6 | 2 | » | 2 |
| Lyon | 36 | 145 | 86 | 683 | 4 | 14 | 968 | 22 | 146 | 44 | 3 | 193 | 25 | 139 | 34 | 173 |
| Bordeaux | 16 | 55 | 33 | 344 | 2 | 8 | 458 | 5 | 51 | 11 | 1 | 63 | » | 11 | 8 | 19 |
| Toulouse | 17 | 34 | 19 | 212 | 1 | 15 | 298 | 11 | 18 | 8 | » | 26 | 3 | 5 | 12 | 17 |
| Montpellier | 14 | 39 | 9 | 179 | 2 | 11 | 254 | 16 | 21 | 10 | » | 31 | 1 | 41 | » | 41 |
| Marseille | 22 | 82 | 76 | 373 | 6 | 32 | 591 | 96 | 102 | 30 | 2 | 134 | » | 112 | 227 | 339 |
| Strasbourg | 9 | 51 | 44 | 390 | 16 | 21 | 531 | 18 | 12 | 17 | » | 29 | » | » | » | » |
| Total | 315 | 1.404 | 940 | 7.676 | 164 | 257 | 10.756 | 645 | 1.731 | 693 | 83 | 2.510 | 86 | 828 | 489 | 1.317 |

QUATRIÈME PARTIE

# L'ALLOCATION VIEILLESSE DES PERSONNES NON SALARIEES

La loi du 17 janvier 1948 a institué une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et prévu une organisation autonome pour chacun des groupes de professions ci-après:

1° Professions artisanales;

2° Professions industrielles et commerciales;

3° Professions libérales;

4° Professions agricoles.

En ce qui concerne les professions artisanales, libérales, industrielles et commerciales, la mise en place des organisations autonomes a fait l'objet des décrets des 19 juillet et 19 novembre 1948 et les régimes d'allocations de vieillesse ont été fixés par les textes suivants:

Professions artisanales: décret du 23 octobre 1950, abrogeant et remplaçant le décret du 21 avril 1949.

Professions libérales: décret du 30 mars 1949;

Professions industrielles et commerciales: décret du 21 avril 1949.

Les professions artisanales groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte l'inscription au registre des métiers ou dont la dernière activité professionnelle aurait été de nature à provoquer cette inscription si elle avait été obligatoire à l'époque où les intéressés ont exercé cette activité.

L'organisation autonome des caisses artisanales comprend:

47 caisses interprofessionnelles locales;

8 caisses professionnelles;

1 caisse de compensation, la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.).

Les cotisations sont versées trimestriellement et à terme échu. Elles correspondent à un nombre d'heures de travail fixé par arrêté. Depuis le 1er janvier 1951, la cotisation annuelle est calculée sur la base de 86 heures de travail et la valeur de l'heure de travail est égale à la 600e partie du taux minimum [illegible]llocation aux vieux travailleurs salariés.

Les artisans et les conjoints reçoivent à soixante-cinq ans, ou à soixante ans en cas d'inaptitude au travail, une allocation dont le taux annuel minimum est égal à 28.200 F depuis le 1er octobre 1951.

Pendant les quinze années suivant le 1er janvier 1949, l'allocation minimum est majorée d'un quinzième par année entière de cotisation. Au delà de quinze ans, chaque année entière de cotisation ouvre droit à une allocation supplémentaire égale à un trentième de l'allocation minimum.

Au 31 décembre 1952, 627.660 artisans cotisaient aux caisses artisanales qui servaient 111.671 allocations. En 1952, les recettes du régime se sont élevées à 4.502 millions et ses dépenses à 4.636 millions.

Les professions industrielles et commerciales groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte soit l'inscription au registre du commerce, soit l'assujettissement à la contribution de la patente, en tant que commerçant.

L'organisation autonome des caisses d'allocations de vieillesse de l'industrie et du commerce comprend:

75 caisses interprofessionnelles locales;

15 caisses professionnelles nationales;

9 caisses professionnelles régionales;

1 caisse de compensation, la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (O. R. G. A. N. I. C.).

Chaque assujetti opte pour une des classes de cotisation ci-après correspondant à un nombre déterminé de points de cotisation:

| | |
|---|---|
| Classe I | 4 points de cotisation. |
| Classe II | 6 points de cotisation. |
| Classe III | 8 points de cotisation. |
| Classe IV | 10 points de cotisation. |
| Classe V | 12 points de cotisation. |
| Classe VI | 18 points de cotisation. |
| Classe VII | 24 points de cotisation. |

Les classes VI et VII ont été ajoutées depuis le 1er juillet 1951 et la classe I ne continue à subsister que pour ordre (décret du 13 juin 1951).

La cotisation annuelle est égale au produit du nombre de points correspondant à chaque classe par la valeur du point, fixée à 1.400 F à compter du 1er juillet 1951 et portée à 1.667 F au 1er octobre 1952, par l'arrêté du 29 septembre 1952.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent à soixante-cinq ans, ou à soixante ans en cas d'inaptitude au travail, l'allocation minimum indiquée plus haut.

En régime plein, pour les assujettis ayant cotisé, l'allocation sera égale au produit de la somme des points correspondants aux cotisations successivement versées, par la valeur du point d'allocation multipliée elle-même par le nombre de points correspondant à chaque classe.

L'arrêté du 29 septembre 1952 a relevé de 280 F à 305 F la valeur du point, à compter du 1er octobre 1952.

Au 31 décembre 1952, 883.956 industriels et commerçants cotisaient à leurs caisses d'allocations de vieillesse, qui versaient 273.087 allocations. En 1952, le régime a encaissé 12.946 millions et ses dépenses se sont élevées à 10.904 millions.

L'organisation autonome des professions libérales comprend:

16 caisses dites sections professionnelles, dont la compétence s'étend à toute la France métropolitaine;

1 caisse nationale.

La cotisation annuelle a été fixée pour la première année (1949) à un taux uniforme pour l'ensemble des sections professionnelles, soit 7.000 F. Pour les années postérieures, elle varie suivant la section professionnelle.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent l'allocation minimum à soixante-cinq ans, ou à soixante ans en cas d'inaptitude au travail. Des régimes d'assurance vieillesse complémentaires ont été institués pour les notaires, les médecins, les pharmaciens (décrets du 22 avril 1949), les vétérinaires (décret du 21 octobre 1950), et les experts comptables et comptables agréés (décret du 21 mai 1953).

Ces régimes sont financés par des cotisations complémentaires versées par les assujettis. Ils doivent prévoir des avantages revisables chaque année selon les ressources qui peuvent y être affectées.

Au 31 décembre 1952, 120.661 personnes des professions libérales cotisaient aux sections professionnelles, qui versaient 33.556 allocations. En 1952, le régime a encaissé 2.480 millions de cotisations et ses dépenses se sont élevées à 2.345 millions

L'organisation autonome des professions agricoles a été créée par la loi du 10 juillet 1952, à compter du 1er juillet 1952. Les modalités d'application de cette loi ont été fixées par le décret du 18 octobre 1952.

Les effectifs des différents régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées des professions non agricoles et les opérations effectuées en 1952 sont relevés dans les tableaux ci-après:

**Effectif des régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées.**

| | COTISANTS au 31 décembre 1952. | ALLOCATAIRES au 31 décembre 1952. |
|---|---|---|
| Professions artisanales | 627.660 | 144.671 |
| Professions industrielles et commerciales | 883.956 | 273.087 |
| Professions libérales | 120.661 | 33.556 |
| Ensemble | 1.632.277 | 451.314 |

**Opérations effectuées en 1952 par les régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées.**

(En millions de francs.)

| | PROFESSIONS artisanales. | PROFESSIONS industrielles et commerciales. | PROFESSIONS libérales. | ENSEMBLE |
|---|---|---|---|---|
| *Recettes.* | | | | |
| Cotisations | 4.368 | 12.746 | 2.480 | 19.928 |
| Majorations de retard | 134 | 200 | | |
| Total | 4.502 | 12.946 | 2.480 | 19.928 |
| *Dépenses.* | | | | |
| Prestations | 4.188 | 9.776 | 2.178 | 16.142 |
| Gestion administrative (1) | 448 | 1.128 | 159 | 1.735 |
| Total | 4.636 | 10.904 | 2.337 | 17.877 |

(1) Prélèvement autorisé en ce qui concerne le régime des professions industrielles et commerciales, dépenses effectives en ce qui concerne le régime des professions artisanales et le régime des professions libérales.

**Régime d'allocations de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. Cotisants et bénéficiaires au 31 décembre 1952.**

| CAISSES OU SECTIONS | COTISANTS AU 31 DÉCEMBRE 1952 | | BÉNÉFICIAIRES AU 31 DÉCEMBRE 1952 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Régime minimum. | Régime complémentaire. | Droits propres. | Conjoints. | Veuves. | Total. |
| Section professionnelle des avocats | 7.000 | » | 376 | 148 | 502 | 1.026 |
| Section professionnelle des notaires | 6.750 | 6.750 | 1.476 | 2.688 | | 4.164 |
| Section professionnelle des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires | 7.860 | » | 870 | 556 | 1.290 | 2.716 |
| Caisse autonome de retraite des médecins français | 27.650 | 27.650 | 2.495 | 1.118 | 4.212 | 7.825 |
| Section professionnelle des chirurgiens dentistes | 10.408 | » | 976 | 314 | 369 | 1.659 |
| Section professionnelle des pharmaciens | 11.318 | 11.318 | 1.341 | 629 | 2.895 | 4.865 |
| Caisse autonome de retraite des sages-femmes françaises | 5.972 | » | 1.525 | » | » | 1.525 |
| Section professionnelle des infirmiers, masseurs, kinésithérapeutes et pédicures | 5.151 | » | 683 | 44 | 27 | 754 |
| Section professionnelle des vétérinaires | 2.712 | 2.755 | 384 | 149 | 494 | 1.027 |
| Section professionnelle des agents généraux d'assurances | 13.581 | » | 2.338 | 1.086 | 1.232 | 4.656 |
| Section professionnelle des architectes | 6.085 | » | 985 | 373 | 578 | 1.942 |
| Section professionnelle des experts comptables et comptables agréés | 8.168 | » | 131 | 61 | 161 | 353 |
| Section professionnelle des ingénieurs conseils et ingénieurs experts, géomètres experts, métreurs et vérificateurs | 5.000 | » | 605 | 303 | 136 | 1.044 |
| | 120.661 | 51.473 | 14.185 | 19.371 | | 93.556 |

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

es opéra-

EMBLE

9.928

9.928

6.142
1.735

7.877

n ce qui

nbre 1952.

Total.

1.026
4.164

2.716

7.825

1.650
4.865

1.525

754
1.027

4.656
1.942

353

1.044

93.556